

Cahiers de **HISTOIRE** revue d'histoire critique

EN PARTENARIAT AVEC ESPACES MARX
ET LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Sommaire n° 112-113

Juillet-décembre 2010

5 . Le mot de la rédaction

Dossier



HISTOIRES CROISÉES DU COMMUNISME ITALIEN ET FRANÇAIS

17 . Marco Di Maggio

Présentation

19 . Serge Wolikow

Problèmes méthodologiques et perspectives historiographiques de l'histoire comparée du communisme

25 . Marco Di Maggio

PCI, PCF et la notion de «centre». Enjeux stratégiques et questions identitaires des PC de l'Europe occidentale

45 . Roger Martelli

Le PCF et le PCI face à Khrouchtchev (1953-1964)

57 . Sante Cruciani

Histoire d'une rencontre manquée : PCF et PCI face au défi de la construction communautaire (1947-1964)

- 77 . Marco Galeazzi
Le PCI, le PCF et les luttes anticoloniales (1955-1975)
- 99 . Giulia Strippoli
Le PCF et le PCI face au mouvement étudiant de 1968
- 113 . Giorgio Caredda
Washington et la « réformabilité » du communisme dans les années soixante-dix
- 139 . Marco Di Maggio
Le PCF et l'Union de la gauche vus par le PCI
Le rapport de Giancarlo Pajetta sur les élections législatives françaises de 1973

Archives



- 151 . Pierre Boichu
Les archives du Parti communiste français.
Les relations entre PCF et le PCI dans les années 60 et 70
- 166 . Cristiana Pipitone
Les archives du Parti communiste italien

Table ronde



- 177 . Serge Wolikow, Michel Maso, Roger Martelli,
Sylvio Pons (12 mai 2010)
Histoires croisées du communisme italien et français

Chantiers



- 197 . Thierry Pastorello
**L'abolition du crime de sodomie en 1791 :
un long processus social, répressif et pénal**

Métiers



Transmettre l'Histoire



- 211 . Guillaume Davranche
Bientôt un dictionnaire Maitron des anarchistes
- 215 . Interview à propos du livre de Roger Martelli par
Marco Di Maggio
**L'empreinte communiste dans la société française
(1920-2010)**

Débats



- 227 . Chloé Maurel
Une histoire mondiale des peuples noirs
*Au sujet de Patrick Manning, *The African Diaspora. A History
through Culture*, New York, Columbia University Press, 2010*

Livres



- 239 . Livres lus
267 . Publications reçues
271 . Annonces

Le mot de la rédaction

Il y a longtemps que l'on n'avait pas explicitement développé une réflexion sur l'histoire du communisme dans les *Cahiers d'histoire*. Depuis que les *Cahiers* sont devenus *Revue d'histoire critique* en 1996, la production a pris du champ par rapport à l'histoire politique, entendue au sens étroit de la vie des formations politiques et des institutions.

Conformément à la charte rédactionnelle de cette refondation, le travail de la rédaction s'est organisé autour de l'articulation entre pensée du social et transformation du social, convergent avec ceux, de plus en plus nombreux, qui interrogent à travers leur pratique les usages sociaux de l'histoire¹. Notre histoire, lourde de sa propre tradition d'ancrage dans le politique, a élargi sa visée en lui donnant à la fois une dimension plus réflexive, plus épistémologique, qui s'exprime en particulier dans les rubriques «Métiers» et «Débats», et une ambition de compréhension globale qui passe par l'analyse de l'ensemble des processus de domination et de leurs articulations.

Les *Cahiers d'histoire* n'ont donc pas accompagné les appels au renouveau de l'histoire politique des années 1990, impulsé notamment par René Rémond². Sans doute plus qu'à d'autres, penser l'histoire du politique demandait de la part de la rédaction des *Cahiers* un *aggiornamento* en cette fin de xx^e siècle, marquée, entre autres échecs, par celui du projet émancipateur communiste et par la sclérose d'une partie des lectures historiques issues de Marx. Ce n'est pas un hasard si le dossier qui est au cœur du numéro fondateur de la nouvelle série des *Cahiers d'histoire*, désormais *Revue d'histoire critique*, porte sur les «Changements de société». Il y est question de «mutation de l'An mil», de «portée de la Révolution française», de «naissance de la cité grecque», avec à l'arrière-plan, la réflexion sur le concept de «transition», mais pas de communisme³.

Depuis, nous avons beaucoup produit, variant les angles d'approche, les découpages temporels et spatiaux, exhibant, pourrait-on dire, de façon volontariste une sorte d'arbitraire de l'historien. Mais cet arbitraire, toujours à l'œuvre dans le travail de création, a été, espérons-nous, un usage raisonné de la liberté, une affirmation de responsabilité, que nous entendons poursuivre. Oui, nous savons qu'en exhibant, nous masquons aussi, qu'en remémorant, nous oblitérons, nous savons que dans l'extrême complexité du social, nous tirons les fils d'écheveaux que nous amincissons, lissons. En même temps, nous savons que nous choisissons certains fils, avec toute la vigilance mais aussi les tropismes que nous donnent notre culture historique et notre ancrage social. Nous choisissons et nous espérons qu'au-delà de l'éclectisme apparent des thèmes des dossiers des *Cahiers d'histoire* depuis maintenant quinze ans s'exprime ce que l'on pourra appeler une ligne éditoriale, une ligne qui se définit en acte, à travers le tressage des fils choisis pour chacun de ces dossiers. Dans les titres de la cinquantaine de dossiers publiés, depuis ce « Changements de société », il y a eu « Pouvoirs et information », ou « La caricature entre subversion et réaction » ou encore « Esclavage, marronnages, commémorations », et, plus récemment, « Sciences et politique », « Les gauches en Égypte » ou « Le modèle américain »⁴. On mesure la volonté de diversifier les découpages de nos objets d'étude, de décroiser des horizons historiographiques, de penser et faire penser à nouveau frais en dissociant, en rapprochant. Cela est l'unité de la méthode. Mais, en suivant ces brusques changements de focales, de la « Réconciliation franco-allemande », entendue depuis 1945, par exemple, à un générique « Au nom des pauvres » qui le suit au cours de l'année 2007, on verra se préciser le fil rouge de notre enquête, une enquête obstinée sur les multiples formes des pouvoirs et leurs agencements, pouvoirs économiques, politiques, idéologiques, sur leurs imbrications et, particulièrement, sur leur capacité à créer des zones d'ombres, de l'oubli, des oubliés, forme ultime de la domination. Ainsi l'un de nos derniers dossiers s'intitule-t-il « 68, les oubliés du cortège », évoquant la façon dont le processus commémoratif autour de 1968 a laissé de côté une part de la foisonnante activité d'insoumission de ces années.

Rouvrir maintenant la page de l'histoire du communisme, c'est à nouveau décaler. La dernière fois que le « communisme » a été au cœur d'un dossier des *Cahiers*, c'était en 1999, dans le n° 77. Le dossier était consacré aux « Communistes dans la première moitié du XIX^e siècle ».

Il cherchait à redonner une profondeur historique à l'histoire du communisme en l'enracinant dans les projets de révolution sociale des lendemains de la Révolution française et cette moyenne durée rappelait les difficultés de la reconstruction d'un horizon de lutte pour l'égalité après la succession d'échecs du premier XIX^e siècle. Il s'agissait d'un communisme d'avant la critique du capitalisme par Marx et dont l'écho a été assourdi par la puissance des mises en œuvre politique du XX^e siècle. Là aussi, histoire des oubliés.

L'histoire des communistes du XX^e siècle, est-ce une histoire des oubliés de l'histoire, des « sans voix » ? Certes non, pourra-t-on répondre avec empressement. C'est une histoire de ceux qui ont pris bruyamment la parole dans les espaces publics, utilisé les premiers les porte-voix et chanté, scandé et occupé spectaculairement la rue, de ceux qui ont parlé aussi du haut des tribunes du pouvoir, parlé au monde par leur presse, leurs livres, parlé depuis les chancelleries et les institutions internationales, armé des bras et fait avancer des chars, organisé des économies et des liens sociaux, un peu partout à la surface du globe.

Au fil des années qui passent et éloignent de nous « le communisme » du XX^e siècle comme référence et réalité de l'état du monde, nous comprenons mieux l'ampleur de ces élaborations qui, d'un continent à l'autre, ont lutté contre des dominations, dominations des forces armées, des Églises, dominations des accapareurs de terre, dominations des firmes capitalistes, dominations des élites anciennes ou nouvelles confisquant le pouvoir politique, l'ampleur de ces luttes, souvent brisées, étouffées, et, étonnamment, parfois victorieuses.

L'histoire du communisme du XX^e siècle a ses vaincus, nombreux, mis à mort, torturés, exilés. Les fosses communes que l'on ouvre, non sans peine, aujourd'hui en Espagne, nous parlent, avec d'autres, de ceux-là. Certains étaient des poètes, des écrivains dont les voix résonnent encore. Beaucoup d'autres étaient des « sans voix » dont la défaite a fait des oubliés de l'histoire. D'un bout à l'autre de la planète, en Europe, en Amérique du Sud, en Asie, en Afrique, le XX^e siècle a été celui de mises à mort politique, de guerres civiles sans merci dans lesquelles la disparition des corps a été consciemment organisée par les vainqueurs comme outil d'éradication des mémoires. L'histoire du communisme du XX^e siècle a été celui aussi des exils politiques, fabriquant des citoyens à droits faibles, précaires, condamnés à vivre entre deux langues, deux histoires, condamnés à oublier pour survivre souvent. Autres voix faibles.

Mais l'histoire du communisme du xx^e siècle, c'est aussi bien sûr cette surprenante victoire inaugurale, celle des Bolchéviques russes de 1917, celle qui fait de la Russie cette nouveauté qu'est l'URSS, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. On sait quel sera l'impact gigantesque de cette victoire : impact sur l'ensemble des mouvements socialistes qui prennent position et s'organisent par rapport à elle : impact sur l'organisation à l'échelle internationale d'un mouvement communiste structuré, unifié, mais aussi scindé, toujours en rapport avec le pouvoir soviétique, ses analyses, ses pratiques, intérieures comme extérieures. On sait que tout le xx^e siècle aura cette histoire au cœur. Une histoire qui désormais pèsera sur l'ordre mondial, sur les organisations sociales, politiques de tous les pays du globe. On peut bien dire dans son sens fort, reprenant le titre d'un livre récent, que le xx^e siècle a été « le siècle des communismes »⁵. Étonnante histoire que la survie, puis l'enracinement de ce pouvoir communiste dans l'empire russe, histoire qui va peser, de plus en plus, sur l'ensemble du monde pour près d'un siècle, quand la fragile union des républiques devient l'une des deux grandes puissances, puissance économique, militaire, politique. Histoire qui instaure un pouvoir de plus en plus puissant dans ses frontières comme à l'extérieur, accaparant l'appartenance « communiste », en excluant ceux qui s'éloignent, qui en contestent les choix, histoire qui fait du communisme un outil de domination qui produit ses victimes, ses mises à mort, ses réduits au silence. L'extrême violence de cette domination, l'échec des constructions économiques alternatives au capitalisme ont fait du xx^e siècle aussi le siècle de la contestation et, de plus en plus, d'une remise en cause généralisée du communisme comme outil de libération. L'histoire du communisme est devenue celle des bourreaux, notamment bourreaux d'autres communistes.

C'est donc bien ouvrir la page d'une immense histoire que celle du communisme du xx^e siècle. Et comme l'ont répété les historiens de la dernière décennie, il y a bien lieu de penser à travers la diversité des espaces nationaux, des groupes sociaux, des configurations internationales, des temps, l'histoire « des » communismes. Ainsi que l'affirment dans leur introduction les auteurs du *Siècle des communismes*, « en réalité, le communisme se décline, tout au long de son histoire et dans tous ses aspects, au pluriel. Il est diversité unifiée par un projet⁶ ».

Ces histoires « des » communismes et « des » communistes ont pris un nouvel essor depuis que la production des historiens n'est plus rivée à la préservation ou à l'anéantissement du « bloc de l'Est », depuis aussi

que d'importantes institutions communistes ont fait le choix d'ouvrir leurs archives, non seulement de laisser se faire l'histoire, mais ainsi d'en favoriser le développement. En France, comme dans la plupart des pays d'Europe, notamment l'Italie évoquée dans ce présent numéro des *Cahiers d'histoire*, de larges pans des archives des partis ont été mis à la disposition des chercheurs, de nouvelles générations de chercheurs sont apparues et le temps des contentieux politiques a laissé place à celui de l'étude. Cette réalité amène Bernard Pudal, dans un article récent sur l'historiographie du communisme français, à évoquer les années 1989-2008 comme celles de la «révolution documentaire⁷».

Progressivement, la recherche sur le communisme comme expérience politique majeure du xx^e siècle s'est profondément renouvelée. Elle est sortie de la seule recherche de la définition de la matrice idéologique unique, de l'étude des cadres nationaux, des seules relations des différents PC avec le PC d'Union soviétique. Elle est aussi sortie d'Europe et la réalité d'organisations communistes, puissantes, parfois aussi unifiées que celles des nations européennes, et jouant un rôle réel dans les formes de politisation et dans les voies des affirmations nationales, notamment des espaces coloniaux, est au cœur de nouvelles recherches. Ainsi, paraissent des études neuves sur les communismes en Inde ou dans le monde arabe⁸.

Cette production historique prend de plus en plus en compte la diversité des contextes nationaux, mise en évidence par des histoires comparées et des histoires croisées. Mais ces histoires croisées, si elles mettent en évidence que toutes les interactions ne passent pas par Moscou, surtout après la mort de Staline, qu'il y a des divergences soutenables à l'intérieur de l'Internationale communiste, elles montrent aussi la force des contraintes liées à la préservation de l'unité internationale et beaucoup de similitudes dans les fonctionnements internes des partis, particulièrement dans l'après-guerre stalinien.

Le présent dossier des *Cahiers d'histoire* est l'une des expressions de ce nouvel état des lieux historiographiques. On y retrouve l'importance reconnue du nouvel accès aux sources : ce rôle primordial est traduit par les contributions des archivistes, Pierre Boichu, des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis pour les archives du PCF, et Cristiana Pipitone, archiviste à l'Institut Fondation Gramsci de Rome pour les archives du PCI.

Mais à travers les histoires croisées du communisme italien et français dans ce dossier coordonné par notre jeune collègue, chercheur

à la fois de la Sapienza de Rome et de l'université de Bourgogne, Marco di Maggio, nous voyons aussi comment pour les deux partis, l'une des ambitions, et aussi des difficultés, du communisme du xx^e siècle a été de conjuguer un internationalisme fondateur, devenu de fait, en grande partie, une dépendance vis-à-vis de l'URSS, et des mises en œuvre nationale. Comme l'a montré Roger Martelli dans ses travaux et comme il l'expose ici à propos des réactions au rapport Khrouchtchev, ces mises en œuvre ont été profondément dépendantes des cultures politiques héritées, des situations économiques et sociales spécifiques. Elles ont aussi contribué à façonner les cultures politiques nationales et les rapports sociaux⁹. Les articles rassemblés ici rendent compte du fait que, dans des contextes divers – décolonisation, mouvements de 1968, construction européenne, les décisions politiques des deux grands partis de l'Europe occidentale ont toujours été marquées par une dépendance vis-à-vis de l'organisation internationale, c'est-à-dire des choix stratégiques, diplomatiques du gouvernement soviétique. Mais en même temps, ces études montrent l'existence dans les deux partis de tensions, voire de divisions internes, et de marges de choix. Elles montrent aussi comment les deux partis s'observent, se calent l'un par rapport à l'autre, dans la recherche de convergences, de soutiens pour faire valoir leurs analyses, mais aussi d'hégémonie au sein du mouvement communiste international comme au sein des équilibres politiques de chaque puissance.

L'objet des articles rassemblés ici est celui des grands choix politiques, des options choisies *in fine* par les directions des deux partis face à des situations tout à fait nouvelles de l'après Seconde Guerre mondiale : que faire des affirmations de Khrouchtchev sur le pouvoir de Staline ? Quels rapports entretenir avec des mouvements nationalistes, parfois anti-communistes, des pays colonisés ? Quelle place donnée dans l'analyse de la réalité sociale et les constructions politiques aux révoltes étudiantes, aux valeurs d'insoumission qu'elles mettent en avant ? Comment se situer par rapport à l'éclatement de l'unité du communisme international, à l'hostilité ouverte entre l'URSS et la Chine ? Les articles mettent en évidence les hésitations, les revirements, parfois sous pression de Moscou, parfois sous l'effet des rapports de force nationaux, des succès et insuccès électoraux, de la contestation d'une partie des militants.

Pour conclure sur cet important dossier, on pourra regretter que les militants n'y soient pas plus présents, que le fonctionnement des directions, omniprésentes, n'y soit pas davantage décortiqué, permettant

d'avancer dans la compréhension des processus de prise de décision. L'histoire croisée ici met en évidence, en effet, que les rapprochements, les contacts entre les deux partis sont des faits de direction et non de militants. Les « Italiens », resteront pour le plus grand nombre des communistes français, ces « autres », mal pensant, ces communistes français qui vont chercher leurs références à l'étranger et chez des étrangers dont la ligne politique n'est guère recommandable. L'exercice met ainsi en évidence combien les fonctionnements nationaux allaient de soi, combien les partis communistes s'étaient appropriés l'héritage républicain faisant de la nation le cadre intangible de l'expression politique. Sans doute, l'effet des sources, ces fascinantes sources des organes de direction nationale des deux partis, depuis peu accessibles et objets de d'autant plus de curiosité que les partis ont entouré les délibérations de leurs instances de beaucoup de secrets, l'effet de ces sources des secrétaires et des « dirigeants proches », comme il est dit à plusieurs reprises dans les articles, est lourd sur la recherche contemporaine et participe à cette élaboration d'une histoire du communisme, si l'on peut dire, « vue d'en-haut ». Une histoire aussi toute masculine, ou presque. Des hommes parlent, écrivent à d'autres hommes. Trait caractéristique de toute la vie politique, au niveau des dirigeants, pourra-t-on dire, trait caractéristique des directions communistes aussi en dépit de l'affirmation de l'égalité politique des femmes et des luttes menées pour faire entrer celles-ci dans les faits.

L'ampleur du dossier ne doit pas faire oublier que ce numéro des *Cahiers* permet aussi de retrouver les rubriques habituelles. Elles nous rappellent salutairement qu'il n'est pas d'histoire que du communisme. Qu'il fut des temps où ce champ de nos sociétés qu'est « la politique » n'existait pas en tant que tel, que les dominations ne relèvent pas toutes du politique, que dans le champ du politique, il n'est pas que de communisme.

Chantiers, à travers un article de Thierry Pastorello, nous installe dans un horizon, européen, éloigné de celui des dirigeants communistes du xx^e siècle. Effet des temps, effet aussi des découpages du social : l'horizon est celui du xviii^e siècle parisien, celui des effets de domination dans le champ des représentations et des pratiques sexuelles. L'étude met en évidence à travers la traque par la police, les sanctions infligées par les juges, combien les réputés coupables de sodomie sont parties prenantes d'un monde dont la sensibilité, dans ce domaine comme dans beaucoup

d'autres, est en train de changer : de criminel et corrupteur dangereux, le sodomite devient au cours du siècle la victime d'une déviance, un être à guérir, tel que le XIX^e siècle en fabriquera de nombreux.

Métiers nous réinstalle dans le politique, en diversifiant champ chronologique et échelle d'observation, avec l'évocation de deux ouvrages, vecteurs de transmission de l'histoire. La synthèse de Roger Martelli est destinée à un vaste public, soucieux de revenir globalement sur une histoire, celle du communisme et de la société française au XX^e siècle¹⁰. La seconde présentation nous ramène vers l'autre versant des grandes pensées de l'émancipation du XIX^e siècle, celui des anarchistes, et vers un tout autre type de production historique, le travail collectif en cours autour de la réalisation, dans le cadre du fameux dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le « Maitron », de nouveaux volumes consacrés aux militants anarchistes.

Débats élargit à son tour notre horizon historiographique en nous confrontant à l'ambitieuse histoire mondiale des peuples noirs construite par l'historien de l'université de Pittsburg (EU), Patrick Manning. Notre collègue Chloé Maurel rend compte du livre le plus récent de l'auteur, *The African Diaspora. A History through Culture*, à travers lequel elle présente la façon dont Manning met en œuvre l'ambition partagée par des historiens de plus en plus nombreux d'écrire au-delà des frontières, notamment nationales, de notre présent, une histoire des espaces d'interaction et d'échange des mondes anciens, espaces dont l'existence peut être explicatif de réalité sociale de notre présent. Ainsi en va-t-il selon lui du développement de l'esclavage à l'époque moderne sur de vastes espaces connectés qui a provoqué une diaspora noire, la fabrication d'un racisme, source de politiques de discrimination jusqu'au XX^e siècle. Manning montre aussi l'importance des luttes sociales et des interactions entre ces luttes d'un continent, d'un État à l'autre, et, aussi, nous rappelant que cette histoire est aussi celle du siècle des communismes, le rôle unificateur des militants communistes partout dans ces luttes.

Au moment où le peuple tunisien se soulève contre une tyrannie devenue nationale mais bien ancrée dans un ordre post-colonial, on ne peut qu'être très sensible à ces concomitances de mouvements sociaux dans des espaces disjoints mais concernés par une même histoire qu'évoquent Manning grâce à son approche à l'échelle « monde ».

L'histoire laisse des traces qui rejouent longtemps. Ainsi, celles de la révolte des Tunisiens nous rappellent-elles à quel point le présent est

à la fois pétri de ces traces et en même temps radicalement neuf. Nous, historiens, nous savons que nous devons débusquer ces traces pour rendre au passé son étrangeté et au présent son unicité. Ainsi en va-t-il aussi de l'histoire du communisme.

Anne Jollet

1. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 64, 1996, p. 3-4.
 2. René Rémond (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, rééd. Seuil, coll. « Point Histoire », 1995.
 3. *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 64, 1996, « Changements de sociétés », Guy Bois, « Mutation de l'An mil et changement social », Antoine Casanova, « Raison et portée de la Révolution française », Guylain Chevrier, « Naissance de la cité grecque », Claude Mazauric, « À propos du champ conceptuel du mot "transition" ».
 4. Pour l'ensemble de cette production, nous renvoyons au site des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, <http://chrhc.revues.org/>. Un prospectus avec la liste des titres de l'ensemble des dossiers peut également être demandé auprès de la rédaction des *Cahiers d'histoire*, 6, avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19.
 5. Michel Dreyfus et alii, *Le Siècle des communismes*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 2000.
 6. *Op. cit.*, p. 9.
 7. Bernard Pudal, « Communisme français » dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographies, II Concepts et débats*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », p. 973-985. Le séminaire du Centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne organisé ces dernières années par Serge Wolikow, Jean Vigreux et Alexandre Courban aux archives départementales de la Seine-Saint-Denis, « Archives et sources du communisme. Regards croisés : chercheurs, acteurs et archivistes » est l'une des expressions de ce tournant historiographique.
 8. Atteste de cette évolution, l'intitulé du séminaire du Centre d'histoire sociale du xx^e siècle, de l'université de Paris I, organisé par Bernard Pudal, Claude Penetier et Bruno Groppo, « Territoires et militants communistes. Approches plurielles et comparées ». Une des séances de 2011 donne la parole à Max-Jean Zins, auteur du « Puzzle identitaire communiste : le cas du Parti communiste de l'Inde (PCI) et du Parti Communiste Indien-Marxiste (PCI-M) », *Purushartha, Revue du Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud*, Paris, 2001.
- Nous renvoyons également aux analyses publiées récemment par les *Cahiers d'histoire*, les articles publiés dans le dossier consacré aux « Gauches en Égypte XIX-XX^e siècles », coordonné par Didier Monciaud, n° 105-106, 2008, et l'article de Jean Vigreux, « Manabendra Nath Roy (1887-1954), "représentant des Indes britanniques au Komintern" ou la critique de l'impérialisme britannique », dans « Conflits et conflictualité dans le monde britannique, 1815-1931 », coordonné par Jean Vigreux et Julien Vincent, n° 111, 2010.
9. Voir parmi les ouvrages récents, Roger Martelli, *L'empreinte communiste. PCF et société française, 1920-2010*, Paris, La Dispute, 2010.
 10. Roger Martelli, *L'empreinte communiste. PCF et société française, 1920-2010*, *op. cit.*

DOSSIER

HISTOIRES CROISÉES DU COMMUNISME ITALIEN ET FRANÇAIS



Dossier
coordonné par
Marco Di Maggio

Présentation

Avec la publication de ce numéro double des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, nous nous proposons d'apporter une contribution à l'histoire des deux principaux partis communistes d'Europe occidentale, l'italien et le français, en soulignant l'inévitable dimension comparative de l'historiographie du communisme¹. Cette approche concerne aussi bien les dimensions nationale qu'européenne et mondiale de la vie de ces partis. Nous avons voulu également nous inscrire dans l'histoire croisée de deux partis communistes comme champ de recherche spécifique particulièrement utile pour caractériser et penser l'évolution du phénomène communiste en Europe occidentale.

Aujourd'hui, avec l'ouverture des archives, on voit mieux se dégager pour les deux partis des problématiques similaires et, parfois, des influences réciproques. Cela, bien sûr, ne conduit pas à négliger la force des spécificités nationales et le poids des différences d'organisation comme de culture politique entre les deux partis. La similitude des problématiques apparaît particulièrement dans les moments difficiles comme la crise du mouvement communiste lors de la phase de détente internationale des années 60, ou encore lors du développement de nouvelles formes du conflit social dans les années 80 posant la question des rapports des PC à ces mouvements. Les deux partis sont également confrontés à la question récurrente de la prise du pouvoir; le PCF et le PCI connaissent une crise stratégique et idéologique qui est partie prenante de la crise du communisme dans son ensemble.

Tout en faisant place aux questions méthodologiques posées par cette réflexion croisée et par la mise en valeur récente du patrimoine archivistique du communisme français et italien, les analyses réunies ici sont centrées sur les recherches nouvelles consacrées aux années 1950-1970. Ces contributions portent, soit sur la stratégie nationale des deux partis, soit sur leur rôle dans le mouvement communiste international et

dans les équilibres européens et mondiaux de l'époque. Ce rôle central donné à la période qui suit la fin de la guerre froide correspond à la volonté d'engager une analyse historique de cette phase au cours de laquelle mûrissent les éléments qui sont à l'origine de la crise du communisme au niveau de l'ensemble du globe comme à celui de l'Europe occidentale.

Marco DI MAGGIO

1. La plupart des contributions regroupées dans ce numéro sont des interventions présentées lors de la journée d'étude sur les « Histoires croisées du communisme italien et français » tenue le 12 mai 2010 au Centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne. Cette journée d'étude a été organisée par Serge Wolikow et Marco Di Maggio, en collaboration avec la Fondation Gabriel Péri. Nous remercions les organisateurs comme les participants d'avoir contribué à cette publication dans le cadre des *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*.

Problèmes méthodologiques et perspectives historiographiques de l'histoire comparée du communisme

Serge WOLIKOW,

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Bourgogne

Jusqu'à aujourd'hui l'histoire comparée et croisée du communisme, et notamment des plus grands partis communistes de l'Europe occidentale, n'a pas été l'objet de beaucoup de travaux de recherche. À partir de la disponibilité actuelle des archives, Serge Wolikow réfléchit à l'importance de développer ce secteur historiographique nouveau qu'est l'histoire croisée des partis communistes. En effet, au-delà de la simple comparaison, les sources accessibles nouvelles nous permettent d'étudier l'histoire du communisme et des partis communistes nationaux en les situant dans une dimension continentale et mondiale. Par sa réflexion théorique, l'auteur propose plusieurs pistes de recherche possibles en ce sens.

La première question historiographique que l'on peut se poser à propos de l'histoire comparée et croisée des communismes italien et français peut être exposée et formalisée de la manière suivante. En quoi l'histoire du communisme dans ces deux pays peut-elle s'inscrire dans une histoire comparée internationale de la politique ? Ou, autrement dit, dans quelle mesure l'histoire du communisme est-elle une composante de l'histoire globale du xx^e siècle telle qu'on l'entend actuellement dans le travail scientifique historique ?

Aujourd'hui l'horizon de la réflexion historique s'est en effet ouvert sur un horizon non seulement européen mais mondial, jalonné par des événements mais aussi par des évolutions envisagées sur le long terme séculaire.

Paradoxalement, l'histoire du communisme comme discipline scientifique a, dans les dernières cinquante années, été marquée par un tropisme national dans le cadre duquel la majeure partie des recherches mettait l'accent sur les spécificités nationales. Ceci dans un contexte où

la recherche restait fortement marquée par les enjeux politiques : tandis que ses adversaires explicitement anticommunistes insistaient sur sa dimension internationale, les historiens attentifs au communisme, sinon sympathisants, mettaient l'accent sur sa nationalisation et ses caractères nationaux.

Depuis une vingtaine d'années, en Italie et en France, de nombreux travaux ont insisté sur ces aspects et valorisé les différences entre les deux partis communistes en relation avec une réflexion comparée sur les deux gauches¹. La comparaison historique s'y déployait ainsi doublement entre les pays et les différentes forces de gauche². Les différences, sinon les divergences, entre les gauches française et italienne étaient les principaux traits valorisés. Ces travaux nourrissaient les débats politiques en même temps que ceux-ci stimulaient les recherches historiques. La thèse des réformes qui auraient été manquées par la gauche française, en l'occurrence le parti communiste, en regard de la gauche italienne et notamment du PCI, alimentait largement la critique de tous ceux qui, en France, rêvaient une réforme en profondeur du PCF : elle dominait les travaux de sociologie et science politiques consacrés au PCF³. Il y avait une base historique réelle à cette posture car une partie des réformateurs communistes français se réclamait, dans les années 1960, de l'exemple, sinon du modèle, italien. Cette référence a persisté dans les débats internes du groupe dirigeant en 1969 comme en 1975, notamment à propos du rôle des intellectuels.

On a donc, à juste titre, beaucoup comparé et mené de nombreuses études avec le souci principal de souligner des différences qui venaient sans doute bousculer certaines images et stéréotypes simplificateurs.

Il me semble aujourd'hui que l'analyse comparative terme à terme doit être dépassée : le modèle en forme de bilan à deux colonnes résumant le positif et le négatif mérite d'être délaissé notamment parce qu'il fige et essentialise des situations dont il est ensuite difficile sinon impossible de comprendre les évolutions. On doit remarquer que les notions servant de base aux analyses comparées ont été largement amendées ou revues. L'histoire comparée aujourd'hui, notamment à l'échelle internationale, porte sur les transferts, les circulations, les emprunts et donc les croisements⁴. Il y a une nouvelle manière de concevoir la comparaison en mobilisant des notions comme celle d'imbrication ou d'interaction, de transfert politique et culturel plutôt que celles d'opposition ou de distinction. Pour rendre possible la comparaison, il faut envisager la globalité de la démarche du communisme en tant que tel et donc ce qu'il

y a de commun avant de songer à pointer les différences. Aujourd'hui si l'on veut envisager de ce point de vue le communisme, on ne peut éviter la question de ses références communes. Pendant très longtemps l'accent a été mis sur les différences, sinon les divergences, entre les partis communistes de France et d'Italie. Pourtant, beaucoup les rapproche : ils sont nés dans la même période, au début des années 1920, ils ont aujourd'hui disparu tous les deux sous leur forme historique en dépit d'évolutions qui ont parfois été hétérogènes. Les partis qui actuellement se revendiquent comme leurs héritiers directs, sous leur nom ou pas, sont très différents de ce que les deux partis ont été au cours du xx^e siècle. On peut donc aujourd'hui mieux s'interroger sur ce que ces deux partis avaient de commun, en particulier une même matrice initiale : en tout état de cause, la comparaison ne peut être ni uniquement ni principalement la mise en scène des différences entre les deux. Dans l'analyse comparée, il y a aussi les variables nationales et internationales. Pendant très longtemps les différences étaient imputées au national, tandis que l'international rendait compte de ce qu'il y avait de commun. La dimension sociétale aurait marqué nationalement chaque parti, tandis que la téléologie aurait exclusivement renvoyé à l'international selon un schéma popularisé par de nombreux auteurs⁵. Cette approche apparaît réductrice dans la mesure où elle situait l'international en extériorité complète au système politique du pays et du parti considérés, alors qu'ils en étaient largement partie prenante à une époque où, par exemple, la Première Guerre mondiale avait profondément imbriqué les champs politiques du national et de l'international non seulement en Europe mais aussi dans de nombreuses régions du monde. Que l'on songe de ce point de vue à la formation du communisme en Chine après 1919, inséparable de l'humiliation nationale face au Japon et aux alliés occidentaux ! Si l'on considère le rôle politique de l'image de l'URSS, s'agit-il seulement d'une dimension téléologique, ou n'est-elle pas un élément constitutif de la politique nationale des partis communistes, l'évolution de la situation internationale venant selon les cas les affaiblir ou les renforcer ? La question dépasse largement le cas, d'ailleurs, du seul communisme en France notamment quand on parle de l'alliance franco-russe. Celle-ci fonctionne bien sûr en miroir avec les rivalités franco-britanniques et le conflit franco-allemand depuis le xix^e siècle. En Italie, on est dans une configuration de la politique internationale toute différente de sorte que les relations internationales avec la Russie, puis l'URSS, ne jouent pas de la même manière : par exemple, au moment où de Gaulle, en France, parle de l'Europe de

l'Atlantique à l'Oural, la démocratie chrétienne italienne regarde ailleurs !⁶ Cela a des effets sur les partis communistes et la manière dont ils se situent chacun dans son espace politique national. La dimension internationale du communisme est d'autant moins une simple extériorité que les partis communistes font durablement partie d'un mouvement communiste international, dont le nom a pu changer, mais qui reste une référence partagée au moins jusqu'au milieu des années 1970, c'est-à-dire pendant plus d'un demi-siècle. Ainsi la dimension internationale doit nécessairement être prise en compte dans le déploiement d'une analyse croisée des partis communistes.

La dimension internationale du communisme a fonctionné de plusieurs manières, lors de la formation des partis en 1920 et 1921, à Tours et à Livourne, ensuite lorsque les dirigeants des deux partis, à des titres et niveaux différents, se retrouvent dans les instances de l'internationale communiste, sans oublier l'épisode de la Seconde Guerre mondiale en URSS. Les deux forces politiques sont parties intégrantes d'un parti mondial, dont le projet ne peut être ignoré si l'on veut comprendre ce qu'a été la culture organisationnelle des deux partis, de la bolchevisation à la stalinisation avant qu'ils tentent de s'en défaire⁷. Ce parti mondial de la révolution a perdu progressivement son sens initial : en partie, la stalinisation consiste en la disparition de cet horizon mondial au profit d'un horizon international et diplomatique de la politique étrangère soviétique assimilée à l'internationalisme prolétarien. L'espérance révolutionnaire internationale de chaque parti réside désormais dans l'existence et l'action de l'URSS. Pour les partis, quand on raisonne comparativement, que reste-t-il de la matrice originelle puis de la politique stalinienne, quand il s'agit de deux partis de pays européens marqués par la confrontation avant 1945, mais aussi les relations au sein d'une alliance commune dans le cadre d'une histoire européenne en train de se chercher ? La dimension comparative implique aussi que l'on prenne en compte une certaine histoire commune des deux pays comme puissances coloniales, car les deux ont eu des rêves hégémoniques distincts avec, d'un côté, l'expansion méditerranéenne, de l'autre, la gestion d'un vaste empire colonial outre-mer. Dans les deux cas, la question de l'internationalisme leur a été posée à travers la relation avec les populations colonisées ou dominées, évidemment dans des contextes différents.

Il faut resituer l'histoire comparée des partis communistes européens dans une histoire mondiale – en quoi et comment s'y inscrit-elle ? S'agit-il

d'une histoire régionale dont la portée serait seulement locale, à l'échelle du monde, ou au contraire l'histoire des partis communistes français et italien vaut-elle dans le cadre d'une histoire globale du communisme ? Pendant longtemps, l'histoire comparée a été fréquemment synonyme d'une mise en exergue des différences, aujourd'hui elle ne s'interdit plus la mise en évidence des convergences, parfois là où elles sont le moins attendues. Si l'on situe la réflexion sur la longue durée, peut-on considérer, par exemple, que l'histoire des deux partis communistes qui retiennent notre attention s'inscrit dans une évolution mondiale dont elle représenterait le destin emblématique qui vaudrait aussi bien pour l'Amérique latine, la Chine ou l'Inde ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une histoire propre aux pays européens, notamment les plus anciennement développés, depuis la fin du XIX^e siècle ? Le passage de l'un à l'autre niveau n'est pas si simple, notamment parce que la crise de l'URSS et le rapport des partis communistes avec la révolution russe se sont construits historiquement de manière assez différente à l'échelle mondiale. Au-delà d'une référence commune initiale, le poids et l'action de l'URSS dans les différentes parties du monde a connu des évolutions considérables. Son champ d'action idéologique direct s'est replié sur l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, même si sa politique étrangère de puissance a conduit l'URSS ensuite à intervenir sur un nombre important de théâtres d'opération aussi bien en Asie du Sud-Est qu'en Amérique latine ou au Moyen-Orient. Mais elle menait ces opérations à travers le prisme de la politique internationale, des alliances politico-militaires, en abandonnant les projets de construction et de soutien à des partis révolutionnaires qui se sont de fait émancipés de son influence idéologique dès la fin des années 1950. La logique de la guerre froide, l'affrontement soviéto-américain ont surdéterminé l'enjeu international du communisme européen⁸. En somme, la disparition de l'URSS a représenté une secousse politique et idéologique beaucoup plus forte en Europe que sur les autres continents, comme en Amérique latine ou en Asie. Cela nous conduit à nous interroger sur ce qu'a pu être la communauté de destin qui a uni l'histoire du communisme en URSS, puis en Europe centrale, et celle du communisme en Europe occidentale. Au-delà des différences entre partis au pouvoir et partis dans l'opposition se sont tissés des liens durables qui n'ont jamais été complètement rompus avant la disparition du système.

Reprendre le chantier de cette histoire comparée incite à revisiter les problématiques comparatives qui nous semblent aujourd'hui être

inscrites dans un nouveau contexte, marqué par l'importance de l'histoire mondiale, pour mieux saisir les particularités d'une histoire commune, celle des partis communistes français et italien qui n'ont jamais cependant cessé d'être différents jusque dans leur modalité d'évolution comme de leur effacement politique à la fin du xx^e siècle.

1. Lazar M., *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992.
2. *La sinistra e il 1956 in Italia e Francia*, a cura di Groppo B., Riccaboni G., Padova, Liviana, 1987.
3. «À quoi sert le PCF?», dans Duhamel O., Weber H. (dir.), *Changer le PC? Débats sur le «gallocommunisme»*, Paris, PUF, 1979.
4. Baby S. et Zancarini-Fournel M. (dir.), «Histoires croisées. Réflexions sur la comparaison internationale en histoire», *Cahiers de l'Irce*, n° 5, 2010; A. Agosti, *Bandiere Rosse. Un profilo storico dei comunismi europei*, Roma, Editori Riuniti, 1999.
5. Lazar M., *op. cit.*; Courtois S., Lazar M., *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2000; *Il comunismo in Italia e in Francia*, a cura di Blackmer D., Tarrow S., Milano, Etas Libri, 1976; Kriegel A., *Les communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Paris, Le Seuil, 1970; *L'altra faccia della luna. I rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, a cura di E. Aga Rossi, G. Guariniello, Bologna, Il Mulino 1997.
6. Gualtieri R. (a cura di), *Il PCI nell'Italia repubblicana (1943-1991)*, Roma, Carocci, 2001.
7. Martelli R., *1956 communiste. Le glas d'une espérance*, Paris, La Dispute, 2007; Peschanski D., Martelli R., Neirinck D., Lazar M., Pudal B., Wolikow S., «1956 : Que commémore-t-on ? Problématiques et enjeux historiographiques», dans *Le PCF et l'année 1956*, Actes des journées d'étude organisées par les Archives départementales de Seine-Saint-Denis, en partenariat avec le Parti communiste français et la Fondation Gabriel Péri, Paris, Conseil général de la Seine-Saint-Denis et Fondation Gabriel Péri, 2007, p. 48-49.
8. Agosti A., *Ascesa e declino del comunismo europeo*, in *Storia d'Europa*, a cura di Bairoch P., Hobsbawm E. J., Torino, Einaudi, 1996, vol. 5, p. 1057-1107.

PCI, PCF et la notion de « centre ».

Enjeux stratégiques et questions identitaires des PC de l'Europe occidentale

Marco DI MAGGIO,

Post-doctorant à la Maison des Sciences de l'homme de Dijon

L'article envisage, dans une perspective d'histoire comparée, les évolutions parallèles des PC italien et français de 1956 à la fin des années 1970. Les révélations faites par Khrouchtchev lors du XX^e Congrès amorcent des trajectoires idéologiques et stratégiques fort différentes. Cependant, ces trajectoires peuvent être analysées comme étant les deux pôles du même processus d'évolution et de crise du communisme en Europe occidentale. À partir de 1956, le PCI opte pour une perspective européenne à distance de Moscou et engage un dialogue avec les mouvements de libération ; le PCF reste solidaire de la politique étrangère soviétique. À la fin des années 1960, la crise tchécoslovaque oblige les PC italien et français à des recentrements nationaux fondés sur des perspectives sérieuses d'arriver au gouvernement. Mais la formulation d'une vision eurocommuniste ne s'est finalement jamais traduite concrètement malgré un rapprochement des deux PC.

Cet article a pour objet les rapports entre le PCF et le PCI dans le cadre de leur adhésion au mouvement communiste international, à partir de leurs conceptions de l'internationalisme. Il ne s'agit évidemment pas de se prêter ici à une analyse systématique, mais de tenter de délimiter quelques pistes de recherche, de proposer une périodisation et de signaler quelques problématiques méthodologiques et historiographiques.

Nous chercherons à analyser la stratégie et la politique étrangère des deux partis, non seulement dans le cadre de leurs développements autonomes et spécifiques, mais aussi au sein d'un contexte où se dévoilent les influences et les conditionnements réciproques pesant sur les rôles

endossés par le PCI et le par PCF au sein du mouvement communiste international.

Nous focaliserons notre attention sur une double contradiction qui, de façon différente, traverse l'histoire des deux partis à partir de la moitié des années cinquante : il s'agit, d'une part, de la contradiction entre l'organisation monocentriste et polycentriste du mouvement communiste et, d'autre part, de la contradiction opposant une conception strictement idéologique à une approche de type stratégique sur la question de l'internationalisme. La prépondérance dans la stratégie adoptée par chaque parti de l'un ou l'autre des pôles de cette double alternative est intimement liée au développement de relations réciproques : elle signe profondément les rapports entretenus par chaque parti avec l'Union soviétique et surtout elle conditionne la dialectique entre évolution réformiste et repli identitaire qui caractérise l'histoire du PCI et du PCF et qui a souvent été considérée comme étant à l'origine de leur plus grande différence.

Nous nous intéresserons à la période qui suit la fin du monolithisme stalinien et nous prendrons en compte trois phases : la crise des années 1956-1964, l'année 1968, puis la période des années soixante-dix et de l'eurocommunisme.

Nous chercherons ainsi à comparer l'évolution du discours stratégique et à reconstruire les rapports qu'entretiennent les deux partis au cours du processus de maturation de la crise du communisme du vingtième siècle. Quand on parle ici de crise du communisme, on se réfère à un processus se déroulant pendant au moins une trentaine d'années, dont les dynamiques sont multiples et contradictoires et pendant lequel la force propulsive de l'Union soviétique s'affaiblit progressivement. Cette crise comprend également l'émergence de contradictions au sein des mouvements révolutionnaires du tiers monde et la difficulté progressive que rencontrent les PC de l'Europe capitaliste à élaborer une voie autonome vers le socialisme.

Les révélations de Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du PCUS rompent avec le monolithisme doctrinaire des années précédentes. La fin de la rigide unité idéologique, premier acte de la crise du mouvement communiste guidé par les Soviétiques, apparaît comme étant également un problème politique et stratégique. En effet, la fin de l'unité doctrinale et les révélations sur les crimes du stalinisme montrent combien les questions de la révolution et de la transition vers le socialisme ne peuvent se résoudre par la seule référence au modèle unique de la révolution d'Octobre et par la simple défense de la patrie du socialisme¹.

Dans ce contexte, les directions des PC occidentaux doivent non seulement renouveler les instruments doctrinaux permettant de maintenir l'unité interne, mais doivent également construire une stratégie capable de surmonter les impasses de la période précédente. Durant cette période, plus ou moins isolés au sein de systèmes politiques nationaux, les PC occidentaux s'étaient limités à jouer un rôle d'opposant social et à soutenir le bloc socialiste sur les différents terrains d'affrontement de la guerre froide.

Alors que s'amorce la détente internationale et au moment où Khrouchtchev semble disposé à concéder quelques espaces d'autonomie, la première question qui se pose est celle de la récupération de la centralité de la dimension nationale. Pour les PC occidentaux, la dimension nationale implique une redéfinition du rapport entre voies nationales, solidarité vis-à-vis de l'Union soviétique et stratégie internationale².

Face à cette situation, le parti italien ne tarde pas à réagir. Dans la fameuse interview à *Nuovi argomenti*, Togliatti affirme que le PCI empruntera avec conviction la direction des voies nationales³. Cependant, étant dirigeant du mouvement communiste international, le secrétaire italien commence à percevoir la crise du mouvement. Perplexe quant à la forme et à la substance de la déstalinisation khrouchtchévienne, il ne limite pas la redéfinition stratégique au cadre national mais affirme la nécessité de comprendre les causes du stalinisme et commence à insister sur la question du « polycentrisme ».

Jusqu'à sa mort, et de façon encore plus insistante après la rupture entre Soviétiques et Chinois, Togliatti cherche à jeter les bases d'une réorganisation du mouvement communiste reposant sur la construction de pôles régionaux. Dans ce contexte, le secrétaire italien comprend alors l'importance pour les PC de l'Europe capitaliste de collaborer avec les forces de gauche non communistes mais également celle d'instaurer un rapport privilégié et complètement autonome avec les mouvements de libération nationale.

La priorité attribuée à la dimension européenne et au rapport avec les mouvements de libération pourrait conduire à une profonde réélaboration théorique et idéologique, mais également favoriser l'émancipation de la politique menée par les PC occidentaux par rapport aux intérêts de la politique soviétique.

Afin de concrétiser cette solution, le PCI refuse toute condamnation des Chinois et se lance dans différentes tentatives de dialogues avec des partis et des mouvements du tiers monde. Le parti italien accorde une

attention nouvelle à la dimension européenne et à la question de la voie pacifique vers le socialisme, qui doit se réaliser suivant un processus de «réforme des structures».

Togliatti est également conscient de la nécessité d'une collaboration entre les deux plus importants partis d'Europe occidentale afin de faire accepter à l'URSS et aux pays de l'Est l'hypothèse d'une réorganisation polycentriste.

Ainsi, à partir de 1959-1960, et avec plus de conviction encore à partir de 1961, le PCI cherche à instaurer une collaboration organique avec le PCF. Afin de se faire entendre par les Français, Togliatti insiste afin de pouvoir rencontrer Thorez et tente d'obtenir une invitation officielle à parler à la tribune du XVII^e congrès du parti français qui se tient du 14 au 17 avril 1964 à Paris⁴.

Ainsi, le secrétaire italien ne se contente pas de donner de plus larges marges d'autonomie nationale à son parti, mais il tente d'impulser une réorganisation du mouvement communiste. Pour cela, le PCI a besoin du soutien d'autres partis européens et, notamment, du soutien du PCF. Au moment où il perçoit les premiers signes de la crise du mouvement communiste, Togliatti cherche à impliquer le PCF dans son projet de construction d'un nouveau centre du communisme occidental, animé par le PCF et le PCI, capable d'instaurer des rapports privilégiés avec les mouvements de libération nationale dans le monde⁵.

Malgré ses efforts, les huit années qui s'écoulent entre le XX^e congrès du PC de l'Union soviétique et la destitution de Khrouchtchev voient la fin de l'unité du mouvement communiste se consommer. Les différences majeures entre les deux PC occidentaux se font alors évidentes. Ce sont ces différences qui constituent l'obstacle majeur à une collaboration au sein du mouvement communiste et à la construction d'un pôle du communisme européen.

En effet, depuis 1956, le PCF se montre réticent à accepter les révélations de Khrouchtchev. Pour le groupe dirigeant français, une critique radicale du stalinisme aurait signifié la mise en question de l'ensemble du corpus idéologique et organisationnel mis en place lors des années précédentes. De plus, cette question survient au moment où le PCF cherchait à concilier de nouveau le modèle marxiste-léniniste et la solidarité envers l'URSS avec une stratégie frontiste sur le plan national.

Avec la crise algérienne, la fin de la IV^e République, le retour de de Gaulle et la défaite électorale de 1958, le groupe dirigeant perçoit la crise du mouvement communiste comme étant un important problème supplémentaire, capable de compromettre l'unité du parti et donc la possibilité de sortir de l'isolement de la guerre froide⁶.

De plus, depuis 1956, les dirigeants français considèrent le polycentrisme des Italiens comme une menace. Une telle perspective aurait en effet mis en question la direction soviétique et était alors interprétée comme une tentative de la part du parti italien de prendre la tête des PC du monde capitaliste et de se poser en interlocuteur privilégié face aux mouvements de libération et aux PC du tiers monde.

Les différences entre le PCF et le PCI se manifestent dès la conférence internationale de 1957, où les Français se montrent particulièrement hostiles envers la solidarité dont fait preuve le parti italien vis-à-vis du Front de Libération National algérien. En effet, le PCF apporte un soutien quasi exclusif au Parti communiste algérien et, malgré l'importance de la France sur la scène internationale, le parti français n'entame pas une analyse du rôle joué par les mouvements de libération non-communistes dans la lutte anti-impérialiste mondiale.

Alors que, lors des XXI^e et XXII^e congrès du PCUS, Khrouchtchev avance des garanties sur la question de la déstalinisation, le PCF se montre disposé à ne soutenir que la stratégie de la coexistence pacifique sous direction soviétique et à accepter, dans le cadre de cette stratégie, les marges d'autonomie limitées qui lui sont concédées sur le plan national. Ainsi, le PCF renonce à avoir une politique étrangère autonome, se limite à se faire l'interprète sur le plan idéologique de celle des Soviétiques et devient un obstacle à toute proposition polycentriste des Italiens⁷.

Concernant la question nationale, la différence fondamentale entre le PCI et le PCF réside plus dans la stratégie permettant d'atteindre l'objectif que dans l'objectif lui-même, qui est celui de l'union de toutes les forces populaires conduisant à un processus pacifique de transition vers le socialisme. Face à la crise de la fin des années 1950, le PCF cherche avant tout à regagner sa fonction de traditionnel opposant social. Jusqu'en 1968, les dirigeants communistes français évitent de parler ouvertement de « voie nationale vers le socialisme » et refusent de prendre complètement en compte les changements sociaux qui ont provoqué la crise de la IV^e République.

C'est pourquoi l'on assiste, lors du Congrès de 1961, à la destitution de Casanova et de Servin, deux dirigeants qui cherchaient à développer un

examen critique de la stratégie suite à la défaite de 1958⁸. Au moment où Casanova et Servin sont marginalisés, la notion d'« Italiens » est introduite dans le langage du PCF pour désigner ceux qui critiquent la ligne du parti en prenant appui sur des positions opportunistes et qui réclament une révision de l'identité prolétaire et révolutionnaire.

La diffusion de cette étiquette, afin d'identifier les prises de position dissidentes ou potentiellement considérées comme telles, montre à quel point les thèses du PCI sont considérées comme une menace.

L'épithète « italien », utilisé par la direction du PCF, sert à construire l'amalgame entre les instances mettant en discussion le fonctionnement du PCF et les positions de ceux qui critiquent la stratégie du groupe dirigeant du parti. Les thèses soutenant le nécessaire renouvellement du parti sont en effet délégitimées aux yeux de la base militante en tant qu'étrangères à la réalité et à l'identité du parti français, puisque leur est attribué un lien avec le parti italien. Ainsi, le groupe dirigeant français légitime son propre pouvoir et renforce la cohésion du parti. Par ce biais, le mélange idéologique fait d'idéologie nationale et de référence doctrinale à l'internationalisme prolétarien, celui-là même qui composait l'identité et la culture politique du PCF jusqu'au séisme des années 1950, se recompose.

Lors du XVII^e congrès de 1964, le groupe dirigeant du PCF opte donc pour la voie d'une lente et prudente adaptation aux nouveaux contextes nationaux et internationaux mais aussi au nouveau contexte du mouvement communiste. Cette adaptation doit permettre de maintenir la cohésion entre la continuité idéologique et doctrinale, la dimension frontiste et revendicatrice et la solidarité avec la politique soviétique.

De 1962 à 1964, alors que le PCI cherche à tout prix à éviter la convocation d'une nouvelle conférence internationale où serait condamné le PC chinois et où serait réaffirmée la suprématie soviétique, le PCF se montre encore plus dur que les Russes à propos du « révisionnisme » du parti italien. Il ressort des documents produits lors des rencontres franco-soviétiques que le PCF, inquiet de préserver son rôle de grand parti occidental, cherche à empêcher les Soviétiques de donner au PCI le rôle d'interlocuteur privilégié des mouvements de libération, choix que Khrouchtchev semblait envisager dans l'optique d'une stratégie anti-chinoise⁹.

Les Français ne voient pas que les efforts déployés par le parti italien en direction des mouvements de libération avancent au même rythme que la reprise des efforts allant vers une collaboration avec le

PCF pour la construction d'un pôle européen au sein duquel les deux partis auraient eu la même importance.

En 1964, la disparition de Togliatti et de Thorez mais surtout la destitution de Khrouchtchev et le début de la stabilisation brejnevienne semblent permettre aux deux partis de retrouver la voie des bonnes relations et d'aller au-delà des clivages et des tensions de la période précédente. A la fin de l'ère Khrouchtchev, qui s'était ouverte avec le XX^e congrès du PC soviétique, le PCI comme le PCF se concentrent sur la dimension nationale, bien que de manière différente.

En France, la mort de Thorez et l'élection de Waldeck Rochet, mais aussi la fin de la guerre d'Algérie et la reprise d'importants conflits sociaux, favorisent la relance de la stratégie frontiste du PCF¹⁰. Pour cette raison, le changement brusque et imprévu à la tête du parti soviétique trouble de nouveau les efforts entrepris par la direction du parti français afin de reconstruire un équilibre qui puisse favoriser la sortie de la crise de 1958.

Comme le remarque Kanapa lors du Comité central qui se tient au lendemain de la destitution de Khrouchtchev, avec cet événement, le PCF se rend compte que « le mouvement communiste ne sera plus comme avant » et que chaque parti, tout en restant fidèle aux principes « universels » de l'internationalisme prolétarien, doit développer de façon autonome sa propre vision du socialisme et sa propre stratégie. La mort de Thorez, la défaite de Khrouchtchev et le début de la tentative brejnevienne de la stabilisation politique et doctrinale au sein du mouvement communiste favorisent les secteurs du groupe dirigeants français qui voudraient introduire des nouveautés dans la stratégie et dans l'identité du parti, sans pour autant provoquer de brutales ruptures et sans entrer en conflit avec la puissante composante conservatrice et philo-soviétique du parti. Ainsi, au moment où Rochet est élu secrétaire, le PCF se dirige lentement vers la définition de la « voie française vers le socialisme », une voie qui cherche à concilier l'autonomie nationale avec les préceptes idéologiques du marxisme-léninisme et la solidarité idéologique et politique avec le bloc soviétique¹¹.

En ce qui concerne le PCI, après les efforts déployés par Togliatti en faveur d'une réorganisation et puisque la nouvelle direction soviétique montre qu'elle n'entend pas intensifier son contrôle du mouvement communiste, Longo et le reste du groupe dirigeant italien poursuivent leurs efforts en direction des mouvements de libération et des organisations de la gauche euro-méditerranéenne, devenant ainsi une sorte d'exception tolérée au sein du mouvement communiste.

Le groupe dirigeant italien cherche à profiter des espaces libres concédés par la nouvelle direction soviétique afin d'augmenter son autonomie nationale, confirmant ainsi les liens d'amitié unissant le PCI à l'URSS et l'appartenance au mouvement communiste, mais renonçant à une conception « maximaliste » du polycentrisme au bénéfice d'une formule plus limitée prônant l'unité dans la diversité. De leur côté, les Soviétiques se montrent enclins à accepter l'originalité et l'autonomie du PCI, si celui-ci ne menace pas les équilibres internes au mouvement, c'est-à-dire si le PCI renonce à la construction de « centres autonomes ».

Dès lors, la stratégie du PCI oscillera entre l'autonomie du parti national et une série de tentatives ayant pour objectif de relancer l'hypothèse d'un rassemblement autonome des PC européens.

Dans ce contexte, le maintien des rapports entre le PCF et le PC soviétique devient une priorité pour la droite du parti, c'est-à-dire pour des dirigeants tels Amendola, Scoccimarro, Sereni... En effet, pour cette tendance, les relations avec les Français constituent une garantie contre une possible dérive anti-soviétique. Par contre, pour la gauche de Ingrao, la priorité réside dans les relations avec les mouvements de libération et avec les organisations révolutionnaires du tiers monde, dans une optique visant à l'autonomie du parti quant à la définition de sa stratégie en matière de politique internationale.

Face à la position originale adoptée par le parti italien, les Soviétiques sont conscients que pour empêcher toute nouvelle tentative polycentriste, il est fondamental que le PCF se montre indisponible à toute sorte de collaboration allant dans le sens de la construction d'un centre européen où pourrait être décidée une stratégie autonome de la politique étrangère soviétique. Toutefois, pour les Soviétiques comme pour les Français, cette indisponibilité ne doit pas se traduire par la rupture des relations franco-italiennes, mais plutôt par une participation ayant pour objectif de limiter, voire même de saboter, les initiatives du PCI allant vers la construction d'un centre indépendant de Moscou. En effet, à plusieurs reprises, les Soviétiques montrent qu'ils comptent sur les Français afin de restreindre la stratégie polycentriste des Italiens, la redimensionnant en un objectif unitaire où seule l'autonomie nationale de chaque parti est tolérée.

Dans le plus classique style doctrinal caractérisant le discours des dirigeants du PCF, cette position se traduira de façon croissante par la formule affirmant le rejet de tout « modèle » et exaltant la dimension nationale tout en faisant référence à la solidarité internationaliste.

Dans ce contexte, le PCF privilégie les liens entretenus avec le PC soviétique et les partis du bloc socialiste – en particulier, avec la SED allemande, le POUP polonais et le PC tchécoslovaque – plutôt que les relations avec son voisin italien. Les rapports avec les partis du bloc socialiste permettent en effet au PCF de maintenir un rôle de premier plan au sein du mouvement communiste.

Lors de la deuxième moitié des années 1960, sous les secrétariats de Luigi Longo et Waldeck Rochet, le PCI cherche toujours à introduire des éléments de changement au sein du mouvement communiste, pendant que le PCF confirme son soutien idéologique et son adhésion inconditionnelle au mouvement communiste guidé par les Soviétiques, cherchant par ce biais à protéger ses propres espaces d'autonomie en matière de politique interne.

Cette situation s'illustre lors de deux événements : la conférence des partis progressistes de l'aire euro-méditerranéenne et la conférence des partis communistes portant sur la question de la sécurité en Europe et qui se tient à Karlovy Vary en Tchécoslovaquie.

Le PCI et le Parti socialiste d'unité prolétaire, né d'une scission du Parti socialiste italien, sont les promoteurs de la conférence des partis progressistes, qui s'est déroulée en janvier 1968. Le PCF participe à la conférence tout en se montrant très réservé, à cause de la participation d'organisations non-communistes. Le parti français désapprouve la participation du PSU à la conférence, qu'il considère comme une organisation gauchiste. La désapprobation française vis-à-vis de la collaboration avec des organisations de la gauche non-communiste à l'échelle régionale est liée à l'hostilité du parti envers des mouvements qui se développent en France à sa gauche. Cette hostilité sera la cause des difficultés rencontrées par le parti en 1968.

En revanche, le parti français se montre très enthousiaste à propos de la conférence des PC européens sur la sécurité de Karlovy Vary qui se tient en 1967. Le PCI, au contraire, la juge peu satisfaisante, à cause de l'unanimité idéologique, de l'absence de discussion et de la participation des seuls partis communistes¹².

Cette situation se transforme cependant avec la crise tchécoslovaque de 1968. À partir de là, en effet, se développent des analyses portant sur un changement profond des relations entretenues par les deux partis avec l'Union soviétique mais également à un changement des rapports franco-italiens.

Dès que Dubcek devient secrétaire du parti tchécoslovaque, le PCI le soutient avec conviction. De plus, de nombreuses positions adoptées par le nouveau groupe dirigeant tchécoslovaque semblent reprendre des indications formulées par le parti italien, en particulier en ce qui concerne la diversité des voies de transition vers le socialisme dans les pays les plus développés, mais aussi concernant la revendication d'une plus grande liberté de discussion et d'analyse au sein du mouvement communiste¹³.

À partir du comité central des 18 et 19 avril, « le nouveau cours » tchécoslovaque devient une référence au sein du PCF pour ceux qui exigent un changement et est en revanche l'objet d'une franche hostilité pour les secteurs les plus liés à l'Union soviétique. Dans ce contexte et avec l'intensification de la crise, Rochet et les dirigeants proches de lui se placent au centre ; ils considèrent la Tchécoslovaquie comme une occasion d'élargir l'autonomie nationale du PCF mais ils sont inquiets au sujet de l'unité du parti et du mouvement communiste international¹⁴. Cette inquiétude grandit avec la montée de la tension et alors que l'on commence à craindre les conséquences d'une intervention militaire.

C'est pourquoi Rochet se lance dans une intense activité de médiation entre Tchécoslovaques et Soviétiques. En juin, le PCF propose la tenue d'une conférence européenne des PC et décroche le soutien des Italiens. Malgré cela, face au désaccord des Soviétiques mais aussi des Tchécoslovaques, le parti français abandonne sa proposition.

À partir du début du mois d'août, Rochet et les dirigeants qui sont proches de lui s'en remettent au bon sens des Tchécoslovaques et à la conscience qu'ont les Soviétiques qu'une intervention aurait des conséquences catastrophiques¹⁵.

L'intervention militaire révèle la crise du système soviétique, en tant que modèle de socialisme exportable dans d'autres pays et en tant qu'organisation d'États et de partis communistes. Le jour suivant l'invasion, Rochet et Longo se rencontrent à Paris, quelques heures avant la tenue de la session du Comité central du PCF. Il semblerait que les secrétaires aient à cette occasion émis l'hypothèse d'une initiative commune aux deux partis mais que, quelques heures plus tard, une réunion tumultueuse du Bureau politique du PCF, au cours de laquelle est exprimée la menace d'une scission soutenue par les Russes ait contraint Rochet à faire marche arrière et à renoncer à ses propositions de collaboration avec le PCI¹⁶.

L'intervention militaire des Soviétiques en Tchécoslovaquie offre aux deux PC occidentaux la possibilité d'opérer une critique radicale

du système et du modèle de socialisme soviétique. Une critique qui affronterait avec détermination le problème théorique et stratégique d'une conception différente du pouvoir et du socialisme.

Cependant, les situations et les équilibres au sein des deux partis sont différents. La majorité du groupe dirigeant italien est bien décidée à maintenir son soutien à Dubcek et à poursuivre sa critique. Toutefois, bien que les secteurs les plus philo-soviétiques doivent accepter cette position, la direction du PCI est attentive à ne pas rompre avec le bloc soviétique en adoptant une position intransigeante¹⁷. Ainsi, ceux qui voulaient se lancer dans une critique radicale sont marginalisés. C'est le cas pour le groupe de dirigeants fédéraux et nationaux qui créèrent la revue *Il Manifesto*, où est réclamée une critique du socialisme soviétique et revendiquée une nécessaire considération des instances radicales et révolutionnaires qui émergent du mouvement étudiant et ouvrier de 1968-1969. Ceux qui participent à la revue *Il Manifesto* seront exclus du PCI en 1969.

Au PCF, malgré la défaite des secteurs les plus ouvertement philo-soviétiques dont la veuve de Thorez se fait le porte-parole, Rochet et le cercle de dirigeants proches doivent prendre en compte les secteurs les plus conservateurs. C'est pourquoi la condamnation de l'intervention militaire ne se traduit pas par une critique de l'URSS. Au lieu de soutenir Dubcek et de mener des initiatives communes au PCI et à d'autres partis d'Europe occidentale, le PCF fait appel au bon sens des deux parties dans la recherche d'une solution permettant de normaliser la situation et de rétablir l'unité du mouvement communiste.

Pour cette raison, ceux qui réclament une critique plus radicale de l'URSS et qui revendiquent une profonde auto-réforme du parti suite à son incapacité manifeste à échanger avec le mouvement de 1968 seront marginalisé ou expulsé. Entre 1968 et 1970, l'on assiste ainsi à un puissant processus de normalisation interne, qui voit la fermeture de la revue *Démocratie Nouvelle* puis, plus tard, des *Lettres françaises* et l'expulsion du parti de Garaudy et de ceux qui participèrent à la création de la revue *Politique Aujourd'hui*.

Bien que le PCI et le PCF refusent de prendre en considération les instances critiquant radicalement le modèle soviétique et que tous deux entendent maintenir de bons rapports avec l'URSS et leur adhésion au mouvement communiste, l'écart séparant les deux partis européens se manifeste lors de la conférence internationale de 1969. À cette occasion, le PCI se contente de signer la déclaration finale de la conférence et,

par l'intervention de Berlinguer à la tribune, critique ouvertement l'intervention militaire en Tchécoslovaquie. Le PCF au contraire s'aligne sur la normalisation et, comme demandé par les Soviétiques, évite de s'attarder sur la question des événements tchécoslovaques. Les Français préservent ainsi leur rôle au sein du mouvement communiste et Marchais est appelé à présider la session plénière qui conclut la conférence.

Suite à la crise tchécoslovaque, le PCI confirme et poursuit sa politique «réformiste» et autonome au sein du mouvement communiste. Sa proposition de réorganisation polycentriste se transforme en une tentative de regrouper les PC européens autour de la lutte pour le désarmement et pour la fin des deux blocs. Toutefois, même si les fondements et les objectifs de cette stratégie en font une alternative autonome à la politique étrangère des Soviétiques, le PCI n'arrivera à la rupture qu'à la fin des années soixante-dix¹⁸.

De son côté, le groupe dirigeant du PCF prend conscience du fait que l'action du parti doit désormais se limiter quasiment à la dimension française et que le rapport avec l'URSS, indispensable d'un point de vue idéologique et matériel, doit être le plus possible déconnecté du développement de la stratégie nationale.

À partir du comité central des 5 et 6 décembre 1968, le PCF commence à faire ouvertement référence à la «voie française vers le socialisme». Au-delà des déclarations idéologiques sur la solidarité internationaliste, cette voie confirme le renoncement du PCF à élaborer une véritable stratégie internationale, ou, du moins jusqu'en 1973, le renoncement du parti à prendre en compte toute hypothèse de collaboration organique avec les PC européens¹⁹.

D'une certaine façon, la crise du mouvement communiste pousse les deux PC à renforcer le caractère central de leur dimension nationale; en effet, l'impossible élaboration d'une vision commune et l'impossibilité de construire un centre du communisme occidental semblent pousser le PCI comme le PCF vers l'intégration au sein de leurs systèmes politiques nationaux respectifs dans la perspective d'arriver au gouvernement. En effet, ce sont les tentatives de conquérir finalement une place dans des gouvernements nationaux, pour faire face et pour donner une solution progressiste à la crise découlant des nouveaux conflits sociaux et de la fin des Trente Glorieuses, qui permettront à la convergence des deux partis de voir le jour.

En Italie, le PCI est aux prises avec une longue période de conflits sociaux, et l'année 1973 est celle de l'élaboration du «compromis historique». Cette proposition relègue au second plan la question de la

construction du socialisme, pour favoriser la naissance d'un gouvernement populaire capable d'apporter une réponse progressiste et démocratique à la crise politique et sociale qui traverse l'Italie.

De 1969 à 1973, après une normalisation discrète de ses rapports avec les partis de l'Est, le PCF se concentre essentiellement sur le renouvellement de sa stratégie unitaire, ce qui aboutit en juin 1972 à la signature du Programme Commun avec la Parti socialiste, désormais sous contrôle de François Mitterrand. C'est donc à partir des années 1973-1974, face à la possibilité d'accéder au gouvernement, que le PCF commence à s'intéresser à la dimension européenne et qu'il se montre prêt à collaborer plus étroitement avec le PCI.

Le début de la convergence avec le PCI coïncide pour le PCF avec la phase idyllique de l'Union de la Gauche et avec la candidature de Mitterrand aux élections présidentielles de 1974. Les communistes français semblent alors adopter une perspective analogue à celle du PCI, y compris sur le plan national. En effet, entre le second tour des élections présidentielles et la fin de l'année, *L'union du peuple de France pour le changement démocratique* apparaît comme un « compromis historique » à la française.

Ainsi, suite à la répression du Printemps de Prague mais également aux mouvements sociaux de 1968, les deux partis prennent en quelque sorte acte de la crise du mouvement communiste en tant que sujet politique international œuvrant pour la victoire du socialisme.

Forts de ce constat, le PCF comme le PCI – sur des bases diverses et partant d'une conception différente de l'action politique – cherchent à gérer les affaires de leurs pays respectifs, se posant en promoteurs de l'unité des classes populaires pour la construction de la « démocratie avancée ». Ce concept, qui aurait dû exprimer le caractère graduel de la transition vers le socialisme, se présente lui-même comme un « concept en transition » et devient le symptôme des difficultés rencontrées par les PC du monde capitaliste en matière de stratégie et des difficultés à concilier les principes hérités de la tradition communiste avec les nouvelles pressions de la lutte de classe et des rapports de forces internationaux²⁰.

Les bases sur lesquelles se construit la collaboration entre PCI et PCF se font plus précises en mai 1973, lors de la rencontre entre Berlinguer et Marchais à Bologne. Le secrétaire français y parle pour la première fois de communauté de vues et d'élaborations communes aux deux PC d'Europe capitaliste et ouvre la collaboration aux autres forces de gauche à l'échelle européenne²¹. Au même moment, le Bureau politique

du PCF repousse les sollicitations soviétiques au sujet de l'organisation d'une nouvelle conférence internationale où le PC chinois aurait de nouveau été condamné pour sa politique de dialogue avec les États-Unis de Nixon sur un mode anti-soviétique²².

La rencontre de Bologne donne le coup d'envoi d'une évolution aboutissant à la conférence des PC de l'Europe capitaliste de Bruxelles, fin janvier 1974. Cette réunion du communisme européen ouvre une phase de collaboration entre les partis communistes occidentaux fondée sur la « participation au pouvoir²³ ».

Ainsi, à compter de 1974, le PCI tentera de profiter de la disponibilité dont fait montre le PCF et entrevoit finalement la concrétisation des efforts déployés afin de donner corps à une stratégie commune. Le PCI de Berlinguer cherche à définir sa politique en élaborant une perspective européenne prenant en considération la détente et le désarmement. Depuis le début des années 1970 et jusqu'à la défaite de l'eurocommunisme et du compromis historique, on assiste dans le cadre de cette stratégie à la dialectique entre deux options. La première se fonde sur un socle avant tout national : elle veut légitimer le PCI en tant que force de gouvernement et veut placer le parti à l'avant-garde d'un processus d'autonomie de l'Italie vis-à-vis de l'hégémonie américaine. Grâce à une conception toute européenne de la détente, cette option confirme l'adhésion du parti au mouvement communiste guidé par les Soviétiques mais conçoit la dimension européenne comme l'instrument permettant à l'Italie de gagner en autonomie vis-à-vis des États-Unis. La dimension européenne permettrait également d'élargir l'autonomie du PCI au sein du mouvement communiste. La deuxième option en revanche adopte un caractère révolutionnaire et place le PCI à l'avant-garde de la construction d'un pôle communiste en Europe occidentale, un nouveau centre capable de construire une voie de transition au socialisme qui soit une alternative à celle proposée par le bloc oriental et capable de relancer le mouvement communiste en se posant, non pas tant en modèle qu'en avant-garde des différents processus révolutionnaires qui se développent dans différentes parties du monde. La détente est alors plus conçue comme un parcours de lutte contre l'impérialisme et pour le désarmement que comme un jeu diplomatique entre États²⁴.

La prévalence de l'une ou l'autre de ces deux options au sein du parti italien est le fruit de la dialectique interne à l'organisation et de la politique nationale, mais elle est surtout le résultat de l'évolution de la

situation internationale et dépend de l'état de rapports entretenus par le PCI avec les autres PC européens et avec l'Union soviétique.

En ce qui concerne le PCF, en 1974, il semble pouvoir accéder au gouvernement et alors qu'il semble s'orienter vers une perspective européenne, ses rapports avec les Soviétiques se dégradent de plus en plus, devenant plus conflictuels encore que ceux qu'entretiennent le PCUS et le parti italien.

À la lecture des documents, on comprend que le PCF commence à ne plus vouloir endosser le rôle d'informateur-saboteur des initiatives du PCI, mais surtout combien l'unité avec les socialistes et la perspective d'accéder au gouvernement sont des éléments perçus par les Russes comme une menace pour la conservation du *statu quo* en Europe occidentale. C'est pour cela que, lors du deuxième tour des élections présidentielles de 1974, les Soviétiques manifestent publiquement leur soutien au candidat de droite, Valéry Giscard d'Estaing²⁵.

Plus que l'attitude européiste fraîchement adoptée par le parti français, le soutien apporté par les Russes à la droite de gouvernement en France est à l'origine de la dégradation des rapports franco-soviétiques.

La situation change en 1975, au moment où s'ouvre la période conflictuelle de l'Union de la Gauche. Après les élections présidentielles de 1974, l'on commença en effet à percevoir le renversement des rapports de force au sein de la gauche en faveur des socialistes et l'ascension de Mitterrand en tant que leader charismatique de l'alliance, reléguant au second rang le rôle joué par les partis.

Pour le groupe dirigeant, cette situation est imputable au fait qu'aux yeux de l'opinion publique le PCF apparaît comme étant un parti lié à Moscou et n'ayant pas encore signé de véritable pacte de fidélité aux valeurs démocratiques de l'Occident.

C'est pourquoi Marchais, Kanapa et les dirigeants proches cherchent à impulser un processus de modernisation du parti qui se heurte aux résistances internes et qui apparaît plus comme une décision prise au sommet que comme véritable parcours de reconfiguration stratégique.

C'est en utilisant les mêmes méthodes que, à partir de la fin de l'année 1975, Marchais et Kanapa essaient de provoquer un changement en matière de politique étrangère²⁶.

La préparation de la conférence des PC sur la sécurité européenne, qui se déroule à Berlin-Est en juin 1976, donne lieu à une surenchère de déclarations critiques vis-à-vis des Soviétiques et des contenus du document

de la conférence, à plusieurs reprises qualifiés d'appauvrissement de la stratégie du mouvement communiste. Le PCF semble alors faire siennes les références internationalistes et anti-impérialistes pour critiquer la politique de puissance menée par l'URSS.

Lors de la conférence pan-européenne de Berlin, le PCI, le PCF, les Espagnols et les Yougoslaves se battent afin d'éviter que la rencontre ne se transforme en une déclaration de soutien à la politique du bloc socialiste²⁷.

C'est également lors de cette conférence que, pour la première fois, un secrétaire communiste, l'Espagnol Carillo, utilise le terme « eurocommunisme », terme auparavant créé par la presse non communiste afin de décrire la stratégie du parti espagnol centrée sur la critique des deux blocs et sur l'unité du communisme d'Europe occidentale.

Peu de temps après la conférence de Berlin-Est, une rumeur circule selon laquelle lors du sommet réunissant le PCI, le PCF et le PCE à Madrid les 2 et 3 mars 1977, les secrétaires des trois plus importants PC européens auraient rédigé une « charte de l'eurocommunisme », premier pas vers la construction d'une nouvelle perspective politique autonome, voire alternative à celle du socialisme réel.

L'eurocommunisme semble donc finalement ouvrir la voie à la construction d'une unité stratégique des PC occidentaux. Après que les PC européens aient développé une critique prudente et laborieuse du modèle soviétique—qui avait été conduite de façon différente et plus ou moins cohérente et linéaire par chaque PC—l'eurocommunisme semble introduire la nécessité d'une nouvelle stratégie de transition au socialisme passant par l'étroite collaboration des PC de l'Europe capitaliste.

Cependant, les espoirs suscités par l'eurocommunisme parmi les militants et les intellectuels qui, depuis longtemps, avaient commencé à dénoncer ou même seulement à percevoir l'épuisement de la charge idéale et de la capacité stratégique du mouvement communiste et de l'Union soviétique, se révèlent très vite déçus.

En effet, dans les mois qui suivent le sommet de Madrid, il apparaît évident que la convergence entre le PCF et le PCI et la sortie de l'illégalité du parti espagnol ne suffiront pas à donner naissance à un nouveau centre autonome du communisme européen. Un an à peine après sa naissance, l'eurocommunisme se révèle n'être rien d'autre qu'un épiphénomène.

Les raisons du caractère éphémère de l'eurocommunisme sont à chercher au carrefour de la crise des PC européens, des pressions des Soviétiques et de la réaction des classes dirigeantes des pays occidentaux.

Si l'on laisse de côté la situation du Parti communiste espagnol et la réaction des gouvernements occidentaux, il faut rappeler qu'entre 1977 et 1978 les stratégies respectives du PCI et du PCF échouent. L'épilogue dramatique de la stratégie du « compromis historique », tout comme la rupture de l'Union de la Gauche mettent en évidence les limites inhérentes aux différentes hypothèses de « communisme réformiste » par lesquelles le PCI et le PCF avaient cherché à maintenir unies la conquête électorale des institutions étatiques et la tradition idéologique communiste et révolutionnaire.

Les pressions soviétiques, exercées sur le maillon faible de l'axe italo-franco-espagnol, c'est-à-dire sur le PCF, s'ajoutent aux crises nationales. En effet, à la veille du sommet de Madrid, les Russes demandent au parti français d'empêcher l'« acte de scission » qui s'annonce. Quelques mois plus tard, ils manifestent leur intolérance vis-à-vis de la rupture opérée par le parti français qui, jusqu'à peu de temps auparavant, s'était révélé être un allié fidèle et zélé.

Les pressions soviétiques sur le PCF s'exercent à travers des communiqués et les échanges entre les deux directions, mais aussi par l'entremise de la composante de la direction française la plus liée aux partis du bloc oriental²⁸.

Au-delà des réactions irritées du PCF et malgré les critiques et les déclarations sur l'anti-impérialisme, on mesure combien la position adoptée par le parti français demeure structurellement insuffisante voire carrément hostile à la construction d'une unité organique des PC occidentaux.

En effet, pendant toute la période eurocommuniste, dans leurs déclarations publiques comme dans tous les articles parus dans leur presse, les Français relativisent voire même démentent fréquemment et explicitement toute interprétation pouvant poser l'hypothèse d'un centre régional des PC occidentaux²⁹. La difficulté majeure rencontrée par le PCF réside dans sa bataille pour la conquête de l'hégémonie en France : le parti cherche une autre source légitimant sa stratégie nationale, par le biais d'une opération de modernisation idéologique visant à présenter le PCF comme étant un parti révolutionnaire mais aussi un parti démocratique et indépendant de l'URSS.

Cette tentative apparaît comme étant elle aussi privée de toute élaboration théorique et stratégique solide basée surtout sur l'action de dirigeants tel Kanapa. Afin d'éviter la tenue d'un débat risquant de rompre l'unité du parti et de mettre en question les équilibres de pouvoir

interne, ce qui aurait compromis sa position dans la compétition avec les socialistes, le PCF renonce à mener une véritable réflexion critique sur sa stratégie, sur son fonctionnement et sur son identité.

Dès la fin de l'année 1977, le parti français se replie sur des positions nationales voire nationalistes. La déclaration en faveur du maintien de la force de frappe, accompagnée d'une reprise de l'anti-européisme, ferme définitivement la porte à toute possibilité d'une relance européenne fondée sur une stratégie unissant le communisme et la gauche européenne, mais aussi sur la lutte pour le désarmement et pour la disparition des blocs.

Ainsi, à partir de 1978, la crise culturelle et stratégique des partis communistes voit le jour, malgré de fortes spécificités nationales et une chronologie différente. Le PCF puis le PCI traversent une crise avant tout stratégique, qui précède et entraîne une crise plus générale touchant au consensus, à l'enracinement social et aux formes de politisation des classes populaires que les deux partis étaient parvenus à construire.

Ainsi, entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt, les deux partis se replient sur une dimension toute nationale. Les déclarations de Berlinguer sur la fin de la poussée propulsive de la révolution d'Octobre montrent comment au sein du parti italien les éléments structurant la période suivante commencent à se renforcer, partant de l'impasse où la stratégie de Berlinguer a mené le parti. Une impasse qui est surtout due à l'impossibilité de relancer le communisme européen et donc de concrétiser la stratégie et les analyses que le PCI avait produites depuis 1956.

Concernant le PCF, le repli identitaire alterne entre un stérile révolutionnarisme idéologique et des positions de type nationaliste qui accompagnent le déclin du parti au cours des années quatre-vingt.

L'évolution réformiste et le repli identitaire, donc, semblent se confirmer en tant que pôles au sein desquels s'achève la crise du communisme en France et en Italie. En effet, lors du quart de siècle suivant l'année 1956, la possibilité de construire une alternative au modèle soviétique en allant au-delà de cette contradiction touche aussi bien le PCI que le PCF, bien que de façons différentes. Cette contradiction apparaît ainsi comme l'un des problèmes non résolus à l'origine de la crise du communisme en Europe occidentale et, pour cette raison, on peut la considérer comme l'un des champs privilégiés d'histoire comparée et croisée.

1. Marcou L., *Le Mouvement Communiste International depuis 1945*, Paris, PUF, 1980, p. 42, Groppo B., Riccaboni G. (dir.), Introduction *La sinistra e il 1956 in Italia e Francia*, Padova, Liviana, 1987, p. 2.
2. Brake M., *Quale socialismo, quale distensione? Il comunismo europeo e la crisi cecoslovacca del 1968*, Roma, Carocci, 2008.
3. Martelli R., *1956 communiste*, Paris, La Dispute, 2006.
4. Spagnolo C., *Sul Memoriale di Yalta. Togliatti e la crisi del movimento comunista internazionale (1956-1964)*, p. 33- 36 et p. 136-144.
5. Höbel A., « Il Pci nella crisi tra Pcus e Pcc (1960-1964) », *Studi Storici*, n° 2, 2005, p. 512-572.
6. Peschanski D., Martelli R., Neirinck D., Lazar M., Pudal B., Wolikow S., « 1956 : Que commémoré-t-on ? Problématiques et enjeux historiographiques » dans *Le Pcf et l'année 1956. Journées d'étude organisées par les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis 29-30 novembre 2006*, Paris, Fondation Gabriel Péri, en particulier l'intervention de S. Wolikow, p. 49-51.
7. Di Maggio M., « Il Partito comunista francese, il Movimento comunista e i fondamenti della « via francese al socialismo » (1961-1964) », *Studi Storici*, n° 4, 2007.
8. Pour une reconstruction de l'« Affaire Casanova-Servin », voir Dreyfus M., *Pcf, crises et dissidences*, Bruxelles, Complexe, 1990, p. 131-140.
9. Arch. dép. de la Seine-Saint-Denis, Archives du Parti communiste français (APCF), fonds Waldeck Rochet (FWR), *Rencontre Pcf-Pcus à Moscou le 30 mars 1963*, (fonds en cours de catalogage).
10. APCF, Fonds du Bureau Politique (BP), réunion du 5 avril 1962. Au cours de cette réunion la formule « marchons côte à côte et frappons ensemble » est inventée, afin d'indiquer la stratégie d'unité avec les socialistes dans l'opposition à de Gaulle. Sur l'orientation unitaire et frontiste de Waldeck Rochet cf. Vigreux J., *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.
11. APCF, Enregistrement sonore des séances du Comité central (CC), 4AV 14, 582.
12. Fondation Institut Gramsci, Archives du Parti communiste italien (APCI), Direction, réunion du 24 juin et du 21 février 1967, mf. 19, p. 288-350 et 357-405.
13. L'interview du secrétaire tchécoslovaque dans la revue du PCF *Démocratie Nouvelle* en est une preuve, interview qui suscitera d'ailleurs la désapprobation des secteurs les plus conservateurs et philo-soviétiques du groupe dirigeant français, Dubcek A., « Ce que nous voulons », interview menée par Mlocok J., *Démocratie Nouvelle*, 3, mars 1968, p. 21-24; Brake M., *op. cit.*, p. 105-152.
14. APCF, CC, 4AV 118-123.
15. Les procès-verbaux des rencontres entre dirigeants soviétiques et français, extraits des archives personnelles de Rochet et Kanapa, ont été publiés dans *Kremlin-PCF. Conversations secrètes*, Orban, Paris, 1996, p. 53-59; APCF Fonds Gaston Plissonnier (FGP), *Lettera di Waldeck Rochet a Leonid Brejnev del 23 luglio 1968*, 264 J 14; M. Lazar réduit l'action diplomatique de Rochet et du PCF à une tentative de ne pas abandonner ce rôle aux Italiens. Lazar M., *Maisons rouges. Les partis communistes italien et français, de la Libération à nos jours*, Paris Aubier 1992 p. 125 et suivantes.
16. « Luigi Longo s'est entretenu avec Wadeck Rochet », *L'Humanité*, 23 août 1968, p. 4; Robrieux P., *Histoire Intérieure du PCF*, Paris, Fayard, 1987, vol. IV, p. 23.
17. APCI, Direction, réunion du 18 septembre 1968, mf. 19, p. 952-969.
18. Pons S., *Berlinguer e la fine del comunismo*, Torino, Einaudi, 2006, p. 7 et suivantes.
19. APCF, CC, 4 AV/154-160.
20. Labica G., « Démocratie Avancée », dans Labica G., Bensoussan G. (eds.), *Dictionnaire critique du marxisme*, Paris, Quadrige/PUF, 1992, p. 286-287.
21. Cette prise de position plus européiste se voit confirmée par le fait que, lors d'un séjour en Italie, le secrétaire du PCF rencontre le secrétaire du PCI, De Martino, voir Streiff G., *Jean Kanapa. Une histoire singulière du PCF*, Paris, Éditions de l'Harmattan, 2001, vol. I, p 552-553.

22. APCF, FGP, Note sur le voyage d'une délégation à Moscou le 16, 17 et 18 mai 1973, 264 J 17; APCF, fBP, réunion du 18 mai 1973 et Annexe.
23. Streiff G., *op. cit.*, p. 553-554, vol. I; L. Marcou, *op. cit.*, p. 99-100.
24. L'analyse de ces deux options par le PCI de Berlinguer a été récemment effectuée par S. Pons, *op. cit.*
25. Lettre du BP du PCF à l'ambassadeur soviétique à Paris du 7 mai 1974; Lettre du BP du PCF au PCUS du 14 mai 1974, in APCF, FGP, 264 J 17.
26. APCF, CC, 4AV 2103-2119; 4AV 2120-22; G. Streiff, *op. cit.*, p. 25, vol. 2.
27. Marcou L., *op. cit.*, p. 112 et 119.
28. «L'échange de lettres Pcus-Pcf de 1977», *Cahiers du communisme*, 1991, p. 36-49; APCF, CC, 4 AV 2240-2244.
29. Moreau Y., «Eurocommunisme?», *L'Humanité*, 28 février 1977; Streiff G., «Peut-on parler d'eurocommunisme?», *France Nouvelle*, 28 février 1977; Marchais G., «Un événement de première grandeur. La conférence de presse, à Madrid, des trois dirigeants communistes d'Espagne, de France et d'Italie», *L'Humanité*, 5 mars 1977; Malberg H., «Rencontre à Madrid», *France Nouvelle*, 7 mars 1977.

Le PCF et le PCI face à Khrouchtchev (1953-1964)

Roger MARTELLI,
Historien

L'article explore, dans un mouvement comparatiste, les réceptions du rapport Khrouchtchev au sein des partis communistes français (PCF) et italien (PCI). En France, Thorez est à la tête d'une structure politique qui doit conjuguer fidélité à l'expérience russe (conçue comme système) et tradition révolutionnaire nationale. Le PCF doit par ailleurs faire face à une situation de concurrence à gauche et se trouve dans une posture défensive. Le PCI est plus ouvert aux voies d'explorations politiques neuves. En Italie, Togliatti, responsable du PCI, incarne une culture politique nouvelle et postfasciste. Les deux dirigeants communistes n'ont, en outre, pas les mêmes positions au sein de leur parti : Thorez dispose d'un magistère sans partage, Togliatti doit négocier avec des contestations internes.

Gâce à l'ouverture des archives¹, les faits sont désormais avérés et confirment la distance grandissante qui sépare le PCF et le PCI face au phénomène khrouchtchévien². L'écart n'est certes pas absolu : Thorez et Togliatti partagent la même méfiance de deux kominterniens aguerris à l'égard d'un Khrouchtchev³ médiocrement cultivé et brouillon, qui connaît mal le mouvement communiste international. Aucun des deux n'approuve la méthode suivie au XX^e Congrès, jugée destructrice pour le mouvement tout entier. Tous deux, d'ailleurs, choisissent d'abord le silence, plus prolongé et plus pesant même du côté de Togliatti⁴—qui se tait jusqu'à la publication du rapport secret en juin—que du côté de Thorez⁵, qui se sent tenu d'évoquer le rapport, en mentant sur son contenu, devant le Comité central réuni les 9 et 10 mai.

Mais par-delà ces points communs dans l'attitude des deux leaders, dans la période 1954-1964, ce qui domine est l'écart qui se creuse entre les deux grands partis occidentaux.

Dès 1953, le PCF se place dans le camp du refus, proche des conservateurs soviétiques (Thorez a des vieilles relations de confiance

avec Molotov) et, surtout, proche de Mao Zedong⁶. Il refuse à la fois la méthode et le contenu du rapport secret, jusqu'à en nier officiellement l'existence. Les péripéties de l'année 1956, et notamment la tragédie hongroise de novembre, l'enfoncent dans une répétition littérale de la leçon stalinienne : la voie parlementaire au socialisme est une illusion ; la révolution procède d'un mouvement violent, qui débouche nécessairement sur l'extrême rigueur de la dictature du prolétariat ; le mouvement communiste ne peut espérer jouer son rôle que sur la base d'une stricte discipline et d'une centralité rigoureuse, qui met le PC soviétique à son centre. Dans ce dispositif, il n'y a ni « polycentrisme » possible ni « voie nationale » au communisme : l'expérience russe, considérée comme un bloc de 1917 à la Seconde Guerre mondiale, garde sa valeur de modèle absolu et unique, qui trace la ligne de partage entre la réforme et la révolution, entre le communisme et la social-démocratie. De la fin de 1956 jusqu'au début des années 1960, Khrouchtchev accepte que le mouvement communiste international s'adosse à la sensibilité du couple Mao-Thorez : pour le PCF, l'ennemi principal est donc, officiellement et sans réserve, « l'opportunisme », que l'on accole volontiers aux noms de Gomulka, de Togliatti et de Tito.

Il faut attendre le schisme sino-soviétique, les attaques virulentes des Chinois contre le « révisionnisme », la victoire provisoire de Khrouchtchev sur les conservateurs soviétiques et les débuts de la détente pour que s'opère une inflexion substantielle du côté du PCF. Après l'ultime raidissement de l'affaire Servin-Casanova au printemps de 1961, Thorez se résout à accepter la déstalinisation khrouchtchévienne à l'automne 1961, puis à désigner à la fin 1962 le « sectarisme » comme l'ennemi principal. Le vieux dirigeant entrouvre donc, en 1962 et 1963, la porte d'un *aggiornamento* qui sera prolongé ultérieurement par son successeur désigné, Waldeck Rochet.

De son côté, le PCI ne se rapproche pas de Khrouchtchev (Togliatti ne sera jamais « khrouchtchévien »), mais il engage un processus d'autonomisation de fait, que Togliatti théorise avec la notion – au départ soviétique – de « polycentrisme⁷ ». Après avoir hésité sur le cas Staline, Togliatti comprend en juin 1956 que la divulgation du rapport secret en Occident crée un point de non-retour. Il se sent d'autant plus tenu d'agir que, à la différence de Thorez qui n'a pas de contradicteur interne de poids, il est soumis dès le mois de mars à une pression virulente de la direction du PCI, à la fois sur sa droite (Giorgio Amendola) et sur sa gauche (Pietro Ingrao). À la manière de Mao, mais dans un sens opposé, il

décide de combler les lacunes d'un rapport Khrouchtchev plus descriptif qu'interprétatif : il le fait dans l'interview à *Nuovi Argomenti*, où il évoque la notion centrale de « dégénérescence du système », qui fait écho à la critique radicale de Tito contre le « stalinisme ». Toutefois, l'essentiel est moins dans son analyse du phénomène stalinien, courageuse mais somme toute limitée, que dans l'ouverture d'une large réflexion stratégique, qui prolonge sa réflexion de 1944-1947 sur la « démocratie progressive », mais qui l'infléchit de façon substantielle. Togliatti ne rompt pas avec la doxa d'un mouvement communiste unique, dont la force repose sur l'unité. À aucun moment il n'envisage la rupture avec Moscou, que d'autres dirigeants italiens semblent prêts à assumer. De même, au début des années 1960, il refuse toute procédure internationale qui entérinerait définitivement la rupture sino-soviétique, alors même que les Français s'y sont résolus, malgré leur compagnonnage récent et prolongé avec Mao.

Mais Togliatti est désormais persuadé que la logique de guerre froide est obsolète et que le monde bipolaire bascule dans un polycentrisme de fait, à l'Ouest comme à l'Est ; le mouvement communiste doit donc se couler dans cette évolution et fonder lui-même son unité sur un polycentrisme assumé, qui est à ses yeux la seule manière d'éviter l'éclatement menaçant. Convaincu que l'évolution internationale dessine les contours d'un vaste mouvement planétaire de transformation progressiste, combinant l'expansion du système socialiste, les avancées occidentales du *Welfare state* et l'essor des expériences « non capitalistes » du tiers monde, Togliatti est prêt à saisir toute opportunité d'avancer, y compris dans le cadre incertain du « centre gauche » italien.

Il y a donc bien une distance devenue divergence entre deux partis qui ont en commun d'avoir été tous deux des « stalinismes nationaux », ancrés l'un et l'autre dans une sociabilité sociopolitique élargie et devenus, l'un comme l'autre, hégémoniques au sein de la gauche politique de leurs pays respectifs. Cette distance n'est pas une donnée a priori ; c'est une construction historique qui s'explique par l'enchevêtrement de trois grands types de données structurelles.

Premier type de données : le PCF et le PCI sont insérés dans des tissus sociopolitiques différents, qui nourrissent un rapport différent des deux partis à la démocratie.

Le PCF s'est installé dans un vaste espace sociopolitique, déjà constitué avant sa naissance, celui du courant plébéien démocratique de souche révolutionnaire. À partir de 1934, il est confronté à la contradiction originelle du mouvement ouvrier français : soit il cultive la différence

fondamentale du communisme par rapport à un républicanisme présumé bourgeois, mais au risque de la marginalisation politique, voire de l'isolement ; soit il valorise la continuité fondamentale de la culture républicaine et de l'univers prolétarien, mais au risque de la dilution identitaire et de la fin de l'autonomie ouvrière. Entre 1934 et 1945, le PCF est devenu hégémonique à gauche, sur la base d'une synthèse : la référence à l'antifascisme et à la République fonde la légitimité nationale du PC et définit les bases du rassemblement populaire ; la référence à la lecture stalinisée du bolchevisme soude son identité politique et dessine les contours de sa différence avec le reste du champ partisan. De 1934 à 1956, le PCF fusionne les deux références culturelles, confondant dans une même rhétorique les sans-culottes de 1789-1795 et le prolétariat révolutionnaire, le bolchevique et le jacobin, Robespierre et Staline, le gouvernement révolutionnaire de 1793-1794 et la dictature du prolétariat.

Comme toute synthèse, la synthèse thorézienne est fragile ; elle met le PCF mal à l'aise devant la question de la « dictature du prolétariat ». Depuis 1934, il a profondément intériorisé la revalorisation du moment proprement démocratique de l'action révolutionnaire ; mais il continue de considérer que le combat démocratique ne fait que préparer le moment mythique d'une rupture révolutionnaire, dont il voit mal en quoi elle pourrait se distinguer fondamentalement du modèle russe de 1917. Ainsi, à l'automne de 1946, le PCF peut, tout à la fois, s'inscrire sans réserve dans la thématique des « voies nouvelles » (de la « démocratie nouvelle » de Dimitrov à la « démocratie progressive » de Togliatti) et ne pas accepter les théorisations de Dimitrov, selon lesquelles la « démocratie nouvelle » permettrait de « faire l'économie de la dictature du prolétariat ».

Jusqu'en 1956, appuyé sur la solidité de son implantation partisane et électorale, le PCF compense sa faiblesse stratégique en gérant pragmatiquement un double discours : la thématique du pacifisme et de l'indépendance nationale (contre l'impérialisme américain et la menace des « revanchards » allemands) l'ancre dans la vieille culture jacobine du peuple souverain ; « l'attachement indéfectible » à l'Union soviétique de Staline est le gage de son identité révolutionnaire. Or la dénonciation violente de Staline par Khrouchtchev perturbe cet équilibre symbolique. Derrière la critique des crimes staliniens, c'est la gestion historique de la dictature du prolétariat qui peut être remise en cause. Après 1917, les voix n'ont pas manqué, dans la gauche comme dans la droite du mouvement socialiste, pour mettre en avant les risques de la

rigueur bolchevique. L'intervention de Léon Blum au Congrès de Tours, largement rappelée par la presse socialiste en 1956, était tout entière construite sur l'évocation de ces risques. Donner raison à Khrouchtchev dans sa dénonciation de la gestion stalinienne, n'est-ce pas donner rétrospectivement raison à Blum ? Mais, dans ce cas, que reste-t-il de l'équilibre patiemment construit entre 1934 et 1939 ? L'identité discursive du PCF s'est construite sur la valorisation d'une expérience russe dont on offre une lecture si cohérente qu'elle finit par apparaître comme un système. Si le système stalinien est détruit, que reste-t-il de l'identité et de la fonctionnalité propres au PCF ?

Le PCI, lui, ne se trouve pas dans la même situation historique. Son implantation n'est pas aussi ancienne que celle du PCF. Dans une Italie de tradition populaire démocratique moins assurée, le PC s'impose à partir de 1943 comme une composante à part entière du compromis républicain. Pour le dire autrement, alors que le PCF se coule à l'intérieur d'une culture politique préexistante, le PCI apparaît comme coproducteur d'une culture démocratique moderne, postfasciste. Pour une part, il fusionne la double tradition, de pente « réformiste » ou de souche « anarchiste-communiste », que l'histoire a dissociée dans le cas français. Au milieu des années cinquante, le PCI n'a pas de concurrent véritable à gauche ; en ce sens, la fracture affective et symbolique de la dénonciation antistalinienne est forte (elle bouleverse le corps militant en Italie tout autant qu'en France), mais elle ne pose pas, avec la même urgence, la question des marqueurs identitaires légitimant l'utilité fonctionnelle du communisme italien.

Le second type de données qui font bifurquer les trajectoires italienne et française se trouve dans la manière fondamentalement différente dont le PCF et le PCI gèrent le choc des mutations économico-sociales produites par la grande croissance d'après-guerre. Tous deux sont parvenus à la Libération à un équilibre qui leur permet d'assumer, en France et en Italie, une large part de la représentation ouvrière et populaire qui est ailleurs attribuée à la social-démocratie. Ce sont des partis de masse, territorialement implantés, au cœur d'une galaxie syndicale et associative qui leur permet de répondre à une triple fonctionnalité politique : sociologique (la représentation du monde populaire industriel et urbain), prospective (le « principe espérance » nourri par le mythe soviétique) et politique (l'organisation d'une gauche expansive).

Or, la première moitié des années cinquante voit les sociétés ouest-européennes engagées dans un vaste cycle de mutations, portées

par le triomphe de la seconde révolution industrielle et les débuts de la consommation de masse, un cycle qui voit s'imbriquer les tendances lourdes de la salarisation, de l'urbanisation, de la scolarisation, de la féminisation et de l'internationalisation de la main-d'œuvre.

Le choc qui résulte de ces mutations est nettement perceptible en Italie, où le mouvement de mutation est plus rapide encore qu'en France. Le recul spectaculaire de la CGIL à la Fiat, en mars 1955, sonne ainsi comme un signal d'alarme, que confirment en mai 1956 des élections administratives décevantes pour le PCI. Le groupe dirigeant italien s'efforce de faire immédiatement face, notamment en amorçant une redéfinition du rapport parti-syndicat (plus franche du côté du leader syndicaliste di Vittorio que de Togliatti lui-même) et en s'interrogeant ouvertement sur la nature des modifications en cours. Pour Togliatti, confronté à un processus inquiétant de distanciation des socialistes de Nenni, l'élément essentiel devient d'éviter un isolement susceptible de provoquer une restructuration politique interrompant le tête-à-tête des communistes et des démocrates-chrétiens. Au milieu des années 1950, la définition d'un nouveau cadre stratégique, profitant de l'évolution internationale, devient ainsi un objectif jugé vital par le numéro un italien. Il décide, dès le mois de mars 1956, de s'engouffrer dans la brèche du rapport public présenté par Khrouchtchev qui rend possible un approfondissement de la réflexion sur les « voies nouvelles » interrompue en 1947. Dans un premier temps, Togliatti considère que les révélations tonitruantes du rapport secret perturbent le projet d'une évolution en douceur du mouvement communiste. À partir de juin, il se met à penser qu'il vaut mieux mettre en cohérence la distance à l'égard du stalinisme et les réflexions sur les voies nationales et parlementaires au socialisme : c'est la recherche de cette nouvelle cohérence, de *Nuovi Argomenti* au *Mémorial de Yalta*, qui est à la base de ses réflexions ultérieures sur le « polycentrisme » et sur la « voie italienne ».

À cette attitude offensive du PCI s'oppose une réaction défensive du PCF. Dès le milieu des années cinquante, Thorez redoute que les mutations structurelles de la France et de l'Europe occidentale ne remettent inéluctablement en cause les équilibres favorables à l'implantation du PC. Ses craintes sont d'autant plus fortes que les évolutions du substrat social s'accompagnent de la recherche de dynamiques concurrentes à l'intérieur de la gauche française. C'est d'abord la naissance du « mendésisme » en 1954-1955, puis l'apparition après 1958 de ce que l'on appellera la « deuxième gauche » et que les communistes fustigent en la qualifiant

très tôt de « petite gauche ». Face à cette situation, la direction française choisit intuitivement la rétraction négative : Thorez s'attache d'abord à conjurer les risques, en niant la portée des évolutions en cours (c'est la campagne de la « paupérisation », puis celle contre le « *birth control* »). Le PCF ne veut pas voir une réalité naissante qu'il a du mal à comprendre et que d'autres forces utilisent pour contester l'hégémonie communiste à gauche. Par la suite, son objectif sera de porter les feux contre la « seconde gauche » : alors que des responsables comme Laurent Casanova suggèrent de prendre en considération un phénomène qui touche une part non négligeable de l'intelligentsia, Thorez dénonce avec violence tout dialogue avec la nouvelle gauche, d'autant plus que le début des années soixante esquisse le rapprochement de cette sensibilité émergente et de Mendès France, la bête noire des années cinquante.

Pour Thorez et ses compagnons, le grand déballage du numéro un soviétique au XX^e Congrès est tenu pour le vecteur possible d'une déstabilisation. Au lieu de se saisir de l'opportunité des réflexions nouvelles sur les « voies nationales », comme il avait su au printemps 1934 se saisir des inflexions internationales venues de Moscou, Thorez s'enferme dans la lecture minimale du XX^e Congrès, se rapproche de Mao et s'éloigne de plus en plus de Togliatti. La fin de l'année 1956 se termine même par une régression ouverte. Pour le groupe dirigeant français, l'exemple hongrois montre que la révolution, en France comme ailleurs, ne peut s'écarter de la voie bolchevique originelle ; toute distance nourrit inéluctablement la poussée de la « contre-révolution ». À partir de là, Tito, Gomulka et Togliatti sont renvoyés en bloc à la catégorie de « l'opportunisme », antichambre du « révisionnisme ». Menacé dans ses équilibres fondamentaux, le PCF des années 1956-1962 cherche à se protéger par un regain d'affirmation identitaire, alors que Togliatti s'engage peu à peu dans une redéfinition mesurée de l'identification, celle du communisme italien comme celle du communisme mondial.

Si Thorez finit par accepter à son tour de s'engager dans une démarche plus ouverte, à partir de 1962-1963, c'est par le seul poids d'une conjonction : en premier lieu, une évolution nationale (la mise en place du gaullisme et le vide laissé par une SFIO pénalisée par son soutien initial à la V^e République) qui le pousse à relancer la démarche d'union (les débuts de la stratégie du programme commun) ; en second lieu, une intransigeance chinoise qui englobe dans sa dénonciation Khrouchtchev et Thorez, c'est-à-dire celui qui fut l'allié de la veille

contre le dirigeant soviétique. Encore Thorez se refuse-t-il jusqu'au bout à insérer ses propres évolutions dans une redéfinition stratégique globale : alors même qu'il propose dès mai 1962 une union de la gauche autour d'un programme commun (Comité central de Bezons), il continue de concentrer ses coups contre « l'opportunisme » de la « voie italienne », au nom de la lecture étroite de la Conférence internationale de 1957 et de 1960. Pendant toute l'année 1963, le PCI reste la cible des critiques françaises et, à l'automne de 1964, la nouvelle direction post-thorézienne issue du XVII^e Congrès critique encore ouvertement la publication du *Mémorial de Yalta* de Togliatti. Il faudra attendre la seconde moitié des années soixante et la disparition de Thorez pour voir s'amorcer des tentatives de mise en cohérence de la nouvelle stratégie unitaire, confirmée par l'équipe rassemblée autour de Waldeck Rochet⁸.

La troisième matrice de la bifurcation France-Italie est dans la structuration différente des groupes dirigeants, voire dans l'écart qui sépare les deux « numéros un ».

Jusqu'en 1943, la clandestinité du PC italien et la présence de Togliatti au siège de l'Internationale, à Moscou, ont contraint à mettre en place une double direction. Cette particularité a installé la légitimité d'autres responsables que le secrétaire général : ils sont subordonnés à Togliatti, mais à égalité de légitimité, ce dont le leader italien doit à tout moment tenir compte. Ce n'est pas le cas de Thorez, dont le magistère n'a pas été affecté par l'éclatement des centres dirigeants pendant la guerre et qui s'est même trouvé renforcé par l'élimination de Doriot en 1934, de Marty et Tillon en 1952, voire—dans une moindre mesure—de Lecœur en 1955. De façon significative, alors que Togliatti se trouve dès le mois de mars 1956 placé sous la pression de sa direction nationale (Amendola, Ingrao, Terracini, Berlinguer...), Thorez a pour seul contradicteur explicite le journaliste Pierre Courtade, qui se trouve être un simple membre du Comité central, à un rang tenu donc pour relativement subalterne. Alors que les hésitations stratégiques s'expriment en Italie par l'affrontement interne d'une droite et d'une gauche, aucune alternative stratégique ne se formalise en France, où la fonction de direction générale est tout entière réservée à un Thorez omniprésent, qui intervient à tout moment, jusqu'en 1964, distillant des approbations ou des mises en garde que nul n'oserait contrecarrer. Quand des différences s'ébauchent, elles ne se globalisent jamais : Servin et Casanova, en 1960-1961, ne mettent jamais en cohérence leurs désaccords, ni sur le gaullisme, ni sur la démarche khrouchtchévienne.

Enfin, dans un système qui reste hyper-centralisé dans les deux cas, on ne saurait sous-estimer les effets de certains écarts dans la culture politique des deux leaders. Thorez et Togliatti sont certes tous deux des staliniens et ils ont partagé la sensibilité de Front populaire. Mais Togliatti a été un responsable kominternien de premier plan ; il a une incontestable fibre stratégique, qu'il a montrée dès 1938-1939, autour de l'Espagne, avec sa réflexion sur les « voies nouvelles » et, plus encore, dans ses constructions politiques d'après 1943, autour du « tournant de Salerne » et de la notion de « parti nouveau ». Thorez, lui, ne se sent pas investi de la stratégie globale du mouvement, qu'il délègue aux Soviétiques. Chez lui, la créativité—réelle jusqu'en 1947—se déploie dans la mise en œuvre de la ligne générale, pas dans sa formalisation. Thorez, en 1956, est un homme usé, à la fois par la maladie qui l'a durement frappé en 1950 et par le double choc des revirements soviétiques, en 1939 et en 1947, qu'il a chaque fois acceptés, mais qu'il n'a pas anticipés, voire qu'il n'a pas souhaités. Le coup de force de Khrouchtchev, en lequel il n'a jamais eu confiance, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : cette fois, Thorez est résolu de ne pas se laisser faire ; à contre-courant de plusieurs de ses déterminations antérieures, il choisit le camp du conservatisme et de la répétition.

Je me permets de conclure ces quelques remarques partielles sur le grand écart franco-italien de 1956-1964 par quelques réflexions méthodologiques qui touchent à la maîtrise difficile de la comparaison historique. J'ai un peu l'impression que l'étude de cette période montre l'inadéquation de deux grandes tendances de l'historiographie traditionnelle du communisme du xx^e siècle : d'un côté l'interprétation de la politique communiste par le prisme de la subordination au « centre » ou de l'inféodation au « système » ; de l'autre côté, par réaction contre la première tentation, celle de l'insistance sur les déterminations internes. En réalité, la politique de chaque parti communiste se construit dans un système d'interrelations où trois éléments interviennent, dans des proportions chaque fois variables : des contraintes provenant de l'insertion sociopolitique nationale de chaque parti ; des représentations plus ou moins formalisées de l'état du monde et du mouvement communiste proprement dit ; des intériorisations, par chaque acteur, des intentions réelles ou supposées de tous les autres acteurs du système dans son ensemble.

Le phénomène est d'autant plus complexe que le mouvement communiste, en 1956, quitte définitivement les horizons du monolithisme

qui était jusqu'alors, sinon sa réalité (le communisme s'est toujours décliné au pluriel), du moins son fantasme récurrent. À partir de 1956, il est acquis que le mouvement communiste n'a plus un centre unique, mais trois, d'ores et déjà installés (le soviétique, le chinois et le yougoslave), auxquels s'ajoute un quatrième centre potentiel, qui est celui du communisme occidental, dont Togliatti et le groupe dirigeant italien rêvent la constitution dans le cadre d'un polycentrisme assumé. Dans ce contexte, Togliatti s'engage, contrairement à sa pente initiale, dans la voie d'une critique antistalinienne conséquente pour quatre raisons : parce qu'il comprend que le XX^e Congrès crée une situation d'irréversibilité ; parce qu'il considère que cette critique peut servir à légitimer en profondeur une « voie italienne » sans laquelle il craint une marginalisation progressive du PCI ; parce qu'il pense que l'hétérogénéité croissante du mouvement nécessite son évolution pour ne pas conduire à son éclatement ; parce qu'il s'est convaincu dès le printemps de 1956 que sa « double loyauté » (à l'URSS et à la démocratie italienne) demande, pour se reproduire, un changement substantiel dans l'ancrage communiste fondamental et donc une distance critique radicale à l'égard de la période stalinienne.

En sens inverse, Thorez choisit la logique du refus, là encore pour au moins quatre raisons : parce qu'il considère que le démantèlement du mythe stalinien érode une identité communiste dont il ne voit pas comment elle pourrait se détacher du modèle bolchevique stalinisé ; parce qu'il estime que tout mouvement dans l'équilibre qui fonde l'implantation communiste est une remise en cause de l'implantation elle-même ; parce qu'il ne voit pas comment l'unité du mouvement communiste est possible, à l'échelle internationale comme dans chaque parti national, sans existence d'un centre unique et clairement identifié ; parce qu'il redoute ce qui lui apparaît continûment, de 1956 à 1964, comme une manœuvre à visée hégémonique du parti frère et concurrent, c'est-à-dire le PC italien. La peur des « Italiens », comme celle des « khrouchtchéviens », à l'extérieur comme à l'intérieur, devient à la fois une obsession sincère des dirigeants et une méthode cynique de régulation interne et d'éradication des divergences, comme le montre la gestion brutale de l'affaire Servin-Casanova ou celle de la crise de l'UEC, dans la première moitié des années soixante.

À partir de 1956, le mouvement communiste international devient le théâtre d'un immense jeu de rôles, où chaque acteur scrute l'intervention de tous les autres, où chaque prise de position est perçue comme le résultat

de stratégies multiples, dont on escompte les effets bénéfiques ou dont on redoute les effets destructeurs. Toute histoire nationale des PC doit intégrer cette complexité systémique: sans doute y gagnera-t-elle en richesse et, au bout du compte, en subtilité.

1. Les archives du PCF sont déposées aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis (cf. Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, *Réunions du Comité central du PCF 1921-1927. État des fonds et des instruments de recherche, tome 3, 1954-1964*). Les archives du PC italien se trouvent à la Fondazione Instituto Gramsci (www.fondazionegramsci.org). De nombreuses archives internationales, notamment soviétiques et américaines, sont régulièrement publiées dans le *Cold War International History Project Bulletin*, consultable sur Internet (www.wilsoncenter.org). Sur la période 1959-1972, une excellente utilisation de ces archives dans Caredda G., *Le politiche della distensione 1959-1972*, Roma, Carocci, 2008.
2. Lazar M., *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Fayard, 1992. Aga Rossi E., Quagliarello G. (dir.), *L'altra face della luna: i rapporti tra PCI, PCF e Unione Sovietica*, Roma, Il Mulino, 1997.
3. Taubman W., *Khrushchev. The Man and His Era*, New York, Free Press, 2003.
4. Agosti A., *Palmiro Togliatti*, Turin, UTET, 1996.
5. Wieworka A., *Maurice et Jeannette. Biographie du couple Thorez*, Fayard, Paris, 2010.
6. Le détail des événements et prises de position sur la période dans Martelli R., *1956 communiste. Le glas d'une espérance*, Paris, La Dispute, 2006.
7. Spagnolo C., *Sul Memoriale di Yalta. Togliatti et la crisi del movimento comunista internazionale (1956-1964)*, Roma, Carocci, 2007.
8. Vigreux J., *Waldeck Rochet, une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.

Histoire d'une rencontre manquée : PCF et PCI face au défi de la construction communautaire (1947-1964)

*Sante CRUCIANI **,
Chercheur associé, université de Viterbe

Dans cet article, l'auteur s'attache à reconstruire les positionnements des partis communistes italien et français face aux premiers temps du processus d'intégration européenne. Sante Cruciani montre que les positions des deux partis pendant la guerre froide étaient essentiellement analogues. Le PCF comme le PCI considéraient toute collaboration et intégration économique et politique de l'Europe comme une partie intégrante de l'hégémonie nord-américaine sur le Vieux Continent et comme une tentative des États-Unis de reconstruire la puissance allemande. La situation changea avec la mort de Staline, la déstalinisation khrouchtchévienne et le début de la détente internationale. À partir de ce moment, le PCI de Togliatti, mais aussi la CGIL, commencèrent à prendre de plus en plus en considération l'espace européen comme une dimension importante de leur propre stratégie. Au contraire, le PCF et la CGT continuèrent à refuser toute perspective européenne. À partir du milieu des années cinquante commença à s'instaurer entre les deux PC un rapport qui fit alterner des périodes de rapprochement et d'éloignement. Ce rapport était conditionné par la situation nationale, européenne, mais aussi par celle du mouvement communiste international.

Dans l'historiographie de la gauche européenne¹, la comparaison entre les trajectoires du Parti communiste italien et du Parti communiste français a constitué un terrain d'investigation privilégié pour l'étude croisée du phénomène communiste en Europe occidentale.

En développant les réflexions d'Annie Kriegel sur la dimension « téléologique » et « sociétale² » du mouvement communiste, Marc Lazar et Aldo Agosti ont contribué à repenser l'histoire du PCI et du PCF grâce à une analyse articulant le lien avec Moscou avec les réalités nationales des sociétés italienne et française³.

La reconstruction des rapports entre les deux partis, proposée par Marc Lazar dans *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours* a constitué, en particulier, un important tournant méthodologique qui a posé les principales problématiques de la recherche des dix-huit dernières années.

Grâce à l'ouverture des archives soviétiques consécutivement à l'effondrement du « communisme réel⁴ », les rencontres de la *Fondazione Istituto Gramsci* sur *Il Pci nell'Italia Repubblicana* et sur *Togliatti nel suo tempo* ont ouvert des pistes de travail véritablement neuves. Ces dernières concernent spécialement les répercussions du processus d'intégration européenne et du développement du néocapitalisme sur la culture politique du communisme italien et sur la stratégie de Togliatti pour la transition vers le socialisme en Europe occidentale⁵.

De même, grâce au dépôt de la documentation du Parti communiste français aux Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis⁶, les journées d'étude de la Fondation Gabriel-Péri sur *Le Parti communiste français et l'année 1956* et de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) sur *Les territoires du communisme : élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes* ont marqué une étape significative pour la relance de la recherche sur le communisme français entre histoire nationale et internationale⁷.

Dans le cadre dessiné par José Gotovich, Pascal Delwit et Jean-Michel de Waele dans *L'Europe des communistes*⁸, l'entrelacement des sources italiennes et françaises peut contribuer à inaugurer une nouvelle série d'études comparatives explorant à l'aide de nouveaux paradigmes les sujets de la question communiste en Europe occidentale et des rôles respectifs du PCI et du PCF au sein de la gauche européenne.

Il peut être alors utile de reconstruire l'histoire du PCI et du PCF dans les années cinquante et soixante, en prenant comme élément central de la comparaison l'interaction entre les deux partis en liaison avec le processus d'intégration européenne, les rapports entre la CGIL et la CGT dans les dynamiques de la Fédération Syndicale Mondiale, et la problématique du passage au socialisme en Europe occidentale.

Le communisme italien et français de la guerre froide à la déstalinisation

Durant les années de la guerre froide, la position du PCI et du PCF sur la scène politique internationale est marquée par l'alignement sur les directives soviétiques de la lutte pour la paix contre l'impérialisme

américain, le Plan Marshall, la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier et la Communauté Européenne de Défense⁹.

Pour reprendre une expression qui a eu du succès, dans l'interprétation de la « partition » composée par la Conférence de Sklarska Poreba de septembre 1947 à l'occasion de la formation du Kominform, le PCI préfère le rythme de l'« allegro moderato » et le PCF celui de l'« allegro vivace¹⁰ ».

Malgré les convergences au sein de la direction du Mouvement des Partisans de la Paix et dans la mobilisation populaire à la suite de l'Appel de Stockholm de mars 1950 pour l'interdiction des armes atomiques, l'action politique du PCI se démarque par le souci que des voies nationales vers le socialisme restent possibles en Europe occidentale.

Tandis que le mythe de l'Union soviétique et le culte de la personnalité de Staline constituent un incontestable facteur d'identité pour les communistes italiens et français, et que l'existence d'administrations locales « rouges » contribue à enraciner les deux partis dans leurs respectifs systèmes politiques nationaux¹¹, la publication des *Quaderni del carcere* de Antonio Gramsci en 1948 se veut le fondement théorique qui permettra de réactiver la stratégie de Togliatti de la « démocratie progressive¹² ».

Si la défense de la souveraineté nationale contre l'alliance avec les États-Unis est revendiquée par le PCI et le PCF au nom des principes fondamentaux de la Constitution, l'unité d'action entre communistes et socialistes après la défaite aux élections politiques du 18 avril 1948 représente pour le cas italien un élément de différenciation qui n'est pas négligeable par rapport à la fracture qui s'est produite en mai 1947 entre le PCF et la SFIO, consécutivement à l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier¹³.

Cette différenciation se retrouve aussi sur le plan syndical : alors que les communistes et les socialistes cohabitent au sein de la CGIL de Giuseppe di Vittorio et Fernando Santi, la compétition règne entre la CGT de Benoît Frachon et la formation socialiste Force Ouvrière. De même, on constate des discordances entre la CGIL et la CGT au sein de la Fédération Syndicale Mondiale¹⁴.

Des germes d'évolutions politiques divergentes sont donc déjà présents, mais restent « en hibernation » durant la guerre froide, d'autant plus que le contrôle de l'Union soviétique sur le PCI et le PCF se maintient, assuré à Moscou par le vice-secrétaire du parti italien, Pietro Secchia, et par le responsable de l'organisation du parti français, Auguste Lecœur.

Comme le montrent le séjour forcé en Union soviétique de Maurice Thorez à la suite de l'hémiplégie qui le frappe en 1950 et la difficile résistance opposée par Palmiro Togliatti en 1951 à la demande de Staline d'assumer la conduite du Kominform¹⁵, les deux leaders du PCI et du PCF n'arrivent à reconquérir une plus grande liberté de manœuvre qu'après la mort de Staline, en mars 1953, et la déstalinisation consécutive.

L'affrontement entre Giuseppe di Vittorio et Louis Saillant au III^e Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale d'octobre 1953 met en pleine lumière ces divergences, quand la CGIL rejette la conception du syndicat comme simple courroie de transmission du parti dans les luttes ouvrières et paysannes et revendique l'autonomie et le rôle propre du syndicat dans les combats pour la réforme agraire et le développement économique¹⁶.

Lorsqu'en 1954 la marginalisation de Pietro Secchia et d'Auguste Lecœur permet à Togliatti et Thorez de reconquérir un plein leadership, cette position de la CGIL sur l'autonomie du syndicat suscite un débat au sein du PCI concernant l'impact du processus d'intégration européenne sur la modernisation du capitalisme italien et les orientations politiques de la classe ouvrière des grandes usines.

Le débat a été provoqué au sein de la CGIL par la défaite de la FIOM aux élections des commissions intérieures de la FIAT en avril 1955. Il voit Di Vittorio appuyer les analyses des jeunes dirigeants, comme Bruno Trentin et Vittorio Foa, sur l'exigence de dépasser une opposition purement idéologique au processus d'intégration européenne et de reconnaître la contribution de la CECA au développement économique italien. Ce débat a eu sûrement un effet positif pour la culture politique du PCI¹⁷.

La persistance du débat au sein du parti, qui débouche sur de larges confrontations parmi les membres de l'équipe dirigeante, et ce avec l'aval de Togliatti, suscitera vite des accrochages entre le PCI et le PCF, tous deux appelés entre temps à se mesurer avec le XX^e Congrès du PCUS, le choc du rapport secret de Khrouchtchev et l'invasion soviétique de la Hongrie.

Le XX^e Congrès du PCUS et l'invasion soviétique de la Hongrie

Durant la première partie de 1956, les thèses présentées par Khrouchtchev lors du XX^e Congrès du PCUS sur la coexistence pacifique

et la relance des voies nationales du socialisme représentent pour le PCI et le PCF une incitation considérable à reprendre leurs contacts pour la coordination de l'action politique des partis communistes en Europe occidentale¹⁸.

Le pas en avant accompli avec la rencontre de San-Remo des 3-4 mai 1956, dans le but d'«approfondir de manière spécifique» les problèmes du «développement des partis communistes dans les pays capitalistes» et d'«établir et rendre efficace une collaboration plus étroite entre les partis communistes européens¹⁹», est toutefois rendu vain par la publication du rapport secret de Khrouchtchev sur les crimes de Staline²⁰.

La négation du «supposé²¹» rapport secret par le PCF est indirectement contestée par les réponses de Togliatti aux «*Nove domande sullo stalinismo*» de la revue *Nuovi Argomenti*, évoquant la «dégénérescence» qu'a connue à certains égards la société soviétique, la nature désormais «polycentrique du mouvement communiste international²²» et le dépassement du principe de l'État-guide en faveur d'une plus grande autonomie des partis communistes sur le plan national comme régional.

Interrompue par la résolution du PCUS du 30 juin 1956 et par la lettre de Khrouchtchev à Togliatti sur «la malheureuse formulation» utilisée dans l'interview sur «quelques formes de dégénérescence de la société soviétique²³», l'initiative politique de Togliatti est ultérieurement neutralisée par le XIV^e Congrès du PCF de juillet 1956.

En effet, dans son discours d'ouverture, Thorez prend nettement ses distances avec les camarades italiens, en affirmant que «le culte de la personnalité a provoqué d'importants dommages, mais [qu'] il serait faux d'en rechercher les responsabilités dans la nature du régime soviétique²⁴». De ce fait, la rencontre entre les délégations du PCI et du PCF ne peut que déboucher sur l'abandon des projets d'action commune pour la coordination des partis communistes de l'Europe occidentale²⁵.

Pendant qu'en octobre 1956 les parlementaires du PCI, Ottavio Pastore et Antonio Giolitti, participent en qualité d'observateurs à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg, l'invasion soviétique de la Hongrie pour empêcher la sortie du pays du Pacte de Varsovie, proclamée par le gouvernement d'Imre Nagy, voit se rejoindre Togliatti et Thorez dans un alignement convaincu sur la décision soviétique²⁶.

Sarolta Kleja'nski a montré l'ampleur de l'émotion suscitée en France chez les militants communistes par l'invasion soviétique de la Hongrie et les difficultés du groupe dirigeant à faire face à la

désapprobation des milieux intellectuels et syndicaux influencés par Jean-Paul Sartre et Alain Le Léap²⁷. En Italie, la confrontation entre Togliatti et Di Vittorio pendant la crise de 1956 et la *Lettera dei Centouno*, lettre d'intellectuels communistes en désaccord avec l'alignement du parti sur Moscou (parmi lesquels Luciano Cafagna, Renzo de Felice, Mario Tronti, Alberto Asor Rosa, Alberto Caracciolo, Elio Petri), témoignent d'une plus grande dialectique entre parti et syndicat dans le débat collectif qui s'enclenche sur les relations avec le monde soviétique, la signification de la « démocratie socialiste » et les devoirs spécifiques du PCI dans la politique italienne et européenne²⁸.

Au lendemain de la rupture avec le PSI de Pietro Nenni à cause des événements hongrois²⁹, la relance de la voie italienne vers le socialisme, réaffirmée par Togliatti lors du VIII^e Congrès du PCI en décembre 1956³⁰ (avec les mots d'ordre de l'intégrale « réalisation de la Constitution », des « réformes de structure » et des « nationalisations³¹ » pour une nouvelle phase du développement politique et économique du pays) suscite à nouveau des divergences entre les communistes italiens et français sur la possibilité d'intervenir dans le système capitaliste pour introduire des éléments de socialisme.

Les attaques de Roger Garaudy contre la voie italienne du socialisme, à laquelle il reproche sa proximité avec le réformisme³², et la réplique de Velio Spano sur l'exigence de dépasser la logique de luttes restant pour l'essentiel au niveau de la propagande, afin d'agir avec efficacité sur les scènes politiques italienne et française³³, sont le signal d'un profond désaccord dans l'analyse du capitalisme, des devoirs des partis communistes en Europe occidentale et des rapports avec l'Union soviétique.

Cette divergence est destinée à s'accroître, aussi bien au niveau politique que syndical, du fait des attitudes différentes des communistes italiens et français face au Marché commun européen et des débats qui se sont produits lors du IV^e Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale, comme pendant la Conférence internationale de Moscou en novembre 1957.

De la naissance du Marché commun européen à la Conférence de Moscou de 1957

En mars 1957, la naissance du Marché commun européen contraint les communistes italiens et français à se mesurer avec le développement du capitalisme en Europe occidentale et avec l'organisation des luttes syndicales au-delà des frontières de l'État national.

Quoique s'alignant tous deux sur l'opposition résolue au Marché commun européen de l'Institut de l'Économie Mondiale et des Relations Internationales de Moscou³⁴, le PCI et le PCF continuent de montrer des sensibilités différentes sur les sujets du développement économique et l'exigence d'affronter de manière unitaire les problèmes posés par le processus d'intégration européenne.

Tandis que les thèses de Maurice Thorez sur l'appauvrissement relatif et absolu de la classe ouvrière dans le régime capitaliste sont adoptées par la CGT, avec une opposition frontale au Marché commun européen et à l'Euratom, la dialectique entre parti et syndicat prépare dès le milieu des années cinquante la future maturation européenne du communisme italien³⁵.

La reconnaissance par la CGIL du caractère irréversible du processus d'intégration et de la nécessité de se mesurer sans préjugés idéologiques avec le Marché commun européen a tout de suite des répercussions dans les rapports entre les communistes italiens et français au sein de la Fédération Syndicale Mondiale et du mouvement communiste international³⁶.

Le combat mené par Giuseppe Di Vittorio et Fernando Santi lors du IV^e Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale contre le refus par Saillant d'envisager une coordination régionale des organisations syndicales communistes en Europe occidentale, voire une convergence unitaire avec les syndicats socio-démocrates, met en exergue les conceptions différentes du rôle des communistes en Europe occidentale et du fonctionnement interne de la Fédération Syndicale Mondiale³⁷.

Les questions de l'organisation du mouvement communiste international au-delà du principe du Parti guide et des spécificités de l'évolution vers le socialisme en Europe occidentale amènent d'ailleurs à un violent débat entre Palmiro Togliatti et Maurice Thorez lors de la Conférence internationale de Moscou de novembre 1957.

Après les discours de Khrouchtchev sur la situation politique internationale et de Souslov sur l'incapacité du système capitaliste à garantir des taux convenables de croissance économique comme une distribution suffisante du revenu pour répondre aux revendications de la classe ouvrière, l'intervention de Togliatti sur la nécessité d'améliorer les activités de la Fédération Syndicale Mondiale et d'avancer sur les voies nationales du socialisme est exemplaire de la volonté du leader du PCI d'utiliser le terrain syndical pour faire progresser au sein du mouvement communiste international la ligne du polycentrisme³⁸.

Malgré le soutien du Parti communiste tchécoslovaque au PCI pendant les travaux de la Conférence, la déclaration de Duclos défavorable à un amendement de la délégation italienne sur la lutte contre le sectarisme, «susceptible de favoriser les courants révisionnistes³⁹», est extrêmement révélatrice de l'encerclement réalisé par le PCUS et le PCF pour brider les initiatives de Togliatti au sein du mouvement communiste international.

Comme Pietro Ingrao l'a rappelé, il s'agit d'une «violente philippique⁴⁰» prononcée en accord avec le groupe dirigeant du PCUS aux fins de minorer l'influence de Togliatti sur les conclusions de la conférence et d'isoler le PCI parmi les partis communistes d'Europe occidentale.

Après la défaite subie par le PCF avec l'écroulement de la IV^e République provoqué par la question algérienne et la victoire du général de Gaulle lors du référendum sur la réforme présidentielle du système politique français⁴¹, la reprise d'un dialogue constructif entre PCI et PCF sera anticipée par un accord laborieux entre la CGIL et la CGT sur la coordination des luttes ouvrières dans la zone du Marché commun européen.

Coordination syndicale des luttes ouvrières et passage au socialisme en Europe occidentale

En mai 1958, la constitution sous l'impulsion de la CGIL et de la CGT d'un Comité de coordination entre les syndicats communistes des pays du Marché commun européen ouvre la voie à un rapprochement progressif entre le PCI et le PCF⁴².

Saisissant le défi lancé par Khrouchtchev, lors du XXI^e Congrès du PCUS, d'une compétition pacifique entre les camps communiste et capitaliste dans le domaine économique, la proposition politique de Togliatti, *Per una sinistra europea*⁴³, accentue la pression sur la social-démocratie à propos du passage au socialisme en Europe occidentale. Elle est soumise dès avril 1959 à la Conférence de Bruxelles des Partis communistes de la Communauté Économique du Charbon et de l'Acier et du Marché commun européen.

Résultat d'un compromis *a minima* entre les délégations française, menée par Raymond Guyot, et italienne, qui a à sa tête Arturo Colombi, la déclaration finale laisse ouverte la possibilité d'un regroupement régional des partis communistes d'Europe occidentale.

En dépit du rappel des «conséquences néfastes» du processus d'intégration sur les conditions de vie de la classe ouvrière et de «la crise qui se manifeste dans la plus grande partie des pays capitalistes», l'exigence renouvelée de marcher vers «une action coordonnée des travailleurs et des masses populaires» pour parvenir à la «suspension des dispositions des deux traités de la CECA et du Marché Commun⁴⁴» constitue les prémisses d'une nouvelle initiative du PCI en politique européenne.

Lorsqu'en mai 1959, Togliatti propose à Thorez d'étendre la méthode de travail de la Conférence de Bruxelles aux 17 partis communistes d'Europe occidentale pour examiner «les thèmes de l'action unitaire à l'égard du mouvement social-démocrate et des travailleurs catholiques⁴⁵», le secrétaire du PCF continue à donner la priorité à la lutte contre «l'OTAN et ses appendices "européens"⁴⁶», le militarisme revanchard allemand et en faveur du développement du mouvement organisé de la paix.

Ces divergences se confirment lors des réunions entre une délégation italienne et française à l'occasion du XV^e Congrès du PCF, et entre Guyot et Alicata au sein de la commission préparatoire de la Conférence des 17 partis communistes des pays capitalistes d'Europe occidentale⁴⁷, convoquée enfin à Rome du 21 au 24 novembre 1959 et intitulée *L'unità della classe operaia e delle masse popolari nella lotta per la difesa e lo sviluppo della democrazia, nella lotta per la pace, nelle lotte per il benessere dei lavoratori*.

Scandés par le discours d'ouverture de Togliatti sur la nécessité d'une lecture plus dynamique du capitalisme et d'un dialogue constructif avec les autres forces de la gauche du continent européen, ainsi que par l'intervention de Guyot sur les risques importants d'une offensive réactionnaire menée par les trusts américains en Europe occidentale, les travaux de la Conférence trouvent un réel point d'équilibre dans l'appel final à «tous les travailleurs et à tous les démocrates» pour l'unité du mouvement ouvrier dans la lutte pour la paix et dans la revendication adoptée aussi par le PCF d'une «démocratisation⁴⁸» des institutions de la CECA et du Marché Commun.

Alors que l'allusion de Guyot au commentaire positif de la *Pravda* sur la Conférence des 17 partis communistes de l'Europe occidentale confirme le rapprochement en cours entre les communistes italiens et français avec le consentement du groupe dirigeant soviétique⁴⁹, en juin 1960, l'attaque déclenchée par les communistes chinois contre le

«révisionnisme» de l'Appel de Rome et la réunion secrète de Bucarest entre Khrouchtchev et les délégués des partis étrangers au congrès du Parti communiste bulgare constituent une éclatante manifestation de la dissension sino-soviétique au sein du mouvement communiste international⁵⁰.

Pendant la Conférence des 81 partis communistes de Moscou du 10 novembre au 3 décembre 1960⁵¹, le violent accrochage entre l'Union soviétique et la Chine sur la coexistence pacifique conduira de nouveau le PCI et le PCF à des positions antagonistes au sein du mouvement communiste international et dans les rapports avec la social-démocratie d'Europe occidentale.

Analyse du capitalisme européen, rupture sino-soviétique et crise du mouvement communiste international

Durant l'année 1961, la normalisation de la revue *Économie et Politique* et l'exclusion du PCF de Laurent Casanova et de Marcel Servin⁵², à cause de leur proximité avec les analyses du PCI sur le processus d'intégration européenne et sur le passage au socialisme en Europe occidentale, marquent le début d'une nouvelle phase conflictuelle entre le communisme italien et français aux niveaux politique et syndical.

Lorsque la construction du mur de Berlin réduit de manière substantielle les perspectives de détente internationale et de coexistence pacifique, l'insistance exprimée par Krouchtchev lors du XXII^e Congrès du PCUS sur les réalisations de l'État communiste dans la société soviétique et sur le prochain dépassement des États-Unis dans les domaines industriel et technologique a comme conséquence de transformer de façon draconienne le sujet du passage au socialisme en Europe occidentale⁵³.

Ceci s'exprime notamment, en décembre 1961, dans la contestation par Agostino Novella et Fernando Santi de l'intervention de Louis Saillant au V^e Congrès de la Fédération Syndicale Mondiale. Ils lui reprochent sa sous-estimation du Marché commun européen. On retrouve cette expression dans la déclaration de Luciano Lama sur le «désaccord⁵⁴» de la délégation italienne au sujet des affirmations du document final concernant l'opposition aux syndicats socialistes et catholiques, l'analyse du capitalisme européen constitue un facteur de tension permanent entre les communistes italiens et français.

L'analyse du capitalisme européen est relancée en mars 1962 par les rencontres organisées par l'Institut Gramsci sur *Le tendenze di sviluppo del capitalismo italiano*. Palmiro Togliatti y adopte une position médiane entre les thèses de Giorgio Amendola sur l'incapacité de la classe dirigeante à résoudre les contradictions structurelles de l'économie italienne et les analyses plus articulées de Bruno Trentin sur la force du néo-capitalisme en Italie et en Europe⁵⁵. Par ailleurs, le point de vue du PCI sur le capitalisme européen trouve un écho inattendu dans les *Trentadue tesi sul Mercato comune*⁵⁶, publiées presque en même temps par l'Institut pour l'Économie Mondiale de Moscou.

Bien que pondérée par une grande prudence idéologique, la reconnaissance de « la réalité objective du processus d'intégration européenne⁵⁷ » par le directeur de l'Institut pour l'Économie Mondiale de Moscou, Anushavan Arzumanian, lors de la rencontre tenue à Moscou du 27 août au 3 septembre 1962 sur *Les principaux problèmes du développement du capitalisme d'aujourd'hui*, est un encouragement certain au rendez-vous de Paris d'octobre 1962 entre les délégués du PCI, Emilio Sereni, et du PCF, Waldeck Rochet.

Comme Rochet le synthétise pour les camarades du Bureau politique, les points de désaccord non encore résolus entre les communistes italiens et français concernent particulièrement le Marché commun européen. Alors que le PCI envisage une lutte « contre les conséquences négatives plutôt que sur un mot d'ordre de rupture du Marché commun qui est devenu une réalité avec laquelle il faut compter », le PCF est plutôt enclin à « unir les forces ouvrières et démocratiques dans chaque pays du Marché commun pour développer leur lutte contre les effets de cette intégration impérialiste⁵⁸ ».

La Conférence Internationale sur le Marché commun européen tenue par la Fédération Syndicale Mondiale à Lipsia du 14 au 16 décembre 1962 aborde des questions analogues. Un vrai bras de fer se produit entre Saillant, qui propose de créer un « Comité mondial antimonopolistique » pour la lutte contre le Marché commun européen, et Santi, qui suggère au contraire d'instituer à Bruxelles auprès des institutions communautaires « un bureau de représentation et de coordination⁵⁹ » des syndicats des pays d'Europe occidentale affiliés à la FSM.

Au lendemain de l'accord intervenu entre les deux confédérations lors la rencontre de Paris de février 1963, qui prévoit l'ouverture du Bureau de Bruxelles au nom seulement de la CGIL, mais avec le consentement de la CGT et de la FSM⁶⁰, la II^e Conférence des Partis communistes du

Marché commun européen, tenue à Bruxelles du 4 au 7 mars 1963, amorce la possibilité d'un compromis entre le PCI et le PCF.

Malgré l'opposition résolue du Parti communiste français à tout type de regroupement régional des partis communistes, la reconnaissance d'une vision plus nuancée du Marché commun européen et de l'exigence d'une confrontation politique avec les partis socialistes et catholiques pour l'unité de la classe ouvrière en Europe occidentale constitue un début de légitimation pour la stratégie soutenue par le PCI au sein du mouvement communiste international⁶¹.

Cette position est renforcée par les rencontres qui se tiennent à Paris et à Stockholm en septembre et octobre 1963 dans le but d'organiser la II^e Conférence des Partis communistes des pays capitalistes, mais est rendue vite impossible par l'aggravation des dissensions entre la Chine et l'Union soviétique à propos de la stratégie générale du mouvement communiste international⁶².

Comme Raymond Guyot l'explique clairement en février 1964 lors d'une réunion avec Mario Alicata, le PCF accorde maintenant la priorité à l'organisation de la conférence internationale proposée par Moscou contre « l'activité scissionniste des dirigeants du Parti communiste chinois⁶³ », sur le caractère révisionniste de la coexistence pacifique et la contestation de l'Union soviétique comme centre du mouvement communiste international.

Le PCI, lui, est réticent face à cette conférence et reste soucieux de ne pas aggraver les divergences du mouvement communiste international et de ne pas reculer d'une façon voyante sur le dogme du Parti guide. Même s'il ne montre aucune sympathie pour les thèses du Parti communiste chinois, la répugnance du PCI à s'aligner sur les positions du PCF creuse un fossé entre les deux plus grands partis communistes d'Europe occidentale, au point de provoquer le refus de Maurice Thorez de rencontrer Palmiro Togliatti en mai 1964 à l'occasion du XVII^e Congrès du PCF pour confronter leurs points de vue sur la crise du mouvement communiste international⁶⁴.

C'est dans ce contexte difficile où les deux partis doivent toujours affronter les contradictions du mouvement communiste international, la question du lien avec Moscou, et avancer d'une manière adéquate sur le sujet de la marche vers le socialisme en Europe occidentale, que se produisent à l'été 1964 les disparitions de Maurice Thorez et Palmiro Togliatti.

Comme le montrent les images de l'imposante participation des masses aux funérailles des deux leaders⁶⁵, au milieu des années soixante,

le PCI et le PCF ont manifestement réussi à s'enraciner dans les systèmes politiques et les sociétés italienne et française, mais ils sont en difficulté face au défi que représente le processus d'intégration européenne pour les Partis communistes d'Europe occidentale.

Malgré les réticences soviétiques, la décision du groupe dirigeant du PCI d'annoncer la publication du *Memoriale di Yalta* rédigé par Togliatti sur le « polycentrisme », l'« unité dans la diversité » du mouvement communiste international et les « particularités de la marche vers le socialisme en Europe occidentale⁶⁶ », fait entrer les communismes italiens et français dans une nouvelle phase de leur histoire.

Si le PCI de Luigi Longo et le PCF de Waldeck Rochet⁶⁷, ainsi que la CGIL et la CGT, se rapprochent progressivement durant la deuxième moitié des années soixante, ce processus sera brutalement interrompu par l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie au mois d'août 1968⁶⁸ et par la décision de la CGIL d'abandonner la FSM pour adhérer durant les années soixante-dix à la Confédération Européenne des Syndicats⁶⁹.

Conclusions

Au-delà des limites chronologiques des années cinquante et soixante, l'exploration systématique des relations entre parti et syndicat au sein des communismes italien et français peut ouvrir des voies de recherche très intéressantes pour l'étude comparative du PCI, du PCF, de la CGIL et de la CGT dans un plus vaste panorama de la gauche européenne.

La position des deux partis face au processus d'intégration européenne, au développement du capitalisme et à la marche vers le socialisme en Europe occidentale peut nous servir de point central pour penser l'évolution des communismes italien et français entre ancrage national et appartenance au mouvement communiste international.

Il s'agit d'une dialectique qui a scandé l'histoire entière des deux partis, depuis les directions de Togliatti et Thorez, puis Longo et Rochet, jusqu'à l'époque de l'eurocommunisme lors des *leaderships* d'Enrico Berlinguer et Georges Marchais⁷⁰.

Cependant l'européisme du PCI et sa critique affirmée du modèle soviétique⁷¹, l'incapacité des deux partis à distendre les liens avec l'URSS jusqu'à l'échec du projet réformateur de Gorbatchev sont, d'une certaine manière, révélatrices de la profonde interaction qui a marqué l'histoire de deux partis et de leur commune défaite lors du tournant de 1989 et de l'effondrement du communisme réel.

Parmi les questions posées par la recherche et le temps présent sur l'identité de la gauche en Europe, l'histoire du PCI et du PCF mérite alors d'être analysée de manière croisée pour lire à la lumière de nouvelles sources françaises la trajectoire du mouvement communiste en Europe occidentale, et pour mieux comprendre les raisons de l'ascension et de la crise d'une passion politique qui a été partie intégrante de l'histoire de l'Italie républicaine et de la France de la IV^e et de la V^e République.

En élargissant le champ de notre réflexion aux gouvernements locaux et régionaux⁷², aux regroupements politiques au Parlement européen et en regardant de manière interdisciplinaire les divers aspects de la communication et de la propagande politiques à travers les sources iconographiques et audiovisuelles⁷³, de nouvelles perspectives s'offrent à nous pour des études comparatives fructueuses sur le communisme italien et français et la gauche européenne du xx^e siècle.

* L'article suivant est né de l'intervention, « *Pci et Pcf dans les années cinquante et soixante* », présentée à la journée d'étude « *Histoires croisées du communisme italien et français* », organisée par le Centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri, à Dijon le 12 mai 2010. Je remercie le professeur Serge Wolikow et Marco Di Maggio pour l'invitation à participer à la journée d'étude et le Professeur Silvio Pons, Roger Martelli et Michel Maso pour la discussion autour de ma contribution. Je remercie aussi la *Fondazione Istituto Gramsci* et la Fondation Gabriel Péri pour l'accès aux archives du Pci et du Pcf et la rédaction des *Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique* pour la publication du texte.

1. Lazar M. (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, PUF, Paris, 1996 ; Sassoon D., *Cento anni di socialismo. La sinistra nell'Europa occidentale del XX secolo*, Editori Riuniti, Roma, 1997 ; A. Agosti (dir.), *Enciclopedia della sinistra europea nel XX secolo*, Editori Riuniti, Roma, 2000.

2. Kriegel A., *Les communistes français : essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1985 ; *Idem, Les communistes français 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985 ; *Idem, Ce que j'ai cru comprendre*, Paris, Laffont, 1991.

3. Lazar M., *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992 ; Agosti A., *Bandiere rosse. Un profilo storico dei comunismi europei*, Editori Riuniti, Roma, 1999.

4. Gori F. e Pons S. (a cura di), *Dagli archivi di Mosca. L'Urss, il Cominform e il Pci (1943-1951)*, Carocci, Roma, 1998 ; Pons S., *L'impossibile egemonia. L'Urss, il Pci e le origini della guerra fredda (1943-1948)*, Roma, Carocci, 1999.

5. Gualtieri R. (a cura di), *Il Pci nell'Italia repubblicana 1943-1991*, Carocci, Roma, 2001 ; Gualtieri R., Spagnolo C., Taviani E. (a cura di), *Togliatti nel suo tempo*, Roma, Carocci, 2007.

6. Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis, *Archives du Parti communiste français (1921-1994)*, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 2005.

7. Fondation Gabriel Péri, *Le Parti Communiste Français et l'année 1956. Actes des journées d'études organisées par les Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis les 29 et 30 novembre 2006 à Bobigny*, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 2007, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, *Les territoires du communisme : élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes. Journées d'études interdisciplinaires, Paris, 1-2 décembre 2009*, (www.gabrielperi.fr).

8. Gotovich J., Delwit P., de Waele J.-M., *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.
9. Agosti A., *Storia del Pci*, Roma-Bari, Editori Laterza, 1999; Robrieux P., *Histoire intérieure du Parti Communiste. De la libération à l'avènement de Georges Marchais (1945-1972)*, Paris, Fayard, 1981.
10. Lazar M., *op. cit.*, Paris, Aubier, 1992, p. 73.
11. Vittoria A., *Storia del Pci (1921-1991)*, Roma, Carocci, 2006; Girault J. (dir.), *Des communistes en France, années 20-années 60*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.
12. Vacca G., *Saggio su Togliatti e la tradizione comunista*, de Donato, Bari, 1974; *idem*, *Gramsci e Togliatti*, Editori Riuniti, Roma, 1991; Daniela C. (a cura di), *Togliatti editore di Gramsci*, con una introduzione di G. Vacca, Carocci, Roma, 2005.
13. Kergoat J., *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte, 1997; Benzoni A., *Il partito socialista dalla resistenza ad oggi*, Venezia, Marsilio, 1980.
14. Pepe A., Iuso P., Misiani S., *La Cgil e la costruzione della democrazia*, Roma, Ediesse, 2001; Dreyfus M., *Histoire de la CGT*, Bruxelles, Complexe, 1995.
15. Robrieux P., *Maurice Thorez. Vie secrète et vie publique*, Paris, Fayard, 1975; Agosti A., *Togliatti*, Torino, Utet, 1996.
16. Trentin B., « *Gli eretici della Cgil* », dans Guerra A., Trentin B., *Di Vittorio e l'ombra di Stalin. L'Ungheria, il Pci e l'autonomia del sindacato*, Roma, Ediesse, 1997, p. 195-197.
17. Maggiorani M. e Ferrari P. (a cura di), *L'Europa da Togliatti a Berlinguer. Testimonianze e Documenti (1945-1984)*, Roma, Il Mulino, 2005.
18. *XX Congresso del Partito comunista dell'Unione Sovietica. Atti e risoluzioni*, Roma, Editori Riuniti, 1956, p. 11-124.
19. Giancarlo Pajetta rappelle : « Nous eûmes en mai 1956, à San-Remo, une rencontre privée, qui ne fut rendue publique ni à la presse ni aux autres partis. Du côté français, il y avait Duclos, Fajon et Guyot, du côté italien, il y avait Spano, Negarville et moi. Nous discutâmes et travaillâmes ensemble pendant quelques jours et les positions des deux parties semblaient proches. [...] Il s'agissait donc d'établir des relations particulières entre le Parti communiste français et le parti italien, qui semblaient devoir revêtir une fonction particulière en Europe. On y précisait qu'ensemble nous aurions examiné la question d'éventuelles relations avec les autres partis de la gauche et avec les autres mouvements ouvriers et démocratiques. [...] Pour démontrer que nous voulions nous activer tout de suite, à San Remo nous convînmes que la possibilité d'un échange d'opinions avec les autres partis communistes d'Europe occidentale pouvait être offerte par l'imminent congrès du parti français. Là on aurait pu se rencontrer avec les représentants des partis communistes de Grande-Bretagne, d'Allemagne occidentale, du Bénélux, de la Suisse, de l'Autriche, des pays scandinaves, en somme, de tous les pays de l'Europe capitaliste », Pajetta G., *Le crisi che ho vissuto*, Editori Riuniti, Roma, 1990, p. 76-77.
20. Guerra A., *Il giorno che Kruscev parlò*, Roma, Editori riuniti, 1986.
21. Courtois S., Lazar M., *Histoire du Parti Communiste Français*, Paris, PUF, 1995.
22. Voici ce que déclare le secrétaire du Parti communiste Italien : « [...] Tandis que le XX^e Congrès a donné une énorme contribution aux paramètres et aux solutions de nouveaux et nombreux graves problèmes du mouvement démocratique et socialiste, alors qu'il marque une étape très importante dans le développement de la société soviétique, la position qui a été prise au congrès, et qui aujourd'hui est amplement développée par la presse soviétique en ce qui concerne les erreurs de Staline, les causes et conditions qui les rendirent possibles, ne peut être considérée comme satisfaisante. [...] Les vrais problèmes échappent : ceux du comment et du pourquoi la société soviétique a pu arriver, et arriva, à certaines formes d'éloignement de la vie démocratique et de la légalité, allant même jusqu'à la dégénération. [...] La structure politique interne du mouvement communiste mondial est aujourd'hui changée. Ce que le Parti communiste de l'Union soviétique a fait reste, comme je l'ai

dit, le premier grand modèle de construction d'une société socialiste, qui eut la route tracée par une profonde et décisive fracture révolutionnaire. Aujourd'hui le front de la construction socialiste dans les pays où les communistes sont le parti dirigeant s'est tellement étendu (il inclut la troisième partie du genre humain!), que même pour cette partie, le modèle soviétique peut ne pas être et ne doit plus être obligatoire. [...] L'ensemble du système devient polycentrique et à l'intérieur même du mouvement communiste on ne peut plus parler d'un guide unique, mais d'un progrès qui s'accomplit en suivant souvent des voies différentes. » Togliatti P., *Intervista a Nuovi Argomenti*, dans *Idem, Opere scelte*, (a cura di G. Santomassimo), Editori Riuniti, Roma, 1981, p. 702-728.

23. Khrouchtchev écrit à Togliatti : « Cher camarade Togliatti, Le CC du Pcus considère qu'il est nécessaire de vous exprimer certaines remarques en relation à votre interview dans la revue *Nuovi argomenti*. Malheureusement dans l'interview, dans l'ensemble très intéressante et riche en contenus, il y a certaines déclarations avec lesquelles nous ne pouvons être d'accord. [...] Notre opposition principale est suscitée par la formulation malheureuse à propos d'une "dégénérescence bureaucratique", "certaines formes de dégénérescence" de la société soviétique et de la conséquence qui en dérive d'une bureaucratisme du parti allant même jusqu'à la nécessité de mettre en garde tout le camp du socialisme contre les "erreurs d'ordre général" qui auraient été commises par notre parti, ce qui peut être interprété comme un doute sur la justesse de sa ligne passée. Pour vous, il est bien connu que la thèse sur la dégénérescence de la société soviétique mine la confiance des travailleurs envers la supériorité de l'ordre socialiste en général et que cette thèse a toujours été activement exploitée par les ennemis de notre parti. [...] Avec la publication du texte du rapport, nos ennemis nous entraînent, nous ainsi que nos partis frères, dans une discussion, et peuvent introduire de la confusion dans les rangs du mouvement communiste et ouvrier. Nous ne tomberons pas dans ce piège de l'ennemi. », *Lettera di Chruscev a Togliatti (30 giugno 1956)*, dans Vacca G., *Togliatti sconosciuto*, Roma, *L'Unità*, 1994, p. 190-193.

24. Maurice Thorez affirme clairement : « Le culte de la personnalité a provoqué d'importants dommages, mais il serait faux d'en rechercher les responsabilités dans la nature du régime soviétique. La résolution du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique a trouvé dans notre parti une approbation unanime et chaleureuse. », Thorez M., *Pour un avenir de progrès social, de paix, et de grandeur nationale*, dans *XIV^e Congrès du Parti Communiste Français (Le Havre, 18-21 juillet 1956)*, numéro spécial des *Cahiers du Communisme*, n° 32, juillet-août 1956, p. 2-67.

25. Giancarlo Pajetta a souligné, en rappelant le résultat d'une rencontre avec une délégation du PCF composée de Duclos, Fajon, Billoux, Frachon et Guyot : « Les espoirs qui nous avaient portés à définir les points communs du bref document de San-Remo paraissaient disparus. Les Français nous dirent qu'ils préféreraient reporter toute recherche de rapports en commun avec les autres partis européens. Le pas en arrière était évident. La nouvelle position du Pcf rendait impossible même une réunion commune des délégations présentes au congrès français. [...] En quelque sorte, pour nous aussi, l'isolement, la disparition d'une initiative européenne que nous considérions comme nécessaire mais qui ne pouvait être proposée seulement par nous, signifiaient une période de calage, un repli sur nos affaires, très complexes et pour lesquelles l'aide internationaliste ne se démontrait pas efficace du tout. », Pajetta G., *Le crisi che ho vissuto*, Editori Riuniti, Roma, 1982, p. 78-80.

26. Argentieri F., Gianotti L., *L'ottobre ungherese*, Levi, Roma, 1986; Argentieri F., *Budapest 1956: la rivoluzione calunniata*, Roma, *L'Unità*, 1996.

27. Kleja'nsky S., « Le Parti Communiste Français et l'intervention soviétique en Hongrie », dans *op. cit.*, Fondation Gabriel Péri, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, Bobigny, 2007, p. 95-104.

28. Spriano P., « Le passioni di un decennio (1946-1956) », *L'Unità*, Roma, 1992; Righi M. L. (a cura di), *Quel terribile 1956. I verbali della Direzione comunista tra il XX Congresso del Pcus e l'VIII Congresso del Pci*, Roma, Editori Riuniti, 1996; Guerra A., Trentin B., *op. cit.*, Roma, Ediesse, 1997; Vacca G. (a cura di), *Gli intellettuali e la crisi del 1956*, Roma, Editori Riuniti-Rinascita, 1978; Vittoria A., *Togliatti e gli intellettuali. Storia dell'Istituto Gramsci negli anni '50 e '60*, Roma, Editori Riuniti, 1992.

29. Sabbatucci G., *Il riformismo impossibile. Storie del socialismo italiano*, Roma-Bari, Laterza, 1991.
30. Gozzini G. e Martinelli R., *Storia del Partito comunista italiano. Dall' attentato a Togliatti all' VIII congresso*, Torino, Einaudi, 1998.
31. Togliatti P., *Rapporto e conclusioni all' VIII Congresso nazionale del Pci*, in *idem, op. cit.*, a cura di G. Santomassimo, Roma, Editori Riuniti, 1981, p. 773-858.
32. Garaudy R., *À propos de « la voie italienne vers le socialisme »*, dans *Cahiers du communisme*, janvier 1957, I, p. 35-36.
33. Spano V., *Origini e lineamenti della nostra politica*, in *Rinascita*, XIV, 1957, n. 1-2, p. 47-52.
34. Dutoit B., *L'URSS et l'intégration européenne*, Lausanne, 1964.
35. Cruciani S., *L'Europa delle sinistre. La nascita del Mercato comune europeo attraverso i casi francese e italiano (1955-1957)*, Roma, Carocci, 2007.
36. del Biondo I., *L'Europa possibile. La cgt et la cgil di fronte al processo di integrazione europea (1957-1973)*, Roma, Ediesse, 2007.
37. « Per l'importante contributo alla politica di unité sindacale. Plauso dell' Esecutivo della Cgil alla delegazione italiana a Lipsia », dans *L'Unità*, 16 octobre 1957.
38. Fondazione Istituto Gramsci, Archivi del Partito comunista italiano (APCI), Fonds Palmiro Togliatti, *Carte Scrivania, Conferenza internazionale dei partiti comunisti (Mosca, 17-19 novembre 1957). Verbali con appunti manoscritti*, Busta 5, MF 44.
39. Duclos attaque ainsi Togliatti : « Avant la clôture de la discussion, je voudrais, au nom de la délégation française, poser une question au sujet de la déclaration des Partis communistes et ouvriers des pays socialistes. Nous avons demandé hier à la Commission des résolutions le retrait, du texte de la déclaration, d' un amendement introduit dans la dernière version et qui pose de façon unilatérale le problème de la lutte contre le sectarisme et le dogmatisme dans les partis des pays capitalistes. Notre délégation demande instamment le retrait de ce passage qui, par contre, ne dit rien de la lutte contre l' opportunisme dans les partis des pays capitalistes ! Hier, dans l' intervention de notre camarade Togliatti au nom de la délégation italienne, nous avons entendu exprimer une plate-forme politique avec laquelle nous ne sommes pas d' accord et pour l' approbation de laquelle il a été fait appel aux partis frères. Notre délégation attache d' autant plus d' importance à ce que la conférence soit informée du sort fait à notre proposition de retrait d' un texte que nous considérons comme susceptible de favoriser les courants révisionnistes dans le mouvement communiste et ouvrier international. », Arch. dép. de la Seine-Saint-Denis, Archives du Parti Communiste Français (APCF), Fonds Raymond Guyot, *Conférence des Partis communistes et ouvriers. Moscou, novembre 1957. Intervention de Jacques Duclos* (283 J 34).
40. Ingrao l' a rappelé dans ses Mémoires : « La cérémonie étant désormais terminée, le Français Duclos demanda la parole et commença une furieuse tirade contre la ligne des camarades italiens. Dans le petit kiosque où toute notre délégation était réunie, à chaque phrase du Français – qui nous avait pourtant aidé durant les années du fascisme à échapper à la police noire – la surprise et la colère ne faisaient que grandir en nous. Quand Duclos termina sa pesante tirade, je m' adressai à Togliatti et lui demandai s' il était approprié que je me levasse pour répondre. La réponse fut un bref et rageur « non ». Et pourtant – quand le rite fut terminé – et que nous fûmes dans la voiture qui nous reconduisit à la datcha, ce chef commença à débiter des obscénités comme je n' en avais jamais entendu sortir de sa bouche. Le soir même, nous demandâmes un rendez-vous officiel avec les Soviétiques pour protester. La rencontre eut lieu le matin suivant et ne servit à rien : les Soviétiques se limitèrent à quelques phrases de circonstance, et il ne me parut pas qu' ils fussent déçus par ce qui venait d' arriver à ces communistes italiens assez ennuyeux. Ils ne simulèrent même pas la surprise. », P. Ingrao, *Volevo la luna*, Einaudi, Torino, 2006, p. 255-256.
41. Chevalier J.-J., Carcassonne G., Duhamel O., *La 6^e République (1958- 2001). Histoire des institutions et des régimes politiques de la France*, Paris, Armand Colin, 2001.

42. *Il documento comune della Cgil e della CGT sul Mec*, in *Rassegna Sindacale*, Anno IV, mai 1958, p. 48-49.
43. Togliatti P., *Per una sinistra europea*, in *Rinascita*, 1959, ora in *idem, Sul movimento operaio internazionale*, (a cura di F. Ferri), Roma, Editori Riuniti, 1972.
44. « Déclaration Commune des représentants des Partis communistes des 6 pays de la CECA et du Marché commun », in *L'Humanité*, 7 avril 1959.
45. Togliatti écrit à Thorez le 14 mai 1959 : « Le camarade Amendola nous a informés des conversations qu'il a eues avec vous et du fait que vous partagez notre opinion sur l'opportunité d'une conférence des partis communistes de l'Europe occidentale. [...] Le thème politique central de la Conférence peut être, à notre avis, le suivant : "La lutte pour la paix et le socialisme en Europe occidentale". [...] La Conférence devrait examiner avec une attention particulière les problèmes de l'action unitaire des partis communistes à l'échelle nationale et internationale, en approfondissant d'une manière particulière les thèmes de l'action unitaire à l'égard du mouvement social-démocrate et des travailleurs catholiques et aussi les initiatives envers les groupes et les mouvements qui interprètent les sentiments et les désirs des larges masses petites-bourgeoises et de couches non monopolistiques de la bourgeoisie moyenne. », Archives Nationales, Fonds Maurice Thorez, Italie 1945-1964, *Lettre de Palmiro Togliatti au Comité central du Parti communiste français*, 15 mai 1959 (626 AP 145).
46. Thorez répond à Togliatti le 29 mai 1959 : « Nos deux partis ont une opinion commune sur l'opportunité d'une telle réunion. [...] Votre proposition tend à limiter à un seul point politique l'objet de la Conférence. [...] Nous aurions de toute façon une objection à faire sur cette formulation. Alors que nous sommes en présence d'une violente offensive réactionnaire – et pas seulement en France – il nous semble difficile de ne pas mentionner la lutte nécessaire pour les libertés, la démocratie. [...] Nous pensons que la lutte pour la paix, plus précisément contre l'OTAN et ses appendices "européens", contre le militarisme revanchard allemand et pour le développement du mouvement organisé de la paix, devrait retenir l'attention de nos partis. », Archives nationales, Fonds Maurice Thorez, Italie 1945-1964, *Lettre de Maurice Thorez au Comité Central du Parti Communiste Italien*, 26 mai 1959 (626 AP 145).
47. Spagnolo C., *Sul Memoriale di Yalta. Togliatti e la crisi del movimento comunista internazionale (1956-1964)*, Roma, Carocci, 2007.
48. « Appello dei 17 partiti comunisti dei paesi capitalistici d'Europa », *L'Unità*, 1^{er} décembre 1959.
49. « Une interview de Raymond Guyot. La Conférence des 17 Partis communistes et les problèmes actuels », *France Nouvelle*, 24 décembre 1959.
50. Spagnolo C., *op. cit.*, Roma, Carocci, 2007.
51. *Ibidem*.
52. Bourderon R. *et al.*, *Le PCF : étapes et problèmes*, Paris, Éditions Sociales, 1981.
53. Khrouchtchev N., « Rapport sur le programme du Parti communiste de l'Union soviétique, dans XXII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique », numéro spécial des *Cahiers du Communisme*, n° 12, décembre 1961, p. 129-251.
54. Après les interventions critiques de Novella et Santi, c'est Lama qui exprime le désaccord de la CGIL sur le document final du V^e Congrès de la FSM : « Nous ne sommes pas d'accord avec la dernière partie du préambule. Cette partie n'exprime pas l'importance déterminante de l'élaboration programmatique nationale des organisations syndicales, élaboration qui doit correspondre aux différents degrés du développement économique, politique et historique et au système social des pays dans lesquels opèrent les syndicats. Cette élaboration joue un rôle irremplaçable pour le développement des luttes ouvrières et pour leur unité et constitue un des éléments essentiels des programmes que le mouvement syndical s'est donné à l'échelle internationale [...]. Nous notons encore la persistance à mentionner la polémique entre les autres organisations, principalement

leur responsabilité dans la lointaine époque de la scission, plutôt que de porter l'attention sur des questions fondamentales qui engagent désormais la classe ouvrière internationale. Cette position nous apparaît de façon générale stérile vis-à-vis des masses qui ne suivent pas la FSM et en particulier des jeunes générations », *Il V Congresso della Federazione Sindacale Mondiale*, in « Rassegna Sindacale », anno VIII, n. 3, marzo 1962, p. 45-69 ; S. Cruciani, *Il sindacato e lo sviluppo economico tra mercato nazionale e orizzonte europeo (1955-1970)*, in M. Ridolfi (a cura di), *Luciano Lama. Sindacato, « Italia del lavoro » e democrazia repubblicana nel secondo dopoguerra*, Roma, Ediesse, 2006, p. 210-215.

55. Istituto Gramsci, *Tendenze del capitalismo italiano. Atti del convegno di Roma (23-25 marzo 1962)*, Roma, Editori Riuniti, 1962.

56. Leonardi S., *L'Europa e il movimento socialista ; considerazioni sui processi comunitari Cee e Comecon*, Milano, Adelphi, 1977.

57. Blackmer D., *The International Strategy of the Italian communist Party*, in Donald Blackmer, Annie Kriegel, *The International Role of the Communist Parties of Italy and France*, Cambridge, Harvard University, 1975.

58. Rochet écrit au Bureau politique du PCF, le 11 octobre 1962 : « Sereni nous a expliqué qu'il venait, mandaté par le Bureau politique du Parti italien, pour envisager avec notre parti les conditions d'une lutte commune des pays du Marché commun contre les conséquences néfastes de celui-ci pour la classe ouvrière. [...] Ensuite, il a exposé longuement comment et dans quelles conditions, le PCI envisageait la lutte contre le Marché commun, c'est-à-dire essentiellement contre les conséquences négatives plutôt que sur un mot d'ordre de rupture du Marché commun qui est devenu une réalité avec laquelle il faut compter. [...] J'ai rappelé ensuite les grandes lignes directrices de la lutte contre le Marché commun dégagées par notre Bureau politique : unir les forces ouvrières et démocratiques dans chaque pays du Marché commun pour développer leur lutte contre les effets de cette intégration impérialiste ; renforcer l'action pour les revendications économiques et sociales des masses travailleuses ; agir pour que les forces ouvrières et démocratiques imposent la nationalisation des monopoles pour reconquérir et développer la démocratie et la souveraineté nationale ; [...] renforcer la coordination de l'action du mouvement ouvrier et communiste des pays intéressés contre le Marché commun sans perdre de vue que cette lutte, bien que revêtant un caractère international, doit se mener pour l'essentiel dans chaque pays. », APCF, Fonds Waldeck Rochet, *Questions et relations internationales. Italie (Notes 1961-1962), Informations adressées aux membres du Bureau Politique au sujet de l'entrevue avec le camarade Sereni, 11 octobre 1962*.

59. *Le organizzazioni della FSM discutono sul Mercato comune. La Conferenza di Lipsia*, in « Rassegna Sindacale », anno IX, nuova serie, n. 3, 12 gennaio 1963, p. 18.

60. Lama L., *L'iniziativa della Cgil di costituire un Ufficio a Bruxelles. Per una intesa tra i sindacati dei paesi del Mec*, in « Rassegna Sindacale », anno IX, nuova serie, n. 7, 9 marzo 1963, p. 24.

61. *Dichiarazione dei partiti comunisti dei paesi del Mec*, 6 marzo 1963, dans Sezione di stampa e propaganda della Direzione del Pci (a cura di), *Documenti politici dal X all'XI Congresso*, Roma, SETI, 1966, p. 65-71.

62. Spagnolo C., *op. cit.*, Roma, Carocci, 2007.

63. Raymond Guyot explique à Mario Alicata : « Notre parti, après un examen attentif du développement de l'activité scissionniste des dirigeants du Parti communiste chinois, est arrivé à la conclusion que, dans une telle situation, rien ne doit être fait qui puisse leur donner matière, de quelque façon que ce soit, à prendre des initiatives et proposer des conférences régionales ou par zone. Il existe visiblement chez les dirigeants du Parti communiste chinois la volonté de diviser le monde par continents, par groupes d'affinités. Cela influence des partis, mais c'est incontestablement préjudiciable à la consolidation du mouvement ouvrier et communiste international. [...] C'est pourquoi également malgré tout son désir de préparer et de participer à une Conférence des partis communistes des pays capitalistes d'Europe en vue de résoudre un certain nombre de problèmes

d'intérêt commun, le Parti communiste français a la certitude que tous les partis frères comprendront sa proposition de ne pas convoquer présentement cette conférence.», APCF, Fonds Raymond Guyot, *Relations et rencontres internationales. Prévision et annulation d'une Conférence des Partis Communistes des pays capitalistes d'Europe (1963-1964)*, *Intervention du représentant du PCF Raymond Guyot*, février 1964 (283 J 34).

64. Spagnolo C., *op. cit.*, Roma, Carocci, 2007.

65. Archivio audiovisivo del movimento operaio e democratico, *L'Italia con Togliatti* di G. Amico, G. Bizzarri, F. Maselli, L. Miccichè, G. Pellegrini, E. Petri, S. Tau, P. e V. Taviani, M. Zavattini, V. Zurlino, G. Arlorio, bianco e nero, sonoro, quaranta minuti, 1964 (www.aamod.it), Ciné-archives, cinémathèque et fonds audiovisuel du PCF, mouvement ouvrier et démocratique, *Obsèques de Maurice Thorez à Ivry et Paris*, anonyme, couleur, muet, 14 minutes, 1964. *Funérailles de Maurice Thorez*, par D. Debusscher, noir et blanc, muet, 39 minutes, 1964 (www.cinearchives.org).

66. L. Longo, *L'eredità di Togliatti. Discorso tenuto in piazza San Giovanni a Roma alle esequie di Palmiro Togliatti il 25 agosto 1964*, in *Palmiro Togliatti. Cinquant'anni nella storia d'Italia e del mondo*, Editrice L'Unità, Roma, 1965; *Il testo integrale dell'ultimo scritto di Togliatti a Yalta. Promemoria sulle questioni del movimento operaio internazionale e della sua unità*, in *Rinascita*, Année XXI, n. 35, 5 settembre 1964, p. 1-4.

67. Agosti A. (a cura di), *Luigi Longo, la politica e l'azione*, Roma, Editori Riuniti, 1992; Vigreux J., *Waldeck Rochet. Une biographie politique*, Paris, La Dispute, 2000.

68. Moscato A., *La ferita di Praga: dalla primavera di Dubcek al rinnovamento di Gorbaciov*, Roma, edizioni Associate, 1988; Grémion P., *Paris/Prague. La gauche face au renouveau et à la régression tchécoslovaques (1968-1973)*, Paris, Julliard, 1985; AA. VV., *Primavera indimenticata. Alexander Dubcek ieri e oggi. Il verbale inedito del colloquio con Longo a Praga (maggio 1968)*, L'Unità, Roma, 1988.

69. Moreno J., Gabaglio E., *La sfida dell'Europa sociale. Trent'anni della Confederazione europea dei sindacati*, Roma, Ediesse, 2007.

70. Pons S., *Berlinguer e la fine del comunismo*, Torino, Einaudi, 2006; Barbagallo F., *Enrico Berlinguer*, Roma, Carocci, 2006; M. Dancel, *Georges Marchais ou le Tout-Puissant vulnérable*, Paris, Deforges, 1977; Tandler N., *L'impossible biographie de Georges Marchais*, Paris, Éditions Albatros, 1980.

71. Berlinguer E., *Dopo i fatti di Polonia. Trascrizione della Tribuna politica andata in onda il 15 dicembre 1981 su Rai Uno*, dans Tatò A. (a cura di), *Conversazioni con Berlinguer*, Roma, Editori Riuniti, 1985, p. 270-285.

72. Tarrow S., *Tra centro e periferia. Il ruolo degli amministratori locali in Italia e in Francia*, Bologna, Il Mulino, 1979; Accornero A., Mannheimer R., Sebastiani C. (a cura di), *L'identità comunista. I militanti, le strutture, la cultura del Pci*, Roma, Editori Riuniti, 1983; Martelli R., *Le Rouge et le Bleu. Essai sur le communisme dans l'histoire française*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1995.

73. Novelli E., *C'era una volta il Pci: autobiografia di un partito attraverso le immagini della sua propaganda*, Roma, Editori Riuniti, 2000; Buton A., Gervereau L., *Le couteau entre les dents. 70 ans d'affiches communistes et anticommunistes*, préface d'A. Kriegel, Chêne, Paris, 1989; Medici A., Morbidelli M., Taviani E. (a cura di), *Il Pci e il cinema tra cultura e propaganda (1959-1979)*, Archivio audiovisivo del movimento operaio e democratico, Roma; Perron T., « Communisme et cinéma », dans *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n. 51, juillet-septembre 1996, p. 152-155.

Le PCI, le PCF et les luttes anticoloniales (1955-1975)

*Marco GALEAZZI,
Fondation Institut Gramsci Rome*

Marco Galeazzi analyse un aspect particulier mais fondamental pour comprendre la stratégie internationale du PCF et du PCI, celui des lectures faites des luttes coloniales. Il reconstruit sur un arc chronologique large les différents aspects de la stratégie des deux PC face aux luttes anticoloniales, en liant les dimensions nationales à celles de l'appartenance au mouvement communiste international et à celle du poids des intérêts de l'URSS.

Sur les rapports entre le PCI et le PCF, sur l'enracinement des partis communistes dans les deux pays au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il existe aujourd'hui une riche littérature scientifique, favorisée par l'ouverture des archives des deux partis et – pour une première phase – par l'ouverture des archives de Moscou.

Mais l'un des aspects les plus intéressants de cette analyse comparative est peut-être celui de la politique internationale. Nous allons ici examiner le lien entre les deux partis communistes européens (en mettant l'accent sur le PCI) et les nouveaux enjeux apparus après 1914, depuis la crise du colonialisme jusqu'au développement des mouvements de libération d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette recherche a été conduite dans les archives du PCI, du PCF et au sein des Archives de Belgrade (notamment les Archives Josip Broz Tito).

Le processus de décolonisation, l'émergence du tiers monde et des pays non-alignés¹ sont strictement entrelacés, ce qui explique la difficulté de distinguer ces phénomènes pendant le xx^e siècle. En ce qui concerne la ligne du mouvement communiste à ce sujet, l'héritage de l'eurocentrisme et des catégories du marxisme-léninisme fut commun au PCI et au PCF de 1945 jusqu'à la moitié des années cinquante (sinon jusqu'au début des années soixante-dix)².

La stratégie du PCI, comme Togliatti l'avait reconnu au cours du Comité central de juillet 1947, était tournée vers l'Europe, du fait

de la guerre froide³. L'évolution des pays extra-européens n'influa pas de façon décisive sur l'action du parti qui, à la veille du traité de paix, partageait la perspective nationaliste des forces modérées et gouvernementales sur le destin des colonies italiennes en Afrique⁴.

De même, le PCF, en dépit de son internationalisme, exprimait depuis 1945 une attitude parfois contradictoire sur les luttes du Vietnam et de l'Algérie pour l'indépendance, étant obligé de tenir compte de la mentalité colonialiste d'une grande partie de l'opinion publique et des forces politiques françaises⁵.

Les deux partis étaient liés aussi à l'évolution de la politique de Moscou. Après la mort de Staline, le groupe dirigeant de l'Union soviétique commença à redéfinir sa politique extérieure envers les pays afro-asiatiques, comme l'ont noté Westad⁶ et Zubok⁷. L'abandon du dogme du « socialisme dans un seul pays » s'accompagna du renoncement à soutenir des partis communistes faibles et isolés au sein des masses populaires et de la volonté d'établir des relations profondes avec les bourgeoisies nationales, jusque-là jugées fascistes et réactionnaires. De cette orientation témoignent la visite de Khrouchtchev en Inde (en décembre 1955) et la conduite de l'URSS lors de la crise de Suez de novembre 1956, qui, d'ailleurs, contribua à améliorer son image, ternie par l'intervention militaire en Hongrie.

Ce tournant ne pouvait pas conditionner la stratégie du PCI face aux pays coloniaux. En 1953, Terracini insista sur l'importance du neutralisme comme nouvel enjeu de la politique internationale⁸ : une position tout à fait inédite, surtout si l'on considère la critique sans appel que les communistes italiens avaient formulée à l'encontre du leadership des nouveaux États asiatiques, notamment l'Inde et l'Indonésie, en cohérence avec le refus de la « terza forza » dans les relations Est-Ouest.

Dans son intervention à la Chambre des députés (13 juin 1956), Togliatti mit l'accent sur la lutte de libération des peuples extra-européens et sur la naissance à Bandung de l'afro-asiatisme :

« À côté des deux blocs, affirmait Togliatti, en existe un troisième. Il comprend des peuples et des États qui n'appartiennent ni au bloc des vieux États capitalistes dirigés par l'impérialisme américain ni au système des États socialistes. Il comprend un système de nouveaux États qui, ne faisant pas partie des deux groupes précédents, sont désignés comme neutres. Ce terme n'est pas exact, il ne rend pas compte de la situation [...] Dans ces États domine la tendance à ne pas adhérer aux blocs, mais

ils affirment et défendent un principe général, celui de la coexistence et de la coopération entre tous les États, au-delà de leur politique intérieure, de leur structure économique et sociale. Au sein de ce groupe d'États sont nés les Cinq points de Bandung, qui sont à mon avis le plus moderne et le plus actuel programme de politique extérieure jamais formulé, puisqu'ils proposent une formulation concise et précise des moyens les plus avancés et les plus humains pour régler aujourd'hui les rapports entre les grandes communautés organisées, en évitant le risque de conflits et en donnant une base solide à une paix durable⁹. »

Dans son interview à *Nuovi Argomenti*¹⁰, le secrétaire du PCI soulignait l'exigence d'établir des relations avec les forces politiques non communistes des pays extra-européens, sur la base de l'analyse de Khroutchev lors du XX^e Congrès. Mais il insistait aussi sur le principe du polycentrisme, qui avait déterminé une entente stratégique avec Tito lors des rencontres de mai 1956 à Belgrade¹¹. En dépit des divergences sur la question du stalinisme (concept toujours refusé par Togliatti) et sur le lien avec l'URSS (considéré comme essentiel par le PCI, convaincu de la supériorité du socialisme soviétique), les deux leaders avaient défini dans leurs échanges de vues une perspective ambitieuse et avancée du passage au socialisme. Mais sur cette voie, ils avaient dû constater la prise de distance de Thorez, qui n'hésita pas à confirmer la continuité de la ligne du PCF avec l'âge de Staline et à dénoncer le danger du dialogue entre le PCI et la Ligue des Communistes Yougoslaves pour l'unité du mouvement communiste international. Dans son rapport au Comité central du PCF (4-6 juin 1956), Maurice Thorez avait notamment déclaré¹² : « Staline reste un géant et je ne veux pas remplacer le culte de la personnalité de Staline par celui de Tito. »

Si Thorez craignait l'alliance Tito-Togliatti, qui pouvait provoquer l'isolement de son parti, fidèle au principe du marxisme-léninisme et à l'hégémonie de l'URSS et du PCUS, les critiques de Moscou et les crises de Pologne, puis plus encore celle de Hongrie poussèrent Togliatti à accepter la discipline imposée par le bloc soviétique en renonçant à l'espoir d'une évolution culturelle et politique, renvoyée à un contexte international moins dramatique.

Au cours du VIII^e Congrès du PCI, il exprima la conviction que les peuples du tiers monde, en repoussant l'*american way of life*, étaient naturellement orientés vers le socialisme et que l'appui de l'URSS aux luttes anticolonialistes représentait un facteur décisif de leur victoire¹³.

Cette clef interprétative était appliquée par Togliatti à la crise de Suez, considérée à juste titre par l'historien Marc Ferro comme le moment de la «naissance d'un tiers monde¹⁴» : cette crise confirmait les difficultés de l'impérialisme, tendu vers la «recherche fébrile» d'une sortie de ses contradictions, et ne pouvait pas de ce fait être considérée comme la conséquence d'une «machination de l'État russe, comme à l'époque de la "Question d'Orient" du XIX^e siècle¹⁵». Au moment où Tito devenait l'un des leaders du mouvement des «non-alignés», après la conférence de Brioni avec Nasser et Nehru¹⁶ et ensuite par ses nombreux voyages dans les principales capitales africaines et asiatiques, le communisme national yougoslave provoquait la critique du PCF, en mars 1957¹⁷, et le PCI ne mettait pas, de son côté, une grande confiance dans le front de Bandung. Face à la crise au Moyen-Orient, lors de l'été 1958, Pajetta souligna le choix de Nasser de se rendre à Moscou¹⁸ : à son avis, sans l'appui de l'Union soviétique, le régime égyptien risquait de s'effondrer. Au cours de sa visite en Chine, en avril 1959, Pajetta partagea la critique des dirigeants de Pékin envers la LCY, en affirmant : «Lorsque nous voyons que Tito voyage en Asie, nous pensons qu'il vaut mieux qu'il s'occupe des problèmes de son pays¹⁹.» Dans cette phase, la critique portée à l'encontre du groupe dirigeant de Belgrade concernait surtout sa ligne de refus systématique des deux blocs²⁰ : le PCI n'acceptait pas de mettre sur le même plan les deux blocs et il voyait la Conférence afro-asiatique du Caire (décembre 1957-janvier 1958) comme une preuve de l'alliance entre le Sud anticolonialiste et les pays de l'Est européen. Lors de la rencontre entre le PCI et le PCC, on discuta de toutes les principales questions de politique internationale : la querelle indochinoise sur la frontière du Tibet, les perspectives de la lutte de classes et le risque d'un conflit mondial entre capitalisme et socialisme, que les leaders de Pékin semblaient ne pas craindre, et surtout la guerre d'Algérie²¹, qui était au centre de l'activité de la diplomatie et de l'attention de l'opinion publique internationale²².

La «sale guerre» représentait, en effet, le principal défi pour la France de De Gaulle. D'un côté, tenant compte d'une partie de l'opinion publique intérieure, la France s'était engagée à sauver ses colonies, et de l'autre, elle cherchait à favoriser l'indépendance algérienne pour développer la politique de grandeur envisagée par le Général²³. Le conflit en Algérie constituait une tâche fondamentale aussi pour le PCF, oscillant entre l'internationalisme et l'exigence de ne pas être isolé sur le plan intérieur. D'ailleurs, Thorez depuis les années trente avait

considéré l'Algérie, « une nation en formation²⁴ ». Cette ambiguïté eut des conséquences évidentes au sein du Bureau politique : en 1956, le BP lança une « campagne contre les mesures de répression devant entraîner une large part des masses populaires et liant cette action à la lutte générale pour la paix en Algérie ». En même temps, il affirma que « après les déclarations et propositions de Ferhat Abbas, insister sur le fait que la négociation est possible avec des interlocuteurs valables pour aboutir au cessez-le-feu et à un règlement pacifique du problème algérien²⁵ ».

Deux années plus tard, le Bureau politique dut reconnaître son échec lors du référendum constitutionnel organisé par de Gaulle, où le « oui » combattu ardemment par le PCF avait été important chez les ouvriers français. Il dénonça l'« illusion » consistant à penser que « le problème algérien va se régler sans difficultés par la seule présence de De Gaulle », alors que celui-ci essaiera de faire des « concessions de forme pour conserver l'essentiel des positions impérialistes²⁶ ». À ce sujet, le PCF déclara « qu'une victoire militaire française n'est pas possible ; que par la poursuite de la guerre la France risque de tout perdre²⁷ ».

La question algérienne a joué un rôle décisif dans les rapports entre le PCI et le PCF. Les déclarations publiques de Togliatti s'inspiraient de l'internationalisme, mais elles ne donnaient pas une analyse objective de la politique étrangère de De Gaulle. Dans le cadre de la direction du parti, le secrétaire exprimait ouvertement ses critiques de la politique des communistes français et du terrorisme, adopté comme forme de lutte privilégiée par le Front de Libération Nationale : « Ne pas se mettre à critiquer les camarades français bien qu'il y en ait les raisons. Aujourd'hui présence de groupes monopolistes qui ont pris la direction de plusieurs pays, avec une hégémonie inédite. Ça rend évident notre isolement en France. À l'exception de l'avant-garde ouvrière et de secteurs limités de la petite bourgeoisie, personne n'a résisté à de Gaulle. Durant ces dix dernières années, la social-démocratie, surtout en France, est devenue un parti de gouvernement de la grande bourgeoisie. Tendence qui peut devenir générale, même sous des formes différentes. Façon par laquelle le PCF a opéré sur le plan parlementaire, ne parvenant pas à faire comprendre au peuple la gravité de la situation. Façon limitée de soulever le problème de l'unité après la prise du pouvoir par de Gaulle, ce qui a donné des résultats restreints. Conséquences profondément négatives du terrorisme algérien pour la lutte démocratique qu'on avait engagée. Réduction des "non" prévus surtout dans les centres industriels. Difficulté de l'action même au moment de l'attaque à Suez. Incapacité du PCF à

poursuivre la grande politique de 1934. À l'action des monopoles pour organiser et influencer les larges masses, le parti aurait dû répondre avec une organisation adéquate. Il n'est pas souhaitable de rendre publiques actuellement ces critiques²⁸. »

Togliatti avait dénoncé les limites et les contradictions du PCF, qui avait donné en 1956 son appui à la ligne de Guy Mollet sur l'Algérie. Mais deux ans après, l'éventualité de la mise hors la loi du PCF amenait le PCI à envisager de prendre des mesures pour accueillir les dirigeants français, dans le cas où ils seraient contraints à la clandestinité²⁹.

Cette situation poussait à ne pas envenimer la polémique. De ce fait, lors de la rencontre de décembre 1958, les deux partis confirmèrent leur engagement commun pour le Maghreb et l'espoir qu'« un nouvel ordre international se réalise entre les pays de la Méditerranée³⁰ ».

À la lumière des sources actuellement disponibles, on peut formuler l'hypothèse que le PCI s'apprêtait à assumer la responsabilité des rapports entre le mouvement communiste européen et les mouvements de libération africains à la place du PCF. Le ministère de l'Intérieur italien rédigea des rapports sur les nombreuses missions des leaders du PCI en Afrique allant dans ce sens³¹. La même opinion a été formulée – comme on le verra ci-dessous – par l'ambassadeur italien à Alger.

Il faut aussi noter que, face aux méthodes de lutte adoptées par le FLN, Togliatti appella à un retour à la négociation, confirmant sa vision « gradualiste » de la politique, et cherchant aussi à endiguer le tiers-mondisme présent au sein de la gauche italienne, en particulier le rêve de la lutte armée cultivé par quelques secteurs, toutefois marginaux, du PCI.

Néanmoins, l'héritage de la III^e Internationale inspirait encore la stratégie du parti de Togliatti, qui ne réussissait pas à évoluer sur le plan culturel, partageant les mots d'ordre de la Conférence des 81 partis communistes de Moscou (1960). Togliatti et Berlinguer soulignaient, certes, la valeur de la « démocratie nationale » dans les pays du tiers monde³². Mais la discussion développée au cours du Comité central de novembre 1961 mit en évidence la fin de l'unanimité et l'isolement du secrétaire, critiqué par plusieurs dirigeants. À cette occasion, Natoli arriva à proposer – sans succès – un congrès extraordinaire qui fût capable d'élaborer une nouvelle stratégie à la hauteur des défis du monde contemporain³³.

Pajetta fut sévère en dénonçant le monolithisme qui, dans le passé, avait empêché de critiquer le PCF pour sa faiblesse au sujet de la

lutte du peuple algérien : « Nous avons eu durant ces années – et Spano qui me regarde en sait quelque chose – des discussions, parfois dures, avec le parti français parce que nous ne reconnaissons pas le rôle et la fonction du parti communiste d'Algérie et parce que nous admettions, au contraire, que le FLN soit ce qu'il est. Je reconnais que le Front de Libération Nationale a commis bien des choses mauvaises contre les communistes algériens, mais on ne peut pas nier que le Front National est une réalité avec laquelle il faut compter, que le parti communiste est devenu petit et qu'on ne peut pas le considérer comme le seul ou bien comme le principal représentant du peuple³⁴. »

Au début des années soixante, le PCI accorda une attention croissante au mouvement des non-alignés, qui avait tenu sa première Conférence à Belgrade. Le quotidien du PCI en suivit les travaux et publia une interview du président Tito³⁵, qui souligna l'importance de l'événement politique pour le développement et la paix, au-delà des différents systèmes économiques et sociaux existant, position en opposition avec la politique extérieure de l'URSS, qui considérait les non-alignés comme des alliés naturels du bloc de l'Est et le tiers monde comme un immense laboratoire du socialisme soviétique.

Face aux luttes de libération du tiers monde, le PCI rétablit son entente stratégique avec la Ligue des communistes yougoslaves, pendant que les rapports avec les communistes français étaient marqués par une forte polémique, à propos surtout de l'indépendance algérienne. Togliatti saluait celle-ci avec enthousiasme, dans l'espoir que la voie de la lutte armée ne serait adoptée que lors de situations extrêmes, et serait donc remplacée par des négociations diplomatiques et des formes de lutte démocratiques³⁶. Le PCF critiqua la tendance du PCI à « surestimer le contenu social et politique du mouvement algérien³⁷ », bien que Waldeck Rochet en ait lui-même souligné l'importance³⁸, et dénonça le silence presque total de la presse communiste italienne sur le rôle et la contribution du PCF à la paix en Algérie et même sur les positions du Parti communiste algérien³⁹.

Au sein du PCI se dessinait une conscience plus mûre, bien que limitée à une partie du groupe dirigeant, des faiblesses de l'action du mouvement communiste par rapport aux nouveautés de l'interdépendance et l'exigence d'une réflexion profonde sur les principes et les tâches de l'internationalisme. Cette évolution s'exprima au cours de la discussion au sein de la direction du parti sur la crise des missiles à Cuba en octobre 1962⁴⁰ : les déclarations publiques sur la validité de la ligne de Moscou,

considérées comme indispensables à l'unité et à la solidité de la base, étaient en fait contradictoires avec le jugement négatif sur le silence de Zorine, représentant soviétique à l'ONU, au sujet de la présence des missiles dans l'île des Caraïbes⁴¹. Après la résolution de la crise, l'attention des communistes français comme italiens à l'expérience de Castro et Guevara fut extrême : mais, à ce sujet, leurs positions furent une fois de plus différentes. D'un côté, le PCI avait tendance à prendre ses distances avec le PC de Cuba, qui visait à un rigide anti-impérialisme et se voulait un exemple pour les mouvements de libération du tiers monde : la mission de Sandri en Amérique latine en juillet 1964⁴², celle de Ingrao à Cuba en janvier 1964⁴³, la rencontre entre Togliatti et Che Guevara, trois mois après⁴⁴, et le voyage de Alicata et Chiarante, journalistes de *Rinascita*, à La Havane (en mai 1965)⁴⁵, avaient pour but de vérifier la connaissance de la « voie italienne » et l'enracinement du message révolutionnaire du PC cubain en Amérique latine et, en même temps, de dépasser le traditionnel eurocentrisme des communistes italiens. Le PCF, quant à lui, exprimait un fort appui à la ligne cubaine, dont témoigne la visite de Jacques Denis dans l'île en janvier 1965⁴⁶.

Durant les dernières années de sa vie, Togliatti s'efforça de renouveler profondément la culture politique et l'organisation de la section de politique extérieure du PCI. Dans cette optique, Giuliano Pajetta soulignait la nécessité d'établir des rapports plus durables avec les puissances du tiers monde, en insistant sur la nécessité d'une attitude à la fois ferme et ductile vis-à-vis du PCF, sans se taire sur les difficultés dans les relations bilatérales⁴⁷. Au cours des Comités centraux de juillet et du 1^{er} octobre 1963, le mot d'ordre de « l'unité dans la diversité » devint la base d'un rapport systématique et cohérent avec les mouvements de libération nationale et avec les pays-guide du non-alignement⁴⁸, même si la prudence envers ceux-ci et la perspective stalinienne du rôle central de l'URSS étaient enracinées dans la mentalité collective de la base et de la majorité des dirigeants.

Les missions d'Ingrao à Cuba, de Longo à Alger et de Togliatti à Belgrade témoignaient de l'ambition hégémonique du PCI au sein du communisme européen, visant à faire du parti le pivot des nouvelles problématiques qui allaient s'imposer dans les relations internationales.

Ces rencontres confirmaient le prestige dont le PCI jouissait dans les pays du tiers monde et la diplomatie internationale au cours des années soixante. Lors de sa rencontre avec Longo, l'ambassadeur

italien Betteroni lui posa, sans les nuances du langage diplomatique, une question essentielle : « Votre visite ici m'a beaucoup étonné ; j'ai su ensuite que la direction des communistes algériens et tunisiens ainsi que des mouvements de libération de l'Afrique du Nord a été enlevée au PCF et confiée aux communistes italiens. Voulez-vous me dire si ça correspond à la vérité⁴⁹ ? » On ne connaît pas la réponse du secrétaire, mais cet épisode ne faisait que confirmer les rapports du ministère de l'Intérieur italien.

Mais ce fut surtout la visite de Togliatti en Yougoslavie⁵⁰, quelques mois avant sa mort, qui favorisa l'élaboration d'une ligne commune avec Tito sur les principaux thèmes de la politique internationale, sur l'Amérique latine, que le président yougoslave considérait comme n'étant plus liée strictement aux États-Unis, sur le monde arabe, au sein duquel était en cours une révolution tout à fait différente du modèle socialiste traditionnel. Les deux hommes politiques envisagèrent la question décisive du développement, en exprimant un point de vue original et très éloigné de la politique extérieure de l'URSS, qui refusait de reconnaître l'existence d'un rapport Nord-Sud. La proposition de Togliatti d'une action unitaire des pays de l'Est, du mouvement communiste européen et des États socialistes fût approuvée par Tito, ainsi que l'idée de promouvoir des conférences régionales, en premier lieu des pays riverains de la Méditerranée⁵¹.

Le secrétaire du PCI précisait dans ses notes : « En général, les camarades yougoslaves ont réaffirmé que la position yougoslave reste celle de la politique du dégagement, mais pas de l'équidistance entre les deux blocs⁵² ». Au cours des rencontres, Togliatti souligna la nécessité fondamentale d'établir un lien stratégique entre démocratie et socialisme : les libertés assurées dans les régimes bourgeois devaient trouver une réalisation encore plus durable dans les sociétés socialistes, pour permettre de donner une réponse crédible aux critiques de la base, qui affirmait qu'à l'Est il y avait la dictature du prolétariat, mais pas la démocratie⁵³.

Cette intuition du leader italien le poussa à dénoncer les faiblesses du mouvement communiste européen, qui « n'a pas bien accompli la tâche qui lui appartient dans la lutte contre l'oppression coloniale et en faveur du mouvement des peuples opprimés⁵⁴ ». Il était pour lui nécessaire et urgent d'établir un programme concret et de créer des relations durables avec les pays et les gouvernements indépendants pour contribuer à la transformation de l'économie et des sociétés du tiers monde en direction du socialisme⁵⁵.

La polémique entre PCI et PCF devint alors plus aiguë : Thorez jugeait négativement – une fois de plus – l’entente entre Tito et Togliatti, et le Bureau Politique du PCF refusa d’inviter le secrétaire du PCI à son congrès, en renvoyant la demande d’une rencontre bilatérale, qui aurait eu lieu après la mort de Togliatti⁵⁶.

Durant l’été 1964, l’inquiétude des communistes italiens monta face aux difficultés au sein des non-alignés, notamment la polémique entre Cuba et la Yougoslavie, et aux contradictions toujours plus graves qu’affrontaient beaucoup d’entre eux. L’édification du socialisme en Égypte, en Algérie, en Indonésie, la crise en Indochine à la veille de la guerre du Vietnam étaient observées avec beaucoup de préoccupation par le vieux leader du PCI, qui dans le *Promemoria di Yalta*⁵⁷, son véritable testament politique, essaya d’indiquer une stratégie nouvelle pour le mouvement communiste européen, sans cacher son pessimisme sur le futur de l’Union Soviétique et le leadership de Khrouchtchev. Dans le *Promemoria*, Togliatti insistait sur la nécessité d’une plateforme commune des partis communistes étendue à toutes les forces progressistes engagées dans la lutte anti-impérialiste : une ouverture qui découlait de sa conception d’un monde interdépendant et qu’il aurait probablement développée plus tard s’il avait vécu, autour du pouvoir effectif de Khrouchtchev au sein du PCUS et de l’analyse objective de la crise internationale.

Tel quel, ce document et cette position étaient un héritage précieux que Togliatti confiait à ses successeurs. Ceux-ci allaient devoir se mesurer avec une situation mondiale difficile dans laquelle la situation du tiers monde était conditionnée profondément par la compétition bipolaire entre États-Unis et Union soviétique. L’éviction de Khrouchtchev provoqua des réactions différentes au sein des groupes dirigeants africains : si Ben Bella affirmait avoir perdu un interlocuteur essentiel de sa politique, les déclarations de Marcelino Camacho, leader du Frelimo, témoignaient – selon Dina Forti, représentante du PCI lors de la célébration de l’anniversaire de la révolution algérienne – que « les mouvements de libération ne voulaient pas se mouiller⁵⁸ ».

Au cours de la rencontre d’Alger, Jeannette Vermeersch (comme les représentants des autres partis de l’Est) affirma son hostilité vis-à-vis des délégués italiens du fait de leur position critique sur les changements en URSS⁵⁹, qui venait de provoquer une discussion très dure entre Berlinguer, Bufalini et les nouveaux leaders du Kremlin⁶⁰. La continuité avec Togliatti, soulignée par Berlinguer au Comité central d’octobre⁶¹,

avait provoqué un profond isolement du PCI au sein du mouvement communiste, isolement qu'il était difficile de compenser par le prestige du PCI dans les rapports avec le tiers monde (par ailleurs forcé de se positionner face à la rivalité sino-soviétique).

Mais la volonté intacte de poursuivre sur la ligne indiquée par Togliatti poussa le parti italien à s'adresser aux pays non-alignés, dans la perspective d'une unité d'action entre ceux-ci, les partis communistes de l'Europe capitaliste et les pays socialistes. Romano Ledda, envoyé à la II^e Conférence du Mouvement au Caire (en octobre 1964), souligna dans son aide-mémoire destiné à la direction la maturité et les progrès du Mouvement par rapport aux résultats – qu'il jugeait limités – de Bandung et de Belgrade. La « vague équidistance » entre les blocs et la « passivité », ainsi que l'attitude de « noble témoignage moral » de 1955 et de 1961, avaient été dépassées par la coexistence active et par l'engagement des pays sous-développés en faveur d'un « nouvel ordre international »⁶². S'agissait-il des prolégomènes de la réflexion originale du PCI des années suivantes, ou l'analyse de Ledda restait-elle tributaire de la culture kominternienne ? Cette ambiguïté était évidente. On la retrouve à l'occasion du voyage de Pajetta en Égypte, au début de 1965⁶³ : celui-ci ne semble pas alors réussir à comprendre la complexité de l'État africain et les orientations de Nasser, visant à imposer l'hégémonie du panarabisme. On la retrouve aussi dans les correspondances de Loris Gallico depuis l'Algérie⁶⁴, correspondances inspirées par un optimisme parfois acritique, en dépit de son expérience en Tunisie et dans le Maghreb dans les années trente. Tous les deux exprimaient la tendance à faire prévaloir la conception marxiste-léniniste traditionnelle sur les dynamiques profondes de la société de ces pays, où la recherche de la modernisation était inséparable de la tradition religieuse et des conditions de vie dramatiques des couches populaires et du « lumpenprolétariat » urbain et paysan. Cependant, la rencontre de Pajetta avec les leaders égyptiens donnait une nouvelle preuve de l'attention accordée au PCI par les diplomaties des différents pays de l'Ouest et par les gouvernements afro-asiatiques. Le parti était considéré comme « un État dans l'État », grâce surtout au nouveau organisationnel achevé depuis 1962. Mais son prestige, qui se traduisait dans une activité toujours plus intense dans les principaux domaines de la politique internationale, ne s'accompagnait pas d'une évolution culturelle parallèle, et sa culture politique restait inspirée par les principes de l'internationalisme prolétarien. La conviction partagée par plusieurs dirigeants de la nécessité et même de la valeur du « lien de

fer» empêchait de réaliser une pleine autonomie, dans la crainte – surtout chez Berlinguer – de l'isolement et, pire, des réactions du Kremlin, qui par ailleurs visait à assigner aux communistes italiens un rôle subsidiaire. De plus, au sein du groupe dirigeant du PCI se développa un débat qui mit en évidence les différences d'analyse, entre ceux qui soutenaient le mot d'ordre d'un « nouvel internationalisme » et la génération intermédiaire, formée à l'école de la III^e Internationale. Au milieu des années soixante, Berlinguer, dans une solitude qui n'était cependant pas un isolement, fit part aux leaders soviétiques de l'exigence d'une conception du mouvement communiste fondée sur le dépassement du schématisme passé et souligna l'action de son parti quant à l'établissement de relations positives avec les mouvements révolutionnaires africains, notamment avec le FLN et l'Union Socialiste Arabe⁶⁵.

Mais à côté du dialogue avec les pays du Sud, les rapports au sein du communisme ouest-européen restaient décisifs. La rencontre entre Longo et Waldeck Rochet (les 24 et 25 mai 1965)⁶⁶, nouveaux dirigeants qui devaient se mesurer à l'héritage de Togliatti et de Thorez, exprima la nécessité de donner une réponse efficace à la question posée par la guerre du Vietnam⁶⁷. Les deux secrétaires partagèrent l'objectif d'une unité à l'échelle européenne pour favoriser une solution politique de la crise du Sud-Est asiatique, sans attribuer aucune identité à la gauche du vieux continent. « Il vaut mieux ne pas parler d'une gauche qui n'existe pas » déclara Longo, préoccupé d'éviter toute polémique avec son interlocuteur, qui critiquait la proposition de rencontres bilatérales ou multilatérales⁶⁸.

Au même moment, une délégation du PCI se rendit à Hanoï pour exprimer à Ho Chi Minh son appui internationaliste à la lutte du peuple du Vietnam, position défendue au Parlement comme dans la société civile italienne⁶⁹. Mais la nécessité de ne pas se limiter aux formes traditionnelles était de plus en plus évidente. L'inquiétude et la division qui parcouraient le mouvement communiste et révolutionnaire, reconnues par Mario Alicata, obligeaient à « trouver quelque chose de nouveau, même dans la formulation⁷⁰ ». Tandis que la guerre du Vietnam menaçait de s'étendre, en impliquant la Chine, les crises régionales et les coups d'État au Brésil en 1964, en Algérie, au Ghana et en Indonésie au cours de l'année suivante, faisaient obstacle aux efforts du PCI pour devenir un véritable protagoniste des processus de transformation des équilibres mondiaux. Alicata pouvait affirmer qu'il y avait « une difficulté objective dans notre initiative de politique étrangère. Si les

forces anti-impérialistes ne sont pas d'accord sur la ligne qui doit être adoptée, c'est sans doute plus difficile d'imposer aux États-Unis la fin de l'agression au Vietnam⁷¹». Dans cette phase, l'oscillation de Hanoi entre Moscou et Pékin rendait problématique l'unité des non-alignés, mise en cause aussi par la polémique entre Cuba et Belgrade sur les moyens à utiliser. En effet, Castro et Guevara opposaient la guérilla à la négociation diplomatique invoquée par Tito. Les événements d'Algérie rendaient plus dramatique encore ce contexte. La position du PCI face au coup d'État du 19 juin s'inspirait plutôt du *wishful thinking*, exprimé par Loris Gallico qui, dans ses articles, insistait sur la faiblesse de Boumediene et la capacité des masses populaires à faire avorter le putsch des militaires⁷², que d'une analyse non idéologique et concrète de la situation. L'initiative de Moscou de reconnaître le nouveau gouvernement avait surpris le PCI et embarrassé le PCF, comme le déclara J. Denis au cours d'une conversation avec Giuliano Pajetta⁷³. Les rencontres à Paris entre la délégation italienne, composée par Sandri et Natoli, et les représentants du PCA en exil, confirmèrent la difficulté du parti italien à faire progresser son idée d'une relance des forces anti-impérialistes⁷⁴. Néanmoins, le PCI ne renonça pas à développer ses efforts en faveur d'un dialogue ouvert entre les partis de l'Europe capitaliste, des pays socialistes et les mouvements de libération. Dans une lettre adressée au PCF, Natta écrivait : « une nouvelle unité internationale doit être cherchée sur un terrain plus vaste que celles (*sic*) sur lesquels agissent les partis nés de la vieille souche de la III^e Internationale » et, au sujet des forces anti-impérialistes et non marxistes, il ajoutait : il faut « repousser toute tentation, qui peut découler des récents faits d'Algérie, de regarder avec une méfiance préjudiciable ces forces en Asie, en Afrique et en Amérique latine⁷⁵ ».

Au début de 1966, à la veille du XI^e Congrès du PCI, où s'affirma la polarisation entre la gauche menée par Ingrao et la droite par Amendola, Berlinguer s'efforça de défendre l'héritage de Togliatti en l'adaptant aux profondes transformations d'un monde multipolaire. Il s'agissait d'une tentative compliquée de synthèse entre nouveauté et continuité, couronnée par ailleurs de succès significatifs. En premier lieu, l'initiative diplomatique parallèle du PCI et du Saint-Siège aboutit à la mission de décembre 1966 au Vietnam, au sein de laquelle Berlinguer, Galluzzi et Trombadori furent les porte-parole de la demande faite par Paul VI à Ho Chi Minh d'assurer la liberté religieuse des catholiques, tandis qu'en retour le pape s'engageait à soutenir l'autonomie du peuple vietnamien.

Au début de 1968, le PCI s'impliqua dans une initiative qui, à travers l'action de l'ambassadeur d'Orlandi et l'appui du ministre des Affaires étrangères Fanfani, aurait dû amener à la convocation d'un sommet à Rome entre les États-Unis et la République du Vietnam⁷⁶.

Ce projet fut abandonné soit à cause des erreurs du PCI, reconnues par Galluzzi, responsable de la section de politique extérieure du PCI depuis 1962, soit à cause de l'évolution de la guerre car, à la suite du cessez-le-feu décidé par Washington, les Vietnamiens préférèrent Paris, où beaucoup d'entre eux avaient commencé leur cursus honorum pendant l'entre-deux-guerres⁷⁷.

La stratégie du PCI ne changea pas pour autant, même en présence d'obstacles importants. En particulier, le parti avait beaucoup de mal à maintenir l'entente avec Tito et à sauvegarder l'unité du mouvement communiste. Lors de la rencontre entre Longo et Waldeck-Rochet d'avril 1966⁷⁸ et durant celle des deux partis à San-Remo, un mois plus tard, on demanda d'une façon explicite au PCI de ne pas aborder la question du rapport entre la classe ouvrière de l'Europe capitaliste et les mouvements de libération nationale⁷⁹.

À ce sujet, Alicata déclara à Bulatovic, dirigeant yougoslave : « Nous pensons que le PCF n'a pas réglé le problème de l'Algérie, qu'il n'est pas capable de coopérer avec le FLN en tant que pouvoir réel, avec ses limites et sa force⁸⁰. » La méfiance envers le PCF était évidente, avouée par Longo dès la fin de l'année précédente : « Soviétiques et Français ont tendance à entamer quelque chose (*sic*) qui pourrait compromettre notre autonomie⁸¹. »

Le PCI rencontrait des difficultés semblables vis-à-vis de Belgrade. Au cours de sa visite en Yougoslavie, en janvier 1967, Longo essaya de convaincre Tito de l'opportunité de participer à la Conférence mondiale des Partis Communistes, souhaitée par Souslov depuis le 14 février 1964 et axée contre la Chine. Il espérait que le soutien de la LCY pouvait aider le PCI à faire prévaloir ses positions sur le dialogue avec le tiers monde, notamment face au PCF⁸². Mais Tito refusa, craignant que sa présence au sommet n'affaiblisse le rôle de la Yougoslavie au sein du non-alignement. Bien que le PCI et la LCY aient renforcé leur alliance, l'opposition yougoslave à la présence des forces navales des deux blocs en Méditerranée compliquait la recherche d'une unité des forces politiques des pays riverains mise en œuvre par le PCI. L'ouverture du PCI aux non-alignés entraînait donc en contradiction avec le ralliement au bloc socialiste. Par ailleurs, les rapports entre le PCI et le FLN avaient

été marqués par un coup d'arrêt au lendemain du coup d'État de 1965. Ce fut seulement à la fin de 1967 que les relations bilatérales entre les deux partis purent sortir de l'impasse, malgré leurs divergences sur le problème du Moyen Orient et sur la question palestinienne entre la guerre des Six Jours et celle du Yom Kippur.

Mais la stratégie du PCI n'était pas acceptée unanimement par ses dirigeants. Pajetta affirmait dans ses interventions la suprématie de l'URSS et jugeait négativement la thèse (à peine ébauchée) de Berlinguer du dépassement du bipolarisme. Il essayait aussi de donner une interprétation vraisemblable du « socialisme arabe » et ne manquait pas de polémiquer durement avec Castro au cours de sa visite à Cuba, en février 1968, au lendemain de la mort de Che Guevara : une visite qui avait été précédée de tensions, mises en évidence par Luca Pavolini, chargé de préparer la mission de Pajetta. La direction du PCI s'interrogeait à ce sujet : « Si les camarades français ne sont pas allés à La Havane, il valait mieux ne pas y envoyer Pavolini⁸³. » Castro et Pajetta discutèrent de tous les problèmes de politique internationale, de la convocation de la Conférence des partis communistes à la situation du tiers monde⁸⁴. La polémique entre eux concernait la Conférence Tricontinentale, que Cuba avait lancée en 1966 en réponse aux initiatives des non-alignés, et pour imposer sur le mouvement anti-impérialiste son hégémonie. De son côté, Castro rappella la crise des missiles d'octobre 1962, en confirmant sa position critique envers l'action développée par l'URSS⁸⁵. Pajetta n'exprimait pas une ligne alternative à celle du futur secrétaire ; mais il n'y avait pas de doute que son autorité et son rôle autonome pouvaient faire évoluer la politique internationale du PCI. L'exigence de lutter contre l'impérialisme et l'OTAN, soulignée par Pajetta dans son intervention au cours de la Conférence sur la Méditerranée en avril 1968⁸⁶, provoqua une prise de distance vis-à-vis du FLN, qui avait invoqué le retrait de toutes les flottes présentes dans la région. Sur cette question, le PCI et le PCF se retrouvèrent d'accord vis-à-vis du rigide refus des deux blocs exprimé par les Algériens et les Yougoslaves.

En cette phase cruciale, la politique du PCI témoigna d'une forte oscillation entre la recherche d'une ligne autonome à l'égard de l'URSS en direction du tiers monde et la nécessité de ne pas s'exposer à l'isolement en restant aligné sur la perspective bipolaire, malgré l'impasse de la politique des superpuissances. L'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie fut dénoncée par la direction du parti, qui toutefois restait convaincue de l'exigence d'une normalisation des rapports avec le PCUS.

La crise du monde contemporain imposait une réflexion courageuse sur la culture et les principes qui avaient caractérisé la stratégie du PCI depuis 1964. En ce sens, la discussion au sein de la section de politique extérieure fut inspirée par une profonde autocritique des thèses formulées sur le rôle des pays du Sud. Ledda dénonça la force du néocolonialisme, qui avait empêché le progrès des pays sous-développés, malgré les illusions de la «décennie du développement». Surtout, il jugeait négativement la position du PCI, qui avait «travaillé sur une perspective qui jugeait condamné l'impérialisme dans la compétition sur le tiers monde⁸⁷».

Par ailleurs, le mouvement anti-impérialiste était passé du neutralisme actif à une position de neutralité faible, d'équidistance, puis à l'entente avec les États-Unis et les pays capitalistes, sur la base des intérêts des groupes dominants⁸⁸.

Il fallait, selon Ledda, s'engager dans la recherche d'une nouvelle unité internationaliste, fondée sur les trois fronts du mouvement révolutionnaire, indiqués par Le Duan, secrétaire général du Parti communiste vietnamien⁸⁹. Cette position, qui n'était pas dénuée de contradictions, exprimait toutefois la conscience des nouveaux défis de l'interdépendance. Berlinguer partagea cette volonté et l'exposa à la tribune de la Conférence des partis communistes de Moscou en juin 1969. La décision courageuse de souscrire à un seul des quatre chapitres de l'Appel final de la conférence confirma le tournant stratégique du PCI, bien qu'il ne sût pas en tirer les conséquences inévitables, qui furent renvoyées à la fin des années quatre-vingt. Cette ambiguïté empêcha de saisir l'occasion historique du renouveau culturel du parti entre le XI^e Congrès et le Printemps de Prague. Durant ces années, le PCI aurait pu sauvegarder la spécificité de son expérience, et ne pas disparaître lors d'une crise brutale.

On ne peut néanmoins nier la contribution de Berlinguer à la recherche d'un nouvel internationalisme et d'un communisme démocratique. Sa réflexion, menée dès avant son élection comme secrétaire du parti, anticipait la vision mondiale qu'il exprima entre 1979 et 1984, malgré l'échec de sa proposition politique. Il est possible d'en discerner les racines dans l'analyse des nouveaux et urgents problèmes qui se posaient aux partis de gauche de l'Europe capitaliste. Les questions de l'environnement et d'une «qualité de vie différente», celle de la souveraineté de tous les peuples et États, de leur autonomie envers les

grands puissances, de l'émancipation des pays du Sud à l'égard des économies des pays riches, le mot d'ordre d'un « gouvernement mondial », fondé sur la coopération et sur l'abandon des armements nucléaires, proposés par le leader italien dans ses rapports au Comité Central de novembre 1971⁹⁰, de février 1973⁹¹ et de décembre 1973⁹², n'étaient pas le résultat d'une utopie, mais exprimaient une perspective originale, partagée par les principaux représentants de la social-démocratie européenne, Brandt, Palme, Mitterrand et, en plus d'un sens, prophétique face aux défis du XXI^e siècle. Certes, d'un côté, ces idées étaient en contradiction avec l'héritage culturel stalinien, la défense du lien de fer avec l'URSS, dont Berlinguer continuait à soutenir la supériorité morale, la vision eschatologique de la crise objective du système capitaliste et l'anti-américanisme. Cet anti-américanisme, d'ailleurs, trouvait sa raison d'être pendant la guerre du Vietnam et par les effets que celle-ci produisait dans l'opinion publique et dans les sociétés occidentales des deux rives de l'Atlantique. Mais, d'un autre côté, ces idées témoignaient d'une prise de conscience progressive de la fin du mouvement communiste et de la nécessité fondamentale d'établir un rapport durable avec les nouveaux protagonistes des relations internationales à la fin du XX^e siècle. Sans doute, le dialogue avec Tito (notamment la rencontre entre les deux leaders à Belgrade au lendemain du XIV^e Congrès du PCI) fut-il décisif pour renforcer la conviction du secrétaire du PCI de la fin de l'unité et de la raison d'être du mouvement communiste. Son regard s'étendait au-delà des vieilles frontières, à la recherche d'une coopération et d'un gouvernement à l'échelle du globe, proposés dans la *Carta della Pace e dello sviluppo*⁹³ de 1979 et, en 1981, dans son discours à Cancun⁹⁴, quelques jours après la rencontre avec Castro⁹⁵, prononcé sur fond d'un total désaccord avec l'invasion soviétique de l'Afghanistan, que le « Líder Maximo », lui, soutenait, dans sa tentative pour rétablir l'« alliance naturelle » du bloc soviétique et des non-alignés, sans pouvoir en empêcher le déclin désormais inévitable.

1. Calchi Novati G., « I paesi non allineati dalla Conferenza di Bandung ad oggi », dans Rainero R. H. (éd.), *Storia dell'età presente I problemi del mondo dalla II guerra mondiale ad oggi*, vol. I, Milano, Marzorati, 1985, p. 183-269.

2. Sur la ligne du Komintern face aux luttes anticolonialistes, voir Gallissot R. « L'imperialismo e la questione nazionale e coloniale », dans *Storia del marxismo, Dalla crisi del '29 al XX Congresso*, vol. 3 t. 2, Torino, Einaudi, 1981, p. 829-894.

3. Fondazione Istituto Gramsci, Archivio del Partito comunista italiano (APCI), Fondo Palmiro Togliatti (FPT), Scritti e discorsi (SD), *Rapporto al Comitato Centrale 1-4 luglio 1947*, p. 3.

4. Calchi Novati G., «Méditerranée et question arabe dans la politique étrangère italienne», dans Barbagallo F. (éd.), *Storia dell'Italia repubblicana*, vol. II, t.1, p. 202.
5. Voir Rioux J.-P., *La France de la Quatrième République*, t. 2, *L'expansion et l'impuissance*, Nouvelle Histoire de la France contemporaine, Paris, Seuil, 1983 ; *Id.*, *La Guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 2000. Sur l'histoire du PCF, voir Courtois S., Lazar M., *Histoire du parti communiste français*, PUF, 1995. Pour une analyse comparative du PCI et du PCF, voir Lazar M., *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992. Au sujet du communisme européen : A. Agosti, *Bandiere rosse. Profilo storico dei comunisti europei*, Roma, Editori Riuniti, 1999.
6. Westad O. A., *The Global Cold War. Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005.
7. Zubok V. M., *A Failed Empire The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, University of North Carolina Press, 2007.
8. Galeazzi M., «Terracini e i movimenti di liberazione nationale», dans A. Agosti (éd.), *La coerenza della ragione Per una biografia politica di Umberto Terracini*, Roma, Editori Riuniti, 1998, p. 180.
9. Togliatti P., *Discorsi parlamentari*, II (1952-1964), Seduta del 13 giugno 1956, Camera dei Deputati, Roma, 1984, p. 928.
10. Togliatti P., *Intervista a Nuovi Argomenti*, dans L. Gruppi (éd.), *Palmiro Togliatti Opere*, vol. 6 1956-1964, Roma, Editori Riuniti, 1984, p. 127-148.
11. Galeazzi M., *Togliatti e Tito Tra identità nazionale e internazionalismo*, Roma, Carocci, 2005, p. 149-152.
12. Galeazzi M., «Appunti sulle relazioni tra i comunisti italiani, français et yougoslavi (1948-1964)», dans Romero F., Varsori A. (éds) *Nazione, interdipendenza, integrazione Le relazioni internazionali dell'Italia (1917-1989)*, vol. 2, Roma, Carocci, 2006, p. 63.
13. Togliatti P., *La via italiana al socialismo*, dans *Id.*, *Opere*, vol 6, *op. cit.*, p. 153-54.
14. Ferro M., *1956, Suez, naissance d'un Tiers-Monde*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2006.
15. Togliatti P., *Rapporto all'VIII Congresso del Partito comunista italiano*, dans *Id.*, *Opere*, vol. 6, *op. cit.*, p. 188
16. Calchi Novati G., *I paesi non allineati*, *op. cit.*, p. 216-217.
17. Galeazzi M., «Appunti sulle relazioni tra i comunisti italiani, français et yougoslavi... », *op. cit.*, p. 65.
18. Archives de la République yougoslave (AJ), Comité Central du KJP (CK SKJ), IX-48/I, 223, *Note sur la rencontre avec Luigi Longo et Giancarlo Pajetta du 18 septembre 1958* (1^{er} octobre), p. 1.
19. APCI 1959, Estero Cina, *Incontro con Liu Sciao Ci, Peng Cen, Wang Gio Giang, Tang Chiang Kun, Liu Wing Yi*, mf. 464 p. 2875.
20. APCI 1959, Estero Movimento anticoloniale, *Nota sulla III Conferenza anticoloniale del mediterraneo e M.O.*, Belgrado, 2-5 dicembre 1959, mf. 465, p. 2191-suiv.
21. APCI 1959, Estero Cina, *Incontro della delegazione con il Ministro degli esteri compagno Cen Yi, della direzione del partito*, mf 464 pp. 2800-suiv.
22. Voir Horne A., *La guerra d'Algeria*, Milano, Rizzoli, 2007.
23. Vaïsse M., *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009, p. 352-59.
24. APCI 1961, Estero Algeria, *Appunti sui precedenti storici*, mf.483, p. 2387-88.
25. Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis, Archives du Parti Communiste Français (APCF), Fonds du Bureau politique (BP), réunion du 14 juin 1956.
26. APCF, BP, réunion du 28 octobre 1958.

27. *Ibidem*.
28. APCI 1958, *Verbali della direzione riunione del 3 ottobre*, mf.022, p. 2.
29. Galeazzi M., *Togliatti e Tito*, op. cit., p. 207.
30. APCI 1958, Estero Francia, Incontro del 23 dicembre, mf.457, p. 2486.
31. Galeazzi M., *Togliatti e Tito*, op. cit., p. 205-207.
32. APCI, *Verbali della direzione 1960*, riunione del 7 novembre, mf.468, p. 839-843.
33. Righi M.L. (éd.), *Il PCI e lo stalinismo Un dibattito del 1961*, Editori Riuniti, Roma, 2007, p. 229-230.
34. Ivi, p. 186.
35. Tortorella A., « I paesi non allineati e la coesistenza. Intervista di Tito al nostro giornale », dans *l'Unità*, 12 settembre 1961.
36. *Togliatti editorialista 1962-1964*, Editori Riuniti, Roma, 1971, p. 43-45.
37. APCF, Fonds Waldeck Rochet (FWR), 307, J 103, Italie 1961-1970, « *Quelques aspects des positions du parti communiste italien sur le problème algérien* » (5 avril 1962), p. 1.
38. APCF FWR 1944-1971, Algérie 1963-68, 307, J, 88, 1962, « *Allocution de WR à Auboué saluant le cessez-le-feu en Algérie et la signature des accords d'Évian* », p. 1-3.
39. « *Quelques aspects des positions...* », op. cit., p. 1 et 3.
40. Voir Pappagallo O., *Il PCI e la rivoluzione cubana la « via latino-americana al socialismo » tra Mosca e Pechino (1959-1965)*, Roma, Carocci, 2009.
41. APCI, *Verbali della direzione 1962*, riunione del 31 ottobre, mf.26, p. 523.
42. Pappagallo O., *Il PCI e la rivoluzione cubana*, op. cit., p. 126-131.
43. Ingrao P., « Nel 1964, a Cuba con il Che », dans *Il Manifesto*, 7 novembre 1998 ; « Il compagno Ingrao è tornato da Cuba », dans *l'Unità*, 19 gennaio 1964.
44. Ceccarelli F., *Il guerrigliero a Montecitorio*, dans *La Repubblica*, 9 ottobre 2007. Voir Caprara M., *Quando le Botteghe erano oscure*, Milano, Il saggiaiore, 2007.
45. Pappagallo O., *Il PCI e la rivoluzione cubana*, op. cit., p. 226-231.
46. Dans son rapport, Jacques Denis exprima des opinions enthousiastes sur le climat politique et social du régime castriste (*Note sur notre voyage à Cuba* (25.1.1965), APCF FWR, 307, J. 93, Cuba).
47. APCI 1963, Sezione esteri, *Appunti sulla situazione e le prospettive del nostro lavoro internazionale*, mf.489, p. 2720-suiv.
48. APCI, Verbali del Comitato centrale 1963, riunione del 24-26 luglio, mf. 489 p. 63-108 ; Documento del Comitato Centrale del PCI (24 ottobre 1963), dans *Documenti politici dal X all'XI Congresso del PCI*, Roma, Editori Riuniti, 1966, p. 151-185.
49. APCI 1964, Estero Algeria, del *Informazione della compagna Maria Antonietta Macciocchi sul viaggio della delegazione del PCI in Algeria*, mf.520, p. 151.
50. APCI, FPT, Carte Marisa Malagoli 15-21 gennaio 1964 ; AJ CK SKJ, 507, IX-48/I, 6, Materiali sulla visita della delegazione del partito comunista italiano (15-21 gennaio 1964), *Verbale dei colloqui delle delegazioni della LCY e del PCI*.
51. Ivi, p. 78.
52. APCI 1964, Estero Jugoslavia, *Sull'incontro tra le delegazioni dei Comitati centrali del PCI e della LCY svoltisi a Belgrado (15-21 gennaio 1964)*, mf 520 p. 1406.
53. AJ CK SKJ, *Verbale dei colloqui*, op. cit., p. 6.
54. « Per l'unità del movimento operaio e comunista internazionale », Rapporto al Comitato centrale e alla commissione centrale di controllo del PCI (21-23 aprile 1964), dans Palmiro Togliatti, *Opere*, 6 op. cit., p. 804.
55. Ivi, p. 804-5.
56. Centre Historique Archives Nationales (CHAN), 626 Affaires Politiques (AP), Fonds Thorez Vermeersch (FTV), PCI 1960-64, 117 c, Rencontre Allard-Thorez (13 mars 1964) ; M. Galeazzi, *Appunti sulle relazioni tra I comunisti italiani, francesi e jugoslavi (1948-1964)*, op. cit., p. 75-6.

57. Togliatti P., Promemoria sulle questioni del movimento operaio internazionale e della sua unità, dans *Id.*, *Opere, op. cit.*, p.823-833.
58. APCI, 1964, Estero, Algeria, *Viaggio in Algeria in occasione delle celebrazioni del 1° novembre*, mf.520, p. 225.
59. Ivi, p. 229.
60. ACS, Ministero dell'Interno Gabinetto, Partiti politici 1944-1966, b.23, Fasc. 161/P/9, *Nota dell'ambasciatore Straneo*, 7 novembre 1964, p. 1.
61. *Voir l'Unità*, 15 ottobre 1964.
62. Ledda R., *Dal Cairo un ruolo attivo per il mondo non allineato*, dans *Rinascita*, XXI, 41, 17 ottobre 1964; *Id.*, *Le differenti realtà del non-allineamento*, dans *Rinascita*, 42, 24 ottobre 1964.
63. APCI 196, Estero Egitto, *Rapporto della delegazione del P.C.I. nella R.A.U.*, 10-22 febbraio 1965, mf.527, p. 2327-suiv.
64. APCI 1964, Estero Algeria, mf.520, pp. 213-217; APCI 1965. Estero Algeria, *Colloquio con Boularouf ambasciatore di Algeria* (28.1.1965), mf. 527, p. 1592-1594.
65. APCI 1965, Estero Incontri internazionali, *Discorso di Berlinguer all'incontro di Mosca* (marzo 1965) mf. 528 p. 864-65.
66. APCI 1965, Estero Francia, Incontro Longo-Waldeck Rochet (Ginevra 24-25 maggio 1965), mf. 527, p. 2465. Sur la rencontre entre les deux leaders cf. aussi *Information du cam. Jacques Denis sur la rencontre entre les camarades WR et L. Longo* (8.6.1965), APCF, FWR 307 J 103 Italie 1961-70.
67. Incontro Longo Waldeck Rochet, *op cit.*, p. 2464; *Information du cam. Jacques Denis, op. cit.*, p. 3.
68. Ivi, p. 5. Longo ajoute qu'il ne fallait pas parler de centres organisés et se demanda s'il fallait donner la preuve de la division au sein du mouvement (*ibidem*).
69. A. Natoli, *Hanoi banco di prova dell'internazionalismo. Esperienze del viaggio in Vietnam*, *Rinascita*, XXII, 22, maggio 1965; *Nel cuore del Vietnam*, «Vie Nuove», 20 maggio 1965.
70. APCI 1965, *Verbali della direzione riunione dell'11 maggio*, mf. 029.
71. APCI 1965, *Verbali della direzione riunione del 9 settembre*, mf. 029, p. 868.
72. APCI 1965, Estero Algeria, mf. 527, pp. 1597-1612.
73. APCI 1965, Estero Algeria, *Nota su una conversazione con Jacques Denis (PCF) (su Algeria e altre questioni)*, mf. 527, p. 2566.
74. APCI 1965, Estero Algeria, Sandri e Natoli a Parigi (9.10 settembre 1965), mf. 527, p. 2549-2553.
75. APCF, Fonds Gaston Plissonnier (FGP), 264, J 12, *Lettera di A. Natta*, 12.7.1965, p. 3.
76. Galluzzi C., *La svolta Gli anni cruciali del partito comunista italiano*, Milano, Sperling e Kupfer, 1983, p. 159-166.
77. *Ibidem*.
78. APCI 1966, Estero Francia, Incontro Waldeck Rochet-Longo (1 aprile 1966), mf. 536 p. 1860.
79. APCI, *Verbali della direzione 1966*, riunione del 13 maggio, *Informazione sull'incontro con i compagni francesi* (3-4.5.66), mf. 18, p. 647-48.
80. AJ CK SKJ IX-48 I p. 354.
81. APCI, *Verbali della direzione 1965*, riunione del 23 dicembre, mf. 29, p. 1141.
82. AJ CKJ IX-48 I, *Nota sui colloqui tra Tito e Luigi Longo nella Villa Bianca di Brioni* (20 gennaio 1967), p. 14.
83. APCI, *Verbali della direzione 1968*, riunione del 12 gennaio, mf.20, p. 474.
84. APCI 1968, Estero Cuba, *Viaggio di Giancarlo Pajetta*, mf. pp.1085-sgg.

85. Ivi, p. 1092-98.
86. APCF, Section de politique extérieure (en cours de classement,) FFF J 4.1, *Conférence Méditerranée* (avril 1968), p. 2-5.
87. APCI 196, Sezione esteri (21 aprile 1969), mf.305, p. 188.
88. *Ibidem*.
89. Voir Longo L., «I tre fronti della lotta antimperialista» dans *Rinascita*, 24 novembre 1967.
90. APCI 1971, Sezione esteri, *Relazione di Enrico Berlinguer al Comitato centrale e alla commissione Centrale di Controllo* (11 novembre 1971), mf.159, p. 467-68.
91. Berlinguer E., *Rinnovamento nei rapporti internazionali, sviluppo economico, difesa della legalità democratica*, dans *id.*, *La «questione comunista»*, vol. 2, Roma, Editori Riuniti, 1975, p. 528-567.
92. Berlinguer E., *Una sola via per uscire dalla crisi: cambiare il meccanismo di sviluppo*, dans *La «questione comunista»*, vol. 2, *op. cit.*, p. 659-674.
93. Berlinguer E., «Per una Carta della pace e dello sviluppo», dans *id.*, *Idee e lotte per la pace*, Cuen, Napoli, 1986, p. 61-70.
94. Ivi, p. 66.
95. APCI, Fondo Enrico Berlinguer (EB), Unità archivistica (UA) 130, f.174.2, Incontro 12 ottobre 1981.

Le PCF et le PCI face au mouvement étudiant de 1968

Giulia STRIPPOLI,
Doctorante, université de Turin

Le PCF et le PCI sont tous les deux pris à contrepied par le mouvement étudiant de 1968. Les luttes que les deux partis n'avaient pas cessé d'invoquer dans les années soixante éclatent finalement dans des formes et avec de mots d'ordre qui ne sont pas ceux des communistes. Dans cet article, l'auteure reconstruit la réaction des deux partis communistes face aux étudiants comme protagonistes nouveaux des luttes sociales. Elle fait une comparaison entre les langages et les stratégies du PCF et du PCI face au mouvement étudiant de 1968. À travers cette analyse, Giulia Strippoli met en lumière les différences culturelles existant à ce moment-là entre les deux partis.

Les mouvements estudiantins qui ont secoué la France et l'Italie en 1968 ont été sans précédents dans l'histoire contemporaine des deux pays : l'éducation bien sûr, mais de très nombreux autres secteurs de la société ont été affectés. Les étudiants ont remis en cause les rapports sociaux traditionnels, le pouvoir, les partis politiques ; ils ont exprimé une contestation qui dépassait, dans ses contenus et ses méthodes, les formes habituelles de protestation. Considérant que les principales caractéristiques de ces mouvements ainsi que les différences entre les mouvements étudiants français et italiens sont bien connues, nous proposons d'étudier ici spécifiquement les réactions au sein du PCF et du PCI face à ces mouvements étudiants¹.

En visant une compréhension globale de la ligne politique des deux partis, nous proposons ici une interprétation de la lecture du mouvement étudiant menée à l'intérieur des partis et de la façon dont cette lecture se traduit. Dans la conclusion, nous tenterons de formuler des questions qui émergent de l'étude de cette période et qui ouvrent des perspectives au-delà des événements.

L'étude commencera par l'analyse des réactions du Parti français que nous comparerons à celles du Parti communiste italien. Cette étude s'appuie principalement sur des documents émanant des directions des deux partis et sur la presse communiste.

Le double effort du PCF

En ce qui concerne la manière générale de considérer le mouvement, le PCF a oscillé entre deux attitudes : d'un côté, la compréhension et, de l'autre, une prise de distance. La « compréhension » a, de fait, signifié la volonté du PCF de faire entrer le mouvement dans ses propres schémas interprétatifs, de le ramener à son analyse, à sa théorie et à sa pratique politique.

Cet effort d'intégration à sa pensée s'est traduit de plusieurs façons : d'une part, on s'est appuyé sur le passé du parti, on a minimisé la nouveauté et la spécificité du mouvement, on a mis en avant le fort niveau revendicatif. La direction du PCF a exprimé sa confiance dans ses possibilités de contrôler le mouvement et a affiché une absence de surprise, d'incertitude, d'hésitation. Les documents du parti le montrent : avant l'explosion du mouvement aussi bien qu'en plein cœur des événements et après les mois de mai-juin, le PCF insiste sur sa préparation face aux nouveaux enjeux politiques. À travers le soutien aux aspects du mouvement qu'il considérait comme positifs comme à travers sa critique, le but du parti semble avoir été de ramener la complexité du mouvement à la capacité du parti à l'interpréter avec ses propres instruments.

En février 1968, le bureau politique du parti parle de la « jeunesse ». Les étudiants ne sont pas encore une préoccupation à l'intérieur du parti, mais on trouve dans le compte rendu de la réunion des éléments à propos de la jeunesse. Les analyses développées alors montrent que le PCF n'exprime rien de nouveau ni de spécifique sur les jeunes au début de 68 : « Les jeunes s'éveillent à la vie politique dans une période de grands combats à l'échelle nationale et internationale avec, ce qui a toujours caractérisé la jeunesse, esprit de conquête, soit de nouveau, aspiration à la justice, etc. Mais aussi avec ce qui est le trait dominant commun à tous les jeunes : l'inexpérience. Si la jeunesse est ouverte pour une part aux idées neuves et révolutionnaires de notre parti, elle est aussi influencée par les idées réactionnaires, réformistes et gauchistes². »

Au cours de la même réunion, la direction du parti affirme la validité de son orientation en direction de la jeunesse, celle qui a été développée en 1966.

Les sources produites avant et après les élections montrent le parti confiant dans sa capacité à comprendre la nature et les dangers du mouvement et persuadé d'avoir appliqué une ligne politique capable de l'affronter. Au cours du comité central du 30 mai, pendant lequel on devait

discuter du remplacement possible du pouvoir et d'une participation communiste à un gouvernement populaire d'union démocratique, des interventions donnent la mesure de l'assurance avec laquelle le parti parlait du mouvement étudiant et de la confiance dans sa propre force face à ce dernier, confiance en grande partie due au déroulement des grèves des travailleurs et au succès de la manifestation du 29 mai. Georges Séguy, en parlant de la manifestation du 13 mai, affirme la puissance de la classe ouvrière face aux éléments gauchistes présents dans le mouvement étudiant. La force du parti s'exprime dans le « sentiment qu'on peut gagner », affirmé par Henri Fiszbin, et dans les mots de Jacques Roux : « Le parti a pris une influence considérable, non seulement parce qu'il fait des propositions mais aussi parce qu'il rassure contre les courants anarchistes et les dirigeants actuels de l'UNEF³. »

L'évaluation du mouvement étudiant est à analyser dans le cadre des conceptions du parti à propos des luttes des masses, comme le souligne la réunion du BP du 17 juin, qui approuve le rapport présenté par Gaston Plissonnier : « L'orientation politique de la campagne du Parti est juste. La poursuivre en rappelant sans cesse le rôle du Parti dans le grand mouvement de lutte pour la défense des revendications des millions de travailleurs manuels et intellectuels⁴ ».

L'affirmation de la compréhension du mouvement se poursuit également après les élections. C'est surtout le rapport de Waldeck Rochet au CC de Nanterre des 8 et 9 juillet 1968 et les interventions au même CC qui le montrent : ces prises de parole traduisent l'absence de toute expression d'incertitude et de surprise⁵. Le secrétaire du parti expose le déroulement des événements en faisant une distinction entre les deux aspects du mouvement. Il mentionne tout d'abord le mécontentement profond et légitime comme la cause du mouvement et il rappelle la compréhension et la sympathie du parti, solidaire depuis toujours, en soulignant la convergence naturelle avec la lutte ouvrière. Mais ensuite, Rochet dénonce les dirigeants « irresponsables et troubles » des groupes gauchistes qui, selon lui, dès le début, ont exploité le mécontentement.

D'autres interventions confirment l'impression que le parti est en train de démontrer qu'il n'a jamais perdu sa capacité d'interprétation du mouvement. Pierre Juquin en arrive à en réduire l'importance : « C'est une plaisanterie de dire que la totalité des étudiants a participé au mouvement : l'une des plus grandes sinon la plus grande manifestation étudiante à Paris, ça a été celle des étudiants gaullistes à la Concorde, qui étaient là avec leurs uniformes, leurs emblèmes, leurs calots, leurs blouses. »

Admettre de ne pas avoir prévu les événements ne signifie pas admettre l'effet de surprise, comme le souligne l'intervention d'Henri Fiszbin et le lien établi avec l'histoire récente du parti : « Je crois que le parti était prêt non pas à prévoir ce qui s'est passé, mais je crois qu'il était parfaitement préparé à le comprendre et à l'apprécier correctement. Je pense notamment au CC d'Argenteuil, je pense aussi au CC sur les étudiants en 63. Moi aussi j'ai relu le rapport de Maurice Thorez et je crois personnellement que c'est ce qui nous a animés dans ce combat et qui doit continuer à nous animer. » Jean Suret-Canale est celui qui, le 30 mai, parle des étudiants de la façon la plus complexe : il recommande d'insérer un point sur les universités dans le texte commun prévu avec la FGDS et il souligne que les positions du parti sont complètement inconnues des étudiants. Il exprime également la volonté du parti d'être compris par les étudiants, mais il ne dit rien sur le sens inverse, sur la nécessité pour le parti de comprendre cette masse étudiante qui n'est ni communiste ni gauchiste et qui « tantôt nous applaudit, tantôt nous envoie les huées ».

Dans l'interprétation du parti, parallèlement à l'affirmation de la compréhension du bien-fondé du mouvement, il y a aussi la volonté de se démarquer de certaines caractéristiques du mouvement considérées comme dangereuses et négatives.

Cette prise de distance s'appuie également sur le maintien de la critique que le PCF – en reprenant les enseignements de Lénine – avait déjà émise dans le passé contre ce qui était considéré comme « extrémiste », « gauchiste », « aventuriste ». En effet, pendant les événements, la lecture faite en mars par le secrétariat demeure valable. À cette occasion, face à la nécessité d'une bataille idéologique plus rigoureuse et systématique contre les groupuscules gauchistes et trotskystes, la direction du parti avait indiqué dans ses campagnes de presse et dans la brochure de Waldeck Rochet de 1967, intitulée *Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France de notre temps ?*, les moyens de mener le combat contre l'activité néfaste des groupuscules. En lisant le texte de Rochet, on retrouve tous les éléments des dénonciations successives du gauchisme : les enseignements de la révolution d'Octobre, la critique de Lénine contre le gauchisme, la réaffirmation du rôle de la classe ouvrière et du parti comme le seul parti révolutionnaire « dans le bon sens du terme ».

La critique concerne les éléments irresponsables qui, aux yeux du PCF, tentent d'exploiter le mouvement : elle fonde la distinction entre les gauchistes et la masse des étudiants. En soutenant l'action des étudiants

comme expression de revendications légitimes et du mécontentement contre la politique gaulliste, le PCF pose dès le début les bases d'une interprétation nette des événements : tout ce qui peut bénéficier de la solidarité du parti est exalté comme étant le cœur de l'action des étudiants, tandis que tout ce qui ne peut entrer dans ce cadre fait partie des tentatives gauchistes et petites-bourgeoises d'exploiter et de dévoyer le mouvement.

Le parti manifeste donc dès le début des événements son appui aux justes revendications des étudiants contre la politique de De Gaulle, mais, en même temps, il taxe de provocation tout ce qui n'en fait pas partie.

Dans cette perspective, on peut comprendre la double analyse du gauchisme : celui-ci est amplifié au niveau théorique, comme danger idéologique qu'il faut combattre par tous les moyens, et, en même temps, le gauchisme réel, en tant que phénomène à l'intérieur des facultés, est minimisé. Le parti déclare donc son appui et sa sympathie à l'action des étudiants en valorisant les aspects du mouvement étudiant qu'il peut ramener à sa politique. Un article de *France Nouvelle* du 24 avril, les discussions du secrétariat lors des réunions du 2 et du 30 avril, et également le fameux article de Georges Marchais du 3 mai publié dans *L'Humanité* montrent la distinction établie entre le niveau revendicatif des étudiants et l'action des gauchistes⁶. Le parti ne reconnaît pas au mouvement de caractéristiques demandant des instruments d'analyse neufs et des conduites politiques différentes de celles qu'il pratique déjà : la pression revendicative par rapport au gaullisme et la présence gauchiste comme danger principal pour le mouvement lui-même sont les deux éléments qui ont cristallisé l'analyse du mouvement étudiant pour le PCF.

L'évaluation du PCI

En ce qui concerne l'appréciation générale du mouvement, on peut dire qu'au double effort du PCF correspond une appréciation généralement positive au sein du PCI. Elle s'exprime à travers la mise en valeur des aspects neufs du mouvement, l'absence de critique du gauchisme, la critique de l'impréparation du PCF et l'attention aux aspects qui dépassent la dimension revendicative.

Le PCI essaye de formuler une perspective générale sur le mouvement étudiant : il critique plusieurs fois les incertitudes, les confusions, les contradictions du mouvement. On trouve aussi la critique

de l'extrémisme, de la lutte pour la lutte, associée au danger de dérives autoritaires, avec le rappel des mouvements qui précédèrent le fascisme, ceux, notamment de certains artistes des années vingt qui, en Allemagne, virent dans le nazisme une forme de communisme.

Au sein du PCI comme du PCF, dans la lignée des enseignements de Lénine, il y a donc une critique du gauchisme, mais il s'agit ici d'une critique où la dénonciation du gauchisme n'occupe pas une place privilégiée, renvoyant à toute l'histoire des luttes du communisme contre les dérives gauchistes. On y trouve plutôt des jugements d'ensemble sur le mouvement, où les critiques ne concernent pas seulement le danger du gauchisme, mais aussi les confusions entre la nature du mouvement et les conséquences politiques générales. Ce sont surtout les articles que le secrétaire du parti, Luigi Longo, publie dans *Rinascita* avant les élections de mai qui explicitent la proximité que le parti voulait exprimer envers les étudiants. Ces articles ont été interprétés, soit comme une ouverture et une recherche de compréhension sincère de la part du secrétaire du parti, soit comme un argument fort destiné à la campagne électorale. Mais il s'agit aussi de ramener les éléments de désordre et d'indiscipline du mouvement vers le parti, sans remettre en cause la ligne idéologique, et de les intégrer dans la théorie et la pratique militante : « Je ne crois pas qu'un profond renversement dans les consciences et dans les orientations, surtout, des larges masses des jeunes, puisse se produire d'une façon "polie" et "disciplinée". Seuls des rêveurs et des bureaucrates peuvent penser de cette façon. C'est justement parce que nous sommes marxistes, communistes, révolutionnaires, que nous savons que de profonds renversements politiques et sociaux ne peuvent pas ne pas bouleverser des schémas préconstitués, de vieilles croyances, en un mot, mettre tout en discussion. Nous sommes ouverts à tout ce qu'il y a de nouveau dans le développement de la situation italienne ; nous nous gardons de la conviction que nous, et seulement nous, savons déjà tout et que nous devons aller chez les jeunes uniquement pour leur donner des leçons⁷. »

La position du secrétaire du parti n'est pas une position isolée au sein du PCI : des articles de *Rinascita*, tout comme les interventions dans l'organe de direction, montrent que le mouvement étudiant faisait l'objet d'une discussion complexe prenant en compte les éléments du mouvement qui touchaient le parti lui-même et qui émanaient des instances nouvelles du mouvement. Claudio Petruccioli, par exemple, pendant la réunion de la direction du 23 février 1968, porte une attention

particulière aux éléments d'analyse qui pouvaient constituer une erreur dans le jugement du parti et mériter une critique : « Nous ne pouvons pas dire “nous sommes ceux-ci”, les positions justes sont les nôtres [...]. Notre ligne révolutionnaire inclut aussi les positions erronées qui émergent du mouvement. Considérons la formule *Potere Studentesco* (pouvoir étudiant) : ça ne signifie pas la lutte contre les professeurs, les contre-cours, etc. (et on commence à comprendre qu'il s'agit de formules des élites) ; en effet, il s'agit d'une instance politique générale par laquelle on tente de résoudre la question du pouvoir en essayant de donner “le pouvoir” aux masses organisées dans l'école, dans les usines, etc. La question du rapport société civile – société politique est en jeu. Voilà un des points qui nous concerne directement⁸. »

Au cours de cette réunion de la direction s'expriment des positions qui soulignent le caractère positif du mouvement, d'autres qui en mettent en relief les limites. Mais la complexité des positions n'arrive ni à cette occasion, ni pendant les autres réunions de direction, à créer une véritable polarisation autour de la manière de considérer le mouvement.

Les incompréhensions des deux partis face aux mouvements étudiants

Concernant la façon de conduire l'analyse dans le PCF et dans le PCI, on peut repérer deux lignes différentes. D'un côté, le PCF s'efforça d'affirmer pendant toute la durée des événements – et après – la justesse de sa politique par rapport au mouvement étudiant, au mouvement ouvrier et aux élections de juin. De l'autre côté, le PCI ne parvint pas à exprimer un jugement politique univoque et une ligne politique précise par rapport au mouvement étudiant. Il finit, au Congrès du début de l'année 1969, par exprimer de manière formelle une orientation qui semblait négliger les éléments qui, en 1968, étaient apparus comme des nouveautés réelles, capables d'apporter de véritables changements.

Le PCF a toujours voulu montrer la justesse de sa politique à travers l'absence d'autocritique, la réaffirmation du principe du centralisme démocratique, le refus du désaccord à l'intérieur du parti. Les comités centraux de Nanterre (les 8 et 9 juillet 1968) et de Champigny-sur-Marne (les 5 et 6 décembre 1968), avec la dénonciation des idées de Roger Garaudy et la réponse donnée à la critique de la direction du parti par les 36 intellectuels qui avaient publié une lettre dans *Le Monde*, nous donnent l'image d'un parti uni et fort, prêt à se débarrasser de ceux qui,

aux yeux de sa direction, étaient des récidivistes toujours en désaccord avec la ligne du parti.

Le rapport de Waldeck Rochet à Nanterre met cela en évidence : « Nous avons remarqué que parmi ceux, très peu nombreux, qui ont exprimé leur désaccord avec la ligne du parti, on retrouve des récidivistes qui proclament en fait leur désaccord chaque fois que la lutte s'exprime, et qu'il faut faire face à l'attaque de la bourgeoisie. Nous allons peut-être rappeler à quelques-uns que le parti est une association qui n'oblige personne à adhérer et à rester membre dans la mesure où on se trouve en désaccord systématique avec la politique et les principes du Parti. De toute façon nous continuerons à défendre l'unité du Parti. Notre parti sort des événements uni, confiant dans l'avenir. »

Le secrétaire du PCF cherche donc à minimiser la critique des 36 intellectuels et à lui enlever sa spécificité : non seulement pour Waldeck Rochet, les critiques ont été très peu nombreuses, mais, en traitant les signataires de « récidivistes », il néglige la spécificité de leur critique, en jugeant qu'il s'agit de contestataires habituels. Il ne relie pas non plus la contestation à la conduite de la direction du parti pendant les événements de mai.

Dans les deux CC s'exprime l'exaltation de l'élaboration d'une ligne politique juste et de son application pendant le déroulement de tous les événements, comme le dit Marcel Zaidner à Nanterre : « On nous a demandé plusieurs fois si nous avons prévu les événements. C'est évident que nous ne les avons pas prévus précisément. [...] Par contre, le parti a élaboré une ligne politique et pendant cette situation difficile, cette ligne s'est révélée juste, elle a résisté aux épreuves, et nous pouvons dire aujourd'hui qu'elle est valable aujourd'hui aussi⁹. »

L'expression de la continuité et de la stabilité du parti est une préoccupation bien ancrée dans les organes de direction. L'affirmation de la préservation de l'unité est également centrale : on la trouve, par exemple, dans l'intervention faite à Nanterre par Guy Besse, qui s'adresse au Comité central en ces termes : « Certains parmi ceux avec lesquels nous avons discuté se présentent comme la providence du parti : ils pensent représenter ce que pensent les intellectuels communistes du pays. Ceux qui sont en désaccord avec nous sur le fond, qui se battent contre nous, qui ont une mentalité de conjurés, ne sont pas obligés de rester dans le parti et nous ne sommes pas obligés de les conserver¹⁰. »

Il faut ajouter que, pendant le CC de Nanterre, les deux points de vue qui auraient pu constituer le cœur des discussions, l'article de Roger

Garaudy dans *Démocratie Nouvelle* et celui de Georges Marchais, ont été intégrés à une synthèse qui annonce l'accord entier avec la position de Marchais et la condamnation unanime de celle de Garaudy. Ce dernier est accusé non seulement d'avoir critiqué le parti pendant les événements de mai, mais également d'avoir critiqué la ligne politique et la conception de la révolution socialiste du parti.

Dans le Parti communiste italien en revanche s'expriment des éléments d'autocritique. On peut constater une évolution dans le discours sur la possibilité d'orienter le mouvement et l'acceptation de l'expression d'une certaine surprise et d'une réelle impréparation face au mouvement étudiant.

Mais l'autocritique peut correspondre à deux positions différentes. Pour certains, elle débouche sur le nécessaire renforcement de la lutte idéologique du parti, l'appel à une affirmation plus forte de la politique du parti comme, par exemple, dans les propositions de Giorgio Amendola ou de Giorgio Napolitano sur la nécessité de combattre l'extrémisme. Pour d'autres, les critiques soulignent la responsabilité du parti et les limites de son analyse, comme c'est le cas dans les interventions de Nilde Iotti, de Claudio Petruccioli ou de Pietro Ingrao¹¹.

En mettant en avant l'évolution du discours des deux partis communistes sur la possibilité d'orienter le mouvement, on constate l'existence d'une certaine souplesse au sein du PCI, alors qu'au PCF domine la volonté d'exprimer la continuité et la stabilité du rapport entre le parti et le mouvement. La confiance de certains dirigeants dans la fonction centrale du parti s'exprime cependant également au PCI. Par exemple, le 23 février, Amendola peut dire : « En étant nous-mêmes, nous réaffirmons notre fonction et nous pouvons prendre la direction du mouvement. » Reichlin affirme de son côté : « Nous n'arrivons pas en retard : c'est le moment de lancer la bataille à partir de nos positions. » Napolitano rappelle lui aussi la position offensive et cruciale du parti : « Je crois qu'il n'y a chez aucun d'entre nous la sensation d'être des vaincus ; personne ne pense qu'il y a un mouvement étudiant qui bouleverse tout et qu'il faut donc mener une bataille défensive désespérée¹². »

Cependant, à l'été, la confiance dans la possibilité de diriger a été remplacée par la conscience de ne pas avoir orienté le mouvement, comme l'expriment – de façon différente – les positions de Giorgio Amendola et de Luigi Longo. Amendola ramène l'erreur du parti à sa faiblesse dans la lutte idéologique : « Concernant la classe ouvrière, personne ne nous égale [...]. La faiblesse, ce sont les étudiants : la direction de ce mouvement

n'est pas à nous. Cela exige des initiatives politiques, idéologiques et de lutte. Nous ne conduisons pas la lutte sur les deux fronts. Nous ne faisons même pas connaître les positions de ceux que nous voudrions et devrions réfuter, Cohn-Bendit, par exemple. Nous devons conduire la lutte contre le gauchisme [...]. Il y a un problème d'orientation des camarades et de la presse¹³. » De l'autre côté, dans les mots du secrétaire du parti, la question est posée en termes de défauts du parti par rapport aux étudiants, puisqu'il admet que le parti s'est intéressé aux étudiants comme s'il y avait été contraint et que, même en ayant évité le danger de se retrouver isolé, il était difficile de dire de quelle manière le parti avait pris part au mouvement¹⁴. Longo avait déjà exprimé son inquiétude à propos de la distance entre parti et mouvement avant les élections du 19 mai. Il avait décrit l'éloignement entre l'organisation et l'activité du parti dans les universités d'une part et les nouveautés constituées par l'activisme et le dynamisme du milieu étudiant.

De façon très autocritique, le secrétaire du PCI s'était interrogé sur les causes du retard des analyses du parti sur les questions politiques et culturelles posées dans les universités, à partir du moment où, selon lui, en se préoccupant uniquement de défendre l'unité et la cohésion du parti face aux attaques, les camarades avaient eu une attitude défensive stricte, incapable d'ouverture et de compréhension par rapport au mouvement¹⁵.

Cette plus grande souplesse du PCI, qui s'exprime également à travers des positions différentes, aboutit finalement à l'incapacité du parti à avoir un rôle actif dans la situation sociale qui s'est créée. En effet, si l'on considère les analyses du mouvement étudiant pendant toute l'année 1968, on constate que le parti a souligné le fait que les questions soulevées par le mouvement étaient sociales et politiques et pas seulement revendicatives, qu'il avait relevé un problème sérieux dans son organisation¹⁶ et qu'il avait décidé de suivre l'idée exprimée par Longo dans *Rinascita* en laissant de côté, avant le congrès de 1969, les questions idéologiques posées par Amendola¹⁷. Cependant, à la fin de l'année, on trouve surtout une pluralité de positions, qui, certes, ont soulevé des problèmes intéressants à propos du mouvement et du parti. Sur le fond, elles appuient le mouvement en soulignant son autonomie et sa force (Comité central du 15 octobre 1968), mais en fait les appréciations sur les éléments positifs et négatifs du mouvement ne s'organisent pas d'une façon cohérente qui puisse exprimer une ligne globale du parti par rapport aux actions des étudiants. La complexité des appréciations

et l'autocritique restent des éléments de l'analyse menée à l'intérieur du parti, mais ils ne débouchent pas sur l'affirmation d'un rôle du parti face aux événements, comme ce fut le cas du Parti communiste français.

Nous allons maintenant aborder le rapport entre les deux partis et les mouvements étudiants, concernant la question du gouvernement. Le PCF a été amené à se poser concrètement la question du gouvernement : en proposant la perspective d'un gouvernement populaire d'union démocratique, il a surtout exalté le mouvement sur le plan de son potentiel de lutte contre le gaullisme. Le niveau revendicatif et la demande de démocratie des étudiants sont les caractères du mouvement étudiant que le parti utilise le plus, en fonction de son opposition au gouvernement de De Gaulle et de sa proposition d'un gouvernement d'union de la gauche. L'éditorial des *Cahiers du Communisme* du mois de juin-juillet exprime clairement la visée du PCF de ramener les luttes des étudiants à l'opposition démocratique au gouvernement : « Au mois de mars et avril 1968 s'est développé dans une série de centres universitaires un mouvement dirigé contre l'absence de démocratie dans les facultés. Il n'a pas surpris les communistes qui non seulement ont dénoncé la politique gaulliste à l'encontre de l'enseignement et de l'université (nous sommes le parti qui a fait le plus dans ce domaine ces dernières années), mais qui ont élaboré des solutions aux problèmes posés¹⁸. »

Pour le PCF, la spécificité de mai-juin réside dans l'amplification de son analyse traditionnelle : la notion de « jeunesse », la mise en avant du niveau revendicatif, la dénonciation du gaullisme et du rôle réactionnaire du gauchisme, l'action des étudiants distinguée de celle des travailleurs. Tous ces éléments ne sont pas l'objet d'analyses critiques. Cette absence de retour critique revient à affirmer que le parti n'a pas vécu les événements de mai-juin comme des phénomènes nouveaux nécessitant de nouvelles analyses. Le parti intègre à son cadre d'interprétation ancien tous les aspects de la mobilisation sociale et politique.

Le PCI a montré une plus grande perméabilité aux événements et aux revendications exprimées par le mouvement étudiant. Il sembla néanmoins se paralyser du fait de l'incapacité à donner une force organique à la complexité des positions à l'intérieur du parti et de la difficulté à exprimer sa propre ligne politique par rapport aux critiques qui avaient surgi pendant les événements. Pendant le déroulement du mouvement, les journaux du PCI comme les textes de la direction ont repris, d'une façon impensable pour le PCF, les mots de la révolte et de

la contestation, mais finalement le PCI n'est pas parvenu à formuler une position nouvelle sur la fonction du parti par rapport au gouvernement.

La nécessité de faire émerger et de défendre une ligne politique du parti se manifesta avec force à la veille du congrès de 1969. L'occasion en fut les débats pour l'assemblée nationale de la FGCI (*Federazione Giovanile Comunisti Italiani*¹⁹) de la fin du mois de novembre 1968. Pendant deux réunions de la direction (les 21-22 novembre et le 5 décembre 1968), les positions exprimées par Petruccioli, dans le document préparatoire de l'assemblée, et par Occhetto, dans l'intervention faite pendant le meeting, furent critiquées par la majorité de la direction du parti. Les thèses du parti furent présentées comme l'instrument qui allait permettre de surmonter les positions antagonistes des dirigeants et d'arriver au congrès avec une proposition idéologique et politique générale. La dureté des critiques exprimées par Napolitano, Amendola, Pajetta et d'autres encore dépasse la dénonciation de l'extrémisme, pour arriver à dénoncer l'existence d'une position différente de la ligne politique du parti. À la fin de l'année 1968, la majorité de la direction exprime donc la nécessité de formaliser la position politique du parti avant le congrès et, même si la question des issues politiques du mouvement est posée, la perspective choisie exclut toute mise en cause de la fonction du parti. L'accusation portée contre Occhetto d'avoir été trop abstrait pendant la réunion du 5 décembre traduit en fait le refus de prendre en compte les grandes thématiques que le mouvement étudiantin avait mises en avant, en opposition avec le parti, comme le rapport entre révolution et réformes, le rôle du parti et le concept de grève.

Pendant le XII^e Congrès, les positions de ceux qui proposaient une analyse de la crise sociale et politique comme moment révolutionnaire à travers lequel on devait peut-être repenser le rôle du parti furent également isolées. C'était, par exemple, le cas de Pintor – l'un des futurs fondateurs du *Manifesto* – qui demandait au parti de représenter l'alternative politique par rapport au système et de Secchia qui, en se référant à Longo, rappelait que la voie italienne du socialisme n'était pas conçue comme une voie purement parlementaire²⁰. Enrico Berlinguer, futur secrétaire du PCI, dans les conclusions du congrès, exprima les grandes lignes politiques du parti : « Le problème que nous posons aujourd'hui n'est pas un problème de gouvernement, mais d'orientations politiques et de fonctionnement réel de la démocratie. Nous posons donc des problèmes précis d'organisation et de démocratisation de notre système politique²¹. » Il affirmait donc que tout ce qu'il y avait de nouveau dans la société italienne et à l'intérieur

du parti allait être considéré dans une perspective d'intégration et de réforme du système politique.

Conclusion

Le PCF n'accepta pas que le mouvement étudiant, la situation politique et sociale qui précèdent le 23 juin ou le résultat des élections puissent entraîner une modification de son image de fermeté et de stabilité. Le choix a été fait au sein de la direction du parti de valoriser la continuité face à la nouveauté. Il est fort probable qu'au contraire, le mouvement des étudiants avait surpris la direction de façon brutale, mais il est également évident que la direction choisit de le montrer à l'extérieur le moins possible. Le PCF a construit tout au long des événements un discours politique capable d'exprimer son rôle dans la société française : celui du parti de la classe ouvrière qui devait nécessairement diriger un mouvement révolutionnaire, interprété de façon traditionnelle. La réaction du PCI a été très différente : il n'adopta pas de ligne pré-déterminée et la discussion à l'intérieur du parti sembla suivre le déroulement des événements. Mais il se montra incapable d'utiliser toutes les questions qui s'étaient développées pendant la discussion pour construire un discours exprimant avec cohérence sa fonction.

En évaluant l'attitude des deux partis pendant une période qui va au-delà de la courte durée des événements, on mesurera les conséquences de l'image de stabilité construite par le PCF, faux-semblant consciemment construit pour cacher son impréparation, préservant son unité mais limitant sa compréhension de la nouveauté des mouvements en cours. Sans vouloir négliger l'apport du mouvement étudiant italien aux transformations au sein du parti, on est amené à se demander si, en fin de compte, cet apport eut une influence à l'intérieur du PCI ou si son potentiel en resta au niveau d'un débat, certes plus approfondi, d'un rapport plus ouvert avec le mouvement des étudiants, mais ne modifiant pas l'analyse globale.

1. Le mai français, aussi bien que le mouvement étudiant italien, ont une vaste bibliographie de référence. Pour une perspective internationale et sur une longue période, voir G. R. Horn, *The spirit of '68: rebellion in Western Europe and North America, 1956-1976*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

2. Arch. dép. de la Seine-Saint-Denis, Archives du Parti Communiste Français (APCF), Fonds du Bureau Politique (BP), 2 NUM 4/5, 8 février.

3. APCF, CC, 4AV10/124-125.

4. APCF, BP, 2 NUM 4/5, 17 juin.

5. Pour le rapport de Rochet et les autres interventions, CC de Nanterre, APCF, CC, 4AV10/127-13.
6. L'article de *France Nouvelle* (24 avril, p. 5) est « Gauchistes, le gaullisme y trouve son compte ». Voir le paragraphe « Des raisons pour la distinction entre gauchistes et masse des étudiants », *France Nouvelle*. Pour les réunions du Secrétariat : APCF, Secrétariat, 2 Num 1/14. Pour l'article de Georges Marchais, « De faux révolutionnaires à démasquer », *L'Humanité*, 3 mai 1968.
7. Luigi Longo, « Su alcuni aspetti della campagna elettorale », *Rinascita*, 12 avril 1968.
8. Fondazione Istituto Gramsci, Archivi del Partito Comunista Italiano (APCI), Partito, 1968, Direzione, verbale della riunione del 23 febbraio, mf. 020/0535-0576 (p. 24).
9. APCF, CC, 4AV10/135.
10. APCF, CC, 4AV10/136
11. Voir : FIG, APCI, Partito, 1968, Direzione, verbale della riunione del 23 febbraio, mf. 020/0535-0576.
12. FIG, APCI, Partito, 1968, Direzione, mf. 020, ff. 0535-0576.
- 13 ; FIG, APCI, Partito, 1968, Direzione, verbale della riunione del 3 giugno, mf. 020, ff. 0688-0718 (p. 18).
14. FIG, APCI, Partito, 1968, Direzione, verbale della riunione del 26 luglio, mf. 020/0855-0893 (p. 10).
15. Longo L., « Il movimento studentesco nella lotta anticapitalistica », *Rinascita*, 3 mai 1968.
16. Voir l'intervention de Nilde Iotti au cours de la réunion de la direction du 23 février. On doit également prendre en compte la crise de la Fédération de la Jeunesse Communiste -FGCI- Voir : FIG, APCI, Partito, 1968, Direzione, verbale della riunione del 26 luglio, mf. 020/0855-0893 ; FIG, APCI, Partito, 1968 Direzione, verbale della riunione del 21-22 novembre 1968, mf. 020/1184-1250.
17. C'est la réunion du BP du 11 juin qui dit de suivre l'orientation donnée par Longo pendant la campagne électorale en laissant de côté les inquiétudes d' Amendola concernant la lutte sur les deux fronts. FIG, APCI, Partito, 1968, Ufficio Politico, 11 giugno. Mf 020/1341.
18. *Cahiers du Communisme*, n° 6-7, juin/juillet 1968.
19. Fédération de la jeunesse du PCI.
20. Le 20 décembre 1968, dans *Rinascita*, Luigi Longo avait dit : « non abbiamo mai concepito la via italiana al socialismo come via puramente parlamentare. Essa è, nella nostra concezione come nella nostra azione pratica, una via di grandi lotte popolari e di massa le quali -proprio per questo loro carattere- abbiano la capacità reale di vincere la sordità e di piegare la tracotanza dei gruppi più retrivi e conservatori che dominano la vita della società nazionale. Vogliamo che queste lotte si sviluppino sul terreno democratico. Ma abbiamo aggiunto ed aggiungiamo che ove l'avversaio dovesse ricorrere alla violenza, nella illusione di potere soffocare il movimento rinnovatore, esso ci troverebbe pronti e decisi a combatterlo e a batterlo anche su questo terreno », Luigi Longo, editoriale, *Come uscire dalla crisi che travaglia il Paese*.
21. Pour le compte rendu entier du congrès, voir *L'Unità*, 8-15 février 1968.

Washington et la « réformabilité » du communisme dans les années soixante-dix

Giorgio CAREDDA,

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rome I

L'engagement soviétique dans la détente des années 1970 est jugé avec une certaine circonspection par les services secrets et diplomatiques américains. L'article étudie l'évolution des prises de position américaines quant à l'influence communiste en Europe. Kissinger reste longtemps persuadé du double jeu soviétique dans la détente : l'objectif de Moscou serait d'entraver le potentiel militaire américain. Le rapprochement de Washington avec la Chine communiste témoigne de la prudence américaine sur le sujet. Ce contexte géopolitique complexe sert de toile de fond à une évaluation sans cesse actualisée du rôle des partis communistes en Europe occidentale. Leur indépendance vis-à-vis de Moscou est perçue des deux côtés comme un danger : les Américains redoutent leur montée en puissance et leur possible arrivée au pouvoir et les Soviétiques craignent qu'ils n'ouvrent une perspective marxiste de gouvernement à l'écart de la leur. La normalisation progressive du PC italien et son intégration dans le jeu politique dissipe en partie les inquiétudes américaines.

Il n'était certes pas nécessaire de déclassifier les rapports de la CIA¹, ni de publier les derniers volumes des *Foreign Relations of United States* relatifs aux présidences Nixon et Ford pour savoir que, même dans les années soixante-dix, le gouvernement des États-Unis s'opposait fermement à l'entrée des communistes dans les gouvernements de l'Europe occidentale. Mais la lecture de ces papiers peut aider à mieux comprendre comment était perçu le rôle politique croissant des communistes occidentaux, phénomène nouveau marquant un changement important dans le scénario de la guerre froide en Europe et dans le monde, par rapport aux premières décennies de l'affrontement Est-Ouest.

Le monde changeait et le communisme aussi, que ce fût dans les pays où il était au pouvoir ou en Europe occidentale ; les services

secrets, comme les gouvernements, cherchaient à mesurer exactement le changement déjà opéré et à prévoir avec lucidité les évolutions possibles. Conçue dans cette perspective, l'expérience «eurocommuniste» était intéressante des deux côtés : la capacité à modifier les systèmes politiques nationaux dans lesquels opéraient le PCI et le PCF, mais aussi la création d'un «modèle» substantiellement différent du socialisme soviétique. En d'autres termes, les gouvernants de Washington, de Moscou et de Pékin, exactement comme les dirigeants des *Botteghe Oscure* ou de la Place du Colonel-Fabien, étaient tous confrontés, plus ou moins consciemment, au problème de la «réformabilité» du monde et, à l'intérieur de ce problème, à celle du communisme tel qu'il existait concrètement jusqu'alors.

La détente subie

Quelques mois après Helsinki, d'après une étude de la CIA, les leaders soviétiques sont désormais fermement décidés à parier sur la stabilité internationale et sur la «perspective d'une période indéfinie de coexistence avec l'Occident», c'est-à-dire à se laisser guider par une position plus réaliste, découlant de l'expérience des décennies passées, et il n'est pas dit que cette évolution soit arrivée à son terme : «une nouvelle génération de leaders post-brejneviens pourrait, elle aussi, développer de nouvelles visions des problèmes internationaux et de nouvelles idées sur le comportement international exigé par les intérêts nationaux soviétiques²». Les changements déjà intervenus, qu'il est important d'enregistrer «parce qu'ils renforçaient la possibilité d'une conciliation pacifique d'intérêts entre l'Est et l'Ouest», ne sont pas encore arrivés au point de pouvoir être considérés comme «le prélude à un développement ultérieur de la pensée soviétique sur des lignes semblables à celles de l'Occident³» ; en somme, «la perception, par Moscou, du monde comme un ennemi est en train de changer, mais elle ne s'est pas encore substituée à celle du monde comme un ensemble unitaire⁴». La politique étrangère soviétique est ouverte à des possibilités contradictoires, parce que le monde est devenu beaucoup plus compliqué qu'autrefois.

«Moscou est conscient des nuages de tempête qui sont apparus à son horizon international. Le principal de ceux-ci est la Chine, dont la «perte» a gravement endommagé l'image de l'URSS comme noyau d'un mouvement politique international en croissance continue, et dont l'hostilité radicale risque de survivre à Mao. Mais l'Europe aussi, malgré le récent accord de sécurité collective, contient une Allemagne de l'Ouest

sûre d'elle-même et a montré peu de propension à laisser s'accroître l'influence soviétique, malgré les changements politiques convulsifs et la moindre peur de la menace militaire. L'émergence de plusieurs centres de pouvoir secondaires dans le monde est bien acceptée, dans la mesure où elle représenterait un déclin de l'autorité des USA parmi ses partenaires principaux ; mais, sur la direction que prendraient ces nouvelles forces politiques indépendantes, les dirigeants soviétiques sont plus mal à l'aise⁵. »

Les préoccupations du Kremlin semblent coïncider avec celles de la Maison-Blanche, intéressée à encourager le renforcement de la stabilité internationale. En décembre 1975, le proche collaborateur de Kissinger, Sonnenfeldt, dans un discours qui pourrait être le manifeste de la coexistence pacifique la plus immobiliste, explique aux ambassadeurs américains en Europe que, avec Helsinki et les traités sur l'armement atomique, son gouvernement est consciemment en train d'« aider les Soviétiques à conserver le contrôle de l'Europe orientale », parce que ceci est l'unique voie pour « avoir une influence sur la façon dont s'exerce la force soviétique » sur des pays où s'affirment « les poussées pour l'autonomie et l'identité ».

« Si nous continuions à nous préoccuper du “containment” comme dans les années quarante et cinquante et si nous ignorions nos instruments d'influence, nous nous tromperions. L'Union soviétique n'est plus hermétiquement close comme avant. Elle reconnaît la nécessité d'un système mondial, et les nations industrialisées doivent cueillir l'occasion pour influencer ce développement⁶. »

Après tout, il convient d'admettre que, même si les Américains ont été entraînés contre leur volonté par les pressions conjointes des Européens de l'Ouest et de l'Est, « la CSCE a reconnu la nécessité d'un changement, mais n'a pas reconnu l'hégémonie soviétique⁷ ».

L'éloge d'Helsinki, qui plus est accompagné d'une certaine autocritique pour les positions prises à cet égard par son propre gouvernement, pourrait étonner. En effet, depuis le début, le gouvernement Nixon est apparu comme subissant l'initiative pour la Conférence sur la sécurité en Europe, lancée par l'URSS et bien accueillie par les alliés européens de l'OTAN, qui « considèrent les négociations comme l'équivalent du SALT », c'est-à-dire comme un instrument de négociation qui peut en faire des protagonistes directs sur les thèmes impliquant leur propre sécurité⁸. Mais quelle que soit la tentative pour réduire les forces sur le vieux continent, elle ne saurait mettre en danger une dissuasion

crédible sans laquelle il y aurait seulement « la domination soviétique de l'Europe » ; donc, pour Nixon, à l'époque de la « parité nucléaire » entre les deux super-puissances, il est indispensable de maintenir aussi « une force conventionnelle significative⁹ ».

Et c'est ce qu'il répète à Pompidou en décembre 1971, en se montrant méfiant vis-à-vis de la négociation pour la réduction des forces en Europe (le MBFR), par crainte d'avantager le bloc communiste, trouvant sur ce terrain l'accord de son interlocuteur, qui n'a aucune intention de diminuer « l'engagement militaire » de la France. Mais le président français tient aussi un discours sur les avantages qui, selon lui, peuvent sortir de la Conférence sur la sécurité : « Les Polonais, les Roumains et spécialement les Tchèques et les Hongrois veulent secouer de la tutelle qu'ils ont sur le dos. Avec le bloc occidental divisé et le bloc oriental uni, ils ont perdu. D'un côté, il y a les pays libres qui sont indépendants, comme la France. De l'autre côté, il y a des pays qui veulent faire des pas vers la liberté et l'indépendance. Si les super-puissances ou l'Occident (c'est-à-dire les USA) considèrent comme négatives cette liberté et cette indépendance, le mal est fait. Les Russes les considèrent comme négatives, mais ne peuvent les empêcher¹⁰. »

Nixon se dit d'accord : il faut traiter avec les Soviétiques, mais sans illusions excessives, parce que les conséquences d'une guerre nucléaire seraient catastrophiques, il vaut donc la peine de s'engager « pour diminuer le risque de guerre, chercher à faire de l'Europe un lieu plus vivable et l'ouvrir à l'Europe orientale, dont la population est de cœur avec l'Occident¹¹ ».

Du reste, pour les analystes de la CIA, la position de l'URSS brejnevienne en faveur de la détente en Europe n'est pas un phénomène contingent, elle se fonde sur des raisons structurelles de longue date. Il est vrai que l'idéologie du régime communiste et les ambitions mondiales de ses dirigeants maintiendront la politique soviétique comme fondamentalement « antagoniste de celle de l'Ouest, et surtout de celle des États-Unis », mais l'URSS craint, beaucoup plus que son adversaire occidental, l'affirmation militaire de la Chine, récemment renforcée par l'ouverture des relations avec Washington. Rassuré d'avoir « atteint la parité approximative avec les USA en matière d'armement stratégique », Moscou continue à craindre « les ressources économiques, militaires et technologiques des USA », conscient que, bien que le pays ait réussi à « atteindre des taux de croissance économique élevés selon les critères internationaux et à maintenir un engagement militaire plus ou moins

égal à celui des USA », son économie, dans de nombreux secteurs, est « encore arriérée », affectée d'une productivité faible et d'un retard technologique¹².

Grâce à ses grandes richesses naturelles, qui lui garantissent l'autosuffisance pour presque toutes les matières premières importantes, et à l'abondance de sa force de travail, le régime soviétique a atteint « une amélioration lente mais solide du niveau de vie », certes non comparable avec celui de l'Occident, et a réussi à contrôler, « au moins temporairement, la chute du taux de croissance économique entamée au début des années soixante ». Les difficultés économiques « n'obligent pas les leaders soviétiques à réduire la dépense militaire », même si le contrôle des armements apporterait sans aucun doute des avantages¹³. La motivation du choix de la détente ne doit donc pas être cherchée dans l'économie, mais dans l'exigence de stabiliser son propre système de contrôle en Europe orientale, où « les événements de Tchécoslovaquie en 1968 et de Pologne en 1970 ont montré que 25 années d'hégémonie soviétique n'ont pas garanti dans les faits cette sécurité » : « En affrontant ces divers défis, les Soviétiques ne sont pas allés aux causes profondes, parmi lesquelles figurent le nationalisme tenace est-européen et l'incapacité des systèmes politiques et sociaux imposés par les Soviétiques à répondre aux besoins économiques actuels de ces pays. [...] De nombreux leaders est-européens considèrent que, munis d'une plus grande autonomie nationale et de relations politiques et économiques plus importantes avec les pays occidentaux, ils pourraient mieux affronter leurs problèmes internes¹⁴ ».

Quelques mois plus tard, un autre rapport des services secrets, ou « National Intelligence Estimate », évalue le système des relations entre Moscou et les pays satellites comme beaucoup moins oppressif que par le passé : les partis communistes y « jouissent aujourd'hui d'une indépendance d'organisation substantielle et – à l'intérieur de limites « socialistes » – d'une liberté non négligeable de décider de leur politique interne, de fait très variable d'un pays à l'autre ». Les Soviétiques se seraient adaptés à l'idée de cohabiter « avec une nouvelle génération de leaders est-européens, dont la plus grande partie est loyale avant tout envers son pays et envers son type de communisme, même au risque de blesser la sensibilité soviétique¹⁵. » Il semble que le Kremlin ait finalement tiré la leçon du quart de siècle écoulé, pendant lequel « il y a eu une crise politique tous les trois ou quatre ans » à cause de la sous-évaluation constante de la « force du nationalisme en Europe orientale ».

Les dirigeants soviétiques pensaient à tort pouvoir en avoir raison en se limitant à imposer « suggestion et conformisme par des moyens politiques, économiques et idéologiques », mais maintenant ils semblent avoir tourné la page : « Depuis 1968, [...] la politique soviétique en Europe de l'Est est devenue plus attentive, plus patiente et plus efficace. [...] En Pologne, les Soviétiques ont sagement évité d'intervenir dans les mouvements de la Baltique en décembre 1970. [...] Dans d'autres régions problématiques de l'Europe orientale, leur politique semble aussi refléter un degré inhabituel de modération et peut-être de clairvoyance. [...] L'approche plus souple de Moscou à propos du large spectre des problèmes politiques et économiques rencontrés en Europe de l'Est semble refléter un point de vue en général plus sophistiqué¹⁶. »

Dès lors, on pouvait caresser le projet d'une sorte de « Commonwealth socialiste » entre États nationaux indépendants, mais assujettis à des politiques générales de la communauté socialiste, exprimées par des institutions supranationales comme le Comecon ou le Pacte de Varsovie. C'est un modèle « très irréaliste », mais non dépourvu de sens, « puisque des pans importants en ont fonctionné pendant quelque temps », témoignant ainsi du fait que les Européens de l'Est ont réussi à conquérir une certaine autonomie : « Le fantasme de l'intervention armée soviétique retarde certainement le rythme du mouvement vers l'indépendance, [...] mais une partie des leçons de la Tchécoslovaquie, confirmée par le comportement post-1968 de la Hongrie et de la Roumanie, chacune à sa façon, est que les Européens de l'Est ne peuvent arrêter leur recherche de l'indépendance¹⁷. »

Les Soviétiques savent très bien que leurs alliés européens sont favorables à la détente, parce qu'il en découle « une opportunité de se rapprocher de l'Ouest et de s'éloigner de l'Union soviétique », avec le rêve de réaliser la vieille vision gaulliste d'une Europe unie « de l'Atlantique à l'Oural », c'est-à-dire un continent uni « en un système de coopération entre États souverains¹⁸ ». Ces alliés participent ainsi à un courant d'opinion très répandu dans l'autre moitié du vieux continent, disposé à prêter oreille aux sirènes soviétiques de la détente (pays d'ailleurs avant tout européen, par « son histoire, sa culture, sa perception du monde, et même son idéologie »), parce que cette opinion est convaincue que « la fastidieuse guerre froide sur le continent est finie ». C'est pourquoi la politique de Brandt peut avoir du succès : « Bonn insiste sur le fait que le véritable objectif de l'Ostpolitik est d'améliorer les conditions de vie du peuple est-allemand et, en fin de compte, de conduire à la

réunification de l'Allemagne, d'encourager toute l'Europe orientale à se libérer de la domination soviétique. [...] Brandt et les dirigeants du SPD considèrent que la tension en Europe est dangereuse et inhibe leurs principales ambitions : le désir d'une stature et d'une influence internationales ; l'espoir d'utiliser la force économique de l'Allemagne de l'Ouest pour étendre son rôle vers l'Est ; l'urgence de consacrer davantage de temps, d'énergie et de ressources aux problèmes de leur développement national¹⁹. »

Les dirigeants soviétiques sont donc contraints d'accepter, « certes avec quelques réticences », les différents degrés d'indépendance manifestés par la Roumanie et la Yougoslavie en politique extérieure, ainsi que « la distance notable de la Hongrie par rapport au modèle économique soviétique » ; ils ne se sont pas immiscés dans les grèves ouvrières polonaises de 1970. D'autre part, l'amélioration des relations économiques et commerciales elles-mêmes entre Moscou et Washington ne peut pas ne pas avoir de retombées sur les pays de l'Europe orientale : « Ces pays ont les mêmes intérêts fondamentaux que l'URSS à améliorer les rapports économiques avec les USA : préoccupation pour le fossé technologique, par rapport à la technologie et au capital états-uniens, crainte d'un rétrécissement des marchés en Europe occidentale comme conséquence de l'expansion de la Communauté économique européenne, pression des consommateurs et engagement à maintenir de hauts indices de croissance économique²⁰. »

En juillet 1973, face à un Kissinger qui ne se montre pas « très enthousiaste », le ministre des Affaires étrangères ouest-allemand, Walter Scheel, l'un des protagonistes du nouveau dialogue avec Moscou, revendique la justesse des objectifs poursuivis par son gouvernement, d'abord l'amélioration des rapports avec la RDA et maintenant « la phase multilatérale de la détente au moyen de la CSCE et du MBFR », qui a augmenté et non brisé la cohésion entre les pays de l'Europe occidentale, ceux-ci étant convaincus que la négociation sur la Conférence peut être un instrument utile « contre la doctrine Brejnev²¹ ».

C'est avec les Chinois que Kissinger semble exposer le fond de sa pensée sur la détente en Europe. En février 1973, à Pékin, il rencontre Zou En Lai, qui se lamente sur « les illusions pacifistes » des peuples et des gouvernants d'Europe occidentale, lesquels rêvent de pouvoir dévier l'agressivité soviétique vers l'est (c'est-à-dire vers son pays). Kissinger admet que « pour le présent, les leaders européens ne font pas preuve de profondeur de pensée », mais c'est simplement, répond-il, parce qu'ils

croient que l'URSS n'a plus « aucune intention agressive » et non parce qu'ils veulent la détourner contre la Chine²². De son côté, Kissinger est absolument convaincu que l'URSS veut « démoraliser l'Europe occidentale en créant l'illusion de la paix » et profiter du climat plus détendu pour entraver « le potentiel militaire » des États-Unis. En fait, les Soviétiques peuvent réussir à convaincre l'Europe de l'Ouest que, désormais, sur le vieux continent, « il n'y aurait plus aucun péril » : c'est pourquoi, « pour être sincère, aujourd'hui notre plus grand problème n'est pas l'Union soviétique, ce sont les Européens »²³. En somme, pour utiliser les mots de Zou En Lai, « leur soi-disant détente est fausse » : « Ils parlent de détente, mais en fait ils sont engagés dans l'expansion. [...] La Conférence sur la Sécurité en Europe n'est pas une vraie conférence de sécurité mais plutôt une conférence d'insécurité. [...] Ils veulent isoler la Chine, sous le prétexte que la Chine veut la guerre et est contre la détente²⁴. »

Les États-Unis semblent avoir trouvé en la République Populaire de Chine un allié global aussi proche que le Royaume-Uni, avec lequel ils seront engagés dans « une coopération tacite pour plusieurs années au moins » contre l'Union soviétique, jusqu'en Indochine²⁵.

En novembre de la même année, Kissinger rencontre à nouveau Zou En Lai à Pékin et l'informe du refus opposé par son gouvernement aux propositions de Brejnev de collaborer à contenir l'armement nucléaire chinois, refus motivé par la conviction que « la destruction de la Chine de la part de l'Union soviétique, et même une attaque massive soviétique contre la Chine, auraient des conséquences inimaginables sur la situation internationale tout entière²⁶ ». Et puisqu'il « est de notre intérêt de prévenir une attaque de ce type », le même Kissinger a chargé un groupe restreint de son administration (« quatre ou cinq personnes ») d'étudier comment pouvoir renforcer la défense stratégique chinoise. Cette prise de position nette ne s'oppose pas à la négociation en cours avec Moscou, du fait que la détente, telle qu'elle est pratiquée par Washington, n'affaiblit pas l'Occident, au contraire : « pour pouvoir être en mesure de résister à une éventuelle agression, il est pour nous important de démontrer qu'on a accompli tous les efforts pour maintenir la paix²⁷ ». Sur cette base, l'intelligente entente entre la Chine, les États-Unis et l'Europe occidentale est en mesure de « contenir l'expansionnisme soviétique » dans le monde entier²⁸. Le bilan de ce voyage à Pékin rédigé pour Nixon est un autre bulletin de victoire : « Nous sommes devenus des alliés tacites. Nous partageons essentiellement la même vision de la stratégie

soviétique : tandis que les Chinois sont fermement convaincus des ambitions hégémoniques soviétiques, nous pensons encore possible que notre combinaison de fermeté et de négociation puisse pousser Moscou vers un comportement constructif. Nous sommes d'accord sur la nécessité d'un rôle mondial fort et de la puissance militaire des États-Unis, sur l'importance d'un axe entre Europe, Japon, Moyen-Orient et Asie. [...] Nous sommes probablement dans une situation idéale concernant les deux géants communistes : tous deux ont le désir et la nécessité de traiter avec nous parce qu'ils ne peuvent pas traiter entre eux²⁹. »

Un nouveau Munich ?

C'est fin novembre 1974 que Kissinger effectue son voyage suivant à Pékin. Désormais les travaux sur la CSCE à Genève sont assez avancés et l'entrevue de Vladivostok entre Brejnev et Gerald Ford, le successeur de Nixon, a déjà eu lieu. Ces rencontres confirment la volonté de détente entre les deux super-puissances, et semblent contredire la défiance circonspecte exhibée de façon répétée face aux Chinois. Maintenant, Kissinger doit donc chercher à convaincre son interlocuteur Deng Xiao-Ping, qui remplace Zou En Lai malade, que tout cela ne signifie absolument pas « créer un condominium avec l'Union soviétique », qu'il ne s'agit pas de baisser la garde, au contraire : « Nous avons différents accords étroits avec l'Union soviétique sur une certaine limitation de la compétition en matière d'armement et sur la coopération technique dans quelques domaines. Mais ceci nous a permis de prévenir toute expansion ultérieure de la puissance soviétique. Si nous étions sur une position de confrontation ouverte avec l'Union soviétique, [...] dans tous les pays européens la gauche pourrait polariser le spectre politique en nous accusant d'être la source des tensions mondiales. Notre politique actuelle oblige les partis communistes d'Italie et de France à appuyer l'Otan et ceci au détriment de leurs combats de politique intérieure³⁰. »

Du reste, les accords de Vladivostok montrent que « l'Union soviétique n'est pas aussi forte qu'elle le prétend parfois », sinon elle n'aurait pas accepté de laisser aux États-Unis « un avantage substantiel » dans l'armement stratégique naval et dans le nombre de têtes nucléaires pour toute la période de validité de l'accord³¹. Et le lendemain, Kissinger répète à Deng, sceptique, que la supériorité stratégique notable des États-Unis reste intacte : « l'Union soviétique serait folle d'attaquer 1 000 missiles quand elle pourrait en recevoir plus de 1 500 même si

on détruisait les missiles à terre³²». De son côté, Deng ne semble pas craindre la mobilisation soviétique le long de la frontière de son pays ; à son avis, celle-ci n'a pas l'intention d'envahir la Chine («il serait impossible de s'emparer d'un milliard d'êtres humains»), mais elle est plutôt dirigée «contre le Japon et votre VII^e Flotte, contre les forces navales et aériennes». Il s'agirait en somme d'«une feinte vers l'Est pour attaquer l'Ouest, pour attaquer l'Europe»; c'est-à-dire d'autre chose que de la détente sur le vieux continent : «Puisqu'ils sont décidés à poursuivre l'hégémonie mondiale, s'ils veulent déclencher une guerre mondiale sans attaquer l'Europe en premier, ils ne peuvent vaincre nulle part non plus, parce que l'Europe est trop importante du point de vue politique, économique et militaire. [...] Nous espérons toujours que les relations entre les États-Unis, l'Europe et le Japon seront un partenariat entre égaux. [...] Si l'Europe veut établir avec les États-Unis des relations fondées sur une réelle égalité, elle doit s'unir et se renforcer³³.»

Mais, pour Kissinger, les Chinois peuvent être tranquilles au sujet des dangers de la détente européenne, parce que, à son avis, «la Conférence sur la sécurité européenne est ridicule» et ne produira certainement «aucun accord significatif d'aucune sorte³⁴».

Cependant, une fois les accords d'Helsinki conclus, le point de vue de Washington commence à évoluer, même si Ford minimise leur signification. En effet, celui-ci soutient auprès du Premier ministre japonais Takeo Miki que les accords se contentent de réaffirmer «les frontières reconnues dans les traités de 1947 et 1948, et rien de plus, sauf pour l'Allemagne, où la CSCE confirme les frontières acceptées par l'Allemagne de l'Ouest en 1971». Il n'est pas pensable qu'une opération analogue puisse être répétée en Asie, comme le proposent les Soviétiques à seule fin d'isoler la Chine. À Helsinki, donc il n'y a eu aucune victoire historique de la diplomatie soviétique, au contraire : «Les accords de la CSCE ajoutent un élément d'intégrité et de moralité sur la façon juste de se comporter, ainsi l'Union soviétique ne pourrait pas répéter ce qu'elle a fait en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne. Les Européens de l'Est considèrent la CSCE comme un document qui évitera la répétition d'actions de ce type. Ils ne disent pas que c'est une garantie, mais ils semblent considérer qu'ils ont une protection de plus que dans le passé. En ce sens, la CSCE est constructive³⁵.»

Et Kissinger répète que l'influence politique de l'URSS en Europe ne dépend pas, bien entendu, des succès présents de sa diplomatie, mais du déploiement de «presque 40 000 chars armés entre l'Oural et l'Elbe»; les États-Unis veulent affaiblir cette influence, certainement pas la renforcer :

« Nous pouvons l'affaiblir par la détente mieux que par la guerre froide. Pendant la guerre froide, nous pouvions utiliser la force, mais avec la détente nous devons utiliser la diplomatie. Si le Président peut être bien accueilli par des dizaines de milliers de personnes à Varsovie, Bucarest, Cracovie et Belgrade, cela affaiblit l'Union soviétique. Il n'y aura pas de succès sans détente³⁶. »

Mais c'est surtout aux Chinois que le gouvernement de Washington doit montrer qu'il n'a pas baissé la garde contre Moscou. Fin octobre 1975, Kissinger confirme à Deng Xiao-Ping que l'objectif prioritaire de son gouvernement reste celui d'empêcher que l'Union soviétique ne devienne hégémonique, tant en Asie qu'en Europe, « en maintenant l'équilibre mondial pour prévenir les attaques, qu'elles viennent de l'Ouest ou de l'Est » ; les États-Unis sont en train de se servir de la détente pour mieux atteindre cet objectif. La Conférence d'Helsinki, qui a eu comme soutiens les plus convaincus précisément ces pays qui désirent l'indépendance vis-à-vis de Moscou (Yougoslavie, Roumanie, Pologne), n'a pas fait avancer d'un centimètre l'influence soviétique : « Il n'y avait pas de frontières indéfinies en Europe. Les frontières des Balkans ont été établies en 1946-47 à la conférence de Paris. La frontière orientale de la Pologne a été décidée à Yalta. Sa frontière occidentale a été reconnue par les deux États allemands. En Europe, il n'existait pas de frontières non reconnues³⁷. »

Pour Deng, il n'en est pas ainsi et Helsinki n'est rien d'autre qu'un nouveau Munich (quand Chamberlain et Daladier pensaient à tort éviter la guerre en poussant Hitler vers l'Est) ; maintenant que « l'armement soviétique est très supérieur à celui de l'Occident », cette tragédie risque de se répéter, parce que l'Europe occidentale et les États-Unis sont même en train d'aider l'URSS à surmonter ses faiblesses économiques ; ils devraient au contraire se préparer à combattre : « Les Américains, les Européens, et aussi les Japonais, ne veulent pas de guerre à cause de leurs expériences pendant les deux grandes guerres mondiales. Nous pouvons le comprendre. Ils craignent une guerre. [...] Ils la craignent jour et nuit. Ils espèrent obtenir la paix pour une certaine période à n'importe quel coût. [...] La manière la plus efficace pour affronter l'attaque possible russe, ce n'est pas ce que vous appelez accords et traités, ce n'est pas ce qui s'écrit sur des papiers, mais ce sont les préparatifs concrets³⁸. »

Kissinger n'accepte pas qu'un pays comme le sien, qui « dépense 110 milliards de dollars par an pour la défense », soit taxé de munichois et il se rappelle encore qu'en 1971, « quand l'Inde a démembré le Pakistan »,

ce furent précisément lui et Nixon qui proposèrent de se mettre aux côtés de la Chine contre l'éventuelle intervention de l'URSS en faveur de New Delhi. Mais les États-Unis se devaient de participer à la Conférence sur la Sécurité en Europe, qui était bien acceptée par leurs alliés, sinon les gauches européennes auraient eu beau jeu de les dénoncer comme « une menace pour la paix du monde³⁹ ».

Le rôle politique croissant des communistes européens

Dans ce contexte mondial, le rôle politique croissant des partis communistes d'Europe occidentale, en particulier de ceux d'Italie et de France, devient plus qu'un problème, une « question », qui scande une bonne partie de la décennie. Dès juin 1971, un rapport de la CIA constate que la digue anticommuniste dans l'opinion publique italienne est en train de céder ; le PCI est de plus en plus perçu comme « un parti politique normal », ayant acquis les traits d'« un parti politique démocratique ». Les barrières d'autrefois se lézardent, tant en raison de l'attitude plus pragmatique du Vatican, engagé dans une *Ostpolitik* qui reconnaît la permanence des régimes socialistes, que de la moindre dépendance économique et politique vis-à-vis de Washington d'une Italie qui, comme les autres pays d'Europe occidentale, a « atteint une prospérité sans précédent ». Il ne serait donc plus impensable que, via un accord sur les priorités du développement économique ultérieur du pays, le PCI puisse participer à une coalition gouvernementale, « soit avec les seuls démocrates-chrétiens ou avec les démocrates-chrétiens et les socialistes ». L'excellente expérience des administrations locales dirigées par des communistes « est un des arguments les plus persuasifs » pour leur intégration au sein du gouvernement national⁴⁰.

Trois années plus tard, un « National Intelligence Estimate », spécifiquement consacré à examiner les « perspectives et conséquences » de la montée en puissance des communistes en Italie, consigne que désormais même « de nombreux leaders démocrates-chrétiens sont persuadés que l'Italie ne peut être gouvernée efficacement sans la contribution des communistes ». À cette conviction a contribué l'évolution de l'Église catholique depuis Jean XXIII, dont les déclarations sur les thèmes sociaux, « spécialement après Vatican II, ont implicitement reconnu la validité de nombreux objectifs propres aux partis de gauche » : l'Église n'apparaît plus comme « un bastion anticommuniste » et, de

leur côté, les communistes italiens ont toujours tenu à ne pas apparaître comme « ennemis de l'Église ». Dans ces circonstances, la proposition récente du « compromis historique » peut trouver un bon accueil chez les Italiens, désormais tous convaincus que le PCI est devenu « plus social-démocrate que communiste⁴¹ ».

On peut chercher à prévoir les politiques des communistes au gouvernement et constater que celles-ci ne consisteraient plus alors dans un bouleversement, puisqu'il ne s'agirait plus de « solutions radicales » : « Berlinguer est favorable à l'idée que promouvoir une croissance économique stable s'avère le meilleur moyen d'accroître le bien-être des travailleurs. [...] Berlinguer a reconnu que le secteur public en Italie a cru plus que dans n'importe quel autre pays de la CEE et il a déclaré que les communistes ne revendiquent pas de nouvelles nationalisations comme question de principe. [...] La participation des communistes à un gouvernement de coalition aurait peu d'effets sur la politique italienne au regard de la Communauté européenne. [...] Le problème le plus délicat de politique extérieure serait sans nul doute l'appartenance de l'Italie à l'OTAN. [...] Le PCI a clairement dit qu'il n'était pas dans son intention de réclamer le retrait de l'Italie de l'OTAN, ni maintenant ni juste après son entrée au gouvernement⁴². »

Cherchant, certes, à éviter l'accroissement de la présence militaire des USA et de l'OTAN, le PCI au gouvernement n'exigerait pas de « changements radicaux dans les engagements internationaux de l'Italie », au moins selon l'opinion de la majorité des dirigeants de la CIA, du département d'État et de la NSA, tandis que cette évaluation tranquillissante n'est pas partagée par les dirigeants du renseignement militaire, selon lesquels, une fois entrés au gouvernement, le PCI demanderait la fermeture des bases US existantes et « pousserait au retrait de l'Italie de l'alliance », minant ainsi la capacité de défense de l'OTAN en Europe⁴³.

En outre, Moscou aurait lui-même peu à gagner d'un PCI « quasi gaulliste », favorable à une Europe unie « neutre entre Est et Ouest, amie tant des USA que de l'URSS⁴⁴ ». En somme, les Soviétiques non plus, bien qu'ils n'en ignorent pas les avantages pour leur politique extérieure, ne seraient ainsi guère enthousiasmés par l'idée d'un gouvernement de « compromis historique » : « Moscou aurait peur que l'entrée du PCI au gouvernement ne puisse provoquer du désordre politique et une réaction de la droite en Italie, causer des réactions opposées à la politique soviétique de détente autre part en Europe, compliquer les rapports avec

les USA et accroître les difficultés à maintenir l'influence soviétique sur le PCI et peut-être sur d'autres partis communistes. Il y a de nombreuses preuves de l'incompréhension et du désaccord de Brejnev vis-à-vis de Berlinguer, et un succès politique du PCI pourrait faire office de leçon non souhaitée pour d'autres partis communistes qui sont sous la tutelle de Moscou⁴⁵. »

En somme, comme le répétera un mémorandum du mois de février suivant, le Kremlin a certes intérêt à un accroissement de l'influence communiste sur les gouvernements de l'Europe occidentale, parce que cela lui conférerait une plus grande marge de manœuvre, mais cela ne se produirait pas sans problèmes, car « divers partis communistes, surtout le PCI en Italie, cherchent à être indépendants de Moscou et créent des difficultés aux Soviétiques dans le mouvement communiste mondial⁴⁶ ».

Kissinger partage la position plus défiante des militaires. Après une rencontre avec Deng Xiao-Ping à Pékin en novembre 1974, le secrétaire d'État soutient que, malgré leur tactique modérée et responsable, nouvelle et « très intelligente », « en France et en Italie, les partis communistes sont substantiellement influencés par Moscou », raison pour laquelle « nous sommes opposés, et nous nous opposerons, à l'entrée de la gauche dans les gouvernements européens », qu'il s'agisse du Portugal, de la France ou de l'Italie. Et à Deng, qui ne considérerait plus comme « si grave » cette participation ministérielle, Kissinger répète les arguments les plus explicites : « Si les communistes parvenaient au gouvernement en France ou en Italie, il y aurait des conséquences sérieuses en particulier en Allemagne. Cela renforcerait la gauche du Parti social-démocrate, qui est très influente en Allemagne de l'Ouest. [...] S'ils arrivaient au gouvernement, cela créerait une confusion extrême. Cela aurait un effet sérieux sur l'OTAN. Tant que Ford sera président et moi secrétaire d'État, nous nous y opposerons⁴⁷. »

En juin 1975, une étude de la CIA sur le PCI (objet difficile à comprendre et pas seulement pour les analystes occidentaux, vu que « le PCUS et les partis communistes de l'Europe orientale semblent également perplexes⁴⁸ ») constate que « un nombre croissant d'électeurs non communistes, hommes politiques, industriels, membres du clergé et même des ministres du gouvernement en place » considèrent désormais comme « vitale » la collaboration des communistes, considérés comme tout à fait différents de leurs camarades du reste du monde : « Les hommes d'affaires traditionnellement anticommunistes, que ce soient les plus grands industriels comme Agnelli, ou de petits entrepreneurs, ou des dirigeants de petites entreprises, sont toujours davantage tentés

de se tourner vers le PCI, ou d'en accepter les offres, pour résoudre leurs problèmes économiques ; tous savent qu'approche peut-être le jour où le PCI arrivera au gouvernement et sera en position de pouvoir effectif sur les industries publiques clés et sur les industries privées⁴⁹. »

Certes, il s'agit d'un parti encore fondamentalement anti-américain, convaincu que l'ambassade de la *Via Veneto* dirige la droite démocrate-chrétienne pour faire obstacle à l'avancée du PCI, qu'elle est disposée si nécessaire à faire organiser par la CIA un coup d'État de droite ; mais, si le PCI entrait au gouvernement, «il suivrait une ligne relativement modérée», et sur de nombreux points «à droite des positions du Parti socialiste», politique extérieure comprise : «En conformité avec sa politique "euro-centrique" si critiquée par le PCUS, le PCI exercerait une influence au sein du gouvernement pour renforcer la Communauté européenne et le Parlement européen. L'objectif serait la création d'une Europe plus unie et plus indépendante de l'influence américaine. Pour éviter qu'une telle politique puisse accroître l'influence soviétique en Europe, les leaders du PCI approuveraient facilement les mesures de l'OTAN concernant l'URSS dans des cas comme une intervention militaire soviétique dans la Yougoslavie post-Tito⁵⁰. »

Comme Kissinger le répète en octobre à Deng Xiao-Ping, les États-Unis sont « totalement opposés à ce qu'on appelle en Italie le "compromis historique" », dont le secrétaire d'État rendrait responsables les dirigeants démocrates-chrétiens en cas de succès possible, car il les considère trop faibles, et en premier lieu Aldo Moro. Et si son interlocuteur chinois, comme auparavant, ne semble pas attribuer « une grande importance au fait que le Parti communiste italien accède au pouvoir », Kissinger insiste : « Non, c'est important, parce qu'il y aurait des conséquences en France et aussi en République fédérale. Et c'est important pour le soutien que l'Amérique peut donner à l'OTAN avec un gouvernement à large participation communiste⁵¹. »

En campant sur cette intransigeance, le secrétaire d'État n'est pas isolé de ses principaux alliés d'outre-Atlantique, lesquels auraient exprimé à Deng Xiao-Ping leur crainte à propos « des soi-disant forces de gauche » ; et si Ford a assuré à son interlocuteur chinois que « les États-Unis travaillent avec les forces de gouvernement contre les communistes en Italie et en France », Kissinger informe que « nous nous rencontrons en secret une fois par mois pour coordonner les plans pour le Portugal, l'Espagne, l'Italie et la Yougoslavie », comme cela est prévu pour la semaine suivante à Bruxelles⁵².

Effectivement à Bruxelles, Kissinger, d'une façon qui n'est pas du tout fidèle, informe les ministres des Affaires étrangères de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne fédérale, de la position des Chinois qui, d'après lui, seraient opposés à « tous les partis communistes européens sans distinction » et à leur entrée dans des coalitions de gouvernement, jugeant que leur « révisionnisme est une tactique soviétique ». James Callaghan accepte cette suggestion parce que, surtout en cette période de stagnation économique et de chômage croissant, « s'ils sont indépendants de Moscou », les partis communistes occidentaux risquent d'obtenir un succès électoral : « il est très utile de les présenter comme non indépendants ». Mais pour Kissinger, l'argument décisif n'est pas tellement leur dépendance vis-à-vis de Moscou, qu'il n'est plus très facile de prétendre, que le fait de continuer à être communistes, c'est-à-dire par définition non démocratiques : « le point essentiel n'est pas de savoir s'ils veulent aller au gouvernement par la voie démocratique ; c'est de savoir s'ils accepteraient d'en partir » par cette même voie, ce dont on devrait douter. Du reste, comme le note le directeur politique du Quai d'Orsay, « les intérêts soviétiques eux-mêmes savent qu'un parti communiste au gouvernement n'est pas compatible avec la détente ». Le plus décidé semble être le ministre des Affaires étrangères allemand Genscher : « Ils veulent encore la dictature du prolétariat. Là est le point décisif. Le danger est qu'ils deviennent plus attractifs pour les électeurs. Pour nous il est plus facile d'accepter des partis orthodoxes que des partis apparemment indépendants. Plus ils deviennent populaires, plus ils deviennent indépendants. Le Parti communiste italien a un objectif, devenir indépendant⁵³. »

En somme, c'est précisément parce qu'ils sont plus indépendants que les eurocommunistes « sont le véritable ennemi », synthétise Callaghan de façon imagée⁵⁴.

Les eurocommunistes et Moscou

Rencontrant l'ambassadeur chinois pendant l'été 1976, après que les élections ont confirmé la force politique des communistes italiens, Kissinger confirme l'opposition de Washington à la « participation du parti communiste au gouvernement en Europe occidentale », en la motivant par la nécessité d'éviter la « finlandisation » du vieux continent. Son interlocuteur l'accuse encore une fois d'avoir « trop peur » : « Les partis d'Europe occidentale ne sont pas de simples marionnettes des

Soviétiques. Je souligne toutefois que nous n'avons pas de liens avec les partis communistes de France et d'Italie. [...] Nous ne pensons pas que les partis communistes de l'Europe occidentale puissent être considérés simplement comme une cinquième colonne soviétique⁵⁵. »

Quelques semaines plus tard, une étude de la CIA sur l'URSS et le communisme européen note comment Moscou a montré dans les faits qu'il ne souhaitait pas « une avancée des communistes occidentaux », lesquels, s'ils devenaient force de gouvernement, privilégieraient les intérêts nationaux de leurs pays respectifs plutôt que les intérêts soviétiques. Cela est déjà arrivé en Chine, en Yougoslavie et en Roumanie (« en fait, dans presque tous les pays communistes libérés des troupes soviétiques »); sans compter qu'« une variante occidentale de communisme indépendant aggraverait le problème de la dissidence en URSS », comme le montre le fait que « maintenant déjà quelques réformateurs et dissidents soviétiques étudient de façon approfondie l'expérience du communisme occidental pour s'en inspirer et pour légitimer leurs propres idées⁵⁶ ».

De façon plus précise, le mois suivant, une recherche de la CIA rappelle que, après le stalinisme, le PCUS n'a jamais réussi « à fermer la boîte de Pandore ouverte au XX^e Congrès », c'est-à-dire à s'opposer à la transformation d'un mouvement né internationaliste en un « amas de partis nationaux mus par des considérations politiques locales ».⁵⁷ En particulier, après l'intervention en Tchécoslovaquie de 1968, le Parti communiste italien ne s'est pas limité à critiquer cette « aide fraternelle », mais a repoussé la « doctrine Brejnev » par laquelle Moscou tentait de justifier cette intervention : « La position assumée par les partis occidentaux mettait en cause les bases mêmes de la position soviétique en Europe orientale. La référence explicite de Berlinguer à la Tchécoslovaquie à la rencontre de Berlin-Est (en juin 1976) a mis en lumière que le thème ennuyeux du rôle de l'URSS en Europe de l'Est, même s'il est assoupi, n'est pas mort.

En outre, Berlinguer liait la critique du PCI face aux actions soviétiques en Tchécoslovaquie, au « problème plus général » des « relations entre démocratie et socialisme », montrant ainsi implicitement que le PCI aurait pu discuter les actions soviétiques de défense de l'orthodoxie en tous lieux, y compris en URSS elle-même. « [...] Les Italiens ont peu de sympathie pour la doctrine maoïste, mais ils se sont opposés fermement à quelque action que ce soit qui aurait pu restreindre le droit de chaque parti à décider de façon autonome de sa propre politique⁵⁸. »

L'indépendance internationale se fonde sur «une vision politique très éloignée du système soviétique de gouvernement absolu par un parti unique, et elle est potentiellement dangereuse pour ce régime» : «Selon les propres mots de Berlinguer, le communisme italien reflète “les traditions démocratiques prenant racine” en Italie et, entre autres, celui-ci sera caractérisé par un système multi-partis, par l'autonomie syndicale, par la liberté de parole et de religion et par une économie mixte qui associera des éléments de programmation centralisée avec la liberté d'entreprise⁵⁹. »

En somme, pour le communisme international, il y a là toutes les conditions pour une autre fracture historique, «potentiellement plus dangereuse pour l'Union soviétique que la rupture avec la Chine», car celle-ci a touché son influence en Asie, mais n'a pas menacé l'Europe de l'Est, «où le maoïsme n'exerçait aucune fascination, pas même chez les dissidents» : «Le bloc soviétique ne serait pas aussi imperméable à l'attractivité d'une variante européenne occidentale du communisme, moins rigide et semblable au socialisme démocratique. La menace la plus sérieuse vis-à-vis de l'orthodoxie soviétique et est-européenne est toujours venue de la droite, du “réformisme” libéral. Si un ou plusieurs partis “révisionnistes” parvenaient au pouvoir d'ici quelques années ou, plus probablement, participaient à un gouvernement de coalition, cela conférerait inévitablement une nouvelle légitimité à leurs doctrines révisionnistes⁶⁰. »

Pendant l'automne et l'hiver 1976-1977, l'opposition entre Moscou et les partis eurocommunistes s'aggrave et, à partir de janvier, les Soviétiques brandèrent la menace de représailles, surtout à l'encontre du PCI, interrompant ainsi une sorte de trêve commencée à la conférence de Berlin-Est de juin 1976. Mais maintenant «les eurocommunistes ont forcé la main aux Soviétiques, en faisant preuve d'une inclination croissante à critiquer le régime intérieur de l'État soviétique», précisément à un moment où se multiplient «désordres politiques et dissensions en Europe orientale et en URSS même» : «La critique des communistes étrangers est plus dangereuse pour les intérêts soviétiques que celle des non-communistes. Le fait que Moscou continue à insister pour que les partis du bloc oriental et ceux de l'Occident fassent partie d'un mouvement révolutionnaire international unique attribue une certaine légitimité aux programmes démocratiques formulés par ces partis. [...] Les eurocommunistes ont contribué assez consciemment aux fermentations en Europe de l'Est⁶¹. »

Bien que les Soviétiques et les eurocommunistes soient réticents à pousser leur opposition jusqu'à un schisme définitif, la marche vers le délitement de ce qui reste de leurs liens politiques semble inévitable, parce que, d'un côté, les partis occidentaux sont entraînés par la dynamique politique qu'ils ont eux-mêmes mise en route en approfondissant les critiques contre « le socialisme réel », et que, d'autre part, Moscou ne peut supporter la contagion eurocommuniste en Europe orientale⁶².

En d'autres termes, Moscou ne considère pas que le danger principal de l'eurocommunisme soit la plus grande indépendance des partis communistes occidentaux vis-à-vis de ses directives, mais plutôt leur prétention à offrir « une alternative marxiste au modèle soviétique en Europe de l'Est, et même jusqu'en URSS ». En effet, ces partis, « y compris le Parti communiste français qui fut un certain temps docile », n'ont cessé depuis Helsinki de critiquer la politique interne soviétique et de soutenir les dissidents de l'Europe orientale. Il s'agit d'un point particulièrement sensible pour les autorités soviétiques, qui ont toujours été très attentives « au danger du "virus" politique » qui pourrait pénétrer chez eux à partir de leurs frontières occidentales, et maintenant encore plus qu'à l'époque du printemps de Prague : « L'accroissement des désordres en Europe de l'Est, spécialement en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, a accentué la peur soviétique chronique de retombées en Union soviétique elle-même. La situation polonaise, en particulier, présente de nombreux traits caractéristiques d'une "situation révolutionnaire" : une économie fragile et un régime dont la survie dépend de la capacité à satisfaire les exigences croissantes de consommation, une armée qui pourrait ne pas être utilisable en cas de crise, une population généralement hostile et, surtout, une classe ouvrière déterminée dont les intérêts sont défendus par l'Église et par les intellectuels. [...] Des contacts entre dissidents polonais et russes datent du début des années 1960, et aujourd'hui des émissaires polonais sont envoyés périodiquement à Moscou, Leningrad, Kiev, Vilnius et Kaunas pour coordonner des actions et fournir les dissidents soviétiques en publications occidentales. Le même rapport indique que des étudiants catholiques lituaniens et polonais maintiennent des contacts entre eux, de même que les catholiques polonais et les uniates ukrainiens ("catholiques byzantins" qui reconnaissent l'autorité du pape de Rome et sont étroitement identifiés avec le nationalisme ukrainien)⁶³. »

C'est pourquoi, à partir du début 1977, pour « étouffer les eurocommunistes », Moscou a commencé à recourir à des moyens lourds :

serrer « les cordons de la bourse », menacer de révélations embarrassantes sur les passés philo-soviétiques des PC occidentaux, préparer des scissions dans leurs rangs ⁶⁴.

Au début de juin 1977, un mémorandum des services secrets états-uniens trace un bilan de l'eurocommunisme, phénomène qui n'est encore « guère plus qu'une étiquette qui dénote quelques tendances partagées par les partis communistes italien, français et espagnol », consacrant une attention particulière au PCI, décrit comme en cours d'une transformation encore inachevée, ni « simplement un autre parti social-démocrate » mais ni non plus « agent ou “cheval de Troie” de la politique soviétique » : « Même s'il conserve des liens avec les Soviétiques et cherche à ne pas exacerber les contradictions, le PCI présente de vraies différences avec Moscou. Celles-ci tournent essentiellement sur la vieille demande italienne d'autonomie de tous les partis communistes, sur la conception différente de l'importance du modèle soviétique de société socialiste, sur la critique relative à la situation des droits de l'homme dans les États communistes⁶⁵. »

Son identité actuelle insiste « sur l'autonomie plus que sur la loyauté envers l'URSS », et sa récente acceptation de l'OTAN ne s'explique pas seulement comme une trouvaille tactique, utile pour écarter un obstacle en vue de ses ambitions d'accès au gouvernement : « Depuis l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie et sa conviction de la responsabilité “impérialiste” dans la chute d'Allende, le parti semble avoir conclu que le monde était encore fondamentalement bipolaire et que sa ligne en faveur de la dissolution à brève échéance des deux blocs était seulement un vœu pieux⁶⁶. »

De plus, la social-démocratie européenne, interlocuteur indispensable pour la réussite de l'hypothèse eurocommuniste, s'est révélée divisée, à la Conférence internationale de Helsinki en 1976, entre partis du sud et du nord, au sujet d'une « possible participation communiste à un gouvernement d'union de la gauche en France ou de “compromis historique” en Italie » : « Les Européens du Nord, avec à leur tête l'Allemagne occidentale et le Royaume-Uni, [...] sont restés sceptiques sur l'engagement démocratique occidental des communistes européens. [...] D'autre part, les socialistes de l'Europe du Sud, guidés par les Français et les Italiens, étaient d'accord sur la nécessité d'une stratégie de front populaire ⁶⁷. »

En particulier, le SPD allemand est divisé entre ceux qui, comme le chancelier Schmidt, ont utilisé l'aide financière concédée à l'Italie pour

dissuader les démocrates-chrétiens d'une collaboration trop étroite avec le PCI, et d'autres qui « maintiennent des canaux de communication avec les communistes italiens et les socialistes français, mais non avec les communistes français ». Ces leaders se sentent rassurés par le « sérieux » montré par le PCI pour soutenir la politique sociale et économique du gouvernement Andreotti. Les dirigeants de la CEE, de leur côté, voient dans le Parlement européen l'occasion d'intégrer plus solidement dans les institutions communautaires les deux partis communistes ; l'unique crainte est que les États-Unis réagissent de façon hostile à une entrée des communistes dans les gouvernements nationaux respectifs⁶⁸.

Dans un bilan rédigé deux ans après Helsinki, les services secrets états-uniens ne lisent pas la détente en Europe uniquement comme un renforcement de la domination soviétique sur son aire d'influence. Au contraire, « les mouvements ouvriers en Pologne et l'émergence des activités des dissidents en Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est et Roumanie » laissent présager un futur mouvement. Les raisons de ces inquiétudes politiques sont aussi traditionnelles : « la désaffection populaire chronique pour les systèmes communistes imposés, le nationalisme et l'attraction pour l'Ouest ». Mais s'y ajoute un fait nouveau : « La politique de détente de Moscou a réduit l'isolement de ces peuples et fait surgir la demande d'une plus grande liberté individuelle et d'un meilleur niveau de vie. Dans le même temps, les exigences de la détente ont rendu toujours plus compliqué pour ces régimes de traiter leurs peuples avec des méthodes autoritaires qui blessent la sensibilité occidentale⁶⁹. »

L'instabilité des pays de l'Europe de l'Est est due aussi à des problèmes économiques nouveaux, vu que ces économies ne réussissent pas et, selon toute vraisemblance, ne réussiront pas non plus dans un avenir proche, à retrouver le rythme de croissance qui, dans les trente années de l'après-guerre, avait fait s'accroître le bien-être matériel de leurs citoyens. À plus forte raison donc, l'URSS, en espérant que l'Occident « continue à financer les acquisitions de matières premières et de produits industriels et agricoles et aide à moderniser l'industrie », ne pourra que continuer à se montrer favorable à des rapports plus intenses entre les deux moitiés du vieux continent. En effet, l'Occident s'est montré « une force de stabilité », soutenant la croissance et enrichissant la consommation, et aidant ainsi les régimes du socialisme réel à satisfaire les aspirations économiques de leurs peuples. Mais il y a aussi un revers à la médaille : « L'activité des dissidents dans un pays se

reverse dans les autres pays. Helsinki a été une stimulation de première grandeur, l'«eurocommunisme» a jeté de l'huile sur le feu et les leaders de l'Europe de l'Est sont préoccupés par le fait que l'insistance sur les droits de l'homme de l'administration Carter encourage ultérieurement les dissidents⁷⁰. »

Six mois plus tard, quand l'entrée du PCI dans la majorité, sinon tout à fait dans le gouvernement, semble à l'ordre du jour, un mémorandum de la CIA ne prévoit pas de réactions négatives de la part de la « communauté financière internationale ». Au contraire, une plus grande implication des communistes renforcerait la nécessaire politique d'austérité: « de nombreux entrepreneurs préféreraient voir le PCI graduellement admis dans le système de gouvernement plutôt que de risquer le chaos résultant de l'interruption de la coopération avec le gouvernement Andreotti⁷¹ ». Les leaders européens et les dirigeants de la CEE non plus ne « semblent pas particulièrement alarmés » par la participation communiste à un gouvernement de coalition avec les démocrates-chrétiens, vu la « position conservatrice » assumée par ce parti à propos de la stabilisation économique, entièrement dans la ligne des indications du Fonds monétaire international et de la CEE, positions sur lesquelles il a su résister à la pression des syndicats favorables à de plus grandes stimulations économiques pour combattre le chômage » ; au contraire, pour beaucoup d'entre eux, l'Italie n'a pas « d'alternative⁷² ». Leur préoccupation unique concerne toujours l'attitude des États-Unis: « Une opposition explicite des États-Unis au PCI et aux autres partis communistes européens créerait donc un dilemme pour les leaders européens, parce qu'elle serait contradictoire avec leur approche plus pragmatique. Celle-ci toucherait leur sens de l'autonomie en politique intérieure et leur confiance en l'appui des États-Unis à la cohésion politique de la Communauté⁷³. »

À la veille des élections de 1979, le jugement des services secrets états-uniens reste toujours circonspect sur un PCI considéré encore comme en proie à « quelques contradictions fondamentales » : « L'ambivalence est particulièrement évidente quand les communistes italiens parlent de pluralisme politique et de comment sera l'Italie après la “transformation socialiste”. [...] Ceux-ci affirment qu'ils repoussent tous les modèles existants, qu'ils soient sociaux-démocrates ou communistes, et veulent transformer l'Italie en une “vraie” société socialiste, grâce à une “troisième voie” uniquement italienne⁷⁴. »

Devenu un soutien convaincu d'une Europe unie, et plus indépendante des États-Unis, le PCI pourra de plus soutenir « la défense occidentale

contre l'URSS» en cas de nécessité. En effet, ce parti, préoccupé par le souci que la détente internationale ne soit pas compromise, même s'il continue à ne rien concéder à la politique extérieure états-unienne dans le monde, est opposé de façon décidée à «l'hégémonie soviétique en Europe occidentale⁷⁵».

Ainsi, Berlinguer considérait-il qu'une rupture totale aurait été «une erreur», parce que, dans un climat de tension internationale croissante, on pouvait espérer exercer une certaine action de modération sur l'une des deux super-puissances, et aussi parce qu'on ne pouvait pas se priver de la possibilité d'influencer les forces réformistes effectivement présentes à l'intérieur des pays du socialisme réel⁷⁶. La prise de distance définitive semble survenir avec la proclamation de l'état d'urgence en Pologne, en 1981, quand les «critiques au modèle soviétique équivalent en fait de façon quasi certaine à une rupture idéologique avec Moscou⁷⁷». La tension avec les Soviétiques est au plus haut: «Berlinguer et ses alliés considèrent que Cossuta est guidé par les Soviétiques dans sa ligne dure. [...] Berlinguer est convaincu que Cossuta, qui ne dispose pas des fonds du parti, soutient ses initiatives avec des fonds fournis par l'ambassade soviétique. [...] Se répand l'opinion que le PCI a renforcé sa légitimité et accompli un pas important pour devenir un partenaire acceptable de la coalition⁷⁸.»

Désormais le processus est arrivé à son terme et le «vieux PCI est devenu un souvenir du passé»: «La crise polonaise a montré qu'il existe des distances théoriques et tactiques non seulement entre le sommet et la base du parti, mais aussi à l'intérieur du sommet lui-même. Pour tout nouveau pas vers la démocratie interne et la prise de distance à l'égard de Moscou, le PCI paiera un prix en termes de tensions internes⁷⁹.»

Mais cela est une autre histoire.

1. Maintenant disponibles sur le site internet www.foia.cia

2. CIA Research Study, *Changing Soviet Perceptions of World Politics and the USSR's International Role*, October 1975, p. 3.

3. *Ibid.*, p. 17.

4. *Ibid.*, p. 38.

5. *Ibid.*, p. 5.

6. *Notes of a Meeting of European Chiefs of Mission Conference*, London, December 14, 1975, in FRUS 1969-1976, vol. E-15, Part 1, *Documents on Eastern Europe, 1973-1976*, 2008.

7. *Ibid.*

8. *Memorandum From Secretary of State Rogers to President Nixon*, Washington, October 31, 1969, in FRUS 1969-1976, Vol. XXXIX, *European Security, 1969-1976*, 2008.

9. *Minutes of a National Security Council Meeting*, Washington, November 9, 1970, *ivi*.

10. *Memorandum of Conversation*, Terceira, Azores, December 13, 1971, ivi.
11. *Ibid.*
12. National Intelligence Estimate, *Soviet Foreign Policies and the Outlook for Soviet-American Relations*, 20 April 1972, p. 1-8.
13. *Ibid.*, p. 13-14.
14. *Ibid.*, p. 20.
15. National Intelligence Estimate, *The USSR and the Changing Scene in Europe*, 26 October 1972, p. 2.
16. *Ibid.*, p. 10-11.
17. *Ibid.*, p. 12-13.
18. *Ibid.*, p. 16-19.
19. *Ibid.*, p. 5-9.
20. *Memorandum From the Acting Chairman of the Ad Hoc Group on Economic Policies Toward Eastern Europe (Stoessel) to the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger)*, Washington, February 1, 1973, in FRUS 1969-1976, vol. E-15, Part 1, *Documents on Eastern Europe, 1973-1976*, 2008.
21. *Memorandum of Conversation*, Washington, July 12, 1973, in FRUS 1969-1976, *European Security*, *op. cit.*
22. *Memorandum of Conversation*, Beijing, February 15, 1973, in FRUS 1969-1976, Vol. XVIII, *China, 1973-1976*, 2008.
23. *Ibid.*, February 16, 1973.
24. *Ibid.*
25. *Memorandum From the President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon*, Washington, February 27, 1973, ivi.
26. *Memorandum of Conversation*, Beijing, November 10, 1973, ivi.
27. *Ibid.*, November 11, 1973.
28. *Ibid.*, November 12, 1973.
29. *Memorandum From President's Assistant for National Security Affairs (Kissinger) to President Nixon*, Washington, November 19, 1973, ivi.
30. *Memorandum of Conversation*, Beijing, November 26, 1974, ivi.
31. *Ibid.*
32. *Ibid.*, November 27, 1974.
33. *Ibid.*
34. *Ibid.*
35. FRUS 1969-1976, Vol. XXXIX, *European Security, 1969-1976*, 2008.
36. *Ibid.*
37. *Memorandum of Conversation*, Beijing, October 20, 1975, in FRUS 1969-1976, *China, 1973-1976*, *op. cit.*
38. *Ibid.*
39. *Ibid.*
40. CIA Intelligence Report, *Red Power and Prospects in Italy*, June 1971.
41. National Intelligence Estimate, *Prospects for and Consequences of Increased Communist Influence in Italian Politics*, 18 July 1974, p. 5-11.
42. *Ibid.*, p. 17-18.
43. *Ibid.*, p. 3.
44. *Ibid.*, p. 20.

45. *Ibid.*, p. 14.
46. National Intelligence Analytical Memorandum, *Soviet Policy Toward Selected Countries of Southern Europe*, 4 February 1975, p. 5.
47. *Memorandum of Conversation*, Beijing, November 27, 1974, in FRUS 1969-1976, vol. XVIII, *China, 1973-1976*, 2008.
48. CIA Research Study, *The Communist Party of Italy: An Analysis and Some Predictions*, June 1975, p. 1.
49. *Ibid.*, p. 26.
50. *Ibid.*, p. 3-6.
51. *Memorandum of Conversation*, Beijing, October 21, 1975, in *China, 1973-1976*, *op. cit.*
52. *Memorandum of Conversation*, Beijing, December 3, 1975, *ivi*.
53. National Security Archives, *Memorandum of Conversation*, Brussels, December 12, 1975.
54. *Ibid.*
55. *Memorandum of Conversation*, Washington, August 18, 1976, in *China, 1973-1976*, *op. cit.*
56. CIA Synopsis, *Soviet Policy and European Communism*, September 1976, p. 12-14.
57. CIA Research Study, *Soviet Policy and European Communism*, October 1976, p. 2-5.
58. *Ibid.*, p. 14-15.
59. *Ibid.*
60. *Ibid.*, p. 26-28.
61. CIA, *Moscow and the Eurocommunists: Where Next?*, April 1977, p. 4-6.
62. *Ibid.*, p. 7-8.
63. CIA, *The Soviet View of the Dissident Problem Since Helsinki*, May 1977, p. 5-7.
64. *Ibid.*, p. 9.
65. Interagency Intelligence Memorandum, *The European Communist Parties*, 6 June 1977, p. 3.
66. *Ibid.*, p. 6.
67. *Ibid.*, p. 22.
68. *Ibid.*, p. 23-27. À ce sujet, cf. *La lotta in Italia, la lotta in Europa. Intervista a Giorgio Napolitano, in Mauro Maggiorani, Paolo Ferrari (a cura di), L'Europa da Togliatti a Berlinguer. Testimonianze e documenti 1945-1984*, Bologna, il Mulino 2005, p. 147, où Giorgio Napolitano témoigne que le PCI « stimulait de diverses façons la dissidence dans le monde communiste, dans le monde soviétique, représentait une référence pour les positions réformistes à l'intérieur des partis communistes au pouvoir ; et, par suite, somme toute, ces milieux [USA], et dans un certain sens aussi les milieux sociaux-démocrates allemands, s'attendaient à ce que le PCI ne se détache pas tout à fait de l'Union soviétique et du mouvement communiste : qu'il garde un pied dans ce monde pour pouvoir contribuer à l'influencer dans le sens de la transformation ». Vont dans le même sens les souvenirs de Sergio Segre, selon lequel Brandt sollicitait Berlinguer pour qu'il agisse de l'intérieur du mouvement communiste international et cherche à en influencer l'évolution politique, plus qu'il ne rompe avec lui ; cf. *I segreti della politica internazionale. Intervista a Sergio Segre*, *ivi*, p. 163-164.
69. Interagency Intelligence Memorandum, *Prospects for Eastern Europe*, 10 June 1977, p. 5.
70. *Ibid.*, p. 7.
71. CIA Memorandum, *Italy: Economic Impact of a Larger Communist Role*, 27 December 1977, p. 2-3.
72. CIA Memorandum, *The Impact on the European Community of a Larger PCI Role in the Italian Government: European Leaders' Views*, 17 January 1978, p. 1-2.
73. *Ibid.*, p. 5.
74. Interagency Memorandum, *The Italian Communist Party: Its Role in the Election and After*, 31 May 1979, p. 17-18.

75. *Ibid.*, p. 35.

76. Antonio Rubbi, *Il mondo di Berlinguer*, Roma, Napoleone 1994, p. 221-222.

77. Intelligence Memorandum, *The PCI and the Italian Political Game: The Impact of Poland*, April 1982, p. 1.

78. *Ibid.*, p. 5.

79. *Ibid.*, p. 11.

Le PCF et l'Union de la gauche vus par le PCI

Le rapport de Giancarlo Pajetta sur les élections législatives françaises de 1973

Marco DI MAGGIO,

Post-doctorant à la Maison des Sciences de l'homme de Dijon

Le rapport présenté par Giancarlo Pajetta au Bureau politique du PCI sur son séjour en France lors des élections législatives de 1973 fournit une perspective novatrice sur le PC français, ses forces et ses faiblesses, ainsi qu'une comparaison avec le PCI. Pajetta souligne le centralisme bureaucratique, l'absence de démocratie interne et le désintéret pour les questions internationales des dirigeants communistes français. Il pointe également le monolithisme idéologique très éloigné de la diversité italienne nourrie du gramscisme. La campagne pour les législatives de 1973 lui permet de souligner le double discours des dirigeants sur la possible victoire de la gauche et le désenchantement des militants qui s'ensuit. La mise à l'écart des mouvements gauchistes et la quasi-autonomie (malgré l'Union de la gauche) vis-à-vis du Parti socialiste témoignent principalement de la peur du PCF de perdre le *leadership* à gauche. Le diagnostic de Pajetta, qui annonce la crise future du PCF, pointe enfin l'absence de questionnement sur les institutions et le retard concernant la politique étrangère.

Le document qui est au centre de cet article est particulièrement intéressant, étant une source directe et un témoignage original d'histoire comparée. Il s'agit d'un rapport rédigé par Giancarlo Pajetta daté du 28 mars 1973 et conservé dans le fonds de la direction du parti italien¹. Pajetta est un dirigeant du PCI depuis sa fondation, il un des représentants de la veille garde du parti lié au mouvement communiste internationale. Dans ce rapport, il évoque son séjour en France en tant qu'observateur de la campagne électorale des législatives de mars 1973. Pajetta prononce ce rapport à la Direction de son parti² organisme intermédiaire entre le Bureau Politique et le Comité

Central composé par quelques dizaines de membres et dont on n'a pas d'égal dans le Parti communiste français.

Du 27 février au 13 mars, Pajetta se trouve à Paris, où il assiste à la campagne communiste des deux tours des élections législatives. Accompagné par Gaston Plissonnier et André Vieuguet, mais aussi par moments par Jacques Duclos et Raymond Guyot, il participe à la campagne dans le XIII^e arrondissement et peut également suivre l'évolution de la situation dans la région Nord, que lui-même définit comme très importante en ce qui concerne les rapports avec les socialistes. Dans son rapport, Pajetta observe de l'intérieur, mais aussi en tant qu'observateur extérieur les caractéristiques de la première campagne du PCF après la signature du Programme Commun. Il nous livre ainsi une comparaison avec la politique de son parti, mais aussi son point de vue et ses analyses sur certains aspects de la stratégie, de la culture politique et du fonctionnement du PCF.

Le document aborde la question du rapport entre les deux partis et de la connaissance de leurs stratégies respectives, la question de la structure du PCF et de ses différences avec celle du PCI, la question du déroulement de la campagne électorale française et des thèmes qui y sont abordés et enfin la question du rapport du PCF avec les organisations d'extrême gauche et avec les socialistes.

Concernant la question du rapport entre les deux partis et de leur connaissance réciproque, c'est après avoir parlé avec de nombreux militants de base du parti français que Pajetta constate et souligne leur connaissance quasi nulle de la situation politique italienne et leur manque d'intérêt à propos des initiatives et des positions du PCI. Cette observation est confirmée par le peu d'intérêt que porte la presse communiste française au parti italien et à l'Italie, dont on ne parle que lors des élections, à quelques exceptions près.

Comparée à l'espace réservé aux pays socialistes, cette donnée montre que le PCF se montre peu enclin à développer des relations d'échange et de collaboration avec le PCI et à donner aux militants des éléments de connaissance de son homologue italien.

Le PCI a en effet souvent été source d'inspiration pour les dissidences internes au parti. Laurent Casanova comme Marcel Servin en 1961, mais aussi les étudiants de l'Union des étudiants communistes entre 1961 et 1964, ont pris comme exemple le parti italien dans leur tentative d'introduire des éléments de renouvellement de la stratégie et du fonctionnement interne du PCF³. Ainsi, à partir de la seconde moitié

des années cinquante et au moins durant la décennie qui suit, le terme « italien » recouvre au sein du PCF une connotation négative et est souvent utilisé pour désigner ceux qui sont enclins à l'opportunisme, au révisionnisme et à la critique systématique de la politique du parti et du groupe dirigeant.

Malgré le manque d'information, indice d'une méfiance à peine déguisée et d'une hostilité vis-à-vis des positions du PCI, Pajetta fait preuve d'optimisme et souligne le fort intérêt et la grande disponibilité dont ont fait preuve les dirigeants français.

Pajetta souligne en fait une différence de génération. Selon lui, les dirigeants comme Duclos et Guyot, membres de la vieille garde thorézienne, ont, malgré leur cordialité, toujours adopté vis-à-vis du PCI une attitude de « supériorité et de protection ». Au contraire, la nouvelle génération se montre plus ouverte et intéressée par la collaboration entre les deux partis.

Pajetta veut encourager cette attitude et cherche à développer les tentatives de collaboration établies par le PCI. On peut affirmer qu'il agit ainsi car lui-même appartient au groupe qui, au sein de la direction du PCI, est très attaché aux relations avec les Français. Cet intérêt est dicté par la volonté de construire une perspective européenne mais aussi par le fait qu'un rapport étroit avec le PCF constitue une garantie afin qu'au sein du PCI ne prennent pas trop d'importance des positions trop critiques vis-à-vis du bloc socialiste et trop innovantes quant à la politique intérieure et internationale.

Les observations de Pajetta sur les rapports entre les deux partis confirment l'intérêt porté par les Italiens à établir des rapports avec le PCF mais également l'ambiguïté des Français. Au-delà des questions relatives au mouvement communiste, et malgré l'optimisme de Pajetta et les manifestations d'intérêt des dirigeants du PCF, il faut souligner que, au sein de la direction du PCI, les relations entretenues avec le PCF sont un sujet récurrent et revêtant une certaine importance. Au contraire, dans le parti français, la question du PCI et des rapports avec les Italiens n'est que sporadique.

Les observations faites sur l'organisation et sur le fonctionnement du dispositif de propagande du parti français sont également très significatives.

Pajetta fait l'éloge de l'esprit d'organisation, de discipline et de l'atmosphère de camaraderie régnant au sein du PCF, au point qu'il affirme que « le comportement de nos camarades et de nos cadres durant une campagne électorale apparaît à nos camarades français détaché et aristocrate ».

Il exprime toutefois quelques réserves au sujet de la discipline. Il affirme en effet que « la compréhension de la ligne peut être seulement formelle, c'est ce qui m'est apparu à propos de certaines positions sectaires concernant les socialistes ».

Pajetta poursuit sur le débat interne et sur le fait que « l'on ne discute pas de questions qui n'ont pas été l'objet d'une directive de la part des organes dirigeants ». À ce sujet, le dirigeant du PCI considère que « certaines discussions de base étaient peut-être plus productives quant aux fins pratiques de la campagne électorale, mais elles auraient provoqué un soulèvement général dans l'une de nos sections et, m'a-t-il semblé, ne semblaient pas particulièrement convaincantes à certains camarades plus jeunes ».

Pajetta montre combien l'organisation centralisée et le contrôle du débat interne constituent pour le PCF des instruments, permettant au parti de mettre rapidement en marche son dispositif de propagande. Cependant, il considère cet élément comme étant aussi une faiblesse, révélant un manque de démocratie interne, surtout pour les jeunes générations. Les observations du dirigeant du PCI montrent combien le parti italien est sensible au débat interne et combien ses dirigeants se rendent mieux compte des exigences des générations post-68 et de l'émergence de nouvelles formes de militantisme politique.

Pajetta se penche sur la question de l'organisation en cellules au détriment des sections. Les cellules offrent pour lui d'évidents avantages mais également de gros défauts. Elles permettent en effet l'enracinement sur les lieux de travail et dans les centres urbains, à condition qu'elles ne soient pas trop petites et qu'elles soient suffisamment actives. L'absence de lieu fixe comme peut l'être une section du PCI dans les petits centres ne permet pas aux inscrits de « trouver » le parti et rend difficile le contact avec les jeunes.

Pajetta poursuit et note que le PCF ne s'interroge pas à ce sujet, misant sur le renforcement des cellules à travers le recrutement de nouveaux adhérents grâce à ce qu'il appelle « le nouveau style de débat », la formation politique et la propagande.

La question du « nouveau parti », que le PCI avait construit après-guerre, constitue l'une des plus grandes différences entre les deux partis. Contrairement au parti français, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et après vingt ans de régime fasciste, le PCI doit construire *ex novo* sa structure organisationnelle tout en maintenant le consensus de masse construit pendant la Résistance. Face à ces contraintes, Togliatti

décide de ne pas copier fidèlement le modèle bolchévique et de construire un parti fortement enraciné dans le peuple italien, parmi les ouvriers et les paysans mais aussi dans certains secteurs de la petite bourgeoisie. Contrairement au PCF, le PCI ne se conçoit pas seulement en tant qu'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière mais accentue son caractère national et populaire.

Une autre différence, liée à la première, pesant sur le développement de la structure du parti et de ses formes d'enracinement au sein de la société, est ce qui a été récemment appelé le « génome Gramsci ». Le PCI se distingue ainsi de façon originale au sein de la tradition communiste. C'est en effet grâce à l'œuvre de Gramsci – à travers l'interprétation de sa pensée par les dirigeants et par sa divulgation parmi les militants – que le PCI parvient à construire un corpus idéologique et doctrinaire qui ne soit pas fondé exclusivement sur l'adoption ou sur la répétition des schémas doctrinaires du marxisme-léninisme. Cette diversité permet au parti italien, tout au long de son histoire, d'adopter une approche moins doctrinale des concepts marxistes. Sont ainsi formés des dirigeants capables de produire des analyses théoriques et stratégiques qui permettent de mieux comprendre les évolutions sociales, mais aussi celles du cadre politique national et international, et de s'y adapter plus facilement.

Au-delà de la différence de modèles organisationnels, le rapport de Pajetta montre combien le PCF compte surtout sur la force de son organisation et donc sur son unité interne. Afin de conserver cette unité, il est nécessaire d'exercer un contrôle et une sorte d'autocensure sur les débats, et ce à tous les niveaux. Ce contrôle détermine la transformation du centralisme démocratique en centralisme bureaucratique. En effet, c'est par le biais d'un contrôle rigide et de l'autocensure que s'opère l'égalisation de la théorie et de l'idéologie. L'idéologie devient surtout un moyen permettant de légitimer le groupe dirigeant et sa politique⁴.

Le PCI au contraire, sans renoncer à l'unité et à la propagande, se conçoit sur le plan de l'hégémonie. Même ses dirigeants conservateurs, comme l'est Pajetta, se montrent sensibles aux exigences de débat et de démocratie interne, à la nécessité de comprendre les exigences et les formes nouvelles de politisation des années soixante et soixante-dix. D'une certaine façon, le parti italien cherche à ramener dans le giron du système politique national une partie des instances du 68 italien, et il y parvient en partie.

En ce qui concerne le déroulement de la campagne électorale du PCF, Pajetta note qu'il s'agit de la deuxième campagne française

à laquelle il assiste et que la première, celle du Front Populaire, était beaucoup plus impressionnante en ce qui concernait la mobilisation et l'enthousiasme populaires.

Par cette observation apparemment banale, le dirigeant italien souligne combien le PCF n'est pas parvenu à atteindre l'objectif premier de son schéma frontiste, qui était celui de créer une forte mobilisation populaire autour du Programme Commun. La nécessité pour le PCF d'être à la tête d'une forte mobilisation populaire figure au cœur du rapport présenté par Marchais au Comité central des 29 et 30 juin 1972⁵, mais malgré cela, dès le lendemain de la signature du Programme Commun, cet objectif se retrouve cantonné aux dynamiques des rapports entre partis et ne sortira pas du cadre des formes ordinaires du débat politique, bien loin des processus de politisation de 1936.

Pajetta passe ensuite aux formes et aux contenus de la campagne électorale du PCF.

Concernant la forme, Pajetta met en évidence le double langage tenu par la direction française qui, afin d'obtenir la mobilisation maximale de la base avant le premier tour, avance comme une hypothèse possible une victoire de l'Union de la Gauche, tout en étant convaincue du contraire. Au moment du second tour, la direction change complètement de ligne, ce qui produit confusion et découragement parmi la base militante et – affirme Pajetta – ne permet pas au parti «de mettre en valeur les résultats du premier tour et le sens de la défaite de l'ancienne majorité».

Pajetta souligne ainsi et de nouveau le caractère vertical du fonctionnement du PCF et le fait que le corps militant et les cadres moyens du partis sont utilisés surtout comme une masse de manœuvre où la mobilisation et la propagande laissent peu ou pas de place à de véritables débats et à la compréhension de la stratégie adoptée. Les critiques de Pajetta se voient confirmées par la session du Comité central qui se tient au lendemain du second tour des élections de 1973. Au cours de cette réunion, les responsables fédéraux laissent percer un certain sentiment de désillusion. Jusqu'à la fin du premier tour, ils avaient cru en la possibilité d'une victoire de la gauche. Face à cette situation, le groupe dirigeant abandonne le ton triomphant adopté jusqu'alors et adopte de nouveau la rhétorique de la mobilisation permanente du parti afin de susciter l'enthousiasme des masses populaires autour du Programme Commun⁶.

Comme le souligne Pajetta, la stratégie de double langage adoptée par le PCF émerge de cette situation. Le PCF adopte ainsi, de façon

contradictoire et en alternance, des discours tribunitiens et des discours de parti de gouvernement. Cette contradiction est un des éléments menant au court-circuit de la stratégie unitaire des communistes français et facilitera le renversement des rapports de force à gauche.

À ce propos, les observations du dirigeant du PCI se font encore plus précises au sujet des caractéristiques de la compétition entre le PCF et les autres partis de gauche et au sujet des thèmes abordés pendant la campagne communiste.

Pajetta fut tout d'abord frappé par le niveau de compétition entre les partis alliés de gauche. Pajetta note en effet la totale indépendance avec laquelle les communistes et les socialistes, alliés au sein de l'Union de la Gauche, mènent leur campagne. Il souligne la permanence de la tendance, au sein du PC, à perpétuer la différenciation entre communistes révolutionnaires et socialistes «réformistes» et opportunistes. Dans cette phase, les communistes cherchent à exclure de leur discours public cette différence, qui reste cependant une référence commune au sein du parti, y compris dans les initiatives du groupe dirigeant. Preuve en est la partie du rapport de Marchais soumis au Comité central du 29 juin 1972 et seulement publiée en 1974, au moment où s'amorce la lente crise de l'Union de la Gauche⁷.

Au sujet des socialistes en revanche, Pajetta affirme qu'ils refusent de participer aux initiatives unitaires, afin de pouvoir se présenter comme les garants de la démocratie au sein de l'alliance.

Pajetta note également la peur qu'a le PCF de perdre son rang de premier parti de gauche. Le maintien de cette position semble même avoir plus d'importance qu'une éventuelle conquête du gouvernement.

Le dirigeant italien se penche ensuite sur la question des organisations gauchistes, et reste perplexe quant au fait que le PCF ait tout simplement décidé d'ignorer le PSU, la principale organisation de gauche en dehors de l'Union. Bien que les gauchistes présentent des candidats ouvriers venus de la CFDT et donc en compétition ouverte avec les candidats communistes, le PCF décide de ne pas en parler afin «de ne pas leur donner de la visibilité».

Il s'agit là d'une grande différence avec le PCI. En effet, les communistes français montrent leur refus de se mesurer aux organisations d'extrême-gauche et confirment ainsi leurs difficultés à prendre en compte les instances de 68.

En effet, lors des Assises du Socialisme, à la fin de l'année 1974, le parti de Mitterrand adopte des références idéologiques de

types révolutionnaires et libertaires, intégrant ces instances dans une perspective de gouvernement, offrant ainsi à des nombreux dirigeants et intellectuels gauchistes et ex-gauchistes la possibilité d'accéder à des positions de pouvoir et de visibilité politique et culturelle. Une opération en partie analogue à celle mise en œuvre par le PCI⁸.

C'est en effet le parti de Mitterrand qui fera ce qu'a fait le PCI en Italie, c'est-à-dire construire l'hégémonie en prenant en considération certaines instances de l'extrême gauche post-68.

Pajetta note l'importance que le PCF accorde aux thèmes sociaux, délaissant complètement les questions de politique étrangère et les questions institutionnelles.

Si le PCF adopte une attitude tribunitienne, c'est aussi pour ne pas ouvrir un débat sur la question démocratique, débat qui mettrait en question le modèle de socialisme soviétique. Ainsi, le parti français maintient la structure construite pendant la guerre froide, dans un premier temps sous l'égide de Rochet puis sous celle de Marchais, et ce malgré l'*aggiornamento* stratégique et culturel. Durant cette période, les communistes français étaient parvenus à conserver des marges d'autonomie vis-à-vis de l'Union soviétique dans le seul domaine de la représentation des intérêts matériels des classes populaires⁹.

À ce sujet, Pajetta observe qu'«il faudrait se poser la question de savoir à quel point le fait d'avoir évité les thèmes "institutionnels", jointe à la sensation très nette que le PCF voulait à tout prix être la première force de gauche et au fait d'avoir relégué au second plan les questions de politique étrangère, a fini par laisser dans l'ombre les grandes questions idéelles et a laissé le champ libre à l'anticommunisme de ses adversaires».

Le dirigeant du PCI souligne également le fait que les dirigeants français, interrogés par Pajetta lui-même à ce sujet, répondaient que les questions internationales n'intéressaient pas les Français pendant les élections et qu'il n'était pas facile d'aborder la question du Vietnam puisque le gouvernement français avait joué un rôle de médiateur. Pajetta affirme que lors des grandes initiatives il n'a jamais entendu prononcer les mots Vietnam ou Chili, «qui pourtant étaient des thèmes dont parlaient largement les adversaires du Programme Commun».

Émerge de nouveau ici combien le PCF est en retard en matière d'analyse de la politique étrangère, et ce malgré le rôle joué par la France sur la scène géopolitique mondiale.

Les observations de Pajetta montrent combien au sein du parti français la défense du socialisme réel et de l'internationalisme prolétarien correspond à une stratégie centrée sur la dimension nationale.

Cette dimension nationale suscite d'ailleurs la perplexité de Pajetta. Il souligne en effet le fait que, au-delà des déclarations de principe contenues dans le Programme Commun, on ne parle pas de la liberté. Il observe que le choix de ne pas donner beaucoup de relief au fait que la V^e République « a de fait supprimé la fonction du Parlement et installé des lourdes structures bureaucratiques, a permis que la question de la liberté soit utilisée par les représentants du régime contre les représentants du "collectivisme marxiste"¹⁰ ».

Pajetta souligne aussi l'importance accordée par la presse non communiste à la question de la liberté dans les pays socialistes et il rapporte l'opinion d'un chauffeur de taxi se disant prêt à voter PSU et non PCF à cause de la position ambiguë des communistes sur ce sujet.

Pajetta poursuit son raisonnement et fait remarquer qu'aucun parti de l'Union de la Gauche n'a poussé jusqu'au bout la critique de la constitution gaulliste. Tous ont ainsi revendiqué « le libre jeu parlementaire » et ont « laissé le champ libre aux critiques venant de droite et de gauche à l'encontre de la IV^e République ».

Pajetta relève ainsi l'existence d'une critique de gauche vis-à-vis de la IV^e République et souligne le désintérêt montré par la PCF à faire du bonapartisme de la constitution gaulliste un thème central de son action politique.

De ces considérations émerge une différence profonde entre le PCI et le PCF. En effet, le parti italien n'avait jamais cessé de se poser en défenseur de la constitution républicaine de 1948, très semblable dans sa structure et qui par les circonstances l'avaient vu naître à celle de la IV^e République.

Le PCI s'était battu sur cette question y compris lors des moments les plus durs de la guerre froide, au moment où il était contraint de privilégier sa fonction de représentant des intérêts matériels des classes populaires¹¹. Pour le PCF au contraire, à partir du moment où éclate la guerre froide et où le parti est exclu du gouvernement, les institutions provenant de la Résistance ne sont devenues un instrument, dont la défense était prioritaire, qu'au moment où elles étaient déjà compromises par la crise algérienne.

Au cours des années 1960, les questions institutionnelles et la critique de la V^e République étaient progressivement passées au second plan afin de construire l'unité de la gauche lors des luttes sociales. Au début des années 1970, les communistes français acceptent de fait de mettre de côté la question institutionnelle afin de parvenir à une alliance avec le parti de Mitterrand.

Comme le souligne Pajetta, alors que le Programme Commun est élaboré, le PCF en assure la promotion surtout en tant que solution aux exigences des classes populaires face à la politique des « monopoles » et laisse libre cours à l'émergence en tant que figure de leader du secrétaire socialiste, mouvement qui atteindra son apogée lors des élections présidentielles de 1974.

Le PCF est également vulnérable face aux critiques venant de la droite et de la gauche sur la question de la démocratie et de la liberté.

En soulignant l'absence des questions institutionnelles au sein de la campagne du PCF, Pajetta pointe du doigt l'un des éléments les plus importants sur lesquels est construite l'Union de la Gauche, et par là, la compétition entre socialistes et communistes. En effet, la légitimation de la V^e République parmi la gauche française s'achève ainsi, laissant le champ libre à la stratégie de Mitterrand qui veut arriver au pouvoir grâce au renversement des rapports de force à gauche¹².

Dans le rapport de Pajetta, on peut ainsi trouver des éléments utiles à une analyse de la stratégie unitaire du PCF. Les observations sur le fonctionnement du PCF, dont la base est utilisée surtout comme masse de manœuvre vouée aux activités de propagande ou encore le fait que le débat et la production d'analyses sur la situation internationale ou institutionnelle soient mises de côté au profit d'une action politique centrée sur la dimension sociale et tribunitienne, constituent quelques-uns des points fondamentaux permettant de comprendre la crise d'hégémonie du communisme français, en tant que sujet capable de représenter les intérêts de larges secteurs des classes populaires, mais aussi en tant qu'organisation capable d'activer des processus de politisation et des pratiques politiques opposées au système. La crise apparaît alors comme étant une forme particulière de la crise du communisme dans sa forme historique assumée au xx^e siècle. Dans le cas français, la crise commence au moment de la fin de la première partie de la Guerre Froide mais elle ne se manifesterait pleinement qu'à partir de la fin des années soixante-dix et lors des années quatre-vingt.

1. Une différence importante entre les deux partis réside dans le fait que la direction en tant qu'organe n'existe pas dans la structure organisationnelle du PCF. Pour le PCI, la direction est le lieu où sont discutées les lignes stratégiques et tactiques du parti. L'absence d'un tel lieu de débat influence le débat interne au PCF, les différences de sensibilités internes au groupe dirigeant s'expriment ainsi rarement et quand elles s'expriment, c'est souvent au moment où émergent des dissensions.

2. APCI, fonds de la direction, Microfilm 1, p. 640-641.
3. Dreyfus M., *PCF, crises et dissidences*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990, p. 131-152.
4. À ce sujet, voir les travaux de Bernard Pudal, et notamment son analyse de la note envoyée par Louis Althusser à Henri Krasucki en 1966. Le philosophe y fait des observations sur le travail théorique et sur la fonction de la théorie au sein du PCF. Pudal B., « Inédit de Louis Althusser. Note pour Henri Krasucki sur la politique du Parti à l'égard des intellectuels », *Nouvelles Fondations*, n° 3-4, 2006, p. 60 et suivantes.
5. APCF, Enregistrement sonore des séances du Comité Central, 4 AV 1935-1936.
6. APCF, Enregistrement sonore des séances du Comité Central, 4AV 1959-1969.
7. APCF, Enregistrement sonore des séances du Comité Central, 4 AV 1935-1936.
8. Sur les *Assises du Socialisme* en tant qu'événement marquant la fin du phénomène *gauchiste*, voir Christofferson M., *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1971)*, Agone, Marseille, 2009, p. 165-166.
9. Lavau G., *A quoi sert le PCF ?*, dans Duhamel O., Weber H. (éd.), *Changer le PC ? Débats sur le « gallocommunisme »*, Paris, PUF, 1979, p. 197-218.
10. À propos des difficultés du PCF à répondre aux attaques de ses adversaires sur la question de son adhésion aux principes de la démocratie occidentale, voir Christofferson M., *op. cit.*, p. 147 et suivantes.
11. À ce sujet, voir Caredda G., *Governo e opposizione nell'Italia del dopoguerra (1947-1960)*, Laterza, Roma, 1995.
12. À ce sujet, voir Bergounioux A., Grunberg G., *L'ambition et les remords. Les socialistes français et le pouvoir*, Paris, Fayard, 2005, p. 243 et suivantes.

Dans les deux textes qui suivent, Pierre Boichu, archiviste aux archives départementales de Seine-Saint-Denis, et Cristiana Pipitone, archiviste à la Fondation Institut Gramsci de Rome, présentent une partie du patrimoine archivistique du PCF et du PCI. Notamment, ils s'attachent à décrire les fonds les plus intéressants du point de vue de l'histoire comparative et croisée des deux partis. En présentant ces archives, les auteurs ouvrent aussi des pistes de recherche nouvelles.

Les archives du Parti communiste français. Les relations entre le PCF et le PCI dans les années 60 et 70

Pierre BOICHU,

Assistant qualifié de conservation du patrimoine, Archives départementales de la Seine-Saint-Denis

L'objet de cette contribution n'est pas de présenter un guide des sources exhaustif des archives du PCF¹ ayant trait aux relations que ce parti a entretenues avec le PCI, même pour la période restreinte que sont les années 60 et 70. Archives des instances de direction (comité central, secrétariat, bureau politique voire congrès où la question peut être évoquée), dossiers produits par les sections de travail du Comité Central (CC), fonds personnels, périodiques, affiches, photographies, voire films sont autant de sources potentielles illustrant cette thématique. Thématique récurrente s'il en est, tant ces deux partis occidentaux ont joué un rôle majeur dans le mouvement communiste mondial, leur implantation nationale à l'ouest du rideau

de fer leur ayant offert la perspective d'accéder au pouvoir selon des voies inédites dans l'histoire du communisme. Leurs rapports ont pris de multiples formes dont les archives gardent trace : délégations et rencontres officielles, correspondance rendue publique ou non, débats internes ou par voie de presse, polémiques parfois, mais également élaboration conceptuelle commune (eurocommunisme).

Cette multiplicité nous amène à proposer un cheminement méthodologique à travers ces archives, en cherchant à mettre en lumière le rôle des hommes et des structures pour mieux identifier les sources susceptibles d'illustrer la nature des rapports entretenus par les deux partis. Sur cette période et au-delà, alors que les acteurs de ces relations, à différents niveaux, sont multiples, apparaît un élément de continuité incarné par un homme, Jacques Denis. Collaborateur permanent du CC du parti communiste spécialiste des questions internationales, responsable adjoint à partir des années 1960 et pour une trentaine d'années de la section de politique extérieure (Polex) sous l'autorité de plusieurs dirigeants successifs, Jacques Denis conserve en effet ses fonctions malgré le renouvellement générationnel et politique du groupe dirigeant. Il occupe en outre un poste situé à l'interface des structures de travail du CC et des instances de direction effective et à ce titre produit et réunit des archives potentiellement instructives pour qui s'intéresse à la politique internationale du PCF en général, aux rapports PCF/PCI en particulier.

Nous nous attacherons ici, dans un premier temps, à présenter le fonds Jacques Denis à titre de point d'entrée pragmatique, à travers une sélection de quelques documents. Cette exploration initiale permettra dans un second temps de proposer des pistes archivistiques en identifiant les fonds susceptibles de contextualiser, compléter et prolonger les archives Denis.

Jacques Denis, le témoin, l'acteur

Itinéraire de Jacques Denis

Né le 26 mai 1922 à Metz (Moselle), mort le 14 septembre 2008, Jacques Denis, de son vrai nom Jacques Spiewak, adhère à la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) et à la Jeunesse communiste en 1937. Résistant pendant la seconde guerre mondiale, il entre comme rédacteur à *L'Avant-Garde* à la Libération (1944-1948). Élu membre du comité national de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF) en 1948, en charge de son secteur international, il est de 1950 à 1957 secrétaire général de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique

(FMJD). À son retour en France, il est versé à la section Polec en charge de la RFA et de la RDA, puis de l'Europe. Au début de l'année 1960, il est repéré par Maurice Thorez qui le fait entrer à son secrétariat, puis est élu membre du CC en 1961 dont il demeure membre jusqu'en 1996. Peu après la mort de Thorez, à la fin de l'année 1964, Jacques Denis retrouve la section Polec – à laquelle il n'avait jamais cessé de collaborer – en qualité de responsable adjoint, fonction qu'il occupe jusqu'en 1994. Élu parlementaire européen entre 1979 et 1984, Jacques Denis a également eu d'importantes responsabilités au Mouvement de la paix et au Conseil mondial de la paix, dont il a été vice-président.

Situation de Jacques Denis au sein du PCF

Ces quelques éléments biographiques, extraits de la notice rédigée par Claude Willard pour le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* montrent que Jacques Denis a acquis dès les années 1950 une dimension internationale, donc des réseaux, qui le rendait légitime à occuper des responsabilités à la section Polec. Proche collaborateur de Maurice Thorez, il bénéficie de la confiance du secrétaire général et à ce titre gravite dans les hautes sphères du parti. Mais, s'il accède au CC, il demeure éloigné du Bureau Politique (BP), et à fortiori du secrétariat, et n'intègre pas le tout premier cercle dirigeant du parti.

Or le fonctionnement du PCF, marqué par le centralisme démocratique, laisse une place prépondérante au secrétaire général, au secrétariat et au BP lorsqu'il s'agit de déterminer les grands axes de la ligne politique, en particulier sur les questions touchant au mouvement communiste international. Pour autant, la consultation d'archives d'un collaborateur éloigné du noyau dirigeant peut apparaître décisive à plusieurs niveaux. La confiance que lui portent les dirigeants en titre, son utilisation comme conseiller qui peut avoir voix au chapitre par sa maîtrise d'un sujet, ses capacités de synthèse et de proposition, la sollicitation de son analyse, mais aussi l'orientation qu'il donne au secteur de travail qu'il dirige participent de l'aide à la décision. Il peut en outre, c'est le cas de Jacques Denis, jouer un rôle d'émissaire ou d'observateur lorsque le parti ne souhaite pas s'engager officiellement. En un sens, il est un maillon pertinent de cet intellectuel collectif que constitue le PCF, à l'interface de la structure permanente et du lieu de décision effective.

Les archives Jacques Denis

Le fonds Jacques Denis, enregistré sous la cote 357 J, représente 5 mètres linéaires de dossiers. Son traitement, parallèlement d'ailleurs à celui du fonds Georges Marchais, s'est inscrit d'une part dans la priorité donnée au traitement des fonds touchant aux questions de politique internationale, après le traitement d'une partie du sous-fonds de la section Porex (261 J 7/), des fonds personnels Marius Magnien (273 J), Jean Kanapa (317 J) et Raymond Guyot (283 J), d'autre part dans la perspective du colloque de mai 2010 sur l'union de la gauche², Jacques Denis ayant été l'un des acteurs sur les questions internationales aux différents moments du processus.

Ce fonds est structuré en quatre grandes parties :

1. Désarmement (en tant que responsable de la Porex et de manière imbriquée à la direction du Mouvement de la paix et du Conseil mondial de la paix) ;
2. Processus d'union de la gauche
3. Section de politique extérieure
 - Direction de la section
 - Relations internationales
 - Dossiers plus spécifiques sur les questions touchant à l'Allemagne et au Maroc
4. Documentation

La typologie des archives de Jacques Denis est composée de documents papier renseignant sur ses grands champs de responsabilité. Les archives qu'il a rassemblées peuvent apparaître parfois comme celles d'un scribe silencieux mais témoin privilégié d'un moment, chargé lors de rencontres internationales d'assister un dirigeant qui ne prend pas forcément de notes puis de rédiger des comptes rendus détaillés, d'autres fois comme celles d'un conseiller au fait des problématiques internationales, sollicité pour son expérience et son expertise, ou encore celles d'un animateur et dirigeant d'une section de travail aux responsabilités étendues. Elles comportent notamment des notes manuscrites nombreuses, des notes et rapports dactylographiés produits ou réunis dans le cadre de ses activités, des comptes rendus de réunions, en particulier de la section Porex, des comptes rendus rédigés à l'issue des rencontres bilatérales et internationales auxquelles il participe, de la correspondance ainsi qu'une large documentation.

Quelques documents relatifs aux relations avec le PCI

Au sein de l'ensemble que représente le fonds Jacques Denis ont été sélectionnés des documents illustrant trois moments de l'histoire des relations entretenues entre le PCF et le PCI. Le premier moment, 1964-1966, s'inscrit dans une phase de renouvellement générationnel à la tête des deux partis consécutif à la disparition de leurs deux dirigeants historiques, Maurice Thorez et Palmiro Togliatti, et de l'émergence de deux nouveaux secrétaires généraux, Luigi Longo et Waldeck Rochet. Le second, 1968-1969, voit se préparer et se tenir deux types de conférences internationales de partis et d'organisations progressistes à l'échelle européenne et mondiale : la conférence des partis progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée, réunie à Rome en avril 1968, et la conférence internationale des partis communistes et ouvriers, tenue à Moscou en juin 1969. Le troisième, mars 1977, apparaît comme un moment offensif dans le rapprochement entrepris par les partis espagnol, italien et français et popularisé sous le terme d'eurocommunisme.

Ces trois focus prennent contexte dans la période plus longue que représentent les années 60 et 70, où les rapports bilatéraux PCF/PCI s'établissent à l'aune d'un troisième acteur, l'URSS. Continuité du débat sur le polycentrisme impulsé par le PCI après 1956, la question du rapport au « grand frère » soviétique et au socialisme réel provoque dissensions ou proximité entre partis français et italien, qui s'expriment notamment dans leur conception du mouvement communiste international et dans leur position en son sein.

Cette problématique amène l'archiviste, aidé par les travaux de l'historien, à chercher à identifier les différents acteurs du processus de la prise de décision, en matière de politique internationale pour ce qui nous concerne ici.

Se distinguent et s'imbriquent alors le rôle du secrétaire général, celui du dirigeant en responsabilité d'une question politique et d'une section de travail qui lui est rattachée—ici la section Polex—, celui du ou des collaborateurs—ici Jacques Denis—qui dirige le travail de la section Polex sous l'autorité d'un responsable politique. Cette vision au demeurant positiviste des organigrammes publiés à l'issue des congrès doit être nuancée au regard de la réalité d'une répartition des tâches qui évolue sans que cela soit sanctionné par des nominations immédiates. En effet, si les responsables en titre de la section Polex sont pour la période retenue Raymond Guyot jusqu'en 1972, puis Jean Kanapa, le

rôle de Kanapa est prédominant, pour ce qui concerne les relations avec le PCUS, dès les années 1967-1968.

1964-1966

4 lettres

Entre le 6 juin et le 2 juillet 1964 sont échangées quatre lettres entre les partis français et italien. La correspondance débute par un courrier acerbe signé de Gaston Plissonnier, secrétaire administratif du PCF, suite à la venue en France d'une délégation des jeunesses italiennes à l'occasion d'un congrès de la jeunesse communiste française. Le reproche initial formulé au PCI est la participation de ces délégués à un débat organisé par «un groupe de dirigeants de l'Union des étudiants communistes qui mènent une activité hostile à notre parti et à sa politique». Cet incident donne lieu à une mise au point qui culmine avec l'accusation, rejetée par les italiens, «d'ingérence persistante [du PCI] dans les questions intérieures d'un parti frère» et de «soutien à une activité fractionnelle».

Cette correspondance, conservée sous forme dactylographiée, montre que Jacques Denis est destinataire d'une copie, qu'il est donc informé, au titre de collaborateur de la Porex – il n'en est pas encore semble-t-il le responsable adjoint –, de membre du CC – bien que les destinataires indiqués soient les membres du BP – ou peut-être de secrétaire de Maurice Thorez. Elle indique en outre le parcours au sein de l'appareil administratif du PCF de ce type de courrier. Adressée en italien, la lettre du 2 juillet, signée d'Alessandro Natta, est dirigée par le secrétariat administratif vers la section Porex qui en effectue la traduction. L'originale de cette lettre se trouvant dans les archives Plissonnier (264 J 12), on peut en déduire qu'elle est réadressée par la section Porex accompagnée de sa traduction vers le secrétariat administratif qui assure alors la diffusion de l'information, ici aux membres du BP.

Les discussions de Genève

À cette période de crise latente entre les deux partis succède l'année suivante une reprise des relations au plus haut niveau. Les 24 et 25 mai 1965 se rencontrent en effet Waldeck Rochet et Luigi Longo. Il ne s'agit pas là d'une réception officielle organisée par l'un ou l'autre des partis puisque les discussions ont lieu à Genève, donc ni en Italie ni en France. L'évocation de la rédaction d'un communiqué commun indique néanmoins la dimension politique de l'événement. Les délégations sont très réduites : Waldeck Rochet et Jacques Denis pour le PCF, Luigi

Longo et Sergio Segré pour le PCI. Le compte rendu dactylographié nous apprend que Jacques Denis est chargé de sa rédaction. Cette sollicitation par le secrétaire général pourrait être le signe d'une certaine continuité. Jacques Denis ayant été le secrétaire administratif de Maurice Thorez – le secrétaire politique étant alors Georges Cogniot –, il a certainement déjà participé en tant que collaborateur rapproché à ce type de rencontres de haut niveau. Waldeck Rochet souhaitait, semble-t-il, le conserver à ses côtés mais, selon Marc Giovaninetti auteur d'une thèse sur Raymond Guyot³, il aurait été imposé par ce dernier à la section Poley.

La rencontre de San Remo

La rencontre de San Remo, le 3 mai 1966, revêt un caractère officiel plus marqué. La délégation de haut niveau, emmenée par Waldeck Rochet, comprend cinq membres parmi lesquels Jacques Denis – mais pas Raymond Guyot – qui prend à cette occasion des notes manuscrites précises, peut-être en vue de la rédaction d'un compte rendu – dont nous n'avons pas trouvé trace. La délégation italienne est quant à elle emmenée par Luigi Longo. Des archives complémentaires à celles de Jacques Denis se trouvent dans le fonds Waldeck Rochet (307 J 103). Elles comprennent deux versions du texte de l'intervention de Waldeck Rochet, des « propositions pour un document commun » élaborées lors de la rencontre PCF-PCI après le congrès du PCUS, un communiqué de presse au nom de la délégation française comportant des corrections manuscrites de Jacques Denis, et enfin huit pages de notes manuscrites de Waldeck Rochet sur la rencontre.

1968-1969

Une conférence méditerranéenne

La conférence des partis progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée se tient du 9 au 11 avril 1968 à Rome à l'initiative du PCI et du Parti socialiste d'unité prolétarienne, parti issu d'une scission du Parti socialiste italien. Il s'agit là d'un point de rencontre entre différents partis et organisations de la région, et notamment entre le PCF et le PCI. Jacques Denis est mandaté pour préparer cette rencontre, au nom du PCF, puis pour l'y représenter. Il produit à cette occasion divers documents manuscrits qu'il rédige avec précision : comptes rendus des réunions préparatoires, notes prises au cours de la rencontre, puis compte rendu effectué pour les instances dirigeants du PCF. La délégation n'est pas emmenée par Raymond Guyot, responsable en titre de la section, mais

par François Billoux, alors membre du BP et du secrétariat du PCF. Jacques Denis s'efface donc devant un responsable plus titré que lui lorsqu'il s'agit d'incarner le parti lors d'un événement officiel à portée médiatique.

Vers la conférence de Moscou

Jacques Denis n'a pas, en tant que tel, participé à cette longue succession de réunions préparatoires, entamée à Budapest en avril 1968, qui a conduit à la conférence de Moscou en juin 1969. Mais, c'est l'une des surprises de son fonds, il a conservé par devers lui des dossiers constitués par Jean Kanapa dans ces années charnières. En effet, ce processus impulsé par l'URSS qui doit conduire à l'affirmation d'une unité dans le mouvement communiste mondial, est remis en question par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Le rôle joué par le PCF et le PCI à cette occasion pourrait s'appréhender par l'analyse des dossiers Kanapa contenus dans le fonds Denis, constitués notamment par de nombreux notes et carnets manuscrits rédigés avec précision et agrémentés d'analyses personnelles, à l'occasion des réunions préparatoires mais aussi lors de rencontres informelles à leur marge, avec les soviétiques notamment. La qualité de ces archives offre un angle d'approche probablement nouveau sur les coulisses du mouvement communiste international, où les «diplomaties» des partis sont à la manœuvre pour exprimer des désaccords tout en évitant les ruptures.

C'est en creux de ces archives Kanapa que se dessine le rôle de Jacques Denis. Spécialiste reconnu des questions européennes, sollicité à ce titre pour ce qui concerne l'Italie, il ne l'est pas en revanche lorsqu'il s'agit du rapport à l'URSS. Ce sont Georges Marchais, alors membre du BP et du secrétariat, et Jean Kanapa qui sont désignés pour représenter le PCF lors de ce cycle de négociations d'une quinzaine de mois. Le travail de la section Porex est néanmoins orienté pour irriguer ce dernier d'informations par le biais de notes à sa destination – souvent de la main de Jacques Denis lorsqu'il s'agit du PCI – conservées dans les dossiers Kanapa. Cet état de fait amène une nouvelle fois à nuancer les organigrammes officiels, Georges Marchais étant préféré à Raymond Guyot, pourtant responsable en titre de la Porex, pour diriger le travail.

Pour autant, Jacques Denis peut aussi jouer le rôle d'un émissaire officieux lorsqu'il s'agit de reprendre des contacts informels avec des partis étrangers. Chargé d'un voyage en Tchécoslovaquie dans

les semaines qui précèdent la conférence de Moscou, il rédige une note – conservée dans son fonds sous forme manuscrite – qu’il introduit par cette considération : « Je pense que la décision d’avoir cette reprise de contact a été juste et qu’elle intervient à un moment convenable. Ce voyage aura été utile et ouvre des perspectives favorables pour nos rapports futurs de coopération avec le Parti tchécoslovaque. »

1977

Madrid

Les années 1968-1969 ont vu émerger un trio en charge de la préparation de la conférence de Moscou constitué de Jacques Denis, Jean Kanapa et Georges Marchais. En 1977, Georges Marchais a succédé à Waldeck Rochet comme secrétaire général du PCF, Jean Kanapa a accédé au BP du PCF et a pris, en remplacement de Raymond Guyot, la tête de la section Poles dont Jacques Denis continue de diriger le travail. Une nouvelle étape dans les relations entre le PCF et le PCI s’est ouverte avec le développement du projet eurocommuniste, impulsé quelques années plus tôt par le Parti communiste espagnol. C’est dans ce contexte que se tient à Madrid les 2-3 mars 1977 une rencontre tripartite entre Santiago Carillo, Georges Marchais, accompagné de Jacques Denis et de Jean Kanapa, et Enrico Berlinguer. Le fonds Jacques Denis contient des archives relatives à cette rencontre inscrite dans un contexte de tensions croissantes entre le PCF et le PCUS, qui culmine avec l’envoi d’une lettre par le PCUS au CC du PCF à la fin du mois de mars 1977⁴. Ce dossier comprend notamment des carnets de notes prises par Jacques Denis et Jean Kanapa pendant les discussions, ainsi que deux projets successifs de déclaration commune – rédigés antérieurement à la rencontre – annotés, toujours par Denis et Kanapa.

Jacques Denis semble avoir été l’un des acteurs de l’élaboration conceptuelle de la notion d’eurocommunisme comme de sa tentative de traduction politique. Ses archives recèlent de nombreux textes qu’il a produits sur la question, s’engageant nettement dans cette voie pourtant discutée au sein du PCF. Elles informent en outre une nouvelle fois sur la tenue de ces réunions au sommet entre les premiers dirigeants de partis qui, à cette occasion, souhaitent envoyer des messages politiques forts. 1977 apparaît aussi comme une année où s’établit un travail régulier entre le PCF et le PCI, par le biais d’une commission mixte qui se réunit au moins deux fois, en octobre 1977 et en mai 1978. Les archives Denis gardent trace des travaux de cette commission.

Quelques sources complémentaires⁵

Jacques Denis, sans être au centre du processus décisionnel mais en raison des fonctions qu'il a occupées au sein du PCF en tant que spécialiste des questions internationales, a constitué un fonds d'archives qui semble donc être un point d'entrée pertinent pour aborder la question des rapports PCF/PCI. Les archives des différents acteurs de ce processus, qu'il s'agisse de structures – instances de direction ou sections de travail du CC –, de dirigeants ou de collaborateurs du CC, apparaissent comme autant de sources offrant un prolongement à l'exploration initiale des archives Denis.

Archives de direction

Archives du congrès national, 1970-1994 (261 J 1/)

Statutairement plus haute instance du parti, le congrès du PCF se réunit environ tous les trois ans dans les années 60 et 70. Sa tenue est précédée d'un vaste débat au sein du PCF, sur la base d'un document préparatoire élaboré par la direction et amendé par les structures locales et intermédiaires du parti. Ses archives se composent de documents papier pour la période 1970-1994 (contributions écrites de militants, amendements aux textes de congrès, formulaires de mandat remplis par les délégués), d'enregistrements sonores très parcellaires pour la période 1952-1994, ainsi que des numéros spéciaux des Cahiers du communisme rendant compte des travaux du 13^e (1954) au 28^e (1994) congrès.

Archives du CC, 1939-1994 (261 J 2/)

Organisme supérieur du parti dans l'intervalle des congrès, il en détermine les orientations et les choix politiques. À l'issue de ses débats, il vote des décisions ou une résolution. Ses archives papier se composent d'une série chronologique de dossiers contenant généralement le rapport d'introduction, la résolution votée, parfois le texte des interventions prononcées, une liste d'émargement et des coupures de presse. Ses archives sonores sont constituées des enregistrements des sessions.

Les archives départementales de la Seine-Saint-Denis, en partenariat avec la fondation Gabriel Péri, ont édité un état des fonds et des instruments de recherches relatifs aux réunions du CC⁶ qui recense pour chaque session les archives consultables, liste les ordres du jour et les intervenants et résume sommairement les interventions des différents orateurs.

Archives du BP, 1944-1994 (261 J 4/, communicables sous la cote 2 Num 4)

Élu par le CC en son sein, le BP applique les décisions de celui-ci et dirige le parti entre les sessions du CC. Ses archives contiennent des dossiers classés chronologiquement par année, rassemblant les relevés de décisions de ses réunions hebdomadaires (documents dactylographiés de 1 à 5 pages, suivant les périodes). Les originaux étant fragiles, elles sont communiquées sous forme numérisée.

Archives du secrétariat, 1944-1994 (261 J 5/, communicables sous la cote 2 Num 5)

Élu par le CC en son sein, le secrétariat assure le travail courant de direction. Ses archives contiennent des dossiers classés chronologiquement par année, rassemblant les relevés de décisions de ses réunions hebdomadaires (documents dactylographiés de 5 à 15 pages, parfois accompagnés d'annexes : notes, listes nominatives, etc.). Les originaux étant fragiles, elles sont communiquées sous forme numérisée.

Archives de secrétaires généraux

Fonds Waldeck Rochet, 1944-1971, 307 J

Le fonds Waldeck Rochet contient des dossiers compilant notes et informations en provenance de la section de Poley sur les questions internationales (307 J 16-17), ainsi que d'autres spécifiques aux relations bilatérales entretenues par le PCF avec les «partis frères». Parmi ces derniers, celui concernant le PCI est l'un des plus denses (307 J 103). Y sont classés chronologiquement sur la période 1961-1970 des notes permettant de suivre les évolutions théoriques du PCI, sur la question du mouvement international notamment, ainsi que des documents réunis à l'occasion d'événements plus spécifiques tels les congrès du PCI ou des rencontres bilatérales, à l'instar de celle tenue à San Remo en 1966.

Un fonds complémentaire (314 J), donné par sa famille au PCF en 2007, est en cours de classement.

Fonds Georges Marchais, 1953-1997, 305 J

Les archives de Georges Marchais, en cours de traitement, ont bénéficié d'un récolement. Il est donc difficile en l'état d'estimer au

sein de ce fonds quantitativement important (45 ml) ce qui relève exactement des rapports PCF/PCI. La masse de correspondance, avec les partis étrangers notamment, comme la compilation des discours et prises de paroles pourraient potentiellement informer, après recensement, sur la question des relations PCF/PCI. En ce qui concerne le PCI ont été identifiés un dossier documentaire sur Palmiro Togliatti constitué en 1964, d'autres concernant des rencontres bilatérales en 1980, 1982 et 1984, le 17^e congrès du PCI en 1984, les relations PCUS/PCI en 1983 à travers une copie de correspondance. À noter enfin deux dossiers complémentaires aux archives Kanapa contenues dans le fonds Jacques Denis relatifs à la préparation de la conférence de Moscou.

Archives des responsables en titre de la section Porex

Fonds Raymond Guyot, 1926-1988, 283 J

C'est au milieu des années 1950 que Raymond Guyot se voit confier la responsabilité de la section Porex du PCF. Son fonds d'archives personnelles contient donc sans surprise de nombreux dossiers relatifs aux questions internationales, certains consacrés à l'Italie (283 J 29, 283 J 80), d'autres au mouvement communiste international à travers notamment les conférences internationales, aux relations avec les partis des pays socialistes ou à la crise Tchécoslovaque.

Fonds Jean Kanapa constitué par Gérard Streiff, 1960-1990, 317 J

Acteur incontournable de la section Porex, puis de la direction sur la période des années 60/70, Jean Kanapa, disparu prématurément en 1978, n'a pas en tant que tel constitué un fonds d'archives personnelles. C'est en effet Gérard Streiff, collaborateur du CC dans les années 1970, qui, à l'occasion d'une thèse sur le dirigeant communiste⁷, a réuni une documentation composée d'archives produites ou réunies par Kanapa. Certains de ses dossiers ont trait à son activité au sein de la section Porex, d'abord comme collaborateur puis en tant que dirigeant. Elles concernent notamment les conférences du mouvement communiste international (317 J 11-12), notamment les conférences de Moscou (1969) et de Berlin (1976), les relations entretenues par le PCF avec les «partis frères», parmi lesquels le PCI (317 J 15) et le PCUS (317 J 13), ainsi que l'eurocommunisme (317 J 19). À noter enfin le tapuscrit d'un

projet d'ouvrage sur « les communistes et l'Europe » qui n'a pu aboutir en raison du décès de Kanapa (317 J 2).

Archives de dirigeants membres du BP et du secrétariat

Fonds Gaston Plissonnier, 1950-1994, 264 J

En tant que secrétaire administratif de la direction du PCF, Gaston Plissonnier a occupé une place privilégiée dans l'organisation du travail des organes dirigeants du PCF et des sections de travail du CC. À ce titre, il a reçu puis conservé, de nombreux documents ne relevant pas uniquement de ses attributions propres. Une partie du fonds Gaston Plissonnier concerne les questions internationales et les rapports avec les « partis frères ». Un dossier, plus spécifiquement consacré au PCI (264 J 12) pour la période 1962-1970, comprend notamment des courriers originaux adressés par la direction du PCI au PCF.

Fonds Roland Leroy, 1957-1974, 263 J

Les archives de Roland Leroy aujourd'hui partiellement traitées concernent deux champs importants des responsabilités qu'il a occupées au sein du PCF, sur les questions touchant aux organisations de jeunesse communistes d'une part, aux intellectuels et à la culture d'autre part. Il a à ce titre occupé un poste d'observation privilégié sur la pénétration en France de thèses développées par le PCI, au sein notamment de l'Union des étudiants communistes un temps dirigée par les « Italiens », qualificatif donné à une partie de la direction en raison de sa proximité avec les thèses sur le polycentrisme développées dans le PCI (263 J 1-15).

De par le fonctionnement collectif des instances dirigeantes et en raison de la circulation de l'information en leur sein, d'autres dirigeants pour lesquels il existe des fonds d'archives constitués ont conservé des dossiers relatifs aux relations PCF/PCI. Parmi eux, citons notamment les fonds Étienne Fajon (295 J), Paul Laurent (302 J) ou François Billoux (288 J).

Archives de sections de travail et de collaborateurs du CC

Fonds Francis Cohen, 354 J, 1893-2000

Francis Cohen a dirigé de longues années *La Nouvelle Critique* tout en collaborant régulièrement à la section Porex en tant que spécialiste de l'URSS. S'il n'a pas occupé de fonctions dirigeantes de premier

plan – il n’a jamais été élu au CC –, sa position au sein de l’appareil communiste l’a situé à l’articulation de la structure interne spécialisée dans les questions internationales, la Poley, et d’une revue conçue comme un lieu d’expression et d’élaboration pour les intellectuels communistes. Le soin avec lequel il a constitué ses archives et la manière systématique dont il les a conservées permettent bien souvent de compléter les archives des organismes dans lesquels il a été actif. En outre, la qualité des notes qu’il a prises au cours des réunions auxquelles il a participé permet de restituer les débats dans leur intimité et offre un éclairage nouveau sur les débats agitant le PCF, sur les questions internationales notamment.

Archives de la section Poley, 261 J 7/

La section de politique extérieure agit sur un double plan. Politique, en fournissant des notes, informations destinées à nourrir la prise de décision des organismes dirigeants, et des articles pour la presse du parti. Pratique, avec la préparation des délégations, l’accueil des délégations étrangères – lors des congrès ou des obsèques de dirigeants de premier plan par exemple –, le suivi des liens avec les « partis frères » et les organisations étrangères. Ses archives se décomposent en trois grands ensembles identifiés : les archives relatives à l’organisation, au fonctionnement et aux activités de la section, celles concernant l’activité des collectifs de travail géographiques ou thématiques puis celles des collaborateurs.

Les archives de la section Poley permettant d’appréhender le travail préparatoire à la prise de décision politique, du ressort des instances dirigeantes du parti, elles sont parfaitement complémentaires aux fonds personnels constitués par les dirigeants.

L’approche des relations PCF/PCI ne saurait néanmoins s’appréhender par la seule consultation des archives de la section Poley pourtant en charge des questions internationales. Les rapports bilatéraux peuvent en effet s’établir au plus haut niveau lors des rencontres entre secrétaires généraux, mais aussi par l’échange de délégations spécialisées dans des domaines plus précis, qui relèvent du champ de compétences des autres sections de travail du CC.

Constituer un corpus de sources permettant d’aborder un sujet tel que les rapports entretenus par le PCF et PCI dans les années 1960 et

1970 relève donc plus, selon la problématique retenue, d'un parcours au sein des archives du PCF que d'une compilation systématique des documents relevant de cette thématique. L'élaboration d'une chronologie fine, l'identification des acteurs, l'analyse des enjeux peut se réaliser en premier lieu à travers les documents contenus dans le fonds Jacques Denis, puis aisément se prolonger par la consultation de multiples fonds et sous-fonds prolongeant cette approche initiale.

1. Le fonds du PCF a été déposé en 2005 aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis, suite à la signature d'une convention de dépôt entre ce parti et le département de la Seine-Saint-Denis. Le fonds papier représente plus d'un kilomètre linéaire de dossiers.
2. Colloque « L'union sans l'unité, le Programme commun de la gauche : 1963-1978 », 19-20 mai 2010, Pantin. Publication des actes prévue en 2011.
3. M. Giovaninetti, 50 ans au cœur du système communiste. Raymond GUYOT, un dirigeant du PCF, doctorat d'histoire sous la direction de J. GIRAULT, Université Paris 13-Villetaneuse, décembre 2009, 2 vol. (consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis sous les cotes 9J/398 1 et 9J/398 2)
4. L'original de cette lettre, en russe, est conservé dans le fonds Jean Kanapa (317 J 7).
5. Les archives du PCF n'étant que partiellement inventoriées, les sources complémentaires proposées ici ont été sélectionnées parmi les fonds et sous-fonds traités.
6. Réunions du comité central du PCF, 1921-1977. État des fonds et des instruments de recherche, Département de la Seine-Saint-Denis en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri, 4 vol. (disponibles auprès des Archives départementales de la Seine-Saint-Denis).
7. G. Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978. Une singulière histoire du PCF*, L'Harmattan, Paris, 2001, 2 vol. (consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis sous les cotes 8°/3824 et 8°/3825)

Les archives du Parti communiste italien

Cristiana PIPITONE,
Archiviste Fondation Institut Gramsci

Les archives du Parti communiste italien sont les plus structurées et les plus consistantes des archives de partis politiques dans l'Italie d'aujourd'hui. Elles couvrent l'existence entière du parti, de sa fondation jusqu'à la veille du congrès de dissolution, en janvier 1991, les documents originaux étant toutefois conservés dans des lieux variés et éloignés les uns des autres. Des papiers du parti communiste d'Italie (1921-1943) sont encore aujourd'hui conservés à Moscou, dans les archives du « Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'no-politicheskoi istorii » (ex institut pour le marxisme-léninisme), et la Fondation de l'Institut Gramsci en possède des copies microfilmées et numérisées. Les originaux du fonds du Parti communiste italien (1943-1990) ont été, en revanche, intégralement versés à la Fondation en 1996.

Il s'agit de plus de 4000 dossiers, formant environ 500 mètres linéaires de documentation, qui contiennent les archives du Secrétariat, une série de fonds personnels et les papiers des sections de travail. Tous sont totalement consultables jusqu'à l'année 1984. La structure des archives est extrêmement complexe : elles se composent en effet de différents blocs formés au gré des événements qu'ont connus les papiers et du traitement qui leur a été réservé par les archivistes du parti. L'ampleur de la documentation témoigne bien de l'importance que le parti accordait à leur entretien et conservation : c'est précisément d'ailleurs l'intérêt à partir à leur sauvegarde qui explique cette complexité.

En ce qui concerne l'histoire du fonds d'archives du PCI à l'époque républicaine¹, trois grandes périodes peuvent être distinguées : la première va de 1945 à la fin des années 50, une seconde couvre la décennie suivante, une troisième, enfin, part de 1969 pour arriver aux années 90. À la fin du second conflit mondial, malgré la dissolution de l'Internationale communiste et la création de ce qu'on appelait le « parti nouveau », le

lien avec l'Union soviétique demeurait très fort, celle-ci étant toujours considérée – entre autres – comme un lieu sûr pour conserver et protéger la documentation. Entre 1950 et 1958, en effet, la documentation qui était considérée comme la plus politiquement significative était envoyée à Moscou afin d'y être conservée, « pour des raisons dans lesquelles il est difficile de distinguer les préoccupations de sauvegarde physique des papiers du lien politique très fort entre le PCI et le Parti communiste de l'Union soviétique² ».

L'expédition des papiers de l'autre côté du rideau de fer se produisit à différents moments : « Les premiers envois de matériel documentaire vers l'Union soviétique remontent à la semaine comprise entre Noël 1950 et le jour de l'an 1951. Sur la base d'une reconstruction opérée par les permanents du PCI, il semblerait que cette première expédition ait été suivie de six autres, dont une en juillet 1953 et cinq entre le 8 avril 1955 et juillet 1958. Le deuxième envoi, qui transita et vraisemblablement s'arrêta à Prague, concernait exclusivement le matériel produit et recueilli par l'*Ufficio quadri* (la Section pour la montée des cadres) qui fit le nécessaire pour l'expédier en paquets numérotés de 1 à 15. La première et les cinq dernières expéditions furent, en revanche, organisées par le Secrétariat du PCI qui dans le premier cas, fit envoyer trois paquets numérotés de 31 à 33, et dans les autres cas, un total de 104 enveloppes contenues dans 17 paquets³. »

La documentation envoyée à Moscou était, disait-on, celle que l'on considérait la plus importante et la plus sensible : elle comprenait, en effet, les procès-verbaux des organes dirigeants, ceux des commissions de travail du Comité central, une partie de la correspondance de ces derniers et une documentation abondante du Bureau politique, au sein de laquelle se trouvait un ensemble consistant de dossiers personnels de militants. Au début des années 1970, Cesare Colombo, archiviste à la Fondation Gramsci, et Giovanni Aglietto, du service des archives du PCI, furent chargés de se rendre à Moscou pour dresser un premier inventaire de la documentation qui y était conservée et procéder à l'acquisition de copies. En 1975, leur travail fut microfilmé par l'Institut du marxisme-léninisme⁴. Le retour en Italie de la documentation originale date de 1989. Au moment de la restitution, les permanents du PCI procédèrent à une redivision des paquets d'origine et à une nouvelle numérotation, dont la trace est conservée grâce à un tableau sommaire des correspondances entre les dates d'expédition, la numérotation d'origine et celle consécutive au premier réagencement effectué au siège du parti⁵.

Le Fonds Moscou est composé de 4591 dossiers⁶ et fut versé directement à la Fondation en même temps que l'ensemble des archives conservées « via delle Botteghe oscure ». Comme il était impossible aux archivistes de le réintégrer dans la documentation des années correspondantes, le fonds fut donc fiché et inventorié dossier par dossier et, quoique faisant partie intégrante des archives du PCI, il demeure séparé physiquement des papiers plus récents. La documentation a été classée en séries correspondant aux organes dirigeants, aux commissions de travail ; on y trouve également quelques divisions thématiques, relatives, par exemple, à la guerre de Libération, à la question de la Marche Julienne, aux rapports avec le Kominform (Bureau d'information des partis communistes) et à l'activité de gouvernement.

Les années 60 avaient, entre-temps, marqué un tournant dans la gestion documentaire. D'une part, on avait arrêté d'envoyer à Moscou les papiers ordinaires, et d'autre part, à partir de 1961, avait commencé le processus de récupération de la mémoire du PCI sur la base d'une décision prise à l'occasion des célébrations du 40^e anniversaire de la fondation du parti. C'est alors, en effet, que commencèrent à l'Institut du marxisme-léninisme les missions destinées à évaluer la consistance des archives du PCI et à en obtenir les copies⁷. Les papiers nécessaires à l'activité quotidienne des sections de travail continuaient à rester au siège. Si nous avons pour cette décennie des informations sur le travail de récupération de la documentation historique, celles relatives à la gestion des archives courantes sont, elles, plutôt maigres. Au début des années 60, chaque section continuait à gérer ses propres archives en les classant selon des critères propres, différents d'une section à l'autre.

Au début de l'année 1963 fut posé le problème de la constitution d'un dépôt central d'archives : « La méthode actuelle des archives pour chaque section, voire pour chaque bureau est irrationnelle et archaïque [...] À chaque niveau de l'appareil existent au moins dix armoires pour ces mystérieuses archives. Au sein de l'appareil, on n'a pas idée – ni critère de définition – de ce que doivent être des archives, du matériel que l'on devrait y trouver et de la manière dont il faudrait les classer pour les mettre à la portée de quiconque en a besoin, sans perte de temps »⁸, lit-on dans une note pour le Bureau du Secrétariat.

Le vrai tournant se confirma en 1969, lorsque fut institué un service des archives avec pour mission de faire classer les archives historiques, déposées et courantes. Comme tâche préalable, le nouveau service devait procéder à la récupération de la documentation de travail, tant en Italie qu'en Union soviétique. Quant aux sections de travail, on leur demanda

de déposer aux archives centrales leurs propres papiers. Il ne semble pas que toutes les sections se soient empressées de remettre leurs archives.

Un an plus tard, en 1970, Alva Bucci, employée au service des archives, signalait la récupération de 120 dossiers de la Section de l'Organisation contenant de la correspondance et de la documentation relative aux fédérations provinciales et aux sections locales. En 1971, le travail de récupération des documents était encore en cours : un rapport adressé à Aglietto et à Mauro Galli se plaignait justement du fait que les sections de travail n'avaient pas versé de matériel aux archives centrales ; elle signalait, en outre, qu'en novembre 1971, n'avaient remis leur documentation que « la Section d'Organisation, pour laquelle les données de 1944 à 1960 constituent la part prépondérante des archives » et « la Section des Affaires étrangères, qui a remis du matériel relatif aux rapports avec les partis communistes jusqu'à 1968-1969 ». L'auteur de la note signalait comment en réalité les sections de travail étaient rétives à l'idée de verser leur propre documentation et semblait donner pour dépassée l'idée de construire un unique dépôt pour l'ensemble des papiers du parti⁹. En mars de la même année, le travail de réagencement des documents était cependant commencé : il comportait la remise en ordre, le classement et le microfilmage des documents.

Le matériel recueilli par Giovanni Aglietto et Ivano Sabatini fut réorganisé chronologiquement. À l'intérieur de chaque année, les papiers furent disposés en fonction d'un cadre de classement qui prévoyait deux types de catégories : l'une de nature structurelle avec référence aux organes centraux et périphériques qui produisaient et envoyaient les documents (direction, sections et commissions de travail, fédérations et comités régionaux, instituts culturels, organes de presse) ; l'autre relative au contenu des documents (organes de l'État et d'intérêt public, partis politiques, pays étrangers, organisations internationales, associations et instituts variés)¹⁰.

Pour le début des années 70, les rapports périodiques du service des archives acceptent de suivre le progrès des travaux destinés à « mettre en sécurité » la mémoire du parti. Comme en témoignent aussi les rapports périodiques, furent également classés les papiers des congrès, les procès-verbaux du Comité central, de la direction, du Bureau politique, du Secrétariat et du bureau du secrétariat. En 1975, on prévoyait de pouvoir conclure le travail sur l'ensemble des papiers des archives du Secrétariat pour la période 1945-1971¹¹. Le travail comportait le réagencement des papiers (d'après le cadre de classement), leur numérotation et leur

microfilmage. Un catalogue de la documentation contenue dans les microfilms fut rédigé.

Le service des archives avait un registre qui était une copie de celui du Secrétariat : sur celui-ci était notée la date d'arrivée du document aux archives et son classement. Ces registres témoignent du fait qu'à partir de 1973, le service des archives gérait aussi les archives courantes et que la présence des documents dans les bureaux était en réalité très brève, tandis que les dates des catalogues de la documentation microfilmée nous démontrent que les papiers étaient envoyés à la conservation permanente en un laps de temps très bref par rapport au moment de leur production.

Le premier registre des archives que nous trouvons remonte à 1969 : les enregistrements sont très limités pour la première partie de l'année et augmentent au second semestre ; l'emplacement des documents est donné et nous trouvons quelques notes relatives à la formation de nouveaux dossiers. Il manque toutefois le classement des documents qui n'apparaît qu'en 1973. De 1973 à 1981, les papiers sont, en effet, microfilmés au cours de l'année même, à un rythme initialement trimestriel, et par la suite bimestriel : le trimestre janvier-mars 1973 fut, en effet, microfilmé au mois de juin de la même année, celui du trimestre juillet-septembre fut, en revanche, microfilmé en janvier de l'année suivante. À partir de 1982, cependant, le travail de microfilmage fut effectué annuellement.

Vraisemblablement élaboré au début des années 70, le cadre de classement subit au cours des années, qui suivirent des modifications et ajustements qui, par ailleurs, n'en affectèrent pas la structure : subsistaient, en effet, une partie « structurelle » et une partie subdivisée par sujet thématique. Les modifications intéressèrent surtout la première partie, structurelle, et les ajustements suivirent la réorganisation interne et l'évolution des structures.

En ce qui concerne les organes de direction, le cadre de classement demeura assez stable jusqu'en 1991. En 1983 disparut la série consacrée au président du parti et, en 1986, celle relative au Secrétariat fut divisée en davantage encore de sous-séries. La modification la plus importante intervint en 1986 lorsque disparut la série consacrée à la commission des affaires générales et qu'elle fut attribuée à la coordination et au bureau du Secrétariat (avec un important découpage interne), précédemment considérés comme des subdivisions du Secrétariat. S'agissant de la partie relative aux structures internes, une première modification essentielle apparut dans le cadre de classement de 1979, quand les sections de

travail furent réorganisées en départements, même s'il subsista un noyau assez consistant de sections qui demeuraient autonomes (les sections méridionales et féminines, celles concernant l'école, les régions et autonomies locales, le Centre d'études politiques internationales – CESPI les problèmes de l'État, les groupes parlementaires, l'appareil et les archives).

Au fil du temps se dessina une tendance au regroupement en départements (la dénomination subit toutefois une modification de 1986 à 1989 quand ils furent appelés commissions), une tendance toujours plus accentuée et qui culmina en 1989 avec une réorganisation qui unifia toutes les structures en grands domaines (politiques du parti, politiques sociales et activité de masse, politiques internationales, trésorerie, collectivités locales, état et droits, économie, formation politique et instituts culturels), parallèlement à un découpage interne étendu. En 1989 furent aussi modifiés les classements qui, dans les années précédentes, n'avaient pas été changés en dépit des regroupements. La partie thématique subit en revanche des modifications mineures et resta pour l'essentiel inchangée dans sa structure et ses articulations : s'y ajoutèrent évidemment des rubriques relatives aux forces politiques au fur et à mesure que ces dernières apparaissaient sur la scène politique.

En 1974, une résolution votée par la direction du parti fixait le règlement interne pour la consultation des papiers¹². Celle-ci était concédée librement jusqu'au 25 juillet 1943 et, après autorisation du Secrétariat jusqu'au 25 avril 1945. Pour les années suivantes, elle était exclue, à moins que le Secrétariat n'autorise la consultation de documents en particulier. Étaient également exclues de la consultation les archives privées versées aux archives du parti. La même résolution consacrait du reste une large place à la question des papiers privés des dirigeants eux-mêmes : le texte rappelait le caractère complet des archives du parti pour la période 1921-1943, attribuant une telle exhaustivité au fait que les dirigeants n'avaient pas gardé de documents par devers eux¹³. Il faisait « appel à la responsabilité et à la compréhension des camarades pour qu'ils confient au parti les archives personnelles qu'ils s'étaient constituées au cours de leur activité »¹⁴. La recommandation fut de fait entendue par les dirigeants du parti qui évitaient d'emmener la documentation à leur domicile ou (dans le cas où ils l'auraient fait par le passé) préparaient le retour de leurs papiers au parti après leur mort (c'est le cas, par exemple, d'Agostino Novella et d'Edoardo D'Onofrio : les papiers de ce dernier furent intégrés dans la documentation du parti). Les fonds personnels

des dirigeants furent en partie traités et microfilmés par le service des archives et, pour une autre partie, sont parvenus à la Fondation où ils ont été traités. Les fonds personnels sont donc une partie intégrante des archives du parti communiste.

En 1982, un rapport de Bruno Sclavo récapitule l'état des travaux : le service des archives s'occupe des papiers du Secrétariat (même si ce terme inclut aussi le Comité central et la direction) et met en lumière la nécessité d'étendre les compétences du service des archives au point de créer ce qui définit les archives du parti elles-mêmes, c'est-à-dire la gestion de la documentation du Secrétariat (au sens large) et des sections de travail. En 1982, encore, chaque section continuait à gérer sa propre documentation et effectuait des versements aux archives centrales seulement en cas de changement de responsable, de déménagement des bureaux, etc. L'idée de Sclavo était d'instituer un registre pour toutes les sections de travail (alors que seules quelques-unes utilisaient cet instrument) et d'étendre aussi aux sections la méthodologie de la gestion des documents qui était appliquée pour le Secrétariat. Elle proposait, en outre, de créer différents niveaux d'accès à la documentation. Pour la documentation du parti, l'accès libre devait être consenti seulement aux membres de l'organe qui produisait la documentation : le reste du personnel de l'appareil devait obtenir l'autorisation écrite du Secrétariat. La documentation définie comme « semi-publique », en revanche, était librement accessible à chaque membre de l'appareil et des demandes de consultation pouvaient être faites par des chercheurs, par l'intermédiaire de l'Institut Gramsci, ou par des journalistes, *via* le service de presse¹⁵.

Les archives du Parti communiste italien se composent donc de trois gros noyaux qui documentent la même période. D'abord, la partie des papiers traitée et classée par les archivistes du parti qui est organisée par année et, au sein de chaque année, est ordonnée sur la base du cadre de classement : il s'agit des archives reclassées par le service des archives jusqu'au début des années 70 et des papiers du Secrétariat à partir de 1973. Ceci est le noyau le plus consistant des archives : il contient de la correspondance, des notes, des rapports ainsi que de la « littérature grise » ou des publications. Ensuite, la partie des papiers expédiée à Moscou et revenue en Italie, laquelle a été réordonnée sur la base des indications retrouvées sur les chemises. Et enfin, une partie non classée qui rassemble surtout les papiers des différentes sections de travail. Dans ce bloc-là ont été retrouvés quelques dossiers originaux, à côté de la documentation simplement intégrée d'après le bureau de provenance. Il s'agit de correspondance, de rapports, de

matériaux d'étude et de « littérature grise » ou de matériaux de documentation. Il existe un fichier informatisé de cette partie.

Une recherche profitable, compte tenu de la structuration complexe des papiers, devra nécessairement explorer tous les noyaux de documentation. Actuellement, donc, les archives du parti sont consultables en utilisant différents outils de recherche : le fichier analytique des procès-verbaux des organes dirigeants (en base de données pour ce qui est des archives de Moscou ou en version papier pour les années comprises entre 1958 et 1972) qui comporte les ordres du jour et – pour les comités centraux – également les personnes présentes ; les catalogues de la documentation microfilmée, malheureusement inégaux entre eux pour ce qui concerne le niveau analytique et descriptif (dans quelques cas chaque document est indiqué, alors que dans d'autres n'existe qu'une indication générique) ; l'inventaire analytique et informatisé de la partie non microfilmée (tant classée que non classée)¹⁶.

L'organe qui, avec le Secrétariat, s'occupait de la gestion des relations internationales était la section des Affaires étrangères. Réorganisée après le VI^e congrès (1948) sous le nom de commission du Comité central pour la politique étrangère et les liaisons avec les autres partis communistes, ses missions relevaient initialement moins de « l'activité directe » que de l'étude ou de la documentation, s'employant toutefois à maintenir les rapports avec les partis communistes de différents pays. En 1955, il lui fut proposé l'augmentation de ses compétences, par l'attribution de missions d'études sur des questions de politique internationale, de maintien des liens avec les partis communistes ou les associations d'amitié¹⁷. Au cours des années qui suivirent, son champ d'action s'accrut progressivement : elle s'occupait non seulement des relations avec les partis « frères », mais aussi, en général, des rapports avec les pays étrangers. Bien que la documentation conservée dans les séries dédiées à la section des Affaires étrangères soit, pour la majeure partie, de type « organisation interne » (circulaires aux fédérations et comités provinciaux pour l'organisation de voyages, vacances à l'étranger, etc.), les documents relatifs à des questions d'ordre général n'y font pas défaut, non plus que, parfois, des notes ou des rapports développés par des permanents de la section sur des sujets de grande importance.

La majeure partie de la matière consacrée aux relations internationales est cependant conservée dans la série « Étranger » des archives. Celle-ci est divisée en plusieurs sous-séries. La sous-série « Pays » contient la documentation relative aux différents pays : il s'agit de correspondances

principalement avec des partis communistes et socialistes, de matériel documentaire, de correspondance relative à des pays étrangers, de notes et rapports de voyage, de protocoles de collaboration, etc. « Rencontres internationales » concerne la documentation relative aux colloques et rencontres internationales. « Europe » apparaît à partir des années 70 et contient surtout de la documentation relative aux travaux du Parlement européen et des organes communautaires. « Organisations internationales des partis et mouvements » rassemble du courrier, des programmes et des notes sur les organisations internationales. « Associations d'amitié » contient de la correspondance, des programmes et des rapports d'activité des différentes associations d'amitié avec les pays socialistes. « Instituts » recueille de la correspondance et de la documentation relative à différents instituts, à des actes de colloque et des rencontres internationales. « Mouvements pour la paix » contient de la correspondance et de la documentation diverse, ainsi que de nombreux actes de colloque. « Nouvelle revue internationale. Problèmes de la paix et du socialisme » regroupe de la correspondance, des notes, des articles ou ébauches d'articles et de la documentation de la rédaction italienne dont des rapports d'activité. « Organismes internationaux », enfin, contient de la documentation au sujet de colloques et rencontres internationales.

Pour ce qui concerne les relations internationales et, en particulier, les relations entre le PCI et le PCF, la majeure partie de la documentation se trouve dans la série « Étranger » et dans le dossier qui était tous les ans consacré à la France. Ce dossier annuel contient la documentation courante sur les rapports avec le PCF et d'autres partis français, ainsi que du matériel se référant à la France en général. D'habitude, il s'agit de correspondance (dont beaucoup de type « protocolaire » comme des invitations, des vœux de début et de fin d'année, des communiqués relatifs aux anniversaires des secrétaires et leaders). Celle-ci est relative pour la plus grande partie à l'organisation de délégations, d'invitations aux fêtes de l'*Unità* et de *L'Humanité*. D'un intérêt tout particulier est la correspondance qui transmet des documents politiques ou les notes concernant des rencontres. Dans les cas de rencontres entre délégations ou de visites, les communiqués de presse conjoints, les déclarations et, en général, la documentation produite durant la rencontre, y figurent. À côté néanmoins de la documentation pour ainsi dire externe, on trouve les notes internes, adressées au Secrétariat, que les permanents du PCI rédigeaient pour chaque voyage ou rencontre, voire pour un simple entretien ou appel téléphonique. En plus de la documentation relative aux

rapports avec les partis communistes des différents pays, les dossiers par pays de la série «Étranger» contiennent des données concernant le pays en général. La France ne fait évidemment pas exception et les dossiers contiennent un matériel abondant qui traite les questions les plus variées concernant ce pays : correspondance individuelle avec des citoyens (pas nécessairement militants du PCI ou du PCF), interviews de dirigeants du parti, invitations à des colloques, manifestations à caractère politique ou culturel et, finalement, échanges de courrier avec les partis du pays autres que le PCF.

Outre le dossier annuel de la série «Étranger», la documentation relative aux relations entre le PCI et le PCF se retrouve aussi dans d'autres séries documentaires. La plus importante – au moins en ce qui concerne l'attitude des sommités du parti italien – se trouve dans les procès-verbaux des organes dirigeants et, en particulier, de ceux de la direction, où le débat est précisément rendu par le compte rendu sténographique. Les procès-verbaux du Secrétariat sont plus concis (puisque comprenant parfois seulement les décisions prises), tandis que pour le Comité central, le sténogramme n'est pas toujours conservé.

À partir des années 60, et dans une plus large mesure pour la décennie suivante, une autre documentation intéressante se trouve dans la série «Rencontres internationales», lorsque augmentent progressivement les rencontres entre les partis communistes des pays européens et, en particulier, ceux des pays de l'Europe capitaliste. En plus des actes des rencontres officielles, on y retrouve du matériel préparatoire, des courriers et des notes internes. Quoique ne concernant pas nécessairement le lien entre PCI et PCF, les papiers du Bureau de l'Émigration contiennent aussi des données qui intéressent la France, les conditions de vie des émigrés italiens dans ce pays et l'activité du PCI parmi eux.

1. Sur l'histoire des archives du PCI, nous renvoyons à Linda Giuva, introduction à *Guida agli archivi della Fondazione Istituto Gramsci*, Rome, Editori riuniti, 1994.

2. Linda Giuva, *L'Archivio del Partito comunista italiano* in *Gli archivi dei partiti politici*, Rome, Ministero per i beni culturali e ambientali, 1996, p. 74.

3. Daniela Boni, *Fondo Mosca (1939-1958). Inventario*.

4. *Fondazione istituto Gramsci, Archivi del Partito comunista italiano* (APCI), Ufficio archivio, mf 209, ff. 1240-1, « Nota su viaggio a Mosca (dal 19/2 al 27/2/1975) per le questioni d'archivio », de Giovanni Aglietto pour Armando Cossutta.

5. «Les paquets 31, 32, 33, celle de l'*Ufficio quadri*, numérotés de 1 à 15 et les 17 envoyés par le Secrétariat entre 1955 et 1958 ont été transformés en 76 "paquets". Durant ces opérations, fut

malheureusement perdue la numérotation originale, sur laquelle nous avons des informations grâce au tableau ci-dessus, mais relativement à laquelle manque l'exacte correspondance avec la numérotation attribuée par les permanents du PCI, ainsi que avec chaque dossier. Ainsi, dans le cas des cinq derniers envois, n'est-il pas possible de reconstituer l'ordre exact des expéditions : le matériel parvenu en 22 paquets progressivement numérotés était originellement réparti en 104 enveloppes (17 paquets) ; il est presque impossible de reconstituer lesquels furent envoyés avant et lesquels après, lesquels originellement formaient un bloc unique et lesquels ont été éventuellement déclassés après leur récupération», dans D. Boni, *Fondo Mosca (1939-1958). Inventario*.

6. D. Boni, Introduction à l'*Inventario del Fondo Mosca*.

7. L. Giuva, *L'Archivio del Partito comunista italiano*, op. cit., p. 72.

8. APCI, Apparato, mf. 489 ff. 3254-54, Note pour le Bureau du Secrétariat, 8 janvier 1963.

9. APCI, Ufficio archivio, mf. 060 f. 004, Rapport de Checchini pour Aglietto et Mauro Galleni, 25 novembre 1971.

10. L. Giuva, *L'Archivio del Partito comunista italiano*, op. cit., p. 73.

11. APCI, Ufficio archivio, mf 057, ff. 518-21.

12. APCI, Ufficio archivio, mf 057, ff. 779 et suiv.

13. À l'exception d'Angelo Tasca qui, selon les compilateurs du document, avait laissé « un vide altérant gravement l'exhaustivité des archives ».

14. *Ibidem*, p. 780.

15. APCI, Ufficio archivio, mf, 510, ff. 2888-2900.

16. Pour une description d'ensemble des archives du PCI, nous renvoyons à la *Guida online* des archives de la Fondation, de l'Institut Gramsci http://www.fondazionegramsci.org/guida_gramsci/index_ok.htm

17. APCI, Fondo Mosca, Direzione, mf. 117, procès verbal du 18 janvier 1955.

TABLE RONDE

Histoires croisées du communisme italien et français

Table ronde du 12 mai 2010 entre Serge Wolikow, Michel Maso, Roger Martelli, Sylvio Pons

D'une certaine manière, cette table ronde constitue la conclusion du dossier. En effet, les participants reviennent sur plusieurs questions posées par les articles. Ils font également un bilan de l'état actuel des études comparatives et croisées en allant au-delà de la simple comparaison historique. En effet, à travers cette discussion émergent des questions qui concernent le sens politique des interrogations scientifiques sur l'histoire du communisme.

Serge Wolikow : Nous voudrions lors de cette table ronde aborder trois ensembles de questions qui inscrivent l'histoire du communisme européen dans l'histoire contemporaine mondiale.

En premier lieu, il nous semble important de faire le point sur les sources, les archives et le patrimoine matériel et documentaire du communisme. Comment envisager la gestion de ce patrimoine dans les deux pays et en particulier le rôle des fondations liées aux partis, mais aussi comment apprécier l'implication des archives publiques ? C'est évidemment inséparable des débats et des controverses soulevés par les divers usages commémoratifs, scientifiques, médiatiques et parfois politiques de cette documentation.

En deuxième lieu, la revisite de l'histoire des deux partis communistes est à l'ordre du jour pour l'inscrire dans une histoire plus large, celle des relations internationales, des rapports inter-étatiques mais celle aussi d'une

histoire européenne du communisme qui participe également d'une histoire mondiale.

Enfin, comment ne pas s'interroger, alors que les deux partis communistes sous leur forme historique du xx^e siècle, ont disparu dans les deux pays, sur leur place dans la mémoire collective, leurs traces au travers notamment de l'empreinte éventuelle qui persiste dans la vie politique actuelle des deux pays ?

Voilà trois questions autour desquelles je vous propose d'organiser cette table ronde.

Si j'ai posé en premier lieu la question des archives et de la documentation communiste afin d'envisager ce qu'elles deviennent dans les sociétés italienne ou française, c'est que leur statut comme le rôle et l'action des institutions qui les abritent et les conservent, fondations, archives, bibliothèques, peuvent nous faire comprendre comment le communisme est inscrit dans le patrimoine national. Évidemment cette question pourrait être posée pour tous les partis communistes, portugais, espagnol, anglais, belge... Mais il reste qu'on est face à deux partis communistes dans des sociétés dans lesquelles ils ont été des forces politiques considérables, ayant mobilisé et influencé des millions de personnes. Aujourd'hui aborder ce passé touche à l'histoire spécifique de chaque parti comme à celle de chaque pays, mais elle concerne également l'histoire politique internationale du dernier siècle. En ce sens, l'intérêt soulevé par l'histoire du communisme dans les deux pays traduit la forte empreinte qu'ils y ont laissée mais aussi leur participation à une expérience mondiale.

Michel Maso : Je vais évoquer, en quelques mots, le premier objet parmi les trois que tu as proposés. Mais je vais, modestement, vous parler d'abord—je crois que ça s'impose ici—de la Fondation Gabriel Péri. Ce sera modeste parce que je connais un peu l'Institut Gramsci—pas encore physiquement mais pour m'y intéresser depuis un certain temps. Or, nous ne sommes pas en présence d'instances de même poids ni de même histoire. La Fondation Gabriel Péri va avoir six ans au mois de septembre. C'est donc une création très récente et, dans une première version, avant même qu'elle existe, une première version par conséquent de ce qu'elle pouvait être, imaginée par un certain nombre de membres de la direction du Parti communiste, il n'était absolument pas envisagé qu'elle s'intéresse, si peu que ce soit, à l'histoire, et en particulier à l'histoire du mouvement communiste. Cette première version, au terme

de quelques péripéties que je vous épargne car elles n'ont pas d'intérêt ici, a été abandonnée et on a remis l'ouvrage sur le métier, on a réengagé la procédure pour aboutir à la création de la Fondation Gabriel Péri. À cette occasion, il fut décidé, et là aussi je passe sur les cheminements qui y ont conduit, que la fondation aurait au fond une double vocation. D'une part, essayer d'être ce qu'on appelle une « boîte à idées », qui organise des séminaires, des colloques et qui en publie les travaux. D'autre part, un lieu essayant de travailler, essayant de contribuer à une meilleure connaissance du mouvement communiste, et pas seulement du Parti communiste français. C'était relativement facile à dire, et même à écrire (ce que l'on a fait, par exemple, dans le préambule des statuts de la fondation, où cela est résumé en deux ou trois paragraphes), mais après, tout commence ! Après, il faut travailler. Que faire concrètement ? Nous nous sommes interrogés, évidemment. Nous avons d'abord estimé qu'il fallait rendre visible le rôle que nous pouvions jouer pour une meilleure exploitation des archives du Parti communiste français. Ces archives sont relativement « copieuses » et, pendant longtemps, même si théoriquement elles étaient disponibles, pratiquement ce n'était pas le cas. Je parle sous le contrôle de Roger, qui connaît cela bien mieux que moi. Désormais, elles sont sous la responsabilité des Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis et nous avons, avec les Archives Départementales et avec le Parti Communiste qui en demeure propriétaire, signé à la fin 2004 une convention tripartite pour engager tous travaux, à partir de ces archives, nous paraissant utiles aux objectifs évoqués précédemment.

Dans ce cadre, nous avons pris depuis ce moment un certain nombre d'initiatives et nous en avons soutenu d'autres. Ce fut le cas pour une initiative organisée ici même en septembre 2005 sur le thème : « Archives et sources du communisme. Regards croisés : chercheurs, acteurs et archivistes » ; ce fut le cas, on l'a évoqué tout à l'heure, avec le colloque sur l'année 1956 et le PCF ; il y a ce qui est en train de se faire en ce moment et qui donnera lieu bientôt à la publication d'une note de Roger Martelli consacrée aux effectifs du parti (elle prendra place dans quelque chose de plus large que l'on appelle, en quatre volumes, le « Guide des Sources ») ; il y a la contribution que nous avons essayé d'apporter – mais le problème n'est pas encore réglé, nous y travaillons avec Serge notamment – à la préservation d'un fonds très important, le fonds Kessel, qui contient des ouvrages et des tracts en grande quantité, susceptibles de constituer un fonds très intéressant et très utile à celles et ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'extrême gauche et des mouvements

gauchistes, en France et en Europe. Dans quel esprit faisons-nous tout cela ? Une fondation, et surtout une fondation débutante comme la Fondation Gabriel Péri, ce n'est pas un parti politique. Certes, il n'y a pas de mystère là-dessus, la Fondation Gabriel Péri a été créée à l'initiative du Parti communiste. Cela dit, elle est réellement et rigoureusement indépendante de la direction du Parti communiste, et c'est heureux. Ce n'est donc pas un parti politique, et ce n'est pas non plus une université, ce n'est pas un rassemblement de chercheurs chevronnés. Au fond, ce qu'elle s'efforce de faire dans un certain nombre de cas, c'est de faciliter des rencontres, aider des travaux, contribuer à des efforts engagés ou projetés par des chercheurs. Et je crois que, durablement, c'est ce que nous serons. D'autant, je ne l'ai pas encore évoqué, que nous sommes vraiment une petite structure. Sans faire ici l'histoire des fondations politiques en France, sachez cependant qu'elles sont peu nombreuses, de création récente, et qu'elles n'ont rien à voir avec d'autres fondations, dans d'autres pays. Je pense, par exemple, à l'Allemagne et à la Fondation Ebert, qui est une véritable « multinationale ». Nous travaillons donc avec de faibles moyens qui, par ailleurs, ces deux ou trois dernières années, nous ont été encore plus chichement consentis. C'est très difficile, pour notre petite équipe, mais cependant, dans ces conditions un peu contraintes comme vous le voyez, nous pouvons être d'un certain concours, d'un certain apport, essentiellement logistique plutôt que scientifique. Je viens d'employer le mot « scientifique », je conclus là-dessus. Dans ce que Marco Di Maggio nous a adressé, il est évoqué : « ... des débats et des controverses autour des usages de cette documentation : usage commémoratif, usage scientifique, usage médiatique et polémique, etc. ». Si on me demandait de choisir lequel de ces usages je privilégierais, je dirais l'usage scientifique, parce que le « commémoratif » ne nous appartient pas, et quant au « médiatique », pourquoi pas, si à l'occasion il y a des choses intéressantes à entreprendre au service de l'usage « scientifique ». La Fondation Gabriel Péri, je le répète, n'est ni un parti ni une université. Elle ne va pas essayer de se comporter en parti, pour un usage éventuellement polémique des archives, ni en organisme scientifique qu'elle n'est pas. En revanche, elle peut concourir à des efforts de ce type. Une dernière chose, dont nous avons parlé avec Sante Cruciani, et sur quoi nous reviendrons lors d'une réunion à la fin du mois de juin, c'est la proposition qui est faite à la Fondation Gabriel Péri par l'Institut Gramsci d'examiner si nous pouvons engager ensemble un travail à propos du PCI et du PCF sur les

problèmes de la communication politique des deux partis. Je voulais donner ce dernier exemple parce qu'il illustre comment nous réagissons souvent à la Fondation : à partir des sollicitations qui nous sont adressées et que nous soumettons à Serge Wolikow, à Roger Martelli ou à d'autres pour avis.

Serge Wolikow : L'histoire de la fondation de l'Institut Gramsci et de son évolution est assez différente même si actuellement les différences sont peut-être moins importantes que les similitudes.

Silvio Pons : Entre le travail que nous faisons à l'Institut Gramsci et les activités de la Fondation Gabriel Péri, il y a des différences et des analogies. Certes, la Fondation Gramsci témoigne d'une expérience plus longue, ce qui ne nous empêche pas d'envier des instituts bien mieux structurés et financés, comme la Fondation Ebert en Allemagne. En Italie, les instituts culturels constituent une spécificité nationale. Il y a quelques instituts importants, en particulier ceux qui représentent les traditions politiques du pays (catholique, libérale, communiste, socialiste) et qui, grâce à leurs patrimoines archivistiques et documentaires, fournissent une contribution fondamentale à la mémoire nationale et à la recherche historique. Ces vingt dernières années, la collaboration entre ces instituts a beaucoup crû et de nombreuses initiatives communes ont été prises, qui témoignent d'un important rôle civique dans un pays politiquement très divisé et tourmenté. Dans le même temps, la contribution de l'État pour maintenir en vie les instituts culturels a au contraire diminué jusqu'aux coupes drastiques du gouvernement actuel, occasionnant de graves dommages pour toute la culture nationale, y compris au plan du prestige national et des rapports avec la culture des autres pays, européens ou non.

En ce qui concerne la Fondation Gramsci, son histoire récente a été marquée par d'importantes discontinuités, comme on s'en doute. Un grand changement a eu lieu en 1995 quand la fondation a reçu les archives du PCI. Avant cela, elle conservait les fonds personnels de Gramsci et quelques lettres de Togliatti. Mais avec le versement des archives du PCI, la structure même de la Fondation a été modifiée et sa raison d'être a connu un changement substantiel. Elle est devenue pleinement un centre d'archives et de recherches historiques. Son activité s'est donc dirigée, ces quinze dernières années, d'une part sur le travail d'archive au sens strict, y compris la numérisation et la mise en ligne des inventaires, d'autre part sur les activités de recherche sous forme de

colloques, conférences, séminaires et publications, à propos de quelques questions fondamentales de l'histoire du communisme et du socialisme en Italie, mais aussi de l'histoire internationale de l'après Seconde Guerre mondiale et de la République italienne. C'est sur la base de son activité que la Fondation a établi divers réseaux sur l'histoire du communisme et de la guerre froide, avec des universités, des centres de recherches, avec des fondations nationales rattachées au Parti socialiste européen, comme avec les réseaux internationaux d'études gramsciennes.

Ce double rôle, de lieu de conservation et de centre de recherche, représente l'élément fondamental de l'activité de la Fondation Gramsci dans la culture italienne d'aujourd'hui. Je dois ajouter qu'il remplit aussi des vides caractéristiques de l'Italie. En effet, celui qui veut étudier l'histoire de la République italienne dans les années soixante et soixante-dix ne dispose pas de fonds nombreux dans les archives publiques : les fonds du ministère des Affaires étrangères, par exemple, ne sont pas accessibles aux chercheurs. Les archives des partis politiques, conservées et mises en valeur par les instituts culturels, deviennent ainsi des références essentielles pour la recherche scientifique. Des étudiants de tous niveaux, des chercheurs, des érudits viennent à la Fondation, de toute l'Italie et de l'étranger, pour travailler sur les fonds du PCI parce qu'ils constituent une source d'une extrême importance, et d'ailleurs pas seulement pour l'étude du communisme italien. Ce fonds est, en effet, important pour l'histoire de la société et de la politique en Italie au siècle passé, surtout pour la période de la République, après la Seconde Guerre mondiale, mais il l'est aussi pour l'histoire de la guerre froide.

Je veux souligner enfin que notre choix, pour la Fondation, a été de remplir un rôle public, de promouvoir celle-ci en centre d'excellence, en lieu de recherche. Cela ne signifie pas qu'on ne laisserait aucun espace pour des sujets tels que l'utilisation publique de l'histoire, ou la vulgarisation historique, mais notre activité centrale et, disons, la base de la légitimité de la Fondation sont d'être un institut doté d'un patrimoine d'archives important, qui rassemble autour de lui les forces de la communauté scientifique nationale et internationale et qui produise, sur cette base, des travaux scientifiquement valables. Certains ont pensé que c'était un choix élitiste, mais notre conviction est, au contraire, qu'il s'agit de la meilleure manière de consolider un profil culturel qui évite le risque d'une dispersion dans des activités plus éphémères, certes plus liées à l'actualité culturelle et politique, mais destinées à laisser peu de traces.

Serge Wolikow : On voit donc deux profils, deux conceptions qui pour des raisons historiques sont assez distinctes, et en même temps qui se recoupent autour d'un certain nombre de thématiques. Il y a certainement une communauté de préoccupations scientifiques, qui nous renvoient aux cheminements de l'histoire nationale. Pour l'Institut Gramsci, l'histoire nationale et l'histoire du parti sont très imbriquées, plus qu'en France, en raison de traditions historiques qui ne tiennent pas à l'Institut ou à la Fondation, mais, en particulier, à l'histoire dite « du mouvement ouvrier » en France, souvent vécue et effectivement développée comme une histoire spécifique en marge de l'histoire générale politique. Roger Martelli peut nous éclairer sur cet aspect, lui qui a été pendant très longtemps responsable non seulement d'une revue importante d'histoire du Parti communiste, les *Cahiers d'Histoire*, mais qui s'est occupé aussi de la Bibliothèque marxiste, où sont conservés, rassemblés à l'initiative du Parti communiste, les ouvrages reçus en héritage. Il avait également en charge, pendant un nombre respectable d'années, la conservation et le classement des archives du Parti communiste. Fort de cette expérience, il peut certainement nous éclairer sur la question du patrimoine et des archives.

Roger Martelli : De courtes remarques... Du point de vue des archives, j'ai l'impression que l'on a changé radicalement de période. Pendant longtemps, et pas seulement en France et en Italie, la situation se caractérisait de trois façons : l'archive était rare ; sa conservation et sa divulgation faisaient l'objet d'une conception quelque peu ecclésiale ; son utilisation générale restait pour le moins partielle et artisanale. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation complètement différente de surabondance d'archives. Cela pose bien sûr des problèmes techniques énormes, de la conservation à l'indexation. Mais au-delà, nous sommes confrontés à des problèmes de méthode et de déontologie. Le système communiste du xx^e siècle a été tellement dominé par l'opacité et le secret que l'on a l'impression que l'archive est en elle-même « la » vérité. Il y a donc tout un travail méthodologique et théorique d'évaluation des différents types d'archive, et un travail patient de mise à disposition raisonnée, loin des effets médiatiques de la « révélation ». L'archive doit être techniquement accessible (c'est une question de technique et de moyens) et elle doit être intellectuellement accessible, sous forme de recueils raisonnés et d'explications historiennes.

Avec l'*Istituto Gramsci* et la Fondation Gabriel Péri, nous sommes face à des institutions qui héritent d'une histoire commune et qui ont une mission intellectuelle forte. Peut-être vaut-il la peine de réfléchir plus avant à ce que ces institutions peuvent faire ensemble, en matière d'histoire du communisme. Dans le champ de l'Europe occidentale, une histoire croisée des deux communismes, français et italien, est un enjeu majeur. Ne peut-on donc travailler à des initiatives communes, par exemple la mise en place d'un portail informatique qui permettrait, au fur et à mesure, d'offrir une histoire documentaire des deux partis et des études comparatives ?

J'ai pour ma part été passionné par le document de Pajetta que Marco Di Maggio nous a présenté. Multiplier la mise à disposition de ce type d'archive me paraîtrait d'un très grand intérêt, pour l'étude de chaque parti, et pour une réflexion d'ensemble nécessaire sur le communisme du xx^e siècle. Le temps n'est plus où des institutions comme Feltrinelli pouvaient se permettre de publier en volume des archives comme celles de Secchia ou celles du Kominform. L'économie de l'édition rend la tâche plus difficile, mais on peut trouver d'autres voies...

Serge Wolikow : Vous avez, tous les trois, répondu à chaque fois, en une intervention, aux trois questions posées, mais de façon inégalement développée. J'aimerais revenir sur la dimension internationale. Si l'on considère les deux fondations, les archives des deux partis, donc le patrimoine du communisme italien ou français dans une histoire internationale, comment en quelque sorte inscrit-on cela dans une histoire internationale contemporaine du mouvement ouvrier et de la gauche ? Silvio Pons, comme Roger Martelli, ont affirmé l'impossibilité de séparer ce qu'on pourrait appeler une approche nationale des archives du communisme et une vision internationale. C'est-à-dire que le communisme, même saisi dans sa dimension nationale, par définition, sauf dérive finale, est en quelque sorte intégré dans une dimension internationale dont la forme cependant a pu varier. À l'échelle internationale, il y a une multitude de sites, de structures, qui en quelque sorte se présentent comme des organismes patrimoniaux, des organismes documentaires sur le communisme. Mais il y en a très, très peu qui ont une vocation scientifique. Cela dit, d'un pays à l'autre, les différences sont fortes.

Michel Maso : Ce n'est pas la même histoire, ce n'est pas la même mission non plus, à l'origine.

Serge Wolikow : La gestion du patrimoine documentaire communiste est confrontée aux usages scientifiques mais aussi culturels et politiques. Ce patrimoine est en quelque sorte comptable de la mémoire collective et historique du communisme. Dès lors, comment des organismes qui ont la charge de cette gestion ont-ils leur part de responsabilité dans la pérennité de ce patrimoine et sa transmission ? Est-ce qu'il y a, du côté des institutions patrimoniales qui conservent les archives, les revues, les documents du communisme des deux pays, un souci, une préoccupation ou un intérêt pour traiter cette question au moment où le communisme sous la forme historique qu'il a connue au xx^e siècle a disparu ?

Dans les deux pays, on a des formes de présence du passé qui sont fortes, au sens de l'activation politique des références mémorielles, etc. Les pratiques commémoratives soulèvent de nombreuses questions à tel point qu'une vigilance s'impose, dans le bon sens du terme, c'est-à-dire en étant attentif aux usages parfois contradictoires de la documentation historique.

Michel Maso : Je t'ai écouté très attentivement. Je vois bien que quelque chose te préoccupe très fortement, tu l'as dit à plusieurs reprises. Je comprends cette préoccupation et je la partage. Ce à quoi tu nous invites, c'est à lancer une réflexion, une discussion sur le « comment faire ? »

Serge Wolikow : Oui, notamment.

Michel Maso : Comme si on n'y avait pas réfléchi avant...

Serge Wolikow : Je vais prendre un exemple très concret. Par exemple, encourager les recherches de jeunes chercheurs dans les universités, diversifier les incitations pour valoriser les études sur le communisme au moment où les modes intellectuelles changent...

Michel Maso : Non, ne parlons pas de ça, parce que sinon tu vas reprendre la parole très longuement. Moi, je n'en ai pas pour très longtemps. Je suis content que tu viennes de prendre cet exemple, parce que j'étais un peu en difficulté, je le dis honnêtement, pour « raccrocher les wagons ». Mais tu viens d'évoquer un prix. Tu sais bien, nous en parlons ensemble depuis déjà un petit moment, que c'est ce que nous envisageons...

Je pense que l'on peut avancer sensiblement cette année. Je n'entre pas dans les détails, mais on s'est dans un premier temps interrogé sur

« un prix » ou « des prix » ? Quel public visé, quel public « primable » : jeunes chercheurs ou chercheurs confirmés, ou les deux ? Aujourd'hui, il me semble qu'en effet nous pouvons réfléchir aussi à ce que tu appelles le « domaine ». Celui-ci, qui te préoccupe, me préoccupe également. La place du PCI et du PCF dans la mémoire collective est à mon avis considérable aujourd'hui. Elle est considérable parce que, je l'ai entendu dire souvent même si je ne sais pas si c'est rigoureusement vrai, en France tout le monde a été communiste ou a eu un communiste dans sa famille : un père, un grand-père, un oncle, un cousin... Il y a donc un rapport étroit, sur la longue période, entre beaucoup de Français, beaucoup de gens vivant en France plus exactement, et le communisme... Et sans doute est-ce la même chose en Italie.

Serge Wolikow : Comment éviter la nostalgie commémorative et le passéisme, mais aussi favoriser un regard critique qui en même temps prenne toute la mesure de l'expérience historique du communisme ?

Michel Maso : Je comprends bien. Je dis simplement que par le moyen du prix dont nous avons déjà discuté avec Serge et qu'il vient ici de rappeler, peut-être y a-t-il déjà une piste.

Silvio Pons : Je voudrais d'abord m'arrêter sur quelques idées qui me sont venues tant de l'introduction de Serge Wolikow que des communications de cette journée. Je pense, moi aussi, que nous sommes face à un changement historiographique de caractère général, qui exige de repenser diverses façons de voir l'histoire du communisme. Il importe en particulier de considérer davantage cette histoire dans un cadre global ou international. Les processus d'internationalisation représentent en effet, au xx^e siècle, un phénomène au sein duquel le communisme, par son caractère global et transnational, a eu un impact et une dimension spécifiques.

Il me semble que, dans les communications, figure toujours la question du poids de l'élément international dans les différentes phases des rapports entre le PCI et le PCF et dans les trajectoires des deux plus importants PC d'Europe occidentale. Doit-on, à cet égard, considérer ce poids seulement sous l'aspect de la domination de l'Union soviétique, dont le rôle est indéniablement prépondérant, même s'il s'affaiblit à partir de la fin des années soixante ? Ne doit-on pas considérer aussi le rôle de l'Union soviétique sous l'aspect, disons, politico-symbolique ?

La réponse ne peut être qu'affirmative. En effet, l'élément international n'est pas seulement constitué par des directives de l'Union soviétique aux PC, mais aussi par la fonction exercée par le mythe de l'URSS, par le fait que ce pays et, après la Seconde Guerre mondiale, le « camp socialiste » furent un facteur d'identification et d'appartenance. C'est seulement à la lumière de cela qu'on peut poser correctement la question des analogies et des différences entre PCI et PCF. À grands traits, les analogies nous apparaissent sous l'aspect international, les différences sous l'aspect national. Mais les choses ne sont pas si simples. Le contexte est celui d'une culture politique partagée qui présente une imbrication du national et de l'international.

Réfléchissons, par exemple, aux lectures des intérêts politiques du mouvement communiste et de l'URSS. Pour tous les communistes, avant et après la guerre, indiscutablement, l'unité et l'harmonie entre tous les partis est une dimension essentielle. Il ne s'agit pas seulement d'un système hiérarchique et imposant une discipline, mais aussi d'un ensemble de convictions profondes. Toutefois, ces intérêts ne concordent pas tout à fait, ni dans le cadre des rapports entre le centre soviétique et la périphérie, ni dans le cadre des relations entre les différents partis communistes, ni même à l'intérieur de chacun des partis. Arrêtons-nous sur le rapport entre l'URSS et tel ou tel parti. Dans le discours politique des communistes, on tombe souvent sur l'idée qu'une politique déterminée par un parti était d'abord conçue et mise en œuvre de façon à cadrer soit avec les intérêts du parti lui-même, soit avec ceux de Moscou. Il est évident qu'un semblable discours a pu présenter un aspect instrumental, parce qu'évoquer les intérêts de l'URSS, avant même les intérêts nationaux, signifiait justifier un choix politique vis-à-vis de la direction et de la masse du parti, prévenant ou liquidant ainsi des résistances et des oppositions. Mais, à mon avis, ce type d'argument ne présentait presque jamais un caractère purement instrumental et correspondait effectivement à l'idée que la politique « juste » ne pouvait pas ne pas défendre, en s'adaptant, les intérêts de l'URSS, supposant ainsi une cohérence politique profonde dans l'histoire des communistes, y compris dans celle des PC occidentaux.

Selon les mémoires d'Eugenio Reale, quand, en 1947, Togliatti prit congé de Longo et du reste de la délégation italienne, sur le point de se rendre en Pologne à la première conférence du Kominform, il leur soutint : « S'ils vous disent que nous devons faire comme en Grèce, répondez-leur que nous ne devons ni ne pouvions le faire, y compris dans leur

intérêt. » Cette argumentation n'était pas simplement opportuniste, elle reflétait la conviction de Togliatti que la ligne suivie par le PCI à la fin de la guerre était effectivement issue des exigences de l'URSS et non pas uniquement de celles du parti, tandis que le « modèle grec », ouvertement soutenu par Tito, était en contradiction avec les deux. Plus tard, en 1956, la notion même de polycentrisme, inventée dans son interview à la revue *Nuovi argomenti* et trop souvent vue par les historiens à la seule lumière des problèmes nationaux, se présentait comme une façon de combiner les intérêts du PCI avec ceux de l'URSS. Mais naturellement, l'idée que cette combinaison constituait une donnée de fait n'était ni démontrable ni applicable facilement. Si différentes lectures ont été possibles et ont émergé, dans une certaine mesure, sous Staline, cela est encore plus vrai dans l'après Staline. Le polycentrisme fut une notion controversée dans le mouvement communiste international et développée avec peu de cohérence. Elle divisa Togliatti et Thorez, mettant en évidence leur lecture différente de la combinaison entre la dimension nationale et internationale des « intérêts » de l'URSS et du mouvement communiste. Mais, pour la même époque, Sante Cruciani a rappelé à juste titre dans son intervention ici qu'au moment de l'invasion de la Hongrie, peu après la proclamation des thèses sur le polycentrisme, les positions de Thorez et de Togliatti finirent par converger largement. Nous savons que le 30 octobre 1956, Togliatti envoya un télégramme à Khrouchtchev, dans lequel il affirmait non seulement qu'il était préoccupé par la situation intérieure du PCI, mais qu'il portait aussi un jugement sévèrement négatif sur le gouvernement Nagy, dénoncé comme « contre-révolutionnaire ». On voit ici comment Togliatti, percevant le risque d'éclatement du « camp socialiste », a donné une interprétation très restrictive du lien entre la dimension nationale et la dimension internationale. Cependant, ce lien restait un point fort de sa conception stratégique auquel il ne voulait pas renoncer. Quelques années plus tard, dans le *Memoriale di Yalta*, l'idée du polycentrisme sera déclinée par Togliatti selon la formule plus limitée de « l'unité dans la diversité », une façon de reconnaître l'existence, relevée par Roger Martelli, d'un « polycentrisme de fait » dans le mouvement communiste au début des années soixante. Chez Togliatti, l'idée suivante devenait obsédante : à partir du moment où se créait une fracture décisive au sein du mouvement communiste, entre Moscou et Pékin, l'unique façon de résoudre cette question était de reconnaître un polycentrisme de fait, puisqu'une rigidification aurait conduit à la rupture. Ici encore, il n'est pas difficile de voir une corrélation

étroite entre l'élément national (dans ce cas, la « voie nationale » au socialisme) et l'élément international.

Sur le mouvement étudiant de 68, je me demande s'il y eut, et dans quelle mesure, dans les deux partis, une prise en compte du phénomène au-delà de sa dimension limitée aux deux pays en eux-mêmes. En d'autres termes, y eut-il aussi une perception de 68 comme un phénomène mondial ? Il me semble que, au moins pour le PCI, la réponse est négative et que le mouvement de la jeunesse et des étudiants fut vu seulement dans sa spécificité italienne.

Je voudrais aussi poser une question qui concerne la légitimation des PC occidentaux dans leur propre pays. Bien que cette question ne fût jamais explicitement reconnue dans leurs discours politiques, elle était de fait présente. Pour eux en effet, la Guerre Froide était un phénomène généré par les politiques occidentales, qui avait privé de façon arbitraire les communistes de ces pays du rôle de guide qu'ils avaient gagné dans l'antifascisme et dans la Résistance. En dépit de cela, le PCI posa, à partir de 1973-74, explicitement le problème de la légitimation tant nationale qu'internationale, d'une part avec le « compromis historique », d'autre part avec sa stratégie européenne et ses initiatives en direction des partis communistes occidentaux qui aboutiront à l'eurocommunisme. La question que je pose est de savoir s'il y eut un choix de même type pour le PCF.

J'en viens à l'autre point, celui du rapport entre la permanence des traces de l'expérience du communisme du xx^e siècle, dans les sociétés italienne et française, et la façon dont les deux fondations se situent face à cette permanence.

En Italie, le discours public de ces vingt dernières années a présenté une forte continuité avec la guerre froide, surtout en raison du choix fait par Berlusconi d'opposer un discours « post-anticommuniste » à un autre discours « post-communiste ». Toutefois, si la stratégie de l'actuel chef du gouvernement a eu un grand succès, ce n'est pas simplement par sa capacité à être dominatrice, ni même par les moyens matériels et médiatiques dont elle dispose. En effet, la société italienne était aussi très prédisposée à la réception d'un discours de ce type, puisqu'une grande partie de cette société, pendant les années quatre-vingt-dix et au-delà, se sentait orpheline de la guerre froide. Cette situation anormale et paradoxale a perduré jusqu'à maintenant. Selon mon opinion, la réaction qui a prévalu dans la gauche italienne – l'espace idéologique de référence de la Fondation Gramsci – fut surtout une attitude de retrait ou de contournement défensif.

Dans le premier cas, on a dit que le bilan du communisme avait déjà été fait, par la création d'un nouveau parti en 1989, ce qui conduisait à nier l'existence même du problème de l'élaboration d'une mémoire historique. Réponse très faible. Dans le second cas, on a simplement revendiqué la tradition militante de la Résistance et de l'antifascisme. C'est aussi une réponse très faible. Dans cette situation, qu'on pourrait appeler de désarroi et d'incapacité à redéfinir des bases culturelles pour la politique, la Fondation Gramsci a jugé pouvoir jouer un rôle à condition de ne pas se constituer en lieu de commémoration, comme musée de l'histoire de la gauche et du communisme italiens. L'initiative de la Fondation s'est alors orientée dans une direction différente de celles que l'on vient de rappeler, évitant de tomber dans l'alternative du retrait et du contournement : elle a pour objectif d'apporter une contribution à la reconstruction d'une culture politique au moyen d'une analyse pertinente du passé. Fondamentalement, notre tentative a été de représenter, au sein des idées politiques de la gauche italienne, une voix qui cherche à repenser de façon critique l'histoire du communisme italien, sa fonction dans l'histoire nationale et, par conséquent, son héritage identitaire et politique.

Ceci a été un point de rapprochement essentiel entre le rôle de centre de recherche et le rôle culturel de la Fondation dans la vie publique du pays. Il est clair, pour prendre l'exemple le plus évident, qu'un récit, appréhendé de façon purement nationale, de l'histoire du communisme italien apparaît aussi indéfendable du point de vue scientifique qu'inutile et même dommageable du point de vue de la construction d'une nouvelle culture politique. Ceci ne signifie pas méconnaître ce qui a été positif dans la vie de la gauche italienne et dans son rôle national. Mais, même pour saisir et réintroduire aujourd'hui les meilleurs aspects de cet héritage, il est nécessaire d'en liquider les mythologies persistantes et les récits reçus, qui imprègnent encore le sens commun. Je pense en particulier à l'idée défensive, autoréférentielle et moraliste de la gauche italienne qui s'est conçue comme la seule partie éthiquement légitime de la société italienne : elle a une longue histoire remontant aux années quatre-vingt et a fini par créer des constructions identitaires dépourvues de sens politique, par générer des mentalités minoritaires et contribuer aux dérives populistes aujourd'hui répandues dans la vie publique du pays.

Se placer dans cette perspective implique, à mon avis, de lier étroitement la recherche historique dans les archives avec la conscience que notre lecture du passé change nécessairement parce que le monde de

la guerre froide est derrière nous, bien que ses ramifications continuent à conditionner notre lecture du présent.

Je crois que l'époque des découvertes est maintenant finie. L'idée que 1989-91 aurait été l'année zéro de l'histoire n'a plus de sens, si tant est qu'elle en ait jamais eu. Aujourd'hui, nous nous trouvons face à la nécessité d'assimiler de nouvelles consciences et de résoudre les problèmes posés par les archives. Nous avons besoin d'harmoniser les connaissances qui proviennent des archives avec la nécessité de replacer le communisme dans l'histoire, en dépassant la coupure, qui se manifeste à propos du communisme, tant en Italie qu'en France, entre le jugement moral sur ses crimes et le jugement historique sur sa présence dans les phénomènes idéologiques, culturels, politiques et sociaux du siècle passé.

Je souhaite, en conclusion, que puisse naître et se développer une collaboration entre la Fondation Gabriel Péri et la *Fondazione Gramsci*. Une initiative possible consisterait à rassembler et à numériser une documentation intégrée entre les deux PC, y compris iconographique, photographique et audiovisuelle, relativement à quelques moments d'histoire particulièrement importants, en vue de leur publication et de leur mise en ligne.

Serge Wolikow : Dans les deux sociétés, depuis quinze ans, il y a eu de nombreux films documentaires, de nombreux retours, des revisites de l'expérience communiste dans les médias, qui ont mobilisé des documents. Votre travail de réflexion sur toutes ces médiations, ce que vous en dites est à mon avis intéressant : comment dans la société ce travail a-t-il été fait, soit par d'anciens militants, soit par des cinéastes ou des écrivains, revenant sur l'expérience communiste conjointement à la découverte des archives, puisque en général ils sont allés chercher dans des archives ? Puis ils ont fait une sorte de narration, de médiation à la fois esthétique, à la fois documentaire, journalistique, et qui constitue un stock de nouveaux documents sur le communisme qui est assez intéressant. Maintenant, ça va diminuer. Après le choc de 1990, il y a eu une série de films, de documents. Les instituts, les fondations pourraient considérer que c'est donc d'un intérêt commun d'avoir un regard aussi culturel et scientifique sur cette production, parce que c'est sans doute une des médiations importantes de la diffusion de la culture. D'une manière générale, il semble important d'avoir une approche « ethno-historique » du communisme : dans les pays comme la France ou l'Italie, cette approche me semble particulièrement utile.

Roger Martelli : L'histoire du communisme du xx^e siècle est close. Mais elle n'a pas été une histoire linéaire. Et en particulier dans le dernier demi-siècle, justement à partir de 1956, on se rend compte qu'à plusieurs moments le mouvement communiste s'est un peu trouvé devant des bifurcations, avec des possibilités d'évolution, des possibilités qui en règle générale n'ont pas été suivies, et qui ont débouché sur un échec. Deux de ces bifurcations ont été particulièrement importantes. Il y a d'abord, bien sûr, la série soviétique des occasions manquées : 1956, les années soixante, jusqu'à la dernière tentative gorbatchévienne de transformation du communisme, dont l'échec cristallise la chute finale du stalinisme. De la deuxième bifurcation, j'ai envie de dire qu'elle aurait pu peut-être ouvrir une autre page de l'histoire du communisme européen ou planétaire : c'est ce qui se passe du côté du PCF et du PCI. Il y a, dans la prise de position togliattienne, entre 1956 et 1964, comme l'ébauche du rêve d'une méthode communiste différente, capable de relancer durablement le modèle « léniniste » fondateur. Le pari du dirigeant italien bute alors sur la frilosité française qui le laisse seul, et donc hors d'état de forcer le destin. Après 68, l'eurocommunisme est l'occasion de reprendre enfin l'intuition isolée de 56-64 ; or cette ultime tentative, cette fois collective, échoue à son tour, à la fois pour des raisons nationales et internationales.

Pour l'instant, il manque une véritable analyse croisée, intégrée, de cette interrelation complexe et étonnante, des deux trajectoires communistes durant la seconde moitié du vingtième siècle. Il y a bien entendu des ébauches souvent très sérieuses de réflexion en ce sens. Le travail impulsé par l'Université de Bourgogne, le travail de Marco Di Maggio, les études plus anciennes de Marc Lazar. Mais mon rêve serait que nous essayons ensemble de pousser plus loin l'analyse systémique de ces cinquante ans de communisme franco-italien.

Serge Wolikow : Avec les jeunes chercheurs !

Roger Martelli : Avec les jeunes chercheurs, sous l'égide éventuellement d'institutions scientifiques comme l'Université de Bourgogne, etc., pourquoi ne pourrait-on pas aller vers la publication d'un volume d'études, qui croise des analyses sur des périodes ou sur des objets particuliers, par exemple le rapport au syndicalisme, le rapport à la société, le rapport à la Communauté économique européenne, le rapport au capitalisme, etc. Chaque fois, il ne s'agirait pas de juxtaposer les

observations nationales, mais de penser ensemble le développement des deux communismes.

Il n'y a pas qu'en Italie ! Parce que, à ma connaissance, en France, la dernière fois qu'il y a eu une tentative de réflexion comme ça, globale, c'était sur « Communisme et société française », au début des années 1990. Il n'y a pas eu de réflexion collective depuis.

Est-ce qu'il serait absurde d'envisager un double colloque qui serait à la fois appuyé sur des travaux scientifiques éprouvés, et qui tenterait aussi d'avoir une réflexion plus large sur le phénomène du communisme dans les cinquante dernières années, en incluant dans ce cas-là la question des traces, la question de la méthode, la question, j'allais presque dire culturelle ? Est-ce qu'on ne pourrait pas essayer d'envisager un colloque coordonné, en France et en Italie, qui serait à la fois l'occasion de faire le point des travaux concrets, ponctuels, et l'occasion d'essayer une approche plus globale, plus culturelle, sur le phénomène observé ?

Serge Wolikow : En somme voilà dessinés les contours d'un programme de recherches et de travail sur l'histoire croisée du communisme pour les prochaines années !

C HANTIERS



L'abolition du crime de sodomie en 1791 : un long processus social, répressif et pénal

Thierry PASTORELLO,

*Bibliothécaire au département philosophie sciences de l'homme
de la Bibliothèque nationale de France et Docteur en histoire (Paris VII-Laboratoire ICT)*

L'abolition du crime de sodomie en 1791 résulte d'un long processus social et répressif. D'abord, on observe un glissement dans la définition de sodomie, qui vers la fin du XVIII^e siècle désigne globalement l'homosexuel masculin. D'autre part, on observe au cours du XVIII^e siècle une mutation des discours sur les pratiques sexuelles et affectives entre hommes. Celles-ci sont analysées dans le cadre d'un débat sur la nature. De même, l'apparition de la sodomie masculine dans la littérature licencieuse semble bien avoir pour motivation de distinguer des plaisirs ressentis particuliers. D'autre part, le crime de sodomie est très rarement appliqué : pour sodomie pure, la dernière fois en 1750. La répression policière prend le dessus, dans un contexte de visibilité des subcultures sodomites. Finalement l'abolition du crime de sodomie en 1791 consacre une évolution faisant passer la sodomie d'un acte interdit à un personnage stigmatisé.

L'historien Maurice Lever dans une contribution dénommée *Les bûchers de Sodome* note que dans le sillage du puissant mouvement d'idées marquant la fin du XVIII^e siècle, la répression de l'homosexualité apparaît comme un anachronisme hérité de la monarchie absolue. Avec la Révolution, elle tombe en totale désuétude ; le Code pénal ne faisant même pas mention de mœurs contre nature à partir de 1791¹. Michel Rey note quant à lui : « La destruction des sodomites par un bûcher relayant le feu céleste n'est plus envisagé au XVIII^e siècle pour le seul crime sexuel. Deschauffours et Paschal ont aussi commis des violences graves². » Jeffrey Merrick souligne qu'au XVIII^e siècle, le vocable sodomie renvoie à la cité biblique de Sodome, et ceci désigne les actes non procréatifs parmi lesquels : masturbation, bestialité, sexe anal³. ... Un parallèle entre l'acte de sodomie et la notion d'homosexualité masculine est souvent pratiqué. De même,

l'abolition du crime de sodomie est souvent perçue comme la fin de la criminalisation de l'homosexualité⁴. Pourtant, est-il complètement pertinent d'établir un amalgame entre ces deux termes ? Ne renvoient-ils pas à des notions divergentes au plan épistémologique ? Ou peut-on observer une évolution du concept de sodomie et sodomite ? De plus, l'abolition du crime de sodomie signifie-t-elle vraiment une indifférence vis-à-vis des relations homosexuelles masculines ? Ne se situe-t-elle pas plutôt dans le basculement progressif de la vision d'un acte interdit à un personnage progressivement identifiable par son comportement ? Cette évolution n'appelaient-elle pas immanquablement à une redéfinition de la stratégie pénale vis-à-vis de ces comportements sexuels ? Cette évolution n'était-t-elle pas déjà en cours depuis le milieu du xviii^e siècle ?

Dans un article intitulé *Police et sodomie à Paris au xviii^e siècle : du péché au désordre*, Michel Rey soulignait les techniques, les motivations et les peines que pouvaient encourir les pratiquants de la sodomie au xviii^e siècle. De ce fait, il indiquait que le but était avant tout la prévention du désordre social et la protection de la jeunesse et de la famille⁵. Il fallait contrôler et limiter sur le plan de la visibilité les subcultures sodomites qui étaient déjà fort présentes dans une ville comme Paris⁶. Il y avait dans ce cas la naissance d'une nouvelle stratégie pénale vis-à-vis des faits d'homosexualité dans la ville. L'étude du discours sur la sodomie permet de préciser pourquoi ce concept conduit à envisager surtout les relations sexuelles entre hommes, et pourquoi il y a une absence des femmes. Nous débuterons donc par une analyse terminologique des vocables « sodomie » et « homosexualité », mais également « pédérastie », qui est aussi un terme de plus en plus usité à la fin du xviii^e siècle⁷. Parallèlement, nous examinerons pourquoi le concept de sodomie fut appliqué surtout aux relations homosexuelles masculines. Enfin, nous analyserons la mutation des discours sur la sodomie, le début de la stigmatisation sociale d'un personnage particulier, et le déplacement de la répression que ceci impliquera, avant d'examiner l'apparition d'une nouvelle stratégie répressive et pénale des actes de sodomie dans une ville comme Paris.

Sodomie et homosexualité : analyses terminologiques

Le terme de sodomie est chargé de symbole, celui de la destruction de la ville de Sodome. Au départ le terme de sodomie englobait toutes les pratiques n'aboutissant pas à la génération. C'est ainsi, que dans les

procès intentés à des hommes pour crime de sodomie, on peut trouver des hommes accusés de bestialité⁸. Les termes de sodomie, sodomite à l'origine désignaient aussi des pratiques teintées de paganisme, du moins vécues comme extérieures au monde chrétien. Ce terme désignait au départ un acte au-delà de toute assimilation à ce que nous appelons homosexualité masculine. Comme le souligne Florence Tamagne : « l'accusation de sodomie visait une forme d'acte sexuel et non une catégorie de personnes : ainsi même si du Moyen Âge au xviii^e siècle des homosexuels en furent victimes, les lois sur la sodomie pouvaient s'appliquer à des relations hétérosexuelles, à la bestialité et même de manière beaucoup plus vague à l'hérésie et à la trahison⁹ ». Nous pouvons citer le cas de Marin Le Marcis. Marin Le Marcis se nommait en fait Marie Le Marcis. Il s'agissait d'une hermaphrodite. Elle porta des habits d'homme et prit femme. Elle fut jugée en 1601 à Monstiervillier, vicomté de Caux, et condamnée au bûcher pour travestissement, crime de sodomie et luxure abominable¹⁰. Dans ce cas, ce qui lui a valu la condamnation au bûcher est le fait d'avoir pris le rôle et les habits du sexe masculin : le crime de sodomie fut appliqué à une transgression du genre. Cependant, on peut tout de même affirmer, que durant des siècles, le monde chrétien interpréta plutôt l'acte de sodomie en termes de pratiques homosexuelles. Le manuel intitulé « *Les lois criminelles de France* » de Pierre Muyart de Vouglans (1713-1791) stipule : « Ce crime est connu autrement sous le nom de pédérastie¹¹. » De même, si on fait référence aux coutumiers du Moyen Âge, on constate que plusieurs d'entre eux, dont le *Recueil de droit coutumier de Touraine Anjou*, le *Recueil de justice et de plet ou ancienne coutume d'Orléans*, le *Coutumier de Paris* ou *établissement de Saint Louis* et les *coutumes de Beauvaisis*, datant tous du xiii^e siècle, font un amalgame entre bougrerie et sodomie. Le terme de « bougrerie » désignait au départ des hérétiques, puis des auteurs d'actes sexuels illicites, avant de désigner des actes homosexuels à partir du xiv^e siècle¹². Au xviii^e siècle, les termes de sodomie et sodomite sont appliqués pour signifier largement homosexualité masculine : c'est aussi l'emploi qui en est fait dans le domaine juridique. Le sodomite est l'homosexuel masculin. Globalement, ces termes de sodomie et sodomite sont utilisés dans les dictionnaires et encyclopédies du xviii^e siècle pour signifier homosexualité masculine. On assisterait ainsi à une forme de sécularisation de ce terme dans un certain contexte.

Le terme « homosexualité » est né à la fin du xix^e siècle. Il fut créé par le médecin hongrois Karoly Maria Kertbeny (1824-1882) en 1869.

Il désignait des sentiments sexuels contraires et doit être replacé dans le cadre de la médicalisation des pratiques sexuelles dites perverses. Il ne désignait plus seulement un acte, mais une catégorie de personnes. L'homosexuel du XIX^e siècle, comme le note Michel Foucault, était devenu un personnage, un passé, une histoire¹³. Il y a une différence fondamentale au niveau épistémologique entre ces deux termes de « sodomie » et « homosexualité ». Cependant, il faut souligner ce glissement vers la fin du XVIII^e siècle dans l'emploi du terme « sodomie », qui finira par désigner essentiellement l'homosexualité masculine. De plus, cette évolution est marquée par l'emploi de plus en plus courant à la fin du XVIII^e siècle du terme « pédéraste » devenant le terme emblématique dans le langage courant qui signifiera homosexuel masculin. Le crime de sodomie fut donc appliqué surtout à des homosexuels masculins. Il ne fut jamais appliqué aux femmes homosexuelles, car la sodomie signifiait pénétration. Comme le souligne Marie-Jo Bonnet, la menace que fait peser toute liberté de femme sur la pureté de la lignée spermatique se trouve ainsi conjurée¹⁴. De même, c'est surtout la sodomie qui allait préoccuper les théologiens et dans les manuels des confesseurs, il y a peu d'allusions à la luxure entre femmes¹⁵. Par contre, la femme qui s'habille en homme, comme dans le cas de Marie Le Marcis, représente un danger pour l'ordre social car elle porte atteinte à la séparation entre les sexes. Dans ce cas, elle risque le bûcher¹⁶.

La mutation des discours sur la sodomie

À partir du XVIII^e siècle, on assiste à une profonde mutation des discours sur la sodomie. Le plaisir sexuel entre hommes commence à être perçu comme un comportement spécifique. Ces pratiques sexuelles sont analysées dans une thématique globale de l'idée de nature, notamment dans la philosophie des Lumières. C'est à partir de cette idée de nature, que certains déduiront un concept de contre nature, qui se fondera précisément sur l'analyse de ce qui est de la nature propre d'un homme, et de ce qui a été acquis par une mauvaise habitude. Ainsi parallèlement à l'analyse de la complexité de la nature et du vivant se développa le concept normatif de nature humaine¹⁷. Dans le domaine de la sexualité, un intérêt nouveau est porté aux comportements sexuels analysés par rapport à leur utilité sociale : le sexe devient une problématique nouvelle, car il conditionne la natalité, le mariage ; de là découlera la médicalisation du plaisir pervers. Ainsi, les pratiques sexuelles et amoureuses entre

hommes vont être perçues comme une transgression d'une altérité, symbole de cet ordre naturel défini dans le cadre des textes littéraires et philosophiques¹⁸. Donc, les relations sexuelles entre hommes vont être analysées à partir de deux conceptions : le naturalisme descriptif et la théorie du sentiment naturel et, de là, du sentiment antinaturel. Le naturalisme descriptif conduira à observer le polymorphisme de la nature. De ce fait, cette conception évacuera la notion de contre nature. Vauvenargues (1715-1747) récuse cette notion de contre nature en soulignant la relativité de toute morale, qui correspond à une époque donnée¹⁹. De même, Jean-Baptiste Boyer d'Argens (1704-1771), qui fut homme de lettres et philosophe, rejoint cette idée du polymorphisme de la nature. Il défend l'idée qu'il y a un Dieu créateur de tout ce qui existe ; toute action fait partie du plan divin. Il souligne, dans un passage, qu'il est faux que l'antiphysique soit contre nature, car c'est cette même nature qui nous donne le penchant pour ce plaisir²⁰. Au passage, il emploie le terme de « messieurs les antiphysiques ». Ce terme, désignant les homosexuels masculins, comporte une idée de personnes identifiées déjà par leur comportement défini ainsi antinaturel²¹. Denis Diderot a une vision polymorphique de la nature²². Parallèlement, d'autres développent une vision normative de la nature humaine. Sur cette base, Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) développe son idée du sentiment naturel. Pour Jean-Jacques Rousseau, l'homme pur à l'état de nature a été dénaturé par la société. Les comportements sexuels et amoureux entre hommes sont le produit du dévoiement des sociétés et ils relèvent de sentiments antinaturels²³.

Globalement, par ce biais, on va basculer de l'idée d'un acte transgressif à un comportement distinct et identifiable. À partir de ce basculement et de la vision d'un comportement particulier, l'application du crime de sodomie va apparaître inadaptée. Montesquieu (1689-1755) veut détacher la pratique de l'homosexualité de l'hérésie²⁴. Il place donc l'homosexualité dans les erreurs commises dans les coutumes et donc dans le domaine de l'éducatif. De saines habitudes et une bonne police sont de nature à répondre à cette préoccupation. À partir de cette théorie, le problème devrait être géré à l'aide de méthodes policières en évitant la publicité²⁵. De même, le juriste et philosophe italien Cesare Beccaria (1738-1794) devait avoir une grande influence dans cette mutation pénale vis-à-vis de la sodomie. Son œuvre eut un impact réel sur la réforme pénale. Ses idées furent vulgarisées en France par l'abbé André Morellet (1727-1819), et par Voltaire qui publia en 1766 un commentaire

sur l'ouvrage *Des délits et des peines*²⁶. Dans son écrit *Des délits et des peines*, Beccaria pose le principe de la séparation des pouvoirs religieux et judiciaire. Il tente de définir les limites du droit de punir. Ces deux principes attaquent le crime de sodomie et le rendent discutable. On retrouve des idées similaires à celles de Montesquieu sur la pédérastie.

« La pédérastie que les lois punissent avec tant de sévérité et contre laquelle on recourt si facilement aux tortures qui triomphent de l'innocence même, dérive moins des besoins de l'homme isolé et libre que des passions serviles de celui qui vit en société. Elle peut être causée par la satiété des plaisirs, mais provient plus souvent d'une éducation qui pour rendre les hommes utiles aux autres, commence par les rendre inutiles à eux-mêmes²⁷. »

Beccaria replace le problème de ces comportements sexuels dans un problème d'éducation et, de ce fait, l'application du crime de sodomie apparaît peu efficace pour lutter contre ces comportements. Parallèlement à ces discours philosophiques, les pratiques sodomites sont abordées dans des textes littéraires et notamment dans une littérature licencieuse. Le roman libertin vise aussi à former son lecteur et ceci explique ces descriptions si crues et presque archéologiques des plaisirs de la chair. On se trouve donc face à un langage libre et à une vision accentuée des plaisirs de la sodomie masculine. Or, on distingue dans ces textes une mise en parallèle des plaisirs sexuels. L'analyse de ces textes montre une opposition qui est faite assez fréquemment entre les deux plaisirs sexuels : « le con », « le cul », « les conistes », « les culistes²⁸ ». Le fait de mettre à nu le plaisir sexuel, que cache-t-il ? Il faut y voir sans doute une volonté plus claire d'identification des relations sexuelles entre hommes, par la mise en parallèle de deux plaisirs distincts et, de ce point de vue, cette liberté de parole est ambiguë, car elle participe également d'un débat. On distingue donc une évolution vers la définition d'un comportement sexuel distinct et spécifique, même dans cette littérature licencieuse. Cette progressive émergence de l'idée d'hommes définis par un comportement sexuel émerge au milieu d'une multiplicité de débats, d'opinions divergentes, et de perceptions parcellisées et parfois complémentaires. Ainsi, la sodomie va cesser d'être un crime en soi, sauf si elle crée un tort au niveau social, et notamment si elle apparaît dans le domaine public. Avant tout, il sera essentiel de comprendre ce type de comportement sexuel et d'agir pour y apporter un remède adapté. Dans le cas d'une pratique homosexuelle ostentatoire, elle relèvera de l'atteinte à la pudeur ou de l'incitation de la jeunesse à la débauche. Cependant, il y aura bien la définition d'individus stigmatisés au plan social²⁹. L'homosexuel masculin sera pleinement un exclu au sens beckerien du terme³⁰.

Vers une nouvelle stratégie pénale et répressive

Parallèlement à cette mutation des discours nous assistons à une évolution sensible des pratiques répressives et pénales dans une ville comme Paris. Cette évolution a cours dans une ville où des subcultures homosexuelles spécifiques sont une réalité. Comme le note Michael Sibalis, cette subculture sodomite spécifique constitue le stade préliminaire d'un long développement historique³¹. Elle est particulièrement présente à Paris, mais aussi à Londres et Amsterdam³². Ces subcultures sodomites parisiennes possèdent à la fin du XVIII^e siècle leurs lieux de prédilection : jardin des Tuileries, jardin du Luxembourg, boulevards extérieurs, Champs Élysées, quais de Seine... Parallèlement, il est possible d'identifier des établissements spécifiques qui apparaissent parfois dans les sources de police³³. Enfin, on peut aussi identifier des rites ou attitudes propres aux sodomites, qui indiquent la naissance d'une homosexualité intentionnelle pour reprendre une thèse propre à Hans Mayer. C'est-à-dire que nous sommes face à des sodomites qui assument leur comportement spécifique³⁴. Ces comportements intentionnels, nous en avons la trace dans les sources de police. Nous pouvons soutenir que la ville attire les homosexuels. Sur quarante-six sodomites incarcérés à Bicêtre de 1701 à 1715, seuls vingt et un sont nés à Paris³⁵. La présence de ces subcultures conduit à une évolution sensible de la répression de la sodomie à Paris. D'abord, il faut noter l'application parcimonieuse du crime de sodomie. La dernière application de cette sentence pour fait de sodomie pure remonte à l'année 1750. Il s'agit des cas de Bruno Lenoir et Jean Diot. Ils furent surpris sur le fait par un sergent du guet et furent exécutés en juillet 1750³⁶. Cette sentence surprit les contemporains par sa sévérité. Ainsi, nous pouvons lire dans certaines sources l'étonnement devant cette condamnation : « Comme ces deux ouvriers n'avaient point de relations avec des personnes de distinction, soit de la cour, soit de la ville et qu'ils n'ont déclaré personne. Cet exemple s'est fait sans aucune conséquence pour les suites³⁷ ». On peut donc voir cette date de 1750, comme une date marquant la fin de l'application du crime de sodomie. Elle annonce une mutation profonde. Le dernier sodomite exécuté en 1783 fut Jacques François Paschal. Son cas dépassait largement la simple pratique de la sodomie, car il y avait eu meurtre. De même Benjamin Deschauffours en 1725 avait été condamné, car il faisait du prosélytisme et de ce fait disséminait la sodomie. De plus, il était accusé de meurtre et violence. Cette disparition du crime de sodomie

se fit dans le contexte d'une croissance du contrôle policier des actes homosexuels. Nous avons le témoignage de ces brigades dénommées en 1781 « patrouilles de pédérastie ». Sous l'autorité d'un inspecteur, ces hommes inspectent les lieux suspects et procèdent à des arrestations³⁸. Ils contrôlaient aussi les lieux fermés que l'on soupçonnait d'être fréquentés par des homosexuels : marchands de vin, maisons de jeux et hôtels. Les archives de police concernant les patrouilles de pédérastie et les travaux d'Olivier Blanc ou de Maurice Lever contiennent des exemples de ces contrôles d'établissements³⁹. L'objectif de cette répression policière n'était pas d'éradiquer les subcultures sodomites. La répression visait la protection de la jeunesse et de la famille. Très tôt, les jeunes garçons circulent dans Paris où ils peuvent croiser des prostituées, mais aussi les lieux de sodomie. Ils sont aussi soumis à des employeurs, maîtres, professeurs, qui peuvent leur imposer des relations⁴⁰. Le but est de limiter la propagation du vice aristocratique, comme on le nommait. Il s'agissait en fait d'empêcher la trop grande visibilité de ces subcultures sodomites. Ce sont donc ceux qui étaient susceptibles de faire du prosélytisme qui furent visés en premier. Cette répression policière a pour origine une nouvelle organisation de la police à Paris. Celle-ci préfigure ce que sera bien plus tard la préfecture de police de Paris. En effet, la lieutenance de police créée en 1667 répondait au besoin de centraliser la gestion de tous les problèmes de sécurité dans la capitale. Le lieutenant général de police était un magistrat, qui pouvait suppléer aux insuffisances des textes légaux et parlementaires en prenant des ordonnances. Il résidait au Châtelet. Il tenait régulièrement des audiences et rendait des sentences exécutoires. Il cumulait sous sa seule responsabilité toutes les charges de police. Il s'agissait déjà d'une fonction de police au sens moderne ; il préfigure ce que sera le préfet de police. En-dessous du lieutenant général, il y avait les cinquante-cinq commissaires-enquêteurs répartis dans les quartiers de Paris. Parallèlement aux commissaires se trouvaient les inspecteurs de police. Ils étaient répartis dans les vingt quartiers de la capitale. Ils veillaient au respect des règlements. Ils étaient chargés des enquêtes, devaient veiller à la propreté et aux mœurs et donc surveillaient concrètement les lieux de sodomie. Parfois, ces policiers surveillaient des individus connus des services de police pour être des « sodomites notoires » et ainsi ils permettaient d'appréhender d'autres hommes, eux inconnus. Ces hommes appréhendés risquaient des peines différentes suivant leur degré d'implication dans ces subcultures. Certains étaient remis en liberté, car ils étaient inconnus des services de police. Parfois ils étaient relâchés car jugés jeunes, non responsables. Certains autres étaient relâchés,

car ils avaient avoué, ce qui peut être lié aux cas avec admonestation : avouer, ce peut être reconnaître sa faute pour ne plus la reproduire.

La deuxième éventualité était l'admonestation ou mercuriale. C'était une déclaration que celui qui était surpris dans les promenades signait. Il s'engageait par cette déclaration à ne plus fréquenter les promenades publiques. De ce fait, il se trouvait sans doute sous le regard des policiers. Deux types de mercuriales apparaissent dans ces sources : la première sorte était un engagement simple à ne plus fréquenter les promenades publiques. Un autre type de mercuriale était constitué par des confessions suivies de promesse de se corriger. Dans ce cas, la mercuriale était sans doute un moyen d'appréhender d'autres hommes et de surveiller celui qui avait produit cette confession car, s'il était surpris une autre fois, il risquait l'arrestation. Ceci explique que certains individus arrêtés ont comme mention « déjà vu dans les lieux de pédérastie ». Pourquoi les policiers faisaient-ils signer une mercuriale à certains et pas à d'autres ? Il y a peut-être encore dans ce cas une notion d'ancienneté dans la fréquentation des lieux de rencontre : des hommes relâchés sans mercuriale se trouvaient être des jeunes gens inconnus. Il y avait l'idée d'une faute passagère ou de l'innocence de la jeunesse.

La troisième éventualité dans l'ordre croissant des peines était l'emprisonnement. Les rapports de police disponibles permettent de faire plusieurs constatations. Ceux qui étaient connus comme « pédérastes endurcis », et qui s'assumaient, étaient susceptibles d'être incarcérés plus facilement. En faisant une comptabilité des hommes arrêtés par ces patrouilles, nous constatons que dans plus de 45 % des cas d'arrestation, il est mentionné « pédéraste connu ». À cela il faudrait ajouter ceux qui ont la mention « débaucheurs de jeunes gens » connus et ce chiffre est au-delà de 50 % du total⁴¹.

Ainsi nous pouvons constater que l'évolution au xviii^e siècle conduit à incarcérer celui qui est jugé pouvoir faire des adeptes et qui, de ce fait, doit être privé de liberté et, pourquoi pas, d'une certaine manière redressé. Nous pouvons citer des exemples pris dans les sources : « L. Bertzelot, tailleur de 18 ans, est appréhendé aux Champs Élysées le 11 avril 1782. Il est annoté connu de la police pour être pédéraste et conduit à la Force⁴². » « Le 15 décembre 1780 Pierre Pujol, 36 ans, marchand de fruit, est arrêté. Le rapport de police mentionne que Pujol a déjà été arrêté quai des Orfèvres. Il a déjà été mis au Châtelet parce qu'il rattachait⁴³. » Ces deux cas illustrent l'importance de la notoriété comme homosexuel. Nous avons parfois le cas où plusieurs individus

appréhendés, un seul est connu et donc il est arrêté, les autres non. «Le 6 février 1781 à la foire Saint Germain les policiers interpellent Germain Brissac, 30 ans, domestique, et JF Lebrun, 20 ans, garçon perruquier. Le premier est connu pour raccrocher publiquement des jeunes gens. Ils reconnaissent l'un et l'autre. Cependant Brissac est arrêté et Le Brun relaxé car considéré comme victime.» «Le 11 février 1781 Christophe Laurent, 35 ans, apprêteur de bal de foire, et Charles Poutrel, 21 ans, domestique ont interpellés. Le premier connu comme incitant la jeunesse à la débauche est arrêté et le second est relaxé⁴⁴.»

Nous pouvons aisément constater l'évolution de ces méthodes répressives qui visent d'abord un certain type de sodomite endurci et identifiable. C'est ce type de personne que l'on pourchasse. On réprime moins un acte que l'on contrôle des hommes spécifiques, susceptibles de faire des adeptes.

Conclusion

La fin du crime de sodomie en 1791 consacre une évolution en cours depuis le milieu du XVIII^e siècle. Cette évolution est perceptible tant au plan discursif qu'au plan répressif. Au plan discursif, on assiste à une mise en discours du comportement homosexuel masculin, qui est perçu, non plus comme un acte simple mais comme un comportement particulier, analysé par rapport au concept de nature. Dans le domaine pénal, la présence voyante des subcultures sodomites dans Paris aboutit à une nouvelle stratégie répressive : il s'agit de limiter ces comportements pour qu'ils ne portent pas atteinte à l'ordre social. Cette double évolution devait rendre caduc le crime de sodomie. Ce dernier ne correspondait plus à des représentations replaçant le comportement homosexuel dans le domaine des problèmes à résoudre au plan éducatif, policier, social : l'exécution d'un sodomite n'était pas de nature à apporter une réponse à un comportement qui, comme le disait Montesquieu, était perçu comme le fruit de mauvaises coutumes. De ce point de vue, l'action des entrepreneurs de morale : police, justice et plus tard médecine, devait correspondre plus efficacement à cette nouvelle façon d'appréhender les relations amoureuses et sexuelles entre hommes.

1. Voir Maurice Lever, *Les bûchers de Sodome*, Paris, Fayard, 1996, p. 397.

2. Michel Rey, «Police et sodomie à Paris au XVIII^e siècle : du péché au désordre», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 29-1, janvier-mars 1982, p. 121.

3. Jeffrey Merrick, « Sodomitical inclinations in Early eighteenth-century Paris », *Eighteenth-Century studies*, vol. 30, n° 3, p. 290.
4. Voir l'article de Pierre Albertini, « France » in Louis Georges, *Dictionnaire de l'homophobie*, Paris, PUF, 2003, p. 175-189.
5. Michel Rey, « Police et sodomie à Paris au XVIII^e siècle : du péché au désordre »...*op. cit.*, *passim*.
6. Voir Michael Sibalis, « Les espaces des homosexuels dans le Paris d'avant Haussmann », Karen Bowie (ed.), *La modernité avant Haussmann : formes de l'espace urbain à Paris 1801-1853*, Paris, Éd. Recherches, 2001, p. 231-241.
7. Constatation faite à la consultation des archives des brigades de pédérastie. Archives nationales, Y 13407-13409 et Y 11724 et Y 11727.
8. Voir F. Fleuret, L. Perceau, *Les procès de sodomie aux XV^e, XVII^e et XVIII^e siècles : Publiés d'après les documents judiciaires conservés à la Bibliothèque nationale*, Paris, Bibliothèque des curieux, 1920, 191 p.
9. Florence Tamagne, « Homosexualités, le difficile passage de l'analyse des discours à l'étude des pratiques », *Histoire & sociétés*, n° 3, 2002, p. 6.
10. Voir Sylvie Steinberg, *La confusion des sexes : le travestissement de la Renaissance à la Révolution*, Paris, Fayard, 2001, p. 42.
11. P. F. Muyart de Vouglans, *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel*, Paris Mérimot, 1780, p. 243.
12. Claude Courouve, *Vocabulaire de l'homosexualité masculine*, Paris, Payot, 1985, p. 70.
13. Michel Foucault, *Histoire de la sexualité. I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 2000, p. 59.
14. Marie-Jo Bonnet, *Les relations amoureuses entre les femmes XVI^e-XX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 13.
15. Marie-Jo Bonnet, *op. cit.*, p. 33-34.
16. Marie-Jo Bonnet, *op. cit.*, p. 34-35.
17. Michel Delon, *Dictionnaire européen des Lumières*, Paris, 1997, article « nature » p. 766-770.
18. Voir Elisabeth Roudinesco, *La part obscure de nous-mêmes*, Paris, Albin Michel, 2007, p. 85.
19. Voir Vauvenargues, *Œuvres complètes*, Paris, Hachette, 1968.
20. Jean-Baptiste Boyer d'Argens, *Thérèse philosophe*, Saint-Etienne, Publications de l'université de Saint Etienne, 2000, voir deuxième partie, « Dissertation sur le goût des amateurs du péché antiphysique », p. 134.
21. Voir Daniel Borrillo, Dominique Colas, *L'homosexualité de Platon à Foucault : anthologie critique*, Paris, Plon, 2005, p. 166-170.
22. Voir Denis Diderot, *Mémoires, correspondance et ouvrages inédits*, Paris, Paulin, 1830-1831, voir tome 4, p. 225-239, ou Denis Diderot, *Le rêve de D'Alembert*, Paris, Flammarion, 2002, p. 169-183.
23. Voir Jean-Jacques Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, Amsterdam, chez Marc Michel Rey, 1755, notes de la première partie, p. 211, ou Jean-Jacques Rousseau, *Les confessions*, Paris, Gallimard, 1991, *Œuvres*

- complètes I, Livre II, p. 66-69 et Livre III, p. 166-167 ou Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou de l'éducation*, Paris, Bordas, 1992, voir Livre IV, p. 245-445.
24. Antony R.H. Copley, *Sexual moralities in France : 1780-1980 new ideal on the family, divorce and homosexuality*, New York, Routledge, 1989, p. 19.
25. Voir Montesquieu, *Œuvres de Montesquieu avec éloges, analyses, commentaires, remarques, notes, réfutations, imitations*, Paris, Dalibon, 1827, voir tome 3, *L'esprit des lois*, Livre XII, chapitre VI, Du crime contre la nature, p. 12-13.
26. Marie-Hélène Renaut, *Histoire du droit pénal*, *op. cit.*, p. 89.
27. Cesare Beccaria, *Des délits et des peines*, Genève, Droz, 1965, p. 60. La première édition de cet ouvrage présent à la Bibliothèque nationale de France est de 1764.
28. Constatation faite à partir des textes d'auteurs comme Antoine Ferrand (1678-1719), Alexis Piron (1689-1773), Charles Collé (1709-1783), Julien Offray de la Mettrie (1709-1751), Giacomo Casanova (1725-1798), Nicolas Edmé Restif de la Bretonne (1734-1806), Andréa de Nerciat (1739-1801).
29. Voir Erwin Goffmann, *Stigmates*, Paris, Éditions de Minuit, 1975, 175 p.
30. Voir Howard Saül Becker, *Outsider's : studies in the sociology of deviance*, New York, Free press, 1963, 179 p.
31. Michael Sibalís, «Les espaces des homosexuels dans le Paris d'avant Haussmann» in Karen Bowie (eds), *La modernité avant Haussmann : formes de l'espace urbain à Paris 1801-1853*, Paris, Éd. Recherches, 2001, p. 234.
32. Michael Sibalís, «L'homosexualité masculine à l'époque des Lumières et des révolutions, 1680-1850» dans Robert Aldrich (dir.), *Une histoire de l'homosexualité*, Paris, 2006, p. 106.
33. Archives de la Bastille Ms 10254 à Ms 10260, Bibliothèque de l' Arsenal et Archives nationales Y 13407-Y 13409 et Y 11724 et Y 11727.
34. Voir Hans Mayer, *Les marginaux : femmes, juifs et homosexuels dans la littérature européenne*, Paris, Albin Michel, 1996, 531 p.
35. Michael Sibalís, «Paris» dans David Higgs ed., *Queer sites : gay urban histories since 1600*, New York, Routledge, 1999, p. 12.
36. Voir Michael Sibalís, «L'homosexualité masculine à l'époque des Lumières et des révolutions, 1680-1850», dans Robert Aldrich (dir.), *Une histoire de l'homosexualité... op. cit.*, p. 113.
37. Voir BNF Mss français 10289 folio 149 et 152.
38. Voir Michel Rey, «Parisian homosexuals. Create a life style 1700-1750: the police archives» in Wayne R. Dynes ed., *History of homosexuality in Europe and America*, New York, Garland pub., 1992, p. 282-283.
39. Olivier Blanc, *L'amour à Paris : au temps de Louis XVI*, Paris, 2002, p. 100-102.
40. Michel Rey, «Police et sodomie à Paris au xviii^e siècle : du péché au désordre», *Revue d'histoire moderne et contemporaine...*, *op. cit.*, p.113-124.
41. Analyse faite à partir des Archives de la Bastille MS 10259-10260 et des séries des Archives nationales Y 13407-Y13409 et Y 11724 et Y 11727.
42. AN Y 13409.
43. AN Y. 13409.
44. AN Y 13408.

MÉTIER



TRANSMETTRE L'HISTOIRE

Bientôt un dictionnaire Maitron des anarchistes

Guillaume DAVRANCHE,
Historien

La célèbre collection de dictionnaires biographiques du mouvement ouvrier créée par Jean Maitron s'est ouverte à de nouveaux développements chronologiques (l'après-guerre), géographiques et thématiques. Dans le cadre du volet thématique de ses publications, elle va s'enrichir d'une nouvelle production, entièrement consacrée aux militantes et aux militants libertaires.

En matière d'histoire sociale, tous les chemins mènent au « Maitron », le surnom par lequel on désigne communément cette œuvre monumentale qu'est le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français (DBMOF)*. Publiés entre 1964 et 1987 sous la direction de Jean Maitron, puis, après le décès de celui-ci, sous la direction de Claude Pennetier, ses 44 premiers volumes trônent obligatoirement sur les rayonnages de toute bibliothèque municipale, syndicale ou spécialisée de quelque importance. Entreprise au long cours, son objectif n'était nullement hagiographique : avec près de 110 000 notices couvrant la période 1789 à 1939, ce sont pour l'essentiel des militantes et des militants obscurs, sur lesquels on ne possède parfois que quelques bribes d'information, qui sont présentés.

L'intérêt ne saute sans doute pas aux yeux du profane. Il ne se révèle que dans un second temps, quand l'analyse quantitative—dite prosopographique—de ces notices aura permis de mettre au jour des phénomènes générationnels, des périodes, des ruptures ou des continuités

dans l'orientation, le recrutement ou l'action du mouvement ouvrier – ou de certaines de ses tendances, ou dans certains métiers, ou dans certaines régions, etc. Autant dire qu'il s'agit d'un outil irremplaçable pour les historiens. On mesure d'ailleurs l'influence que le « Maitron » a sur l'écriture même de l'histoire, quand on constate le nombre de livres qui y puisent directement leurs informations.

Vaste polyptyque

Au fil des ans, le « Maitron » est devenu un vaste polyptyque, l'œuvre initiale se voyant à présent flanquée d'un nouveau volet périodique (12 volumes couvriront la période 1944-1968¹), d'un volet international (Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Komintern, Algérie...) et d'un volet thématique (gaziers-électriciens, cheminots, coopérateurs, SGEN-CFDT, Val-de-Marne...).

C'est dans le cadre de ce volet thématique, justement, que doit paraître en 2011 un *Dictionnaire biographique des anarchistes*.

Le projet est né en 2006 d'une rencontre entre Hugues Lenoir, animateur des chroniques syndicales de Radio libertaire, et les historiens Michel Dreyfus et Claude Pannetier. Le projet a ensuite agrégé plusieurs historiens et des militants issus de divers courants du mouvement libertaire (AL, FA, CGA, CNT). Aujourd'hui le « noyau dur » de l'entreprise est composé de Claire Auzias (historienne, Éditions Égégores), David Berry (Loughborough University), Sylvain Boulouque (université de Reims), Guillaume Davranche (AL), Rolf Dupuy (CIRA de Lausanne), Marianne Enckell (CIRA de Lausanne), Hugues Lenoir (FA et CNT), Anthony Lorry (Cedias-Musée social), Claude Pannetier (CNRS), Boris Ratel (SUD-Culture), Théo Rival (AL), Anne Steiner (université de Nanterre), Daniel Vidal (FA) et quelques autres.

Le dictionnaire comprendra, dans sa version papier, environ 500 notices représentatives de toutes les périodes et de tous les courants de l'anarchisme. Il sera accompagné d'un CD-Rom en comptant, lui, plus de 2000. Il y aura une petite minorité de longues notices pour les militants qui ont contribué à façonner l'anarchisme français (Proudhon, Reclus, Pouget, Grave, Pelloutier, Louise Michel, Sébastien Faure, Monatte, Lecoq, etc.) ; davantage de notices de taille moyenne pour les organisateurs et agitateurs de quelque importance, qui souvent refléteront des épisodes de l'histoire sociale de leur époque ; et enfin une masse de notices plus ou moins brèves sur la foule des obscurs et « sans grade », permettant le travail prosopographique évoqué plus haut.

Un grand nombre seront des versions complétées, actualisées ou totalement révisées de notices du *DBMOF*. Quelques centaines d'autres seront entièrement inédites. Y entreront essentiellement des militantes et des militants ayant joué un rôle dans le mouvement anarchiste français avant 1981, mais aussi des Belges et des Suisses, et des émigrés francophones en Amérique du Nord. Le travail collectif est facilité par un outil Internet coopératif qui permet à chacun de relire, discuter et compléter le travail des autres.

Du neuf et de l'inédit

Ce *Dictionnaire biographique des anarchistes* fera date dans l'historiographie du mouvement libertaire. En apportant une bonne quantité d'informations inédites et de nouvelles synthèses, il contribuera peut-être à inspirer de nouveaux questionnements, de nouveaux débats et, avec un peu de chance, de nouvelles recherches.

Pour finir, il faut préciser que le « Maitron des anarchistes », tel qu'il paraîtra en 2011, sera loin d'atteindre à l'exhaustivité. Le caractère bénévole de la petite équipe qui s'en charge ne permet pas une exploitation systématique et méthodique des immenses gisements d'information existants. Et la publication papier impose une date limite à ces quatre années d'efforts.

Il faut donc penser ce dictionnaire comme nécessairement inachevé. Mais sa publication par les Éditions de l'Atelier constituera, nous l'espérons, un petit événement aussi bien pour les historiens que pour les militants. Il sera toujours temps par la suite de songer à une version en ligne, un *work-in-progress* plus largement participatif, en perpétuelle expansion et évolution.

1. Claude Pernetier (dir.), *Le Maitron (1940-1968), tome VI, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, mouvement social*, Ivry-sur-Seine, Les Éditions de l'Atelier, 2010.

L’empreinte communiste dans la société française (1920-2010)

Interview à propos du livre de Roger Martelli

par Marco DI MAGGIO,

Post-doctorant à la Maison des Sciences de l’homme de Dijon

Roger Martelli vient de publier un livre sur *L’empreinte communiste dans la société française*, de la création du PCF à nos jours¹. Dans l’interview qui suit, Marco di Maggio, auteur d’une thèse récente sur l’histoire du communisme français, discute avec l’auteur de différentes problématiques développées dans cet ouvrage, notamment des raisons historiques de la montée et de la crise du communisme en France.

Marco Di Maggio : Tu commences ton livre par une citation du dernier livre de Marc Lazar, *Communisme. Une passion française*, dans lequel il écrit que, malgré la crise du parti communiste, en France « le communisme prospère dans les représentations communes². »

Tu interprètes la thèse de Lazar en disant que le communisme appartient au PCF seulement en « copropriété » et que, étant un phénomène politique, idéologique et culturel, le communisme précède la naissance de ce parti et donc il peut aussi survivre à son déclin.

Ton interprétation m’a rappelé une phrase de *l’Idéologie allemande* de Marx : « Pour nous, le communisme n’est pas un état de choses qu’il convient d’établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l’état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables telles qu’elles existent actuellement. »

Je crois que dans ton livre tu reconstruis les « conditions de ce mouvement » et les formes spécifiques qu’il assume en France dans la période 1920-2010.

Commençons par les années de la fondation du PCF. Quelles sont les « données préalables » à la naissance et à l’affirmation d’un parti communiste fort en France ?

Roger Martelli : Le PCF s'inscrit dans une vaste tradition préexistante, qui le déborde et qui lui fournit des réserves symboliques. Il s'agit de la tradition plébéienne révolutionnaire qui naît en 1789 et qui irrigue à la fois la gauche et le mouvement ouvrier. À partir du moment où s'impose la société bourgeoise, la France est confrontée à de vastes questions qui conditionnent son développement politique. Dans ce livre, j'en ai retenu quatre qui me paraissent particulièrement structurantes : les contradictions de la politisation populaire, entre retrait et implication civique ; les ambiguïtés du référent républicain ; l'incertitude des organisations politiques et l'émergence difficile du parti politique ; la dynamique originale d'un mouvement ouvrier qui s'écarte à la fois des modèles de l'Europe du Nord et de ceux de l'Europe méditerranéenne. Ces questions se sont posées sur plus d'un siècle et elles ont suscité des réponses évolutives, qui se formulent puis qui vieillissent. La synthèse jaurésienne en 1905 permettait au socialisme émergent de trouver un équilibre ; la guerre l'a bousculée. Le choix de Moscou par la majorité de la SFIO, comme d'ailleurs le choix de Londres par la minorité socialiste « maintenue », sont une manière de répondre de façon nouvelle à des questions anciennes qui restent posées au lendemain du conflit.

Marco Di Maggio : Quels sont donc les caractères principaux de l'identité du PCF ?

Roger Martelli : Le PCF doit être analysé dans une double dimension. Dérivé du modèle bolchevique de révolution et de parti, il est une pièce du mouvement communiste du xx^e siècle et ses évolutions renvoient bien sûr à celle du mouvement tout entier. En même temps, il est un parti politique français, non pas parce qu'il l'affirme, mais parce qu'il exerce une triple fonction dans l'espace sociopolitique français : une fonction « sociale » de représentation du groupe ouvrier dans sa modernité mécanicienne ; une fonction « projective » qui, au travers du mythe soviétique, donne un souffle nouveau à la « Sociale » des décennies précédentes ; une fonction plus proprement « politique », par la formalisation de dispositifs d'alliances capables de s'inscrire dans le champ des forces qui structurent la vie politique française.

Les deux dimensions ne sont pas séparées : par exemple, le choix stalinien de la seconde moitié des années trente s'inscrit dans un univers symbolique français qui constitue une véritable « écologie » du stalinisme. Mais si elles ne se séparent pas, les deux dimensions ne se confondent pas.

Si l'on veut comprendre l'évolution du PCF, on ne peut faire l'économie de son insertion internationale ; si l'on veut comprendre les dynamiques et les contradictions de son insertion concrète, c'est la seconde dimension qui est la plus pertinente. Pour ce qui concerne mon livre, il s'est attaché plutôt à la seconde dimension, sans ignorer la tension qui découle du « philosoviétisme » communiste français.

Mon hypothèse, en tout cas, est que le PCF est apparu comme un corps politique soudé et attractif tant qu'il a été en mesure de faire fonctionner de façon synchrone sa triple fonctionnalité. Au contraire, quand elle s'est enrayée ou estompée, les ressorts de l'ancrage communiste se sont grippés et l'attraction militante s'est atténuée.

Marco Di Maggio : La période du Front populaire constitue le moment crucial dans lequel le PCF se construit comme parti national de masse. Est-ce qu'un écart existe entre le modèle bolchevique assumé comme point de référence idéologique et identitaire et les formes d'enracinement du PCF dans la société française ? L'hégémonie du PCF dans certains secteurs de la société a-t-elle été construite réellement à travers le modèle du parti bolchevique dans sa version stalinisée ou bien a-t-elle présenté d'autres caractéristiques, plus adaptées à une société complexe comme la société française ?

Roger Martelli : La période du Front populaire est celle où se construit l'équilibre entre le parti pris stalinien et l'ancrage social. Les choix politiques du PCF se complètent alors par une véritable culture politique, très formalisée, qui va fonctionner jusqu'aux années soixante. Je l'ai désignée comme la culture « thorézienne », qui présente une double face : elle est une culture de la valorisation du groupe ouvrier (les ouvriers sont ceux qui prennent en charge les valeurs fondamentales de la nation) et elle est une culture d'ordre, qui permet aux ouvriers d'attendre le moment où sera possible le basculement révolutionnaire vers le monde nouveau. Entre le choix « bolchevique-stalinien » et l'enracinement territorial, il n'y a pas de contradiction perçue : le PCF doit cultiver les méthodes rigoureuses qui ont permis aux bolcheviques russes de guider le peuple vers sa révolution ; mais en attendant ce moment paroxystique, les communistes doivent être les rassembleurs les plus larges. Ce sentiment que la politique de Front populaire réarticule toutes les dimensions de l'action communiste est une des sources majeures du dynamisme militant de cette période. Quant à la culture qui

en résulte, elle est au maximum de l'interaction entre un groupe social et une formation politique. Années Thorez, années Gabin : apogée de l'habitus ouvrier.

Marco Di Maggio : Ce problème revient à la Libération, quand le PCF se présente comme parti de gouvernement. De la Libération à l'explosion de la guerre froide, on assiste à une nouvelle réorganisation du communisme français, de sa culture, de son identité comme de sa base sociale. Quelles sont les caractéristiques et les limites de cette nouvelle définition et surtout quel est le poids de la Guerre Froide dans cette reconfiguration ?

Roger Martelli : La Libération n'est que la troisième étape de l'enracinement communiste. La première (années vingt) résulte de la double fonction, sociale et projective : le PCF s'installe dans les lieux de forte concentration prolétarienne, par sa triple matrice syndicale, associative et municipale. La seconde implantation (années 1934-1936) reste prolétarienne, mais s'élargit, du noyau radicalisé aux larges contingents de la classe. La troisième implantation, celle de la Libération, est plus populaire que prolétarienne. Mais, culturellement, cette troisième phase ne se distingue pas de la précédente. C'est le même dispositif matériel et mental qui permet au PC de devenir une pièce à part entière du mobilier national. C'est aussi le moment où se parachève, dans les grandes conquêtes sociales de la Libération, le processus de reconnaissance statutaire du monde ouvrier. Les ouvriers ne sont plus les barbares qui campent aux portes de la cité...

De ce point de vue, la guerre froide ne constitue pas une rupture. Au contraire, elle est la période où s'épanouit avec le plus d'ampleur la symbiose entre une culture pourtant parfaitement « stalinisée » et l'éthos d'un groupe social désormais reconnu, mais qui continue de vivre sur le registre du manque et de la disqualification. L'extrême violence de la lutte sociale, amorcée avant-guerre, se poursuit jusqu'aux années cinquante et légitime la violence des discours sur les « deux camps ».

Marco Di Maggio : La fin des années cinquante représente pour le PCF un traumatisme à dimensions multiples. On assiste à la crise du monolithisme idéologique stalinien, à la fin de l'unité du mouvement communiste et, en France même, à l'avènement de la V^e République et au retour de De Gaulle. Quels sont les effets de ce traumatisme ?

Roger Martelli : Le traumatisme de la fin des années cinquante ne renvoie pas, à mes yeux, au seul problème de la crise du mouvement communiste international. En fait, le PCF est d'abord confronté à un problème de substrat social. Les équilibres auxquels il est parvenu entre 1934 et 1945 sont remis en cause par les mutations sociales qui accompagnent la grande croissance de l'après-guerre. Le PCF redoute les effets de ces mutations. Dans un premier temps, il veut les conjurer en les ignorant : c'est l'époque de la « paupérisation absolue ». La méfiance à l'égard du khrouchtchévisme et de la déstalinisation n'est que l'autre face d'une crispation fondamentale : le PCF ne veut pas bouger, parce qu'il a peur du mouvement. Le problème pour lui est qu'une force immobile est une force qui se nécrose. Le PCF en paie le prix en 1958, quand les changements s'accroissent et se condensent dans la rupture institutionnelle. Il n'est pas prêt à cette rupture et il recule une première fois.

Marco Di Maggio : Passons donc à l'*aggiornamento* des années soixante. Quelles sont les caractéristiques et les limites de cette tentative ? Particulièrement, me semble-t-il, concernant deux questions : tout d'abord, celle de la relation entre identité et projet révolutionnaire du PCF : la conception de la transition au socialisme dans le cadre des institutions de la V^e République. Deuxièmement, la question concernant la capacité de comprendre les changements sociaux et culturels de la société française.

Roger Martelli : Je définis ces années soixante comme celles du « rattrapage », après les années de l'immobilisme. Ce rattrapage est amorcé par Thorez lui-même et approfondi par son successeur, Waldeck Rochet. Le PCF se met à assumer les transformations en cours, à la fois socialement (les nouvelles formes de la sociabilité populaire) et politiquement (les effets de la présidentialisation du régime). Sur cette base, il parvient à formuler un dispositif stratégique nouveau, fondé sur la logique de l'union de la gauche autour d'un programme commun. Dans mon travail, j'avance l'idée que cette démarche ne manque pas d'atouts, notamment par l'absence de concurrence sérieuse à gauche (la SFIO ne se sort pas de sa longue crise). Mais qu'il y ait des atouts n'empêche pas l'existence de limites sérieuses : il y a des choses que le PCF voit bien (les mutations du cadre industriel et urbain) et d'autres qu'il ne voit pas (l'évolution profonde des mentalités individuelles et collectives). Le résultat est que le PCF rattrape une partie de son « retard », mais il ne prend pas d'avance...

Marco Di Maggio : La modernisation tranquille et contrôlée de l'époque de Waldeck Rochet doit faire face à un autre choc : celui de 1968. Dans cette situation aussi, je pense que l'on a affaire à une double dimension ; d'une part, un mouvement social que le PCF n'arrive pas à comprendre jusqu'au bout, d'autre part, la répression du Printemps de Prague. Quels sont les effets de ce deuxième choc ? J'ai tendance à penser qu'il y a un lien avec celui qui s'est produit dix ans auparavant.

Roger Martelli : L'année 1968 est celle où éclatent les limites du dispositif construit dans la décennie soixante. Affectivement, ce qui est le plus important est la crise tchécoslovaque : la première rupture avec l'URSS est particulièrement douloureuse. Mais à long terme, le plus important est le rapport au mouvement social de mai-juin. Le PCF est à l'aise dans le versant le plus classique du mouvement, celui de la lutte salariale appuyée sur le mouvement syndical. Mais il ne comprend pas les formes nouvelles de radicalité qu'ont provoquées l'urbanisation galopante, l'amorce d'une nouvelle révolution technologique et les percées de l'individualisation des rapports sociaux. Face aux « nouveaux mouvements sociaux », il réagit, comme dans les années cinquante, par le refus. Le problème est que, à la différence des années soixante, un concurrent va apparaître, dont il n'a pas anticipé l'expansion : le Parti socialiste rénové de François Mitterrand.

Marco Di Maggio : Quelle relation y a-t-il entre l'inversion des rapports de force à gauche dans les années soixante-dix et la capacité du PCF à entrer en relation avec les nouvelles formes du conflit social qui émergent à la fin des années soixante ?

Roger Martelli : Les années 1970 sont celles où le PCF perd peu à peu la main. Une fois signé le programme commun qu'il réclamait depuis dix ans, il se trouve aussitôt placé devant la seule situation qu'il n'avait pas prévu : ce n'est pas lui, mais le Parti socialiste qui tire bénéfice de l'union de la gauche. Le parti est en fait devant une réalité inédite et il n'est pas prêt à l'affronter, ni mentalement ni intellectuellement. Je définis le noyau dirigeant de cette période, qui s'est mis en place au milieu des années 1960, comme celui des « héritiers » : de leurs devanciers, ils ont hérité des pratiques et une culture dont ils pensent qu'elles installent le communisme politique comme un fait naturel et intangible. Ce qui est « normal » pour eux, c'est un PCF au-dessus de 20 % et ancré de façon définitive dans ses territoires populaires et ouvriers.

Ils ne comprennent pas, d'une part, que la société et la conflictualité qu'elle inclut sont en train de changer; et ils ne savent pas quoi faire d'un modèle soviétique dont ils voient de plus en plus les limites sans trop savoir par quoi le remplacer. Démuni, parfois comme tétanisé, ce groupe dirigeant voit la situation lui échapper sans comprendre. Il réagit donc comme il peut, de façon pragmatique et oscillante, courant après des « dangers » opposés. Au milieu des années 1970, au moment de « l'eurocommunisme », ce groupe est à deux doigts de formuler une nouvelle cohérence, sous la houlette de Georges Marchais et de son entourage. Mais il ne parvient pas jusqu'au bout de cette mise en cohérence, par peur de l'éclatement interne. Puis, très vite, la tentative eurocommuniste bute sur le retour de la guerre froide et sur l'échec des alliances, union de la gauche en France et « compromis historique » en Italie. En France, c'est le Parti socialiste qui tire avantage de cet échec.

Marco Di Maggio : Selon toi, y a-t-il un lien entre le déclin électoral, la crise d'enracinement du communisme dans la société française et la crise stratégique du PCF qui commence à la fin des années soixante-dix et se prolonge jusqu'à aujourd'hui ?

Roger Martelli : Après la période des incertitudes et des hésitations internes (années 1970) s'amorce le long processus du déclin. Pendant quelques décennies, entre 1934 et les années 1970, c'est la rencontre d'une expérience ouvrière et d'une culture politique très intégrée qui soude le phénomène communiste et l'enracine dans des territoires élargis. Dans cette phase, l'espace communiste est passé du statut d'archipel (de fortes concentrations communistes dans un désert d'influence) à celui de continent nationalisé. À partir des années trente se conjuguent les mutations économiques et sociales rapides (la grande croissance puis la crise) et l'effritement progressif d'une culture qui cherche à s'adapter par pans successifs, sans jamais parvenir à se réorganiser.

Après la phase d'agrégation (les trois implantations) s'ouvre celle de la désagrégation : l'univers communiste se défait peu à peu, d'abord à sa périphérie (les couronnes extérieures de l'organisation partisane et les espaces électoraux les moins touchés par l'hégémonie), puis en son centre (les « bastions » et l'appareil d'encadrement). Alors que le communisme était relativement peu sensible à la conjoncture, y compris dans les années troublées de la guerre froide, il enregistre durement les contrecoups des

événements politiques (triumphes ou défaites de la gauche, événements internationaux...). L'organisation se met à perdre par tous les bouts, à droite ou à gauche, identitaires ou unitaires selon les moments.

Dans les années soixante, en plein cœur du *Welfare State*, le PCF pensait avoir trouvé la clef d'une transformation sociale à la fois radicale et pacifique. Il pensait alors qu'un mixte de tradition soviétique classique et de keynésianisme radical suffirait à faire basculer la société française vers un système d'efficacité et de redistribution plus juste et plus moderne. L'échec de cette tentative après 1981 le laisse démuni ; par la suite, il court après de nouvelles synthèses à vocation révolutionnaire sans y parvenir. De ce fait, il se fait distancer à la fois sur sa droite et sur sa gauche, par le socialisme mitterrandien comme par l'extrême gauche de filiation trotskiste.

Marco Di Maggio : Quel a été, à ton avis, le poids spécifique de l'effondrement du socialisme réel dans la crise du communisme français ?

Roger Martelli : Il est évident que la chute du système soviétique a lourdement pesé, en France comme sur l'ensemble du communisme mondial. J'insiste seulement, dans ce livre, sur le fait que les effets de cet effondrement ont été plus complexes qu'il n'y paraît. Au fond, la chute du soviétisme aurait pu tout aussi bien être une chance pour un communisme français enraciné dans une vieille tradition et qui se trouvait, depuis quelques décennies, contrarié par le poids du « boulet » soviétique. Le problème du PCF est que, lui-même empêtré dans ses contradictions internes, il n'a pas vu venir la catastrophe qu'il avait pourtant pressentie au milieu des années 1970. En outre, la chute du système soviétique est-européen a aggravé les fractures culturelles au sein même de l'univers communiste. Ce qui restait de cohésion culturelle s'est évanoui en même temps que l'Union soviétique.

Marco Di Maggio : Jusqu'à aujourd'hui le communisme n'a pas réussi – et pas seulement en France – à entrer en syntonie avec les instances des mouvements altermondialiste et anticapitaliste, puissants dans la dernière décennie. Les tentatives de refondation d'une identité et d'une stratégie communistes passent par le rapport à ces mouvements. Je crois que si ces tentatives de refondation ont échoué jusqu'à aujourd'hui, cela tient aussi au fait que les organisations qui se réclament du communisme n'ont

pas réussi à résoudre la question de leur rapport avec le gouvernement et celle des formes et des objectifs de leur action dans les institutions. Toi-même, qu'en penses-tu ?

Roger Martelli : Pour l'instant, le constat est sans appel : les éléments qui fondaient la reproduction d'un univers communiste solide ont pratiquement tous disparu. Les ouvriers et le peuple, du point de vue sociologique, ne sont plus ce qu'ils étaient : la sociabilité populaire s'est déplacée, la conflictualité sociale ne prend plus exclusivement les formes de l'ancien mouvement ouvrier. Si le communisme politique avait pris ces transformations en compte, suffisamment tôt et avec suffisamment de cohérence, son devenir aurait sans doute été différent. Mais il ne l'a pas fait.

Ce qui m'intéresse, à partir de là, est de faire la part des tendances « lourdes » et celle de la volonté individuelle et collective. Il y a des raisons complexes à l'avancée et au déclin du communisme français. Elles peuvent être sociales, mentales ou politiques. Je me suis gardé de confondre cette causalité (l'agrégation et la désagrégation s'expliquent...) avec je ne sais quelle fatalité. La réalité – le fameux « contexte » cher aux historiens – définit un réseau serré de contraintes et de possibilités. Mais, sur cette base, ce sont des choix qui déterminent quels sont les possibles retenus et ceux qui plongent dans l'oubli. En 1934, à la Libération ou au début des années soixante, ce sont des choix de direction qui stimulent la dynamique communiste générale. À d'autres moments, d'autres choix assumés collectivement nourrissent le déclin. Le même individu (Thorez ou Marchais) peut, selon les moments, manifester son audace créative ou sa crispation défensive.

C'est cette tension de la détermination et de la liberté qui m'intéresse et que j'ai cherché à décrypter, au feu des événements et des périodes de l'histoire communiste.

Marco Di Maggio : Cette interview paraissant dans un numéro dont le dossier est consacré à l'histoire du PCI et du PCF, une question comparative sur les deux plus grands partis communistes de l'Europe de l'Ouest s'impose. Il me semble que dans le déclin du communisme comme sujet politique organisé en Italie et en France, on trouve des similitudes si l'on regarde les deux partis comme des pôles de la même contradiction, celle dont nous parlions précédemment, entre évolution réformiste et repli identitaire. Est-ce que tu ne crois pas que dans le déclin

du PCF et dans la disparition du PCI, il y a encore une fois l'incapacité à trouver une troisième voie adaptée aux pays occidentaux capitalistes et à la tradition démocratique de masse ?

Roger Martelli : L'histoire communiste est celle des choix retenus et celle des choix écartés. Mais l'accumulation des choix fait système. Les cas français et italien sont exemplaires. Le PCI a ressenti très tôt les limites d'un bolchevisme ossifié par ses dérives staliniennes. Il a cherché à se dégager de ces pesanteurs, à l'intérieur d'un système communiste international trop rigide. Quand il s'est convaincu que le modèle originel avait perdu sa force propulsive, il lui restait à choisir entre une option communiste maintenue et une sortie du communisme. Dans une société italienne où le courant révolutionnaire est à la fois très fort et marginalisé, la majorité du PCI a préféré jouer la carte d'une social-démocratie qui n'avait jamais trouvé encore sa forme développée en Italie.

Le PCF était dans une autre situation : dès le départ, il est confronté à un socialisme bien enraciné, qui est pour lui à la fois un concurrent et un allié potentiel. La question pour lui est toujours la même : comment créer les conditions d'une alliance dans laquelle il n'occupe pas une fonction subordonnée ? Il parvient à répondre à son avantage, entre 1934 et 1978. Depuis cette date, les réponses sont erratiques et marquées du même sceau de l'inefficacité.

Dans tous les cas, en France comme en Italie, la forme « bolchevique » du communisme politique a débouché sur de solides configurations partisans. Cette forme a souvent cherché à se transformer (plus souvent et plus vivement du côté italien). Elle n'y est pas parvenue. Or, quand une forme ne parvient pas à se métamorphoser, il ne lui reste comme choix que l'immobilisme ou le renoncement. Dans les deux cas, le résultat est le même : la nécrose.

1. Roger Martelli, *L'empreinte communiste. PCF et société française, 1920-2010*, Paris, Éditions sociales, 2010.

2. Marc Lazar, *Le Communisme, une passion française*, Paris, Perrin, 2002 (rééd. 2005).

DÉBATS



Une histoire mondiale des peuples noirs

Au sujet de Patrick Manning, *The African Diaspora. A History through Culture*, New York, Columbia University Press, 2010, 394 p., 24,50 \$.

Chloé MAUREL,

Docteur en histoire contemporaine, chercheuse associée à l'IHMC et à l'IRICE.

Patrick Manning, spécialiste de l'histoire de l'Afrique, un des pionniers de l'histoire mondiale et de l'histoire globale, professeur d'histoire mondiale à l'Université de Pittsburgh et directeur de son Centre d'histoire mondiale (créé sous son impulsion 1994), auteur du manuel d'histoire mondiale *Navigating World History* (2003) et président du Réseau d'histoire mondiale (*World History Network*), aborde ici ce que, depuis les années 1950, on a appelé les *Black Studies*.

L'innovation est que l'auteur entend aborder l'histoire des peuples africains de manière globale : il s'agit d'étudier plusieurs régions et nations parallèlement, et sur le temps long : de 1400 à nos jours. D'où l'expression, novatrice, de « diaspora africaine », pour illustrer l'idée que des peuples africains ou d'origine africaine ont, à différentes périodes, de gré ou de force, migré vers d'autres continents (Europe, Amériques, Asie) et s'y sont établis. Manning s'attache à voir les liens, les « connexions globales », comme dans la *connected history*, où l'historien joue le rôle d'une sorte d'électricien rétablissant les interconnexions continentales et intercontinentales que les historiographies nationales auraient artificiellement rompues en adoptant un cadre spatial étatique. Cela permet à Manning d'assembler des faits et phénomènes comme des pièces d'un puzzle géant et donc de mieux comprendre les liens entre eux. Pour cela, il prête davantage attention aux échanges, réseaux, mélanges, métissages, qu'aux royaumes et aux nations. Il s'efforce de traiter l'histoire des diasporas avec la même importance que celle des nations.

Une approche globale

Manning cherche ainsi à identifier des connexions, qui ont amené les Africains à se forger un sentiment d'appartenance. Son approche

globale lui permet de mettre en évidence des liens entre des phénomènes auparavant étudiés de manière séparée. Par exemple, il montre comment au milieu du XIX^e siècle, l'esclavage est dénoncé de manière concomitante en Amérique du Nord, du Sud, en Afrique de l'Ouest, dans l'empire ottoman, et en Inde. L'approche de l'histoire globale permet aussi à Manning de souligner la profonde influence exercée par la diaspora africaine sur l'histoire mondiale : il montre le lien inextricable entre migration noire et essor de la modernité (et notamment essor de l'industrialisation et de l'urbanisation). Cet ouvrage, qui fait partie de la nouvelle série « Columbia Studies in International and Global History », est donc écrit selon une vision vraiment globale.

Manning présente l'évolution de l'histoire des Africains et des peuples de descendance africaine, vaste ensemble qui représente aujourd'hui 1/6 de l'humanité. En six chapitres denses, il brosse un tableau de l'évolution de ces peuples sur le temps long, de 1400 à nos jours, en dégagant de grandes étapes, comme « la survie » (1600-1800), la conquête de « l'émancipation » (1800-1900), de la « citoyenneté » (1900-1960), et enfin de « l'égalité » (1960-2000). L'aire géographique traitée est elle aussi très vaste : elle s'étend non seulement au continent africain, mais aussi aux Amériques, à l'Europe et à l'Asie.

Dans cet immense panorama, l'auteur met l'accent sur certains thèmes : l'esclavage et le racisme ; les changements économiques, les mouvements sociaux, liés notamment à l'industrialisation ; l'urbanisation ; la famille ; les expressions culturelles et notamment les cultures populaires.

La question de la « race »

Manning, bien que posant clairement que les « races » n'existent pas s'agissant des humains, emploie cependant ce terme, car, il estime que le concept de « races » existe, lui, du simple fait qu'il est utilisé par des sociétés humaines.

Sur la question de l'esclavage, de la ségrégation et du racisme, l'auteur part de la question de déterminer pourquoi l'esclavage s'est développé à si grande échelle à l'ère moderne. Il dépeint et explique l'essor de ce phénomène, qui a culminé au XIX^e siècle, avant de décliner du fait à la fois de campagnes anti-esclavagistes et de l'essor de l'âge industriel.

Il analyse les théories racistes et les démonte. Il dépeint leur ascension, leur hégémonie sous les empires coloniaux et avec les

politiques de ségrégation aux États-Unis et en Afrique du Sud, puis leur déclin. Il souligne l'arbitraire et l'injustice et l'oppression du système colonial en Afrique, les dégâts humains qu'il y a causés. Il n'hésite pas à mettre en évidence le rôle trouble joué par les États-Unis, comme, par exemple, leur quasi-colonisation de Porto Rico, et le fait que le président Wilson, peu après son élection en 1913, ait ordonné la mise en place de la ségrégation raciale dans tous les locaux administratifs du pays.

Manning pose une question importante, qui peut alimenter le débat français sur la question de la « repentance » coloniale : est-ce que des « réparations » devraient être accordées aux descendants des esclaves et des colonisés pour l'injustice passée subie par leurs ancêtres ? C'est une question difficile à trancher : qui paierait combien et à qui ? Il rappelle cependant que de tels versements se sont faits dans l'autre sens : Haïti a payé à la France 25 millions de francs or, des décennies après son indépendance, pour indemniser les planteurs français. Et il fait valoir qu'à la suite de la Shoah, la RFA et la RDA ont versé des réparations financières à l'État d'Israël.

S'interrogeant sur l'avenir de l'identité noire, il évoque l'importance de la construction d'une mémoire commune, et interroge la notion, sur laquelle il apparaît difficile de se prononcer, de l'*affirmative action* (discrimination positive).

Se demandant si le racisme cessera un jour, il estime que les communautés noires vont devenir avec le temps de plus en plus hétérogènes (économiquement, socialement, culturellement) ; l'idéal de conserver une unité noire, une identité noire commune, sera un défi, qui requerra l'invention de nouveaux moyens d'action.

Luttes sociales

La dimension sociale de cet ouvrage est forte. Manning s'intéresse en effet beaucoup aux luttes et mouvements sociaux. Son travail nourrit la réflexion entamée en France par l'ouvrage de Didier et Eric Fassin en 2006 avec *De la question sociale à la question raciale*. Il montre que les deux questions sont liées et souligne la permanence et l'importance de la « question sociale ».

Après avoir étudié la lutte des Noirs pour l'émancipation au XIX^e siècle, il aborde celle pour la citoyenneté de 1900 à 1960, et celle pour l'égalité de 1960 à nos jours. Il souligne le rôle moteur joué, dans ces luttes, par les différents partis communistes et par le mouvement communiste international à partir de 1920 : ils ont stimulé et organisé la

lutte sociale des Noirs pour la reconnaissance de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Il souligne le rôle de militants communistes noirs comme W.E.B. DuBois et Richard Wright. Il met également en évidence le rôle du syndicalisme, surtout à partir des années 1930 (pendant la Grande Dépression mondiale). Plusieurs leaders anticolonialistes africains sont en effet venus à la lutte politique en commençant par le syndicalisme. Il montre aussi le rôle d'associations, comme la NAACP (*National Association for the Advancement of Coloured People*) fondée aux États-Unis en 1906, ou l'UNIA (*Universal Negro Improvement Association*) animée par Marcus Garvey dans les années 1910, et sa revue *The Negro World*. Il souligne aussi l'importance, à partir des années 1960 (dans le sillage du concile Vatican II) du mouvement catholique progressiste de la « théologie de la libération », très influent auprès des Noirs d'Amérique latine (mais beaucoup moins auprès des Noirs d'Afrique).

Manning souligne aussi le rôle d'individus, de personnalités marquantes, hommes célèbres comme Martin Luther King, Nelson Mandela, Malcolm X, Frantz Fanon, Kwame N'Krumah, Stokely Carmichael (leader du « *Black Power* » à partir de 1966 aux États-Unis), ou moins connus aujourd'hui comme le Sénégalais Blaise Diagne, premier Africain élu au parlement français, en 1914, et le Martiniquais René Maran, premier Noir à obtenir le prix Goncourt en 1921 avec son roman *Batouala*. Manning montre aussi le rôle moteur joué par de grandes réunions panafricaines, comme la Conférence panafricaine de Manchester en 1945, et le « Festival mondial des arts nègres » à Dakar en 1966 ; et le rôle de la création d'institutions, comme l'OUA (Organisation de l'Unité africaine) en 1963.

Grâce à sa vision d'ensemble, globale, Manning parvient à mettre en évidence le parallèle entre le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 1950-1960 et le grand mouvement, concomitant, de décolonisation de l'Afrique.

En conclusion, il se demande si l'égalité sociale sera un jour possible. Il observe et dénonce le fait que, depuis deux siècles, les inégalités (économiques, sociales, sanitaires) ont en réalité augmenté considérablement, à la fois entre les pays et au sein des pays. Il identifie comme responsable le système capitaliste et notamment la logique néolibérale incarnée par les grandes firmes transnationales.

Une « culture noire » ?

Manning estime qu'au-delà de la diversité des cultures des peuples noirs, il existe une cohérence et un sens à la production culturelle de

la diaspora africaine. Cela l'amène à étudier l'unité et la diversité des productions et expressions culturelles des Noirs au fil du temps.

Ainsi, l'ouvrage évoque et met en relation la littérature, la musique, la danse, le cinéma, la sculpture, la peinture, etc. La littérature est présente à travers le mouvement intellectuel de la « *Harlem Renaissance* » à New York dans les années 1920 (Manning montre que le ghetto de Harlem y a été un « *hub* » de la production culturelle pendant ces années) et le concept de « *négritude* » développé par Senghor et Césaire dans les années 1930. La musique joue son rôle avec, par exemple, la contribution majeure des Noirs dans la création du jazz dans les années 1920, du rock au début des années 1950, puis du reggae avec le groupe *The Wailers*, fondé en 1963 et représenté par Bob Marley (musique de rébellion, critiquant le capitalisme, avec notamment la chanson « *Get up, stand up* » qui souligne l'impératif de « te lever pour tes droits »). La danse avec Katherine Dunham. Le cinéma avec le cinéaste sénégalais Ousmane Sembène qui a tourné des films engagés, dénonçant le (néo) colonialisme. L'auteur montre la place de la sculpture africaine, dont la valeur a été reconnue à partir du début du xx^e siècle et qui a dès lors influencé les arts occidentaux comme le cubisme et l'Art Déco. Il montre celle de la peinture avec, par exemple, le peintre congolais Chéri Samba et ses tableaux mêlant dérision et dénonciation du néocolonialisme. L'historiographie a sa place aussi avec Cheikh Anta Diop, figure de proue de la « nouvelle histoire africaine » qui a émergé dans les années 1960.

Dans la formation d'une communauté culturelle noire, Manning souligne aussi particulièrement le rôle de l'habillement et de la coiffure. Grâce à son approche véritablement globale, Manning est en mesure de faire des rapprochements éclairants entre des mouvements culturels distincts, comme, par exemple, dans le domaine musical, entre l'essor de la *bossa nova* au Brésil et celui du *raï* en Algérie.

Tout au long de l'ouvrage, l'auteur s'attache aussi à montrer les avancées culturelles effectuées par les communautés noires. Se créant eux-mêmes en tant que groupe, les Noirs ont selon Manning créé une véritable identité transnationale, reposant sur une grande vivacité de création culturelle, particulièrement depuis la fin du xx^e siècle dans le domaine des « *visual arts* ».

Un historien anti-impérialiste

Autant, en 1975, Jean Copans avait pu reprocher à l'anthropologue américain Melville Herskovits de perpétuer, par le contenu de ses

travaux et par sa forte influence dans les universités et centres de recherches africains, l'impérialisme culturel américain, autant on ne peut certainement pas faire ce reproche à son élève et successeur Patrick Manning. Ce dernier apparaît au contraire comme un historien résolument anti-impérialiste. Il met en évidence comment, au fil du temps, les luttes de la communauté noire se sont exercées contre l'esclavage, puis contre le colonialisme, puis contre le néocolonialisme et enfin contre le système capitaliste néolibéral incarné par les firmes transnationales (pillage de ressources naturelles et exploitation des travailleurs en Afrique) et par les grandes institutions économiques internationales comme le FMI et la Banque mondiale (« programmes d'ajustement structurel » lancés à partir des années 1980). A plusieurs reprises dans l'ouvrage, Manning revient sur les dégâts causés par le néolibéralisme et par la politique internationale menée dans les pays du Sud par les grandes puissances, à commencer par les États-Unis. Il souligne par exemple le rôle des États-Unis et notamment de la CIA dans l'assassinat de Patrice Lumumba en 1961 et dans l'installation de plusieurs dictatures dans des pays d'Afrique et d'Amérique latine dans les années 1960-1970 et jusqu'à nos jours (ex : en Haïti en 1991).

Dans son panorama de l'histoire sociale de la diaspora africaine, Manning identifie des temps forts, des moments de progrès et de changement, comme les années 1960, et des moments de reflux, de retour en arrière, comme les années 1980 sous l'effet notamment des gouvernements ultra-conservateurs alors en place aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il identifie aussi un nouveau pas en avant dans les années 1990 avec l'élimination de l'apartheid en Afrique du sud, et avec la Constitution adoptée par ce pays en 1996, modèle (théorique) de démocratie et de garantie d'égalité sociale.

Observant que l'accession des Noirs à la citoyenneté dans les années 1960 (décolonisations en Afrique et mouvement des droits civiques aux États-Unis) n'a pas coïncidé avec leur accession à l'égalité en pratique par rapport aux Blancs, il souligne l'émergence de nouvelles luttes en vue de la conquête d'une véritable égalité entre Noirs et Blancs. En effet, ainsi qu'il l'illustre par des données quantitatives précises, de fortes inégalités économiques et sociales persistent aujourd'hui entre Noirs et Blancs, malgré l'égalité théorique en droit. Le grand enjeu actuel est donc désormais davantage une question sociale qu'une question raciale, c'est-à-dire davantage un enjeu de classes que de races.

Un gros plan sur des pays généralement peu abordés par l'historiographie occidentale traditionnelle

La perspective mondiale adoptée par Manning lui permet de mettre l'accent sur de petits pays habituellement négligés par l'historiographie occidentale, et de souligner leur rôle et leurs apports majeurs, comme Haïti et Cuba.

Haïti a fait figure de précurseur dans la lutte mondiale des Noirs pour la citoyenneté. Manning rappelle la précocité de la lutte d'indépendance haïtienne : l'indépendance est acquise en 1803. Il souligne aussi la vitalité intellectuelle des Haïtiens dans les années 1920, autour de l'écrivain Jean-Price Mars et de sa revue *Les Griots*. Enfin, il souligne aussi la vitalité et l'originalité de la peinture et de la sculpture haïtienne dans l'entre-deux-guerres, avec, par exemple, le peintre haïtien autodidacte Hector Hippolyte, révélé à l'occasion d'une exposition de peinture organisée par l'Unesco au Mexique à la fin des années 1940.

C'est aussi à un autre petit pays des Caraïbes que s'intéresse particulièrement Patrick Manning : Cuba. Il souligne les contributions des Cubains à la culture noire, dans le domaine culturel comme dans le domaine social.

Dans le domaine culturel, Manning souligne la faculté des Afro-Cubains à faire des créations artistiques de talent, exprimant leurs aspirations, dans le domaine musical (la *conga*, la *rumba*, le *son*), visuel, littéraire ; il affirme que le cas cubain a servi d'avant-garde pour les populations noires partout ailleurs. Il montre ainsi l'influence de la musique cubaine sur les sociétés de toute l'Afrique de l'Ouest dans les années 1940 et 1950. Ainsi, la chanson cubaine « *Guantanamera* », faisant référence à une pauvre *guajira* (paysanne misérable) de Guantanamo, a joué un rôle important dans la culture populaire de Cuba dans les années 1930, et a acquis une notoriété internationale ; en outre, à partir de 1959, cette chanson a connu une nouvelle popularité, car le compositeur Julián Orbón l'a agencée avec les paroles d'un poème du héros national José Martí.

Dans le domaine politique et social, Manning met en valeur la contribution des Afro-Cubains, comme le héros Antonio Maceo, dans la lutte pour l'indépendance de Cuba à la fin du XIX^e siècle. À l'inverse, il ne cache pas le rôle réactionnaire des États-Unis dans les années qui ont suivi, cette grande puissance ayant occupé militairement Cuba pendant plusieurs années au début du XX^e siècle et accentué l'oppression pesant

sur la population noire de l'île. En outre, autour de 1900, des scientifiques états-uniens, en consultation avec les forces d'occupation militaire américaines, ont déclaré que les Noirs cubains étaient socialement et intellectuellement inférieurs aux Blancs. Par contraste, Manning souligne le rôle progressiste de la Révolution cubaine menée par Fidel Castro, arrivé au pouvoir en 1959 : le régime castriste a fait chuter le taux d'analphabétisme et a beaucoup fait pour égaliser la condition des Afro-Cubains par rapport à celle des Cubains blancs. Il met aussi en valeur les importantes actions de solidarité avec les luttes des peuples africains menées par Cuba à partir des années 1960, qu'illustre notamment l'envoi de nombreux combattants cubains en Angola en 1976.

Questions posées à l'avenir et bilan

En conclusion, Manning pose plusieurs questions à l'avenir. En particulier, il aborde le dilemme entre universalité et diversité culturelle. L'accession des Noirs à une véritable égalité par rapport aux Blancs entraînerait-elle la perte de la diversité culturelle, par une uniformisation de la culture noire sur les standards blancs ? Non, répond Manning, car la communauté noire ne cesse de cultiver et de développer son identité sociale et culturelle (par exemple avec le succès de la série télévisée *Roots* diffusée aux États-Unis à partir de 1967, qui présente l'histoire semi-autobiographique d'une famille de Noirs américains et cultive par là la mémoire de la culture noire).

Sur le plan social, Manning tire la sonnette d'alarme sur les inégalités qui ne cessent de se creuser entre Noirs et Blancs, entre les pays (Nord/Sud) et au sein des pays. Il souligne notamment les dégâts de la terrible épidémie de sida en Afrique, contre laquelle les autorités nationales et internationales ont tardé à réagir, et rappelle que, dans les débuts de cette maladie, les Africains et les Haïtiens ont été injustement stigmatisés. Dans le domaine de l'éducation, il sonne aussi l'alarme, rappelant qu'en 2000, encore environ un Africain sur deux est illettré.

L'ouvrage est remarquable et très convaincant. Rédigé de manière très claire, il présente de nombreuses idées novatrices, toujours illustrées par des exemples précis, concrets et souvent frappants. Il brasse une quantité énorme d'informations, et réussit la prouesse de les présenter de façon à ne pas noyer le lecteur sous la masse, les agençant au contraire très intelligemment de manière à créer du sens par des rapprochements pertinents et à ce jour jamais effectués, entre des phénomènes survenus

dans des aires géographiques très différentes. Surtout, il pose des questionnements originaux et stimulants. Il apporte une contribution de poids à la fois aux *Black Studies*, à l'histoire transnationale, à l'histoire mondiale, et aux *cultural studies* ou histoire culturelle. Une des seules critiques que l'on pourrait faire à l'approche de Manning est que, finalement, ce qu'il considère comme les caractéristiques spécifiques des « Noirs » (grande créativité, qualités artistiques, technologiques, sens de la collectivité, de la « communauté », résistance et combativité contre l'oppression, etc.), on pourrait en fait les retrouver à propos de tous les groupes humains ; d'autant plus que les races n'existent pas. « Nous sommes tous des Africains », a-t-on envie de dire à l'issue de la lecture de ce livre.

LIVRES



Livres lus

428. Une année ordinaire à la fin de la fin de l'Empire romain,

Giusto Traina,

Les Belles-Lettres, coll. « Histoire »,

Préface de Gilbert Dagron, Paris, 2009, 282 pages, 25 €.

Traduit de l'italien par Gérard Marino de « *428 dopo Cristo, Storia di un anno* », Laterza, Roma-Bari, 2007.

Voilà un ouvrage insolite et captivant. En effet, Giusto Traina nous convie à un voyage inédit : le tour du monde romain en 11 étapes, en l'année 428. Celle-ci n'est pas en soi une date majeure, comme le sont 410 (sac de Rome par les Goths) ou 476 (déposition du dernier empereur d'Occident), mais cependant se sont produits cette année-là des événements importants et significatifs des évolutions en cours. L'Antiquité tardive, pour laquelle on dénote un regain d'intérêt depuis les travaux fondateurs de P. Brown, n'est pas sans offrir des analogies avec la nôtre : inquiète et troublée, elle voit un changement de civilisation, par le contact et l'affrontement entre les cultures et les religions, au gré des déplacements de peuples. L'univers antique s'efface lentement, sans que la civilisation

médiévale soit encore née. Grâce à une narration pittoresque et vivante, G. Traina fait revivre tout un monde, complexe et incertain. Son travail combine deux traditions anciennes, la chronique, qui énumère les événements année par année, et l'itinéraire circulaire, dont étaient friands les auteurs grecs. Cela lui permet de réfléchir sur toutes les virtualités que recelait un Empire romain divisé mais encore vivace, qu'il ne faut pas envisager seulement sous le prisme de la chute de l'Occident et la transformation de l'Orient en Empire byzantin : ces évolutions étaient probables, mais non inéluctables. D'une province à l'autre, Giusto Traina décrit les processus à l'œuvre : suivons-le.

Nous partons d'Antioche, la grande métropole syrienne, avec Flavius Dionysius, haut personnage de la *pars Orientis*, qui se rend

en Mésopotamie. Là il rencontre les envoyés du Roi des Rois perse et entérine la perte de l'Arménie, qui passe sous la tutelle de l'Empire sassanide. C'est sans doute l'événement le plus important de 428, « année ordinaire » pour l'essentiel.

Dès son retour, Flavius Dionysius repart : il doit escorter Nestorius jusqu'à Constantinople dont ce prestigieux religieux va devenir l'évêque. Le cortège traverse d'abord la Syrie, région en plein essor où se développe une religiosité bouillonnante. Les ascètes syriens rivalisent de prouesses, à l'instar du célèbre Siméon « le Stylite », qui vivait en haut d'une colonne (*stylos*), les hérésies fleurissent, notamment celle des ariens. Puis la « route des pèlerins » gagne l'Anatolie orientale, et l'auteur décrit avec bonheur les divers sanctuaires, personnages et peuples que l'on peut rencontrer en allant d'une ville à l'autre. Le christianisme accroît son emprise sur cette région, mais le paganisme perdure, clandestin. Là aussi, l'Église officielle affronte des sectes, comme les « novatiens », nombreux et organisés, contre lesquelles Nestorius déclenchera une véritable croisade ; la résistance des hérétiques et des païens sera noyée dans le sang. Mais on constate aussi des efforts pour adapter le culte des saints et des reliques aux croyances locales.

Nous arrivons à Constantinople. Embellie par de nombreux travaux, la « nouvelle Rome » connaît une forte croissance démographique et économique. Théodose II règne alors, le premier empereur qualifié de « *porphyrogénète* » (né dans la pourpre) : la dignité impériale est en voie de sacralisation. Autour de Théodose, deux femmes symbolisent les logiques qui s'affrontent : sa sœur Pulchérie, vierge paragon d'orthodoxie, et son épouse Eudoxie, qui protège les intellectuels, même païens ou hérétiques, notamment les néo-platoniciens de l'Académie athénienne. Le Palais abrite donc un pouvoir qui tend à devenir absolu, dans le souci de maintenir le « *kosmos* », l'ordre impérial. Dès cette époque, la justice et l'enseignement sont étroitement contrôlés par le gouvernement. En cette année 428, une loi supprime le droit de réunion et de culte pour tous les païens, encore nombreux à Constantinople. En effet, le conflit avec l'Orient iranien renforce le sentiment identitaire et l'orthodoxie : ainsi se fabriquent les appartenances.

Cette affirmation de la « *pars orientis* » signifie-t-elle une division irrémédiable de l'Empire ? Au contraire, les années 420 voient plutôt un rapprochement des deux parties. Valentinien III, qui règne en Occident, et Théodose II s'efforcent de renforcer l'unité

de l'Empire face à la menace des « barbares ». Leur entente permet de stabiliser la situation militaire. Des auteurs comme Augustin semblent considérer encore l'Empire comme un tout unitaire, et le Code théodosien, alors engagé, montre un souci d'unité et d'ordre.

Nous débarquons donc avec l'auteur en Italie. La capitale de l'Occident se trouve depuis 402 à Ravenne, plus proche des frontières et de la mer. C'est une ville insolite, loin de l'idéal antique de la *polis* et qui scandalise Sidoine Apollinaire dont Giusto Traina cite une savoureuse description sur le mode du « monde inversé ». Divers édifices en font une ville chrétienne. Par contre, Rome subit encore le contrecoup du passage des Wisigoths. Néanmoins, elle conserve son prestige religieux et politique et accueille la cérémonie pour l'*adventus* de Valentinien III en 426. Le pape Célestin lutte contre l'hérésie pélagienne, tandis que le paganisme perdure, au moins dans le milieu des sénateurs.

Passons en Gaule, en pleine évolution elle aussi. Symptôme du processus de décomposition de l'autorité, le brigandage social des *Bacaudae* persiste face à l'avidité des notables locaux chargés de percevoir les impôts. L'intégration des « barbares » continue, même si théoriquement les peuples « fédérés » sont censés

vivre à part sur les territoires qu'on leur a concédés contre leur aide militaire, puisqu'ils n'ont pas reçu la citoyenneté romaine — comme les Wisigoths en Aquitaine. Leurs troupes gonflent l'armée d'Aetius, qui remporte une victoire importante contre les Francs saliens en 428. La tentation est grande de fuir ce monde troublé, et de se réfugier dans une de ces communautés monastiques en plein essor, notamment dans le Midi, à l'instar de certains aristocrates spoliés de leurs domaines. On voit même se développer chez certains intellectuels comme Salvien un rejet de la civilisation romaine, car païenne et corrompue. Oh *romana vitiositas*....

Faisons ensuite un bref détour en Britannia, évacuée en grande partie en 410. Le roi celte Vortigern a l'idée brillante de faire appel aux Saxons contre les Pictes et les Scots : Angles et Saxons refouleront les Celtes en Galles et Cornouailles. Néanmoins, en 428, un pays de confins comme la Britannia n'est pas encore coupé de la romanité, puisque l'évêque Germain y mène une mission à la fois religieuse et militaire.

Puis gagnons la péninsule Ibérique, où sont installés Suèves et Vandales. En 428, Genséric devient roi des Vandales, et prépare l'invasion de l'Afrique du Nord, grenier à blé de Rome, grâce à

de vastes domaines, propriétés impériales ou aristocratiques, sur lesquels triment de misérables paysans. La défense en est affaiblie par les conflits entre le *comes* (chef d'armée) Boniface et le *consul* envoyé par Ravenne, Félix. Augustin, évêque d'Hippone, vient de terminer *La Cité de Dieu*. Il dénonce les défauts de l'Empire, qui pressure, mais ne protège plus, et laisse les marchands d'esclaves sévir. Augustin exprime ses doutes à l'égard de la pérennité de l'Empire, en proie aux démons, à la corruption des mœurs, aux hérésies. Son effort pour penser la « guerre juste » (voulu par Dieu) n'empêchera pas la conquête vandale.

Plus à l'est, l'Égypte connaît des mutations importantes. Ce territoire peuplé et fertile reste vital pour l'Empire. Le pouvoir se déplace vers deux institutions, l'armée, qui lutte contre les Berbères, les Blemmyes et les Noubades, et l'Église, particulièrement l'évêque d'Alexandrie. C'est aussi une terre de violence religieuse, qui a vu le lynchage de la fameuse philosophe Hypatie. Le fanatisme conduit à malmenager certains sites de l'Égypte pharaonique.

De même, le fait religieux joue un rôle central en Palestine. La cérémonie de l'*anastasis*, qui évoque la résurrection du Christ, passionne les foules, au point de provoquer des transes collectives

devant le Saint-Sépulcre. Grâce au développement du pèlerinage aux lieux saints, Jérusalem jouit d'une nouvelle prospérité. Les monastères contribuent à l'expansion économique, par l'irrigation et la viticulture. Mais l'intolérance prospère aussi, à l'égard de la communauté juive, victime de restrictions et de brimades. C'est alors que la charge héréditaire de « *nasi* » (le président du Sanhédrin, référence pour toute la diaspora) est supprimée. Le Trésor impérial peut mettre la main sur le tribut que les communautés lui versaient.

Pour finir, nous sortons de l'Empire pour rencontrer en personne le « *Shahanshah* », l'empereur perse sassanide, Vahram V, qui fut idéalisé par la suite dans la littérature iranienne sous les traits archétypiques d'un « roi chasseur », comparé à l'onagre, rapide et bondissant. Premier sassanide à être sacré par le grand prêtre des mages zoroastriens, Vahram V est reconnu comme l'incarnation de « *Sos-hans* », Sauveur du monde. Il est vrai qu'il vainc les Huns et rétablit son autorité jusqu'à l'Oxus. C'est aux portes du monde des steppes que se termine notre voyage.

N'hésitez donc pas à vous embarquer à la découverte de ce monde complexe et multi-ethnique du *v^e* siècle, dont les mutations peuvent nous donner matière à réflexion. Un processus de diffé-

renciation est en cours tout autour d'un espace méditerranéen qui n'unit plus autant les hommes. Les dynamiques centrifuges se renforcent, dont nous connaissons l'issue fatale en Occident. Et pourtant, en 428, l'Empire romain existe en-

core, même divisé en deux parties, et demeure une référence et une culture communes, qu'adoptent aussi les « barbares ».

Frank Noulin

Traditions et temporalité des images,
Giovanni Careri, François Lissarrague, Jean-Claude Schmitt
et Carlo Severi (dir.),
 Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales,
 2009, 256 p., 45 €.

L'interrogation adressée à la temporalité des images a déjà une solide histoire. Il est admis que Aby Warburg compte parmi les principaux fondateurs de cette tradition de recherches à propos de la migration des images à travers le temps. *Time matters*, certes. Cependant, cette publication rend compte, sur le vif, d'un renouvellement sociologique et épistémologique remarquable, qualifié d'« anthropologie historique des images », lequel se manifeste sous différents formats (projets de recherche, séminaires, colloques, publications numériques – *via* la revue *Images re-vues*). Doit-on considérer ce phénomène comme la volonté affichée par l'actuelle génération de chercheurs examinant les problèmes que pose

l'analyse des images de se démarquer, voire de rompre avec ses prédécesseurs ? Cette désignation est-elle nécessaire ? Car, après tout, il a bien déjà existé les projets d'une « sociologie historique » et d'une « épistémologie historique ». À première vue, il n'est pas évident que l'appel à une « anthropologie historique » exprime une crise des disciplines, qu'il invite à une reconfiguration interdisciplinaire, ni même qu'il se conçoive sur le mode d'une spécialisation ou d'un sous-champ (par exemple, de l'histoire de l'art ou de l'anthropologie culturelle). Ce faisant, nous aurions à nous interroger sur ce que serait véritablement le complément de sujet d'une telle entreprise : aurait-on affaire à une anthropologie

historicisée ou bien à une histoire des variations (ou des invariants) iconographiques ? Stricte alternative qui s'offrirait dès lors au chercheur : il aurait à choisir entre la structure ou l'événement. Il semble plutôt qu'à l'instar des *science* ou des *visual studies*, un tel projet collectif de recherche se configure suivant une analogie écologique, à partir d'un *boundary-object* : en l'occurrence ici l'image. C'est en effet par l'image, en tant que dispositif conceptuel, que peuvent se coordonner plusieurs mondes sociaux hétérogènes, différentes disciplines (outre l'anthropologie et l'histoire, nous pourrions y associer la philosophie¹), et que des méthodes et des objets de recherche s'articulent ensemble. À la différence de l'interdisciplinarité, définitivement trop intégratrice, la coordination de l'action de penser ensemble l'image est, en ce cas, locale, souple et temporaire. L'enquête se révèle en progrès perpétuel d'un pluralisme non réductionniste.

Enrichissant les récentes recherches de Philippe Descola², les textes qui sont ici réunis, issus pour partie d'une série de travaux collectifs, rendent compte de l'inscription des images dans un temps historique complexe : celui bien évidemment des cultures, mais aussi celui, particulier, des images. La mise à l'épreuve de

celles-ci, par les différents régimes d'historicité, par les traditions, justifie le décalage opéré entre une pensée par les images (*i.e.* usages politiques des représentations iconographiques) vers une pensée en images sophistiquée (*e.g.* temps de production de l'image, temps de sa mise en scène). Ainsi, la concordance des temporalités ne va pas de soi : à l'ordre classique des successions, ces recherches préfèrent attirer l'attention du lecteur sur les jeux d'imbrication et de superposition, sur la comparaison et la confrontation des modalités de représentation. Les cinq parties qui composent cette publication, toutes richement illustrées, démontrent la pertinence du travail de délimitation de l'image (par rapport à l'histoire, à la mémoire, à l'eschatologie, mais aussi suivant les contraintes techniques du moment).

Bien que les interventions composant ce volume se situent dans le cadre d'une anthropologie historique de l'Occident, les auteurs ont toujours fermement maintenu le souci de revisiter l'autre en se gardant de tout allochronisme (suivant la formule de Johannes Fabian). En proposant des stratégies de dépassement des opérations modernes de classification, chaque intervenant a su faire rejaillir de l'histoire des images non visibles jusqu'alors, ce qu'en termes benjaminien

nous qualifierions d'« images dialectiques ». Ce faisant, le fonds épistémologique reste finalement d'interroger l'ontologie de l'image au sens large en privilégiant ses divers schèmes de figuration.

Thomas Béraud
Paris-Sorbonne (Gemass)

1. Cf. la récente traduction de Gell, Alfred (2009). *L'art et ses agents. Une théorie anthropologique*. Bruxelles: Les Presses du réel, Fabula.

2. Descola, Philippe (2005). *Par-delà Nature et Culture*. Paris: Gallimard, Bibliothèque des sciences humaines. Ainsi que l'exposition « La Fabrique des images », musée du quai Branly (Ph. Descola en est le commissaire).

Le mystérieux monument Joseph Sec à Aix-en-Provence,
Michel Vovelle, Pierre Donaint,
Avignon, Éditions A. Barthélémy, 2009, 120 p., 20 €.

Joseph Sec est un personnage central dans la bibliographie de Michel Vovelle: il décrivait déjà en 1975 l'ascension sociale de ce menuisier aixois du siècle des Lumières. L'ouvrage, qu'il signe avec Pierre Donaint pour les photographies constitue à la fois une mise au point biographique supplémentaire en même temps qu'une interrogation sans réponse sur un personnage intrigant. Centré sur le monument funéraire iconoclaste de Joseph, le livre reprend un à un les éléments de ce testament pétrifié et propose un déchiffrement fouillé des messages qu'il semble adresser sans qu'il soit toujours possible d'en percevoir le sens.

Joseph Sec, né en 1715 et mort en 1794, a commencé sa carrière

comme apprenti charpentier; il a ensuite probablement effectué un long compagnonnage avant de devenir un notable marchand de bois ainsi qu'un promoteur immobilier avisé. Trois traits biographiques organisent l'étrange mausolée de Sec. Son appartenance à la confrérie des pénitents gris, son implication maçonnique et son adhésion à la Révolution structurent une architecture funéraire aussi originale qu'intrigante. Espace clos sur lui-même, le monument se compose d'une statuaire variée qui témoigne d'un long mûrissement: le message délivré dans la pierre a fait l'objet d'une patiente construction, de 1780 à 1792. Michel Vovelle souligne qu'il est impossible de connaître avec certitude le nom du sculpteur engagé par Sec.

Les références religieuses déclinent les figures de Moïse et de saint Jean-Baptiste. Saint Joseph, patron des menuisiers, est également représenté; ses instruments sont détaillés avec soin. La présence de Tobit est moins immédiatement explicite: Sec souhaite souligner l'importance de l'héritage et de la poursuite de la tradition.

La Révolution est omniprésente dans ce cénotaphe pétrifié: la Loi casquée domine le monument. Michel Vovelle remarque combien cette figure est audacieuse: Sec, petit notable, emprunte le symbole parlementaire à l'aristocratie locale. L'Afrique et l'Europe évoquent les thèmes de l'émancipation et de la liberté. Le corpus épigraphique, riche et dense, interroge le mystère de la mort, la liberté conquise et les valeurs de la nouvelle ère ouverte par la Révolution.

Quelques signes épars, comme une représentation de la fonte des cloches ou la mise en exergue d'un prêtre quémandeur abusif, soulignent un attachement aux réformes révolutionnaires en matière religieuse.

Le message maçonnique est à la fois subtil et omniprésent: l'initiation est présentée dans un rébus regroupant trois des quatre éléments (la Terre, l'Air et l'Eau); l'histoire de l'humanité depuis la Genèse jusqu'à sa régénération engage un troublant jeu de correspondances avec les étapes du parcours maçonnique.

Le mystère Joseph Sec traverse l'œuvre de Michel Vovelle. Cet ouvrage, non dénué d'une douce mélancolie, éclaire quelques zones d'ombre qui avaient échappé jusqu'alors à la sagacité de l'historien. Mais rien n'y fait, le monument de Joseph Sec conserve sa part d'inconnu et d'indéchiffrable. Les ressorts profonds de cet étrange bâtiment échappent à l'enquête historique. Les explications les plus fines des détails de l'œuvre n'aident guère à la compréhension de l'ensemble. La force de l'ouvrage est précisément de ne pas esquiver la frustration devant ce message de pierre dont nous ne saisissons plus que des bribes.

Jérôme Lamy

L’Affaire Rouy. Une femme contre l’asile au XIX^e siècle,

Yannick Ripa,

Paris, Tallandier, 2010, 296 p., 27 €.

Yannick Ripa, spécialiste de l’histoire des femmes au XIX^e siècle, retrouve après quelques décennies les sujets qu’elle avait traités dans sa thèse¹ puis dans son livre *La ronde des folles. Femme, folie et enfermement au XIX^e siècle* publié en 1986. Hersilie Rouy (1814-1881) est en effet une femme bien connue des historiens de la folie puisqu’elle a tenu un journal d’enfermement, dont une publication, sous le titre *Mémoires d’une aliénée*², témoigne. Née dans un milieu aisé, elle a reçu une bonne éducation – elle est tour à tour institutrice et pianiste – mais son père, ancien épicier devenu mathématicien et astronome, est... bigame, puisqu’il a épousé sa mère en étant encore marié à une première femme. Sa naissance (ainsi que celle de ses quatre frères et sœurs) est donc marquée par l’illégitimité, tandis que son demi-frère, issu du premier lit, se trouve être le seul enfant légitime, le seul donc à pouvoir se réclamer du nom de Rouy. L’histoire commence en 1854, quand Hersilie Rouy se trouve internée pour... quatorze ans, arbitrairement et sous une identité qui n’est pas celle de son patronyme. Les raisons de

sa séquestration sont complexes : si certains de ses voisins se sont plaints de son comportement, si ses lettres sont parfois délirantes, si le problème de son identité est sans doute nodal, c’est son demi-frère, enfant légitime donc, qui l’a fait interner illégalement. Ballottée d’asile en asile, Hersilie Rouy ne cessera jamais de proclamer et d’écrire qu’elle est séquestrée arbitrairement et que les traitements asilaires sont aberrants, inefficaces voire cruels. Ses lettres, réclamations, plaintes sont incessantes et ses écrits d’enfermement prennent donc la forme d’un journal, l’ensemble parvenant peu ou prou à l’extérieur de l’asile. Finalement après quatorze années, le directeur de l’hospice d’Orléans, dernier lieu de son internement, Edouard Le Normant des Varannes, soutenu par son épouse, croit à son histoire et la fait enfin sortir en 1868. La lutte d’Hersilie Rouy ne se termine pas pour autant : elle veut obtenir réparation et porte plainte devant la justice, puis dépose une pétition en juillet 1870 au président de l’Assemblée nationale, mais la guerre franco-prussienne et la Commune retardent toute déci-

sion. Pourtant, la III^e République lui accorde une pension en 1877 augmentée en 1878, mais Hersilie Rouy veut plus encore, elle exige des excuses. C'est alors que commence «l'affaire Rouy» qui rejoint le mouvement anti-aliéniste déjà commencé activement et la lutte pour la révision de la loi asilaire de 1838. Cependant, Hersilie Rouy ne verra pas ces démarches aboutir puisqu'elle meurt en 1881. Si cet éclairage biographique est connu³, le livre de Yannick Ripa ne le laisse découvrir que très lentement, souvent de manière confuse, ce qui, à moins de vouloir écrire un roman, gêne la lecture et la compréhension historique.

Le titre du livre *L'Affaire Rouy* laissait penser que Yannick Ripa situerait son travail d'historienne parmi ceux des nombreux chercheurs⁴ ayant déjà étudié cette aliénée, la plus célèbre du XIX^e siècle, et nous proposerait une solide présentation historiographique en nous montrant en quoi elle renouvelle l'approche de cette question. Il n'en est rien et, pour un néophyte de cette question, l'ouvrage peut laisser croire qu'elle est la seule à avoir vraiment étudié le cas de cette femme. En effet, les treize premiers chapitres, soit les deux grandes premières parties de l'ouvrage, racontent une histoire qui suit pas à pas le récit des *Mémoires d'une aliénée* publié en 1883. Yannick

Ripa traite ainsi ce récit comme s'il était un *vrai* témoignage, celui «d'une femme contre l'asile au XIX^e siècle», comme l'indique le sous-titre de son livre. Manifestement, elle ignore donc que ces *Mémoires* sont une version censurée des écrits d'Hersilie Rouy⁵ ! Certes, Yannick Ripa éclaire ici et là les noms d'aliénistes et d'asiles cités, définit des nosologies de la folie, rappelle les conditions de vie asilaires souvent déplorables, etc, mais elle ne fait dans ces chapitres qu'un récit linéaire de l'histoire d'Hersilie Rouy. Elle cite souvent – et très longuement – les *Mémoires*, n'hésitant pas à approuver l'indignation d'Hersilie Rouy et sa charge contre ses conditions d'enfermement, argumentant pour elle bien souvent sur le thème d'une société misogyne et d'un monde médical d'aliénistes remplis de préjugés (y compris nosologiques). Elle la fait vivre, l'imaginant à certains moments de sa vie, ainsi : «C'est sur le quai de la gare de Lyon qu'Hersilie fait ses premiers pas dans le monde des gens ordinaires qui la frôlent sans lui prêter attention, le monde des gens normaux. On l'imagine un peu perdue, ivre d'espace, si ce n'est encore de liberté.» (p. 149)

Ce n'est donc que dans la troisième et dernière partie (chapitres 14 à 17), que, tout en restant attachée aux *Mémoires*, Yannick Ripa traite

de «l'affaire Rouy» elle-même, affaire familiale (fort complexe et la nombreuse fratrie d'Hersilie aurait dû être analysée dans ses liens compliqués) et surtout politique puisque ses écrits vont s'inscrire dans le mouvement anti-aliéniste, dès la fin des années 1879. Or, si ces chapitres répondent bien au titre du livre, tous les éléments en sont déjà bien connus, notamment depuis la thèse de l'historienne Aude Fauvel, *Témoins aliénés et « Bastille moderne ». Une histoire politique, sociale et culturelle des asiles en France (1800-1914)*, qui a profondément renouvelé l'approche de l'histoire de la folie et des aliénés et qui va très prochainement donner lieu à une publication, travail que Y. Ripa connaît (mais ne cite qu'en note comme une référence parmi d'autres). Ainsi, l'approche *des Mémoires d'une aliénée* et de «l'affaire Rouy» que propose Yannick Ripa n'ouvre pas de perspective historique novatrice. L'une des pistes, sans doute la moins bien connue, celle qui ouvre sur l'occulte, aurait pu être explorée plus avant. En effet, l'ouvrage, publié en 1882 par Edouard Le Normant des Varannes, l'homme même qui libéra Hersilie Rouy, intitulé *Les Mémoires d'une feuille de papier écrites par elle-même*, présente une Eucharis Champigny (pseudonyme manifeste d'Hersilie Rouy), comme une fille cachée

de Henri V (Hersilie a signé des lettres ainsi) et comme une nouvelle sibylle et le livre dévoile l'existence d'une société secrète qui doit détruire la société. Cet espace de l'occulte n'est pas pour autant analysé, même si Yannick Ripa note que «sauf à croire que les contemporains de Le Normant des Varannes sont tous atteints de troubles mentaux, le succès de l'ouvrage prouve que son récit répond à une demande et est révélateur des mentalités d'alors» (p. 233). «Mentalités» que l'auteur n'éclaire que de quelques remarques entremêlant spiritisme, occultisme et magnétisme, montrant une grande incompréhension des liens dialectiques existant entre science et croyance au XIX^e et une méconnaissance des travaux récents sur ces thèmes. Par ailleurs, Yannick Ripa ne traite pas de certaines questions méthodologiques pourtant essentielles pour une historienne : celle de l'écriture même d'Hersilie Rouy, celle du rapport à la parole malade, voire délirante, celle de la véracité d'un «témoignage» et plus généralement celle du statut de ces *Mémoires*. Et si elle parle des «fous littéraires», c'est pour citer ceux qui en ont parlé, dont le roman de Raymond Queneau, *Les enfants du limon* publié en 1938, et non sa réflexion beaucoup plus fine qui n'a pu être publiée qu'en 2002, *Aux confins*

*des ténèbres. Les fous littéraires*⁶, qui ouvre sur une profonde analyse de cette question.

Pour conclure, on peut donc regretter que Yannick Ripa n'ait pas choisi de nous proposer une réédition des *Mémoires d'une aliénée* ou... d'écrire un roman historique sur cette femme extraordinaire.

Nicole Edelman

1. Yannick Ripa, *Contribution à une histoire des femmes, des médecins et de la folie à l'âge d'or de l'aliénisme français (1838-1860)*, thèse de troisième cycle, 1983.

2. M^{lle} Hersilie Rouy. *Mémoires d'une aliénée*, publiés par É. Le Normant des Varannes [avec une préface de Jules-Stanislas Doine], In-18, XII-540 p., portrait, plan et fac-similé, Paris, P. Ollendorff, 1883.

3. Ces détails biographiques précis (et beaucoup d'autres points encore) sont à

lire dans le tome 3 (Annexes) et le tome 1 (p. 213-221) de la thèse d'Aude Fauvel, *Témoins aliénés et « Bastille moderne ». Une histoire politique, sociale et culturelle des asiles en France (1800-1914)*, soutenue en 2005 à l'EHESS.

4. Certes, Y. Ripa cite les travaux d'A. Fauvel qui dépassent largement le cas d'Hersilie Rouy, mais sans jamais les analyser ! Sont cités aussi les articles de *Le coq héron*, n° 152, 1998, de Laurent Soulayrol et de Anne Roche, mais pas le livre de Suzanna Wilson. *Voices from the Asylum. Four French Women Writers, 1850-1920*. New York/Oxford, Oxford University Press-USA, 2010, ni le site Internet qui fait d'Hersilie Rouy l'une des premières résistantes à l'oppression psychiatrique : <http://www.picosearch.com/cgi-bin/ts.pl?index=452669 & query = hersilie + rouy & search = Search>

5. Marc Ways, directeur de l'IREFL (Institut de recherche sur les fous littéraires) sait où se trouve l'original complet.

6. Les deux ouvrages sont publiés chez Gallimard.

Les philosophes en République. L'aventure intellectuelle de la Revue de métaphysique et de morale et de la Société française de philosophie (1891-1914),

Stéphan Soulié,

Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 328 p., 18 €.

Saisie au cœur de la Belle Époque des revues¹, la *Revue de métaphysique et de morale (RMM)* est un objet éditorial mal identifié. La présence de la revue dans le paysage académique actuel est

devenue à ce point incontestable que l'on oublie ce qu'a représenté le coup de force mené par de jeunes agrégés – Xavier Léon, Elie Halévy et Léon Brunschvicg – dans le moment 1900. C'est ce qu'entend

montrer Stéphane Soulié, dans un travail tiré pour partie de sa thèse : rien de moins qu'un pari « fin-de-siècle ».

Ce qui apparaît tout d'abord, c'est cette *libido sciendi* propre aux jeunes entrants dans le champ. La photographie utilisée pour la couverture est d'ailleurs trompeuse : en reconduisant l'image d'un univers universitaire noir et blanc, de philosophes aux attributs pileux grisâtres, on en oublierait presque que c'est un monde hétérogène, non seulement entre illustres professeurs mais aussi entre eux et ceux qui prétendent à le devenir. De sorte que *Les philosophes en République* ne vise pas tant à promouvoir la figure de l'intellectuel engagé sous la III^e République (e.g. la morale républicaine d'Émile Durkheim ou bien le solidarisme d'un Léon Bourgeois) qu'à décrire une entreprise philosophique collective mobilisant les ressources du champ académique et du républicanisme (i.e. gouvernement par la raison et la science) pour devenir pérenne. Voilà pourquoi il est opportun de souligner la nuance apportée au titre de l'ouvrage de Soulié, qui traite des philosophes en République et non pas de la République. Ces jeunes intellectuels ne gèrent pas cyniquement des plans de carrière ; leur envie s'exprime et n'existe qu'au travers des ressources disponibles à l'époque.

D'ailleurs, en utilisant la correspondance entre Léon et Halévy, l'auteur montre clairement que ce qui caractérise cette aventure intellectuelle, c'est l'« amitié juvénile » sous-tendant le projet. La *RMM* possède les propriétés que l'on attribue plus régulièrement aux revues littéraires du moment (e.g. le *Mercure de France*, la *Revue Blanche*), c'est-à-dire d'être un périodique lancé par des jeunes bourgeois au sortir du lycée, qui ont davantage le souci de se faire un nom que d'en tirer une forme de revenu. Les fondateurs de la *RMM* ont un profil social et intellectuel semblable, celui effectivement de philosophes de la rive droite, représentants d'une bourgeoisie juive, formés dans les valeurs de l'école de la République, via l'École normale supérieure. Mais l'amitié ne suffit pas à transformer une « revue de jeunes » en un organe majeur de la philosophie française.

Donc, *Les philosophes en République* n'est pas simplement la monographie d'une revue (identification des collaborateurs, fréquence de publication des uns et des autres, composition de la table des matières, ...), c'est bien plutôt un travail d'histoire culturelle dont l'analyse porte principalement sur l'institutionnalisation d'un système de médiation intellectuelle remarquable par sa modernité. Dès lors, l'enquête ne commence pas à

la date de la livraison du premier numéro de la revue – en 1893 –, l’auteur la fait remonter à 1891, et même plus amont si l’on tient compte du rappel de l’influence qu’exerça le maître en philosophie de ces jeunes agrégés alors qu’ils étudiaient au lycée Condorcet, à savoir Alphonse Darlu. L’auteur fait de Darlu un type sociologique, régulièrement négligé, remarquable d’asymétrie : bien que possédant une aura intellectuelle déterminante sur ses élèves – qui composeront un poème en son honneur –, il se trouve démuné du capital social nécessaire afin de les soutenir alors qu’ils démarchent en dehors des « classes Darlu » pour composer le comité de patronage (c’est finalement Frédéric Rauh, un « aîné prometteur » selon l’expression de Soulié, ayant soutenu une thèse sur le fondement de la morale, qui jouera cette fonction de relais). Toutefois, la reconnaissance de la dette qu’ils ont à son endroit reste intacte. Ainsi Darlu sera-t-il sollicité pour rédiger un texte pour le premier numéro.

Sur le principe, l’ambition de la *RMM* est de dépasser l’opposition alors en vigueur entre le positivisme obtus régnant à l’université et le syncrétisme empreint de religiosité et de mysticisme qui a cours au-dehors. En déclarant vigoureusement appartenir à un idéalisme critique issu de la tradition rationaliste kan-

tienne, il y a la volonté d’engager la philosophie dans un rôle régulateur quant aux conditions de possibilité et aux limites de la connaissance et de l’action. À l’encontre de la tendance à la spécialisation des savoirs et des disciplines qui a lieu à l’université, notamment dans les sciences humaines et sociales, et qui affaiblit la visibilité et la légitimité institutionnelle de la philosophie, la *RMM* propose un espace de médiation avec toutes les sciences qui devra participer de sa renaissance. C’est cette ligne de rupture avec les aînés qui va servir à son implantation dans le champ éditorial des revues philosophiques (*i.e.* remplacer la *Critique philosophique* de Charles Renouvier, qui a cessé de paraître en 1889, et surtout concurrencer directement la *Revue philosophique de la France et de l’étranger*, dirigée par Théodule Ribot). Formellement, cela se traduit par le choix provocateur d’employer le terme « métaphysique » dans l’intitulé d’une revue qui s’affirme rageusement rationaliste, c’est-à-dire attachée à l’exigence d’intelligibilité. Si cette stratégie de conviction ferme certaines portes d’accès faciles, elle offre en fin de compte de belles opportunités : ainsi Félix Ravaisson acceptera-t-il de rédiger l’article d’ouverture de la revue.

L’entreprise connaît un succès rapide grâce essentiellement à Xa-

vier Léon. L'auteur nous rappelle qu'alors qu'il aurait pu suivre la voie royale de ses camarades, il décide de ne pas s'engager dans un travail de thèse ou une carrière universitaire afin de se consacrer exclusivement à la *RMM* (devenant secrétaire de rédaction). Il préfigure le rôle du médiateur intellectuel contemporain tel qu'il existe dans les revues actuelles ; suivant ce motif, il peut être qualifié sans hésitation d'« entrepreneur de morale » (au sens propre, puisque profondément républicaine et rationaliste, comme au sens sociologique donné par Howard Becker). Ce philosophe à la fois brillant et éminemment sociable, qui cependant ne se perd pas dans l'éclectisme, va constituer et mobiliser les réseaux nécessaires à la poursuite du projet. Si la revue va devenir le représentant légitime de la production philosophique nationale, ce n'est pas tant grâce à la diffusion des numéros (les tirages restent faibles) que par l'aura acquise en France et les répercussions qu'elle va obtenir à l'international, résultats de ce travail de socialisation.

Effectivement, Léon et Halévy – son « quasi-frère » –, ont très tôt compris que le projet de la *RMM* ne pourrait être viable qu'à condition de convertir le succès obtenu après le coup de force des premières publications. Cette

stratégie s'effectuera sur deux plans. Le premier se traduira par une révision et un réajustement de l'économie morale de la revue. Par exemple, les jeunes plumes vont peu à peu s'effacer derrière leurs collaborateurs : « le médiateur l'emporte sur le producteur ». De plus, la politique éditoriale, résolument ouverte au plus grand nombre de courants philosophiques afin de préserver l'autonomie de la discipline, va escamoter le plan annoncé d'une machine de guerre vis-à-vis du positivisme, du bergsonisme et du catholicisme (jusqu'à faire intervenir Bergson et les tenants de la « philosophie nouvelle » dans la revue) ; la réponse métaphysique que devait apporter la revue au malaise de la modernité (que l'on peut résumer par les 3D : le dérèglement social, le déchaînement des passions et le désenchantement) se dilue dans des publications dédiées surtout aux mathématiques (ce qui provoquera l'agacement d'Émile Chartier [Alain], pourtant l'un des premiers soutiens de la *RMM*). Le second plan visera l'institutionnalisation de la *RMM* suivant un système d'intégration efficace dans lequel nous trouvons outre la revue, la Société Française de Philosophie (fondée en 1901 sur l'initiative de Xavier Léon et de André Lalande), la publication des *Bulletins de la SFP*, ainsi que l'organisation du premier Congrès

international de philosophie (en 1900). Cette fonction de régulation du travail philosophique va se traduire également par une intervention sur le contenu de la pensée. En effet, à l'occasion du tricentenaire de la naissance de Descartes, en 1896, la *RMM* – comprenez Xavier Léon – lance une vaste souscription destinée à la réédition complète de ses œuvres. L'objectif est de rappeler l'esprit français caractérisant le philosophe, autrement dit de le réintégrer dans la tradition philosophique nationale ; ainsi deviendra-t-il l'icône de la gauche républicaine – celle qui voue un culte à la raison, à la science et au progrès.

Ainsi, à la suite d'une série de crises et de réajustements du projet initial dont rend compte Stéphan Soulié, l'aventure intellectuelle de la *RMM* va se convertir en un véritable laboratoire socio-épistémique que Christophe Prochasson (par ailleurs auteur de la préface) qualifie de « système R2M² » (système qui aura très certainement suscité l'intérêt d'un Émile Durkheim dans la concrétisation de son projet so-

ciologique). Le mérite de l'auteur est d'avoir poursuivi soigneusement l'entame de Christophe Prochasson par l'investissement d'un matériau exceptionnel (allant de 1891 à 1914) et par une restitution de grande qualité. Par ce travail, il ne fait pas que décrire la façon dont un périodique de jeunes peut se convertir en une revue reconnue ; il illustre le procès d'institutionnalisation d'un projet intellectuel aux frontières du champ académique permettant à un groupe d'universitaires de penser ensemble, procès dans lequel la revue exerce une fonction déterminante.

Thomas Béraud

Paris-Sorbonne (Gemass).

1. Jacqueline Pluet-Despatin, Michel Leymarie et Jean-Yves Mollier (dir.), *La Belle Époque des revues (1880-1914)*, Paris, Éditions de l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine, 2002.
2. Christophe Prochasson, « Philosophe au xx^e siècle : Xavier Léon et l'invention du "système R2M" (1891-1902), in *Revue de Métaphysique et de Morale*, n° 1-2, 1993 : 109-140.

***L'Union de la Jeunesse Républicaine de France.
Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement
d'avant-garde communiste,***

Guillaume Quashie-Vauclin,

Paris, L'Harmattan, 2009, 264 p., 24 €.

Encore en cours d'exploration, les organisations dites de « masse » sont parties prenantes d'un certain renouveau de l'histoire de « l'entreprise politique » (Michel Offerlé) du communisme français au xx^e siècle. Guillaume Quashie-Vauclin a choisi d'emprunter courageusement l'un de ces sentiers peu battus, les organisations de jeunesse, s'intéressant à une étoile filante de la « constellation communiste » (p. 233), l'Union de la Jeunesse Républicaine de France. La postérité de cette organisation ne tient le plus souvent qu'à la nature cocasse (pour une organisation communiste) de son président d'honneur à la Libération : le radical Édouard Herriot (p. 92-93). Parfois effleuré mais jamais étudié en lui-même (p. 20-21), cet objet singulier pourtant riche d'une histoire complexe semble avoir enfin trouvé son historien.

Produit d'une étude menée sur « deux courtes années » de Master, ce premier livre centré sur l'UJRF consacre sur le plan éditorial un travail universitaire de bonne tenue – chaleureusement « félicité » par son directeur Michel Dreyfus

dans sa préface (p. 11) – et dont on ne peut que reconnaître le sérieux et la grande qualité. Marque concrète de l'intensité de sa recherche, les sources mobilisées par l'auteur appuient toutes ses réflexions sur une base matérielle parfois inédite, solide par son volume, sa richesse et son exploitation systématique. Mobilisant des fonds de dirigeants (Raymond Guyot, Maurice Thorez, Jean Prunteau), les archives de la direction du PC, quelques titres de presse partisane de l'époque (*France-Nouvelle* et *L'Avant-garde*), les Mémoires d'anciens responsables, Guillaume Quashie-Vauclin a su aussi habilement manier les riches ressources de l'oralité en faisant notamment appel à la « mémoire vive » des derniers secrétaires généraux de l'Union, encore bien vivants (au moment de l'enquête), Léo Figuères et Guy Ducoloné. (p. 251-253). Le « polycentrisme » de cet appareil conséquent – croisant les Mémoires de Philippe Robrieux ou d'Annie Kriegel avec la prose fleurie des Congrès communistes ou le témoignage d'Henri Martin – *toujours* utilisé avec la lucidité nécessitée par ses limites

(comme pour l'analyse du Congrès de Lyon du printemps 1948, p. 130-133), soutient la thèse de l'auteur de manière convaincante.

Cette « histoire complexe » (p. 242) ainsi étayée est restituée dans toute sa richesse par un parti pris problématique efficace souligné dès le sous-titre de l'ouvrage, « organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste ». L'UJRF se trouve en effet placée durant les onze années que dure sa brève existence dans un équilibre instable entre une *vocation à l'œcuménisme* initiale, visible dans la dimension « distractive » de ses activités (p. 84-85), et la réalité pratique de sa position dans le « conglomérat communiste » (Jacques Ion, cité p. 23) comme mouvement politique, « poison pilote » de l'activité du PCF (Sylvain Boulouque, cité p. 236). Coexistant dans l'organisation, ces deux couleurs alternent à cinq reprises leur domination dans la ligne de l'Union selon la conception hégémonique du mouvement de jeunesse qui prévaut au sein du groupe dirigeant (André Marty et l'avant-garde contre le mouvement large voulu par Maurice Thorez et Raymond Guyot). Toujours reliée aux jeux brutaux de pouvoir qui agitent la direction, cette histoire de l'UJRF représente une porte d'entrée séduisante dans la vie interne du PCF du « cœur de glace de la guerre froide » (p. 233).

Débutant par une brève histoire des organisations de jeunesse du PCF de la période 1920-1945, l'auteur plonge les racines de l'UJRF dans le terreau fertile de la JC élargie du Front Populaire et dans l'image « martyr » de la jeunesse résistante (prologue), Guillaume Quashie-Vauclin replace ainsi avec finesse la naissance de l'Union dans le rapport entre le passé des organisations de jeunesse du PCF (et de leurs dirigeants) avec l'état de structuration si particulier du mouvement communiste et du champ politique ou social de la France libérée (chapitre 1). Associée à la représentation d'un Parti résistant et responsable du fait de son entrée au gouvernement, l'UJRF connaît un âge d'or fugace au cours de l'année 1945 où l'Union de 250 000 membres atteint sur le plan numérique et symbolique le « sommet absolu » pour une organisation de jeunesse liée à un courant politique » (p. 81). Époque brève. À jamais déstabilisée par l'établissement de la Guerre froide (politiquement signifiée avec l'éviction des ministres communistes du gouvernement Ramadier en mai 1947) et les oscillations incessantes de sa ligne directrice, l'UJRF s'oriente par la suite tantôt dans un combat « d'avant-garde » la condamnant à ne fédérer qu'une faible élite militante (« la révolution Leroy »

de 1945-1958, chapitre 2, la lutte contre la guerre d'Indochine ou lors de la manifestation contre le général Ridgway en 1952, p. 151-152), tantôt dans la réactivation *anachronique* de sa matrice résistante (cf. le serment du congrès de Lyon de 1948 p. 133-135). Cette période trouble de l'Union aboutit à un véritable effondrement de ses effectifs au début des années 1950 : ils se situent désormais en deçà du niveau de la JC d'avant-guerre, environ 15 000 membres (p. 255).

Cet échec global très vite évident à la lecture pose évidemment la question de la si longue survie d'une organisation née (et morte d'ailleurs) par « en-haut » (p. 64-65). La description par l'auteur des rapports de force, des alliances et conflits internes au champ des organisations communistes éclaire sa persistance : *e.g.* l'insertion de l'UJRF dans les sombres trames de « l'affaire Marty » (p. 173-183) et l'exclusion violente du « mutin de la mer Noire », farouche partisan de la restauration de la JC, protègent un temps l'Union de ses nombreux détracteurs.

Toutefois, on ne saurait réduire l'ouvrage de Guillaume Quashie-Vauclin à cette seule histoire politique de l'UJRF et la limiter au *seul* sommet partisan. La dimension sociale du travail de l'auteur présente à chaque fin de chapitre grâce à de très heureuses « études de cas »

replaces toujours l'Union dans une implantation locale, dans le « bas » de l'échelle militante (p. 101, 125, 145, etc.), donnant encore plus d'épaisseur à son portrait (en révélant notamment les difficultés fédérales à épouser dans les temps la ligne sinueuse décidée à Paris). En effet, l'histoire de l'UJRF représente dans le même temps une illustration de l'appropriation progressive d'une organisation imposée « sans enthousiasme » (p. 72) par les générations de militants qui s'y succèdent durant onze années. Cependant, malgré ces très pertinentes réflexions sur la dimension sociale de l'objet UJRF, cette thématique ne résonne qu'en mode mineur dans l'ouvrage. Si l'insertion de l'Union au champ des organisations communistes, voire au champ politique, est menée avec talent par l'auteur, quelques questions demeurent sur le poids de facteurs plus socioculturels dans la vie tourmentée de l'UJRF. L'échec terminal de l'Union ne peut-il pas aussi représenter l'impossibilité qu'a eue l'organisation communiste d'instituer, sous ce si signifiant singulier du terme « jeunesse », une réalité sociale plurielle complexe et changeante (l'après-guerre est notamment marqué par une scolarisation croissante dans le secondaire et surtout le supérieur) ? L'échec de l'intégration des Jeunes Filles à l'Union (actée dès la fin

1945, p. 106) puis les difficultés récurrentes, voire constantes, à s'implanter dans le monde étudiant (p. 118) ou dans celui du travail (p. 230-231) ne représentent-ils pas les signes de cette donnée et de ce problème essentiel qui structure et tourmente l'organisation de sa naissance jusqu'à son éclatement final en branches spécialisées (étudiants, ruraux etc.) ? L'histoire de l'UJRF n'est-elle pas celle d'un rendez-vous manqué entre la « jeunesse » qu'elle pensait rassembler ou instituer et ces jeunes sympathisants communistes qui se détournèrent bien souvent de l'Union (parfois au profit du Parti) ?

Ces quelques interrogations apparues au fil de la lecture et la centralité des relations UJRF-PCF dans la trame de l'ouvrage tiennent sans doute à l'origine des fonds archivistiques qui le soutiennent ;

peut-être qu'un temps d'enquête supplémentaire aurait permis à l'auteur de dégager davantage « l'extraordinaire de l'ordinaire des choses », la banalité du fonctionnement quotidien de l'Union (vie des cercles, ou des fédérations, rôle des dirigeants dans la cohésion de l'organisation, difficultés financières, tensions internes...) si souvent éclairante en dépit de l'obscurité dans laquelle l'histoire la plonge.

En somme, Guillaume Quashie-Vauclin livre aux chercheurs des fondations de grande qualité, ouvre des portes plus qu'il n'en referme et saura, espérons-le, trouver lui-même ou susciter chez d'autres un attrait pour cette « nouvelle entrée dans l'historiographie », l'UJRF (p. 243).

Etienne Bordes

Le sociologue et l'historien,

Pierre Bourdieu, Roger Chartier,

préface de Roger Chartier, Marseille-Paris, Agone, 2010, 104 p. 13 €.

Cet ouvrage retranscrit cinq entretiens, diffusés en 1988 sur France Culture entre l'historien Roger Chartier et le sociologue Pierre Bourdieu dont la pensée, moins largement diffusée qu'aujourd'hui,

était déjà l'objet de réactions hostiles ou d'interprétations réductrices. Chaque entretien permit à Bourdieu de développer en direction d'un public élargi ses réflexions sur des thèmes comme le métier de so-

ciologie, illusions et connaissance, structure et individu...

Sans que soient mises en cause la pertinence du projet initial, la qualité des deux interlocuteurs, ni même celle des éditions Agone (auxquelles on doit par ailleurs un excellent recueil de textes politiques du même Bourdieu : *Interventions 1961-2001 : Sciences sociales et action politique*, Marseille, Agone, 2002), cet ouvrage apparaît aujourd'hui d'un intérêt moindre. La mise en perspective des deux disciplines, historique et sociologique, qui aurait pu structurer l'ouvrage y apparaît

avec régularité mais sans faire l'objet d'une réflexion soutenue. Et la présentation détaillée, mais accessible au grand nombre, des travaux de Bourdieu, certainement utile en 1988, l'est beaucoup moins vingt-deux ans après alors que de nombreux ouvrages, aux visées similaires mais plus complets et plus récents, ont depuis été publiés. Sans apporter grand-chose à la connaissance de Bourdieu, ce livre peut néanmoins être utile aux historiens et à des lecteurs découvrant les travaux du sociologue.

Pierre Bruno

De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation,

Luc Boltanski,

Paris, Gallimard, 2009, 294 p., 19,90 €.

Critiquer *De la critique* n'est pas une mince affaire, déjà parce que l'ouvrage est d'une grande densité théorique. Il faut s'y reprendre à plusieurs fois pour que la copie apparaisse à peu près lisible, et on mesure d'autant mieux le coup de force que constitue l'écriture de ce « petit précis », compact et pourtant si ample dans ses développements conceptuels. Luc Boltanski, ici encore, sait faire preuve d'habileté argumentative.

De la critique a déjà été maintes fois commenté depuis sa parution l'année dernière. Rarement l'interprétation biographique a été mise de côté. Il paraît évident que l'essai est une forme de bilan de carrière pour son auteur, le prétexte à une réflexion sur une trajectoire intellectuelle ponctuée par de retentissants coups intellectuels. Soit, cet angle de lecture s'impose : il est difficile de ne pas (vouloir) lire entre les lignes,

de deviner çà et là les traces de conflits interpersonnels d'hier (et peut-être encore d'aujourd'hui). Si Boltanski se répand en nuances et en euphémismes sur la dispute à l'origine de sa prise de distance avec Pierre Bourdieu, on mesure l'importance cruciale de l'affaire dans son parcours. De la « sociologie critique » à la « sociologie (pragmatique) de la critique », le sociologue s'est donné les moyens de ses ambitions, il a pu composer sans rendre de comptes et avancer dans l'indifférence d'anciens collègues restés dans le giron bourdieusien. Alors oui, on peut y déceler une sorte d'histoire indigène de la sociologie française, un discours de témoin utile à l'historien des sciences sociales. En même temps, le lecteur désirant en savoir plus sur les coulisses restera peut-être sur sa faim, mais au moins percevra-t-il les motifs théoriques du partage entre sociologues critiques et sociologues « pragmatiques ». Mais encore faudra-t-il accepter ces catégories, ces divisions quelque peu binaires, que les acteurs de la sociologie pragmatique se sont plu à instaurer puis à reconduire. Car c'est une certaine version du programme bourdieusien que Boltanski donne à lire et il y a fort à parier que les lecteurs, et pas seulement les bourdieusiens, y trouveraient à redire. Et puis, il n'y a pas de doute non plus que ce

retour à Bourdieu a de quoi irriter ceux qui n'ont jamais tergiversé ni rompu avec le maître... Ces questions, on l'imagine, sont à l'esprit de bon nombre de lecteurs qui n'achètent pas le livre sans arrière-pensée ; et je ne pousserai pas l'imposture en disant que je n'y ai pas songé un instant, la simple critique de l'ouvrage m'enjoignant de prendre position. Mais là n'est pas l'intérêt, en fin de compte. Qu'on soit clair d'ailleurs : réduire *De la critique* à l'essai autobiographique est paresseux. Pourtant engagé dans un effort de réflexivité, Boltanski a la bonne idée de mettre en sourdine les problèmes d'ego – le sien déjà – et les petits différends saturés d'affects.

Il rappelle dès l'avant-propos que l'essai reprend les notes d'exposés commandés par Axel Honneth, le patron du mythique Institut de recherche sociale de Francfort. Ces « Conférences Adorno » le situent d'emblée dans le groupe numériquement restreint et sélectif des *social theorists*. Satisfaire au cahier des charges n'est pas simple. La voix doit porter, se frayer un chemin dans la cacophonie ambiante, faire preuve d'audace. De ce point de vue, le pari est réussi. Boltanski fait du Boltanski, avec l'inventivité qu'on lui connaît. Il bricole, dans une langue alerte et jamais pédante, des notions et des formules qu'il met en série au fur

et à mesure des exposés. Il passe à la moulinette les traditions intellectuelles (pragmatisme, philosophie analytique, sociologie critique, pour peu que ces étiquettes aient un sens) pour les servir à sa sauce. L'ambition n'est pas de former un paradigme mais de (re)mettre à plat des problèmes fondamentaux et le vocabulaire des sciences sociales.

Le plus important de ces problèmes concerne le positionnement du sociologue par rapport à son domaine d'étude. D'emblée la tentative d'initier un dialogue entre la sociologie critique et la sociologie pragmatique bute sur la difficulté à rendre compatibles ces deux approches pour la raison simple qu'elles s'appuient sur des conceptions bien différentes de la réalité sociale. Tandis que la sociologie critique analyse des contraintes et des déterminations sociales s'exerçant sur des « agents », la sociologie de la critique s'intéresse aux capacités d'« acteurs » qui ne se réduisent pas à de simples pantins. Dans les deux cas, la situation du sociologue sur le terrain est pensée d'une certaine façon. Le sociologue critique est tout-puissant et se prévaut d'une autorité incontestable dans le dévoilement des pathologies de l'ordre social. De l'autre côté, le sociologue « pragmatique » accompagne le discours des acteurs, qu'il sait capables de beaucoup de choses. Plutôt que de surenchérisir

dans la discorde, Boltanski choisit de repartir de zéro—qui sait, les éléments agencés dans son argumentaire pourraient-ils entraîner un consensus dans les deux camps. Enfin, l'auteur est assez pragmatique pour éviter une fastidieuse refondation des sciences sociales ; il substitue à cela une utile clarification des structures élémentaires de la vie sociale. À partir du troisième chapitre consacré au « pouvoir des institutions », il assemble bout à bout une théorie intégrative de la réalité sociale. Avec tant d'autres, il met d'abord en évidence le caractère construit de cette dernière. La distinguant du « monde », qui décrit ce qui arrive (au sens de Wittgenstein), il montre qu'elle est l'objet de constructions sémantiques multiples. L'analyse des institutions sociales donne corps à ces abstractions. Boltanski en révèle la nature paradoxale : « êtres sans corps », les institutions n'en requièrent pas moins l'intervention de « porte-parole » les incarnant (p. 131). Ces acteurs sont chargés et/ou se chargent de les rendre visibles en actes. L'enjeu est de reconduire l'autorité auto-évidente des institutions. Mais cette stabilisation des fondements institutionnels de la vie sociale n'est jamais tout à fait réalisée. La détermination de ce qui est, de ce qui doit être, c'est-à-dire la réalité sociale, s'expose aux éventuels procès

en légitimité des porte-parole et des « instances de confirmation » assurant la « maintenance de la réalité » (p. 159). Et la réalité ne tient parfois qu'à un fil. C'est pourquoi les « experts » en définition et en légitimation, déjà analysés dans l'indépassable ouvrage de Peter Berger et Thomas Luckmann *La construction de la réalité sociale*, s'efforcent de lutter contre le dévoilement de ce que Boltanski appelle la « contradiction herméneutique », c'est-à-dire le doute, toujours susceptible d'apparaître à la conscience des acteurs, « quant à la teneur de la réalité » (p. 133). Les acteurs de la maintenance du social et de ses allants de soi n'ont ainsi d'autre objectif que d'anesthésier le sentiment d'inquiétude qui menace de naître dès qu'une conjoncture trahit l'arbitraire et la contingence des fondements de la réalité. Pourtant, la vie sociale n'est jamais totalement cadenassée. Boltanski évoque des « zones d'autonomie temporaire », qui sont autant de « brèches » pour la critique (p. 149). C'est le cas, par exemple, des « épreuves existentielles » où l'humiliation ou l'injustice sont trop manifestes pour ne pas s'imposer aux acteurs, ou bien encore des expériences « *border-line* » échappant aux qualifications ordinaires de la réalité sociale (par exemple, la légalisation de l'euthanasie). Pour les critiques, l'enjeu

est simple : il consiste à exploiter les contradictions sous-tendant ces situations (potentiellement) critiques (p. 167). Il consiste aussi à bien identifier ce contre quoi il s'agit de se battre. En l'occurrence, Boltanski réserve de belles pages à l'étude de la « gouvernance des sociétés gestionnaires », des rhétoriques sociales qu'elle institue et de la *doxa* qu'elle naturalise. Cette réalité-là est faite de valeurs lourdes (efficacité, nécessité du changement permanent, etc.) et confirme le rôle des « experts » dans la définition de ce qui est supposé être. Comprendre ces transformations importe d'autant plus que la critique court le risque d'être absorbée par les instances et les « responsables » de domination. Le plan des dominants serait même de fusionner le monde et la réalité, de constituer de cette façon un « mon&réal » (p. 204) qui casserait une bonne fois pour toutes l'idée que les fondements de la réalité sociale sont friables – on n'est certes pas loin de 1984. Boltanski est bien conscient que la tâche de la critique n'est pas aisée, mais l'urgence est telle qu'il est de bonne méthode de commencer le travail. Des petits gestes peuvent suffire à embrayer le mouvement de la critique, par exemple reconnaître la « factuelité » des institutions (p. 233) et lutter pour assurer une « sécurité sémantique minimale » pour les

personnes dans un contexte d'imposition violente de sens unique (p. 229).

À l'évidence Boltanski veut se rendre utile. Le sous-titre de l'*opus* est on ne peut plus clair quant au programme. Il est question d'émancipation, et avant cela d'armer la critique. Alors que le « fantôme de la critique » (p. 36) se dissout dans l'acide d'une science bureaucratisée et passablement positiviste, *De la critique* ranime un spectre et se gausse de la frilosité des professeurs de neutralité axiologique. La tension entre le descriptif et le normatif, Boltanski choisit non pas de la surmonter mais plutôt de la *travailler*, de la *mettre à l'épreuve*. L'objectif de ce « petit précis », très pratiquement, est de fertiliser la critique en puissance, d'en affûter les armes, de bonifier sa « capacité à embrayer sur la réalité pour en modifier les contours » (p. 223). Reste à savoir précisément quelle serait la réalité

la plus vivable vers laquelle les acteurs de la critique devraient tendre. Pour Boltanski, le mot de « communisme » cité en toute fin d'ouvrage est la promesse d'une « orientation émancipatrice » qui ne prenne plus les vessies pour des lanternes, c'est-à-dire assumant l'ambivalence constitutive de l'« appel de la vie en commun, qui est à la fois reconnaissance et dénégation de l'impossibilité pour les êtres humains de se lier les uns aux autres de façon à la fois cohérente, stable et juste » (p. 236). Renvoyant dos à dos l'ironie post-moderne et la bonne conscience des « imprécateurs » de la critique verbeuse, Boltanski stimule une posture éthico-politique faite de lucidité *et* d'espérance dans les possibles. Charge aux lecteurs d'incarner les propositions d'un des plus pertinents porte-parole de la critique sociale.

Arnaud Saint-Martin,
CSE, EHESS.

L'histoire bling-bling. Le retour du roman national,

Nicolas Offenstadt,

Paris, Stock, collection «Parti Pris», 2009, 148 p., 12 €.

Le dernier ouvrage de Nicolas Offenstadt paraît dans la collection «Parti Pris» de chez Stock, ce qui nous indique que nous sommes à la limite entre le pamphlet et le discours scientifique. L'auteur redit son irritation face à l'irruption constante du pouvoir actuel dans le champ de l'histoire, et qui se souvient de la formule de Lucien Febvre : « Une histoire qui sert est une histoire serve. »

Les acteurs publics aiment à produire et ensuite imposer des souvenirs communs à une société donnée. Depuis la Révolution, certains régimes ont cherché à légitimer leurs pouvoirs par une politique mémorielle, de Louis-Philippe en passant par Napoléon III jusqu'à la III^e République, alors que d'autres étaient guidés par des préoccupations de repentance, comme Louis XVIII sous la Restauration, ou d'expiation, après la défaite de 1870 et la Commune, avec «l'ordre moral» et l'édification du Sacré-Cœur à Paris. La mise en scène du passé collectif a une place essentielle dans les politiques symboliques. Ces interventions, que certains nomment «politique mémorielle» ou «politique de la mémoire», vi-

sent à rassembler tous les membres de la société autour d'une histoire commune.

Nicolas Offenstadt appelle à la vigilance et étudie en dix épisodes cette «histoire (qui) est sans cesse théâtralisée, et le passé national lourdement mobilisé par le président de la République» (p. 22). Mais il ne se contente pas de dénoncer «une histoire pour consommateurs» (p. 26). Il propose aussi de réfléchir «au métier d'historien et aux enjeux de l'histoire dans l'espace public» (p. 27). Il place donc son propos dans une réflexion épistémologique, tout en cherchant à établir des rapports entre histoire savante et politique symbolique. Le pouvoir politique peut-il, en vertu de sa légitimité, instrumentaliser l'histoire ? À l'inverse, l'historien est-il le seul à pouvoir prétendre écrire l'histoire ?

Pour l'auteur, il n'y a pas d'exclusive de l'historien à écrire l'histoire ou à s'approprier le passé. Il reconnaît au législateur le droit d'utiliser l'histoire. Cependant, si le pouvoir politique franchit la ligne rouge en falsifiant la réalité historique, en tentant de limiter la liberté de recherche ou d'enseignement, l'historien a le devoir

d'intervenir au nom de l'éthique. Il dénonce une « histoire bling-bling (qui) se marque d'abord par des mises en scène soigneusement médiatisées, dans des lieux choisis comme symboliques, de combats valorisants, hauts lieux de la mémoire nationale » (p. 23), comme Verdun ou le maquis des Glières. Mais la dénonciation est encore plus virulente contre les techniques de désaffiliation idéologique ou le gommage du contexte des événements et des personnages de l'histoire.

Cette politique mémorielle de Nicolas Sarkozy est parfaitement assumée et rédigée par Henri Guaino : pour lui, les personnages historiques de droite comme de gauche appartiennent à un patrimoine commun dans lequel le pouvoir politique peut puiser sans réserve. N. Offenstadt analyse attentivement l'exemple emblématique de Guy Môquet, qui a été instrumentalisé au cours de l'année 2007, mais dont l'engagement communiste en fidélité à son père, tout comme la défaite de 1940, ont été occultés pour en faire simplement « un héros mort pour la France ». Dans les chapitres suivants, il dissèque encore les procédés de déformation, comme l'idée d'une nation française remontant à la nuit des temps, alors que son unité est récente. Tout cela n'a qu'un seul but, celui de restaurer le « roman national ».

De plus, cette politique mémorielle est mise en œuvre dans de nouvelles institutions, comme le Musée de l'histoire de France où l'on retrouverait « l'âme de la France » évoquée par Max Gallo. De même, la commission de réflexion sur la modernisation des commémorations politiques, présidée par l'historien André Kaspi, a repris dans son rapport le discours sarkozyste sur l'unité de la France et le retour du roman national. Le nouveau calendrier proposé réduit les commémorations aux seules dates du 14 juillet, du 11 novembre et du 8 mai, ce qui met en évidence les aspects militaire et héroïque des événements concernés. Les grandeurs nationales sont exaltées et les pages sombres sont à gommer. Il faut rejeter la « repentance », car la France perdrait son « unité spirituelle » (rapport cité, p. 92). Pour Nicolas Offenstadt, tout cela « relève d'un volontarisme moral et en rien d'une description, même imprécise, d'une donnée historique » (p. 93).

Ainsi, cette politique veut limiter les lois mémorielles, nommées ainsi depuis la loi Gayssot de 1990. L'analyse du rapport de la mission d'information sur les questions mémorielles, présidée par le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, relayant l'inquiétude d'historiens et d'académiciens réunis dans l'association « Liberté

pour l'histoire» présidé par Pierre Nora, est très claire, bien qu'elle soit plus fouillée que la précédente et que la mission ait auditionné de nombreuses personnalités proches des réalités sociales. Mais pour Nicolas Offenstadt, il n'y a pas de craintes à avoir du fait de ces lois mémorielles, ni quant à une multiplication des mémoires communautaires, ni quant à la liberté de travail de recherche. Il se situe dans la perspective de l'association «Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire» (CVUH) qu'il a contribué à fonder au printemps 2005, qui souhaite conserver la loi Gayssot contre le négationnisme, la loi sur la reconnaissance du génocide arménien, la loi Taubira sur la traite et l'esclavage, mais récuse la loi

de 2005 sur le rôle positif de la colonisation. Pour lui, l'historien doit être attentif aux «mémoires meurtries». Or, le roman national univoque oublie manifestement «les communautés», «les mémoires» (p. 113).

Nicolas Offenstadt ne reste pas dans la critique et le pamphlet, il propose aussi de construire : «Il convient de proposer de nouveaux espaces d'échanges» (p. 141) en complément de tout ce qui répond à une demande forte, comme des expositions, des conférences, mais aussi des forums, des débats où des historiens exposeraient les résultats de leurs recherches et où les mémoires dominées pourraient être reconnues. Ce serait une nouvelle forme de «vivre ensemble».

Claudette Toulmonde

Publications reçues

Livres

AGONE

Gérard Noiriel, *Dire la vérité au pouvoir : les intellectuels en question*, coll. « Éléments », 312 p., 12 €.

ARTOIS PRESSES UNIVERSITÉ

Rémy Bethmont, Pierre Sicard (dir.), *La représentation de l'ordre dans le monde anglophone*, coll. « Lettres et civilisations », 220 p., 20 €.

AU DIABLE VAUVERT

Howard Zinn, Rebecca Stefoff (adapté par), Diniz Galhos (traduction), *Une histoire populaire des États-Unis pour les ados*, Volume 1, 1492-1898 : *La conquête*, coll. « Jeunesse », 218 p., 15 € ; Volume 2, 1898-2006 : *Les conflits*, coll. « Jeunesse », 230 p., 15 €.

Disponibles aussi en coffret sous le titre : *Une histoire populaire des États-Unis pour les ados et les autres*, 30 €.

DADOCLEM ÉDITIONS

Hugues Beaujard, Danica Urbani (dir.), Emily Nudd-Mitchell (illustrations), *En route vers Bagdad, Les aventures de Majid*, 142 p.,

14,50 €. Deux volumes à suivre : Byzance, Aix-la-Chapelle.

ÉDITIONS AUTREMENT

Pierre-Yves Beaurepaire, Silvia Margazalli (dir.), Guillaume Balavoine (cartographe), *Atlas de la Révolution française : circulations des hommes et des idées, 1770-1804*, coll. « Atlas/Mémoires », 80 p., 17 €.

ÉDITIONS DE FALLOIS

Jacqueline de Romilly, *La grandeur de l'homme au siècle de Périclès*, coll. « Littérature », 124 p., 18 €.

ÉDITIONS DU FÉLIN

Gérard Colin, *César*, coll. « Félin poche », 290 p., 12 €.

ÉDITIONS LA VILLE BRÛLE

Jean-Numa Ducange, Mohamed Fayçal Touati, *Marx, l'histoire et les révolutions*, coll. « Engagé-s », 128 p., 13 €.

ÉDITIONS

UNIVERSITAIRES DE DIJON

Xavier Vigna, Jean Vigneux (dir.), *Mai-Juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, 306 p., 22 €.

FAYARD

Annette Becker, *Les cicatrices rouges, 14-18, France et Belgique occupées*, coll. « Divers Histoire », 400 p., 24,50 €.

Fabrice Bouthillon, *Nazisme et révolution. Histoire théologique du national-socialisme, 1789-1989*, coll. « Divers Histoire », 336 p., 19,90 €.

Cité de la musique, *Lénine, Staline et la musique ; exposition, Paris, Cité de la musique, 12 octobre 2010-16 janvier 2011*, coll. « Musique », 256 p., 39 €.

Jean Favier, *Pierre Cauchon, Comment on devient le juge de Jeanne d'Arc*, coll. « Biographies Historiques », 700 p., 27 €.

Jérôme Gautheret, Thomas Wieder, *Ceux de 1940*, coll. « Divers Histoire », La série d'été du Monde, 208 p., 14,90 €.

Christian Ingrao, *Croire et détruire, Les intellectuels dans la machine de guerre SS*, coll. « Divers Histoire », 580 p., 25,50 €.

Dominique Vallaud, *Nouveau dictionnaire d'histoire universelle* (édition revue et augmentée), coll. « Divers Histoire », 752 p., 27 €.

GALLIMARD

Roger Dupuy, *La Garde nationale, 1789-1872*, coll. « Folio histoire » (inédit), 606 p., 11 €.

HONORÉ CHAMPION

Roman Chalmin, *Lumières et corruption*, coll. « Les dix-huitièmes siècles », 400 p., 75 €.

HUGO ET C^{IE}

Mark Bryant, *Napoléon 1^{er} en caricatures*, coll. « Caricatures », 160 p., 25 €.

LA DISPUTE

Josiane Boutet, *Le pouvoir des mots*, 192 p., 14 €.

L'AUBE

Dominique Méda, *Travail : la révolution nécessaire*, coll. « L'urgence de comprendre », 64 p., 11 €.

LE MONDE

DIPLOMATIQUE

Histoire critique du XX^e siècle, coll. « Les Atlas du Monde diplomatique », hors série, 100 p., 42 planches, 8,50 €.

L'HARMATTAN

Chloé Maurel, *Histoire de l'UNESCO, Les trente premières années. 1945-1974*, préface Pascal Ory, coll. « Conception et dynamique des organisations », 312 p., 29,50 €.

PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES

Marie-Cécile Bouju, *Lire en communiste. Les maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1968*, coll. « Histoire », 360 p., 20 €.

Vincent Corriol, *Les Serfs de Saint-Claude, Étude sur la condition servile au Moyen Âge*, préface Monique Bourin, coll. « Histoire », 400 p., 22 €.

**PUBLICATIONS DE
L'UNIVERSITÉ DE ROUEN
ET DU HAVRE**

Françoise Crémoux, Jean-Louis Fournel (dir.), *Idées d'Empire en Italie et en Espagne, XIV^e-XVII^e siècle*, 266 p., 19 €.

**UNIVERSITY OF
CALIFORNIA PRESS**

Ilham Khuri-Makdisi, *The Eastern Mediterranean and The Making of global Radicalism, 1860-1914*, 296 p., 45 \$.

LA BANDE PASSANTE

Thomas Lacoste (et un collectif d'historiennes et d'historiens), *Ulysse clandestin*, film 93' (DVD), 12 € (frais de port inclus) ; contact en ligne : <http://www.labandepassante.org>, ou par chèque : L'Autre association, 3 rue des Petites écuries, 75010 Paris.

Reuves

**CAHIERS DE L'INSTITUT
D'HISTOIRE SOCIALE
MINES-ÉNERGIE**

N° 27-28, juin-août 2010, Républicains Espagnols (16 €)

N° 29, octobre 2010, 1er mai (8 €)

CAHIERS JAURÈS

Société d'études jaurésiennes
N° 197, 2010/3, L'impôt, la sociologie, la guerre franco-allemande... (110 p., 9 €)
N° 198, 2010/4, Lectures (12 €)

DISSIDENCES

Éditions Le Bord de l'eau

N° 9, octobre 2010, L'art comme résistance, Éveil politique et engagement des artistes dans les années 1930 (176 p., 20 €)

**HISTORIENS ET
GÉOGRAPHES**

N° 411, juillet-août 2010, Enseigner le développement durable (140 p., 19 €.)

**INTERNATIONAL REVIEW
OF SOCIAL HISTORY**

Volume 55, part 2, august 2010

ITALIA CONTEMPORANEA

N° 258, mars 2010, Istituto naziole per la storia del movimento di liberazione in Italia (21 €)

**RIVES
MÉDITERRANÉENNES**

Revue de l'UMR TELEMME

N° 36, 2010/2 : Le Portugal et Napoléon, Mémoires croisées (90 p., 10 €)

N° 37, 2010/3 : Du *castrum* au registre et vice-versa, L'enquête

générale en Provence angevine, fin
XIII^e-fin XIV^e siècle (10 €)

US-MAGAZINE

Revue du SNES (abonnement
compris dans l'adhésion ; et
consultable en ligne)

N° 701, 10 novembre 2010, dos-
sier : Rythmes scolaires...

N° 702, 04 décembre 2010, Après
le 23 novembre...

N° 703, 22 décembre 2010, Bud-
get, conditions de travail...

Annonces

Colloques et journées d'étude

Les mondes du travail en France, de 1800 à nos jours

20 janvier 2011

Site : Lycée Claude Fauriel, 28 avenue de la Libération, 42007 Saint-Etienne

Org. : prepas42, CPGE du Lycée Claude Fauriel

Contact : Franck Thénard-Duvivier, prepahistoirefauriel@orange.fr

Histoire du cancer (1750-1950)

20 au 22 janvier 2011

Site : Muséum d'Histoire naturelle, Université de Toulouse-Le Mirail, 31000 Toulouse

Org. : FRAMESPA, Université de Toulouse 2, Centre d'étude d'histoire de la Médecine

Contact : Christine Bauza-Ruiz, framespa@univ-tlse2.fr

L'enfant et la mort dans l'Antiquité : des pratiques funéraires à l'identité sociale

20 au 22 janvier 2011

Site : MMSH, 5 rue du Château de l'Horloge, 13094 Aix-en-Provence

Org. : Universités d'Aix-Marseille et Paris X-Nanterre

Contact : colloque EMA, ema@mmsh.univ-aix.fr

Festivals et sociétés en Europe (XIX^e-XXI^e siècles)

3 et 4 février 2011

Site : Faculté des Lettres, Amphi Drouot, 36 rue Chabot-Chamy, 21000 Dijon

Org. : Université de Bourgogne, MSH de Dijon
Contact : Philippe Poirrier, philippe.poirrier@u-bourgogne.fr

« Arriver » en ville : les migrants en milieu urbain au Moyen Âge
24 et 25 février 2011

Site : ENS de Lyon, 15 parvis René Descartes, 69007 Lyon
Org. : Universités de Paris-I (LAMOP) et Lyon-2 (CIHAM),
Laboratoire VILMA (ENS de Lyon)
Contact : Cédric Quertier, cedric.quertier@gmail.com

Appels à contributions

Les nuits de la Révolution française

Colloque organisé les 5 et 6 septembre 2011 par l'IHRF, la SER
et l'université de Clermont-2
Date limite de dépôt des propositions de contributions : 1^{er} janvier
2011
Contact : Philippe Bourdin, phbourdin@laposte.net

La domination en question

Journée d'étude organisée par le CHEC-Université de
Clermont-2
Date limite de dépôt des propositions de contributions : 1^{er} janvier 2011
Contact : CHEC, jeune.equipe.chec@gmail.com

Les politiques sociales locales

Dossier à paraître en juillet 2011 dans la *Revue française des
affaires sociales*
Date limite de dépôt des propositions de contributions : 15 janvier 2011
Contact : Françoise Leclerc, francoise.leclerc@sante.gouv.fr

Histoire de la parentalité à l'époque moderne et contemporaine

Colloque organisé les 15 et 16 septembre 2011 par la Société de
Démographie Historique et l'INED

Date limite de dépôt des propositions de contributions : 31 janvier 2011
Contact : sdhcolloqueparentalite@gmail.com

Traumatismes, histoire et enseignement

Projet d'ouvrage collectif édité par l'association « Enseigner Autrement »

Date limite de dépôt des propositions de contributions : 31 janvier 2011

Contact : Nicole Lucas, nicole.lucas0285@orange.fr

Séminaires et cycles de conférences

Identités européennes

8 séances le lundi, du 20 septembre 2010 au 11 avril 2011

Lieu : Université de Cergy-Pontoise (CICC), Site Chêne 2, salle 207, 95000 Cergy-Pontoise

Contact : Annie Duprat, annie.duprat@orange.fr

Paysages urbains et ordre public en Europe

11 séances le vendredi de 10 h à 12 h, du 15 octobre 2010 au 13 mai 2011

Lieu : Université Paris-1 (IHRF), Sorbonne, Bibliothèque du CRHM, galerie Dumas, 75005 Paris

Contact : Jean-Luc Chappey, jlchappey@gmail.com

Exécuter le roi, un acte républicain ?

8 séances le mercredi de 18 h à 20 h, du 6 octobre 2010 au 19 janvier 2011

Lieu : Université Paris-1 (IHRF), Sorbonne, salle Marc Bloch, 75005 Paris

Contact : Pierre Serna, pierreserna@wanadoo.fr

Approche historique des sexualités (XIX^e-XX^e siècles) : prostitution, transactions sexuelles

8 séances le vendredi de 16 h à 18 h, du 8 octobre 2010 au 6 mai 2011

Lieu : Université Paris-1 (CRH-XIX^e), Sorbonne, salle Picard, esc.

C, 75005 Paris

Contact : crhxix@univ-paris1.fr ou tél. 01 40 46 28 20

Histoire culturelle du cinéma

10 séances le jeudi de 18 h à 20 h, du 18 novembre 2010 au 16 juin 2011

Lieu : INHA, salle René Jullian, 2 rue Vivienne, 75002 Paris

Contact : IHTP, Caroline Raymond, ihtp@ihtp.cnrs.fr ou tél. : 01 40 25 10 61

Les historiographies d'ailleurs

11 séances le jeudi de 17 h à 19 h, du 7 octobre 2010 au 18 mai 2011

Lieu : SEDET-INALCO, 59 rue Nationale, 75013 Paris

Contact : Nathalie Kouamé, nakouame@yahoo.fr

La Première Guerre mondiale, guerre du XIX^e, guerre du XX^e siècle

7 séances le lundi de 9 h à 13 h, du 15 novembre 2010 au 16 mai 2011

Lieu : EHESS, salle 8, 105 bd Raspail, 75006 Paris

Contact : Franziska Heimbürger, franziska.heimburger@gmail.com

Capitalisme et marchés (XVIII^e-XIX^e siècles)

10 séances le vendredi de 16 h à 18 h 30, du 5 novembre 2010 au 10 juin 2011

Lieu : ENS, salle IHMC, 45 rue d'Ulm, 75005 Paris

Contact : Pierre Gervais, pgervais@ehess.fr

Autour du système de Guerre Froide

9 séances le lundi de 13 h à 15 h, du 22 novembre 2010 au 6 juin 2011

Lieu : MR de l'université Paris-IV, 27 rue Serpente, 75006 Paris

Contact : Emilia Robin-Hivert, emilia.robin@free.fr

Territoires et militants communistes : approches plurielles et comparées

7 séances le samedi de 10 h à 13 h, du 13 novembre 2010 au 11 juin 2011

Lieu : Bibliothèque Jean Maitron, 9 rue Malher, 75004 Paris

Contact : Macha Tournié, macha.tournie@pouchet.cnrs.fr

Imaginaire social, sociétés et représentations

13 séances le mardi de 17 h à 19 h, du 12 octobre 2010 au 19 mars 2011
Lieu : Sorbonne, salle D-622, 17 rue de la Sorbonne, 75005 Paris
Contact : Dominique Kalifa, crhxixe@univ-paris1.fr

Savoirs et idéologies en politique : genèse, circulation, transmission

8 séances le mercredi de 14 h à 16 h, du 17 novembre 2010 au 18 mai 2011
Lieu : Université Paris-X, Bat. F, Salle des Actes, 92000 Nanterre
Contact : Laurent Bonelli, laurent.bonelli@conflits.org

Histoire du Genre

8 séances le vendredi de 13 h à 17 h, du 18 novembre 2010 au 20 mai 2011
Lieu : EHESS, Salle 242, 54 bd Raspail, 75006 Paris
Contact : Magali Della Sudda, magali.dellasudda@ehess.fr

Expositions

Lénine, Staline et la musique

Du 12 octobre 2010 au 16 janvier 2011
Cité de la Musique, 221 avenue Jean Jaurès, 75019 Paris
Tél. : 01 44 84 44 84

Orages de papier. La Grande Guerre des médias

Du 27 octobre 2010 au 16 janvier 2011
BDIC, Hôtel des Invalides, 75007 Paris
Tél. : 01 44 42 54 91

Jean-Léon Gérôme (1824-1904) : l'Histoire en spectacle

Du 19 octobre 2010 au 23 janvier 2011
Musée d'Orsay, 62 rue de Lille, 75007 Paris

Tél. : 01 40 49 48 14

Le Louvre au temps des Lumières (1750-1792)

Du 11 novembre 2010 au 7 février 2011

Musée du Louvre, Aile Sully, 75001 Paris

Tél. : 01 40 20 53 17

La Bastille ou « l'enfer des vivants »

Du 9 novembre 2010 au 11 février 2011

Bibliothèque de l'Arsenal, 1 rue de Sully, 75004 Paris

Tél. : 01 53 79 39 39

L'Antiquité rêvée : innovations et résistances au XVIII^e siècle

Du 2 décembre 2010 au 14 février 2011

Musée du Louvre, Hall Napoléon, 75001 Paris

Tél. : 01 40 20 53 17

Recherches internationales

N° 88 (octobre-décembre 2010)

- *Michel Rogalski*, L'internationalisme au piège de l'Afghanistan [Éditorial]
- *Daniel Durand*, La conférence d'examen du Traité de non-prolifération au fil des jours (29 avril au 28 mai 2010)
- *Dimitri Uzinidis, Dimitri Patelis*, Le nouveau mercantilisme, la mondialisation et sa crise

DOSSIER

REGARDS SUR L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE

- *Mehdi Abbas*, [Présentation]
- *Mehdi Abbas*, L'Économie politique internationale entre théories et histoire
- *Franck Petiteville*, économie politique internationale et science politique : où est la frontière ?
- *Bernard Gerbier*, La notion de puissance internationalement dominante
- *Gérard Vanel*, L'hégémonie financière en économie politique internationale : entre fonction, projet et pratiques
- *Christian Deblock*, La politique commerciale américaine – Promenade guidée dans le jardin des théories
- *Jean-Frédéric Morin*, L'adhésion des pays en développement au droit de la propriété intellectuelle : entre maréchaux, marchands et missionnaires
- *Hélène Pellerin*, L'économie politique internationale et la migration internationale – Le nécessaire renouveau
- *Sylvain Zini*, La clause sociale et l'articulation des régimes internationaux du commerce et du travail
- *Nicolas Simiand*, Le G20, une avancée dans la gouvernance de l'économie mondiale
- *Jean Ortiz*, Le colloque international de Pau sur le « le bolivariisme de Simón Bolívar à Chávez »

Le n° : 15 € - Abonnement (1 an-4 n°) : 55 €

Chèque à l'ordre de *Recherches internationales*, 6, avenue Mathurin Moreau,
75167 Paris cedex 19 - Tél. : 01 42 17 45 27 - E-mail : rogalski@internatif.org



N° 364 - OCTOBRE-DÉCEMBRE 2010 CRISE 2008-2011

Interprétation théorique de la crise capitaliste actuelle, *Reinaldo Antonio Carcanholo, Mauricio de Souza Sabadini*
L'Europe dans l'œil du cyclone, *Yves Dimicoli*
Le rôle de l'Allemagne dans la crise de l'euro, *Jean-Claude Paye*
Les relations capital-travail en temps de crise, *Wim Dierckxsens, Paulo Nakatani*
Keynes et Marx, la monnaie et la crise, *Rémy Herrera*
Onze ans de chavisme, un renouveau démocratique?, *Anne-Florence Louzé, Michael Löwy*
La fonction sociale et politique de l'académisme, *Jean-Pierre Jouffroy, Samir Amin*
L'impossible gestion de l'euro, *Patrick Coulon*
De la banque à l'histoire en passant par l'Europe, *Patrick Coulon*
Une anthropologie pour le XXI^e siècle (I), *Thomas C. Patterson*
À qui « appartient » l'enfant?, *Françoise Hurstel*
Participation citoyenne dans la banlieue nord de Marseille, *Maha Messaoudène*
Moses Hess et les problèmes de la dialectique idéaliste (I), *György Lukács*

LE COURS DES IDÉES

Onze ans de chavisme, un renouveau démocratique?, *Anne-Florence Louzé*
György Lukács, Michael Löwy

CONFRONTATIONS

La fonction sociale et politique de l'académisme, *Jean-Pierre Jouffroy*
L'impossible gestion de l'euro, *Samir Amin*

REVUE DES REVUES

De la banque à l'Histoire en passant par l'Europe, *Patrick Coulon*

VIE DE LA RECHERCHE

Une anthropologie pour le XXI^e siècle (I), *Thomas C. Patterson*
À qui « appartient » l'enfant?, *Françoise Hurstel*
Participation citoyenne dans la banlieue nord de Marseille, *Maha Messaoudène*

ABONNEMENT (1 an-4 numéros-Le n° 18€)

France: 68 €-Étudiant: 55 €-Étranger: 113 €

La Pensée, Fondation Gabriel Péri, 11 rue Etienne Marcel, 93500 Pantin

Tél. 01 41 83 88 50



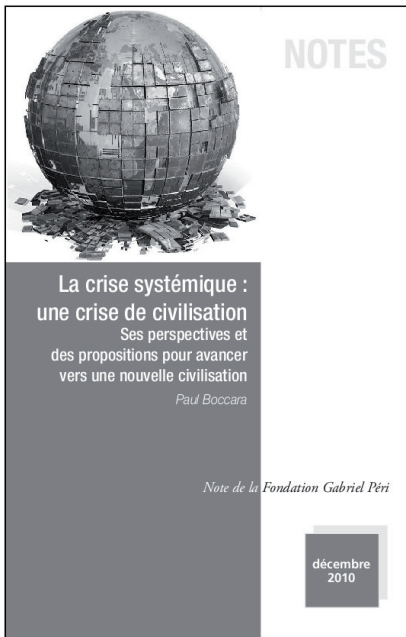
ondation gabriel péri

www.gabrielperi.fr

Présente

La crise systémique : une crise de civilisation

Ses perspectives et des propositions
pour avancer vers une nouvelle civilisation



La crise financière et économique de 2008-2010 a fait voler en éclats les illusions sur le monde dominé par le néo-libéralisme.

Mais cet ouvrage ne se limite pas à la crise du capitalisme. Il l'intègre dans la crise de toute la civilisation occidentale et de sa mondialisation.

Il insiste sur les rapports politiques, parentaux, démographiques, culturels, jusqu'aux défis des intégrismes. Il met en évidence les révolutions technologiques et les mutations sociétales.

Des propositions de maîtrise et de dépassement des marchés, mais aussi des délégations de pouvoirs, visent une civilisation de partages de toute l'humanité, favorisant les activités sociales libres de chacun.

Paul Boccara est Maître de conférences honoraire en sciences économiques et aussi Agrégé d'Histoire

**A commander en ligne sur
www.gabrielperi.fr**

ou en librairie

4 € - ISBN : 2-916374-32-9

Fondation Gabriel Péri – 11, rue Étienne Marcel – 93500 Pantin – France
T +33 (0) 1 41 83 88 50 – F +33 (0) 1 41 83 88 59 – M fondation@gabrielperi.fr



ondation gabriel péri

www.gabrielperi.fr

Présente

L'Internationale communiste

*Le Komintern ou le rêve déchu
du Parti mondial de la révolution*



La Fondation Gabriel Péri a participé à l'édition de l'ouvrage de Serge Wolikow : L'Internationale communiste, Le Komintern ou le rêve déchu du Parti mondial de la révolution (éditions de l'atelier, 2010).

Créer un parti mondial de la révolution pour que les représentants du prolétariat prennent le pouvoir dans divers pays de la planète, tel est le dessein de la IIIe Internationale ouvrière qui se forma après le désastre meurtrier de la Première Guerre mondiale. La révolution russe d'Octobre 1917 avait montré l'exemple, s'ouvrait alors, selon ses partisans, le chemin d'une possible révolution mondiale...

Cet ouvrage retrace l'histoire de l'Internationale communiste de sa naissance à Moscou le 2 mars 1919 jusqu'à sa dissolution en 1943. Puissamment organisé, le Komintern marquera de son empreinte l'histoire du XXe siècle, il participera aux luttes libératrices de l'entre-deux-guerres, offrira aux classes populaires des voies d'accès à la vie politique en même temps qu'il justifiera les massacres de masse des purges stalinienne. L'Internationale communiste permettra l'expression des aspirations anticolonialistes de nombreux militants asiatiques, arabes et africains tout en

exerçant un contrôle étroit de l'activité des partis nationaux par le recours à la violence physique et symbolique.

Funeste production de l'imaginaire pour certains, entreprise essentiellement criminogène pour d'autres, le communisme est ici appréhendé comme une réalité autrement plus complexe. Ce livre contribue à décrypter le sens d'un mouvement mondial qui a porté les espoirs de centaines de millions de femmes et d'hommes tout en acceptant d'en sacrifier des millions parmi ses partisans et ses adversaires.

Serge Wolikow enseigne l'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne. Codirecteur de l'ouvrage *Le Siècle des communismes* (Éditions de l'Atelier, 2000 ; Points Seuil, 2004), il est un des experts français pour les programmes internationaux concernant les archives du communisme.

Pour en savoir plus
www.gabrielperi.fr

Fondation Gabriel Péri – 11, rue Étienne Marcel – 93500 Pantin – France
T +33 (0) 1 41 83 88 50 – F +33 (0) 1 41 83 88 59 – M fondation@gabrielperi.fr

Cahiers d' HISTOIRE

revue d'histoire critique

N° 110

Le mot de la rédaction

Dossier
**PENSER LE TRAVAIL À L'ÉPOQUE
MODERNE**

Dossier coordonné par Yannick
Fonteneau

Yannick Fonteneau, Penser le travail à l'époque
moderne (xviii^e-xix^e s.):
introduction et perspectives

Anne Conchon, Le travail entre labeur et valeur : la corvée royale au xviii^e siècle

Arnaud Diemer, *Hervé Guillemain*, La marchandisation du travail dans la société anglaise
de la fin du xviii^e siècle au début du xix^e

Romuald Dupuy, Du travail de la nature au travail dans la société des Physiocrates

François Jarrige, Le travail discipliné : genèse d'un projet technologique au xix^e siècle

François Vatin, Le « travail physique » comme valeur mécanique (xviii^e-xix^e siècle). Deux
siècles de croisements épistémologiques entre la physique et la science économique

Chantiers

Guillaume Davranche, Pelloutier, Pouget, Hamon, Lazare et le retour de l'anarchisme au
socialisme (1893-1900)

Métiers - Transmettre l'histoire

Laurent Brassart, Michel Sylberberg (mai 1940-avril 2009)

Débats

Laurence De Cock, *Philippe Olivera (CVUH)*, *Sylvain David*, *Marjorie Galy (APSES)*, La
réforme des lycées contre les sciences sociales. Quelques principes de vigilance à propos
de la place faite à l'histoire-géographie et aux sciences sociales en général dans le lycée

Livres



Site : <http://chrhc.revues.org>

Cahiers d' HISTOIRE

revue d'histoire critique

N° 111

Le mot de la rédaction

Dossier

CONFLITS ET CONFLICTUALITÉ DANS LE MONDE BRITANNIQUE, 1815-1931

Dossier coordonné par Jean Vigreux,
Julien Vincent

Jean Vigreux, Julien Vincent, Introduction. Les
conflits et conflictualités dans le monde britanni-
que, 1815-1931

Edmond Dziembowski, Le radicalisme au début
du XIX^e siècle, ou le poids des héritages

Laurent Colantonio, Comment l'Irlande nationaliste neutralise la conflictualité sociale
(années 1820-1840)

Vanessa Caru, Pouvoir colonial et conflictualité ouvrière
L'exemple du logement ouvrier à Bombay (années 1890-1920)

Yann Béliard, Le syndicat des gens de mer contre le Péril Jaune : les ressorts d'une
campagne oubliée (Royaume-Uni, printemps 1914)

Jean Vigreux, Manabendra Nath Roy (1887-1954), « représentant des Indes
britanniques » au Komintern ou la critique de l'impérialisme britannique

Chantiers

Régis Ouvrier-Bonnaz, L'histoire des chaires du CNAM concernant l'Homme au travail
(1900-1945) : entre production de savoirs et engagement politique

Métiers - Transmettre l'histoire

Frank Noulin, Jean-François Wagniard, Et si nous faisons des élèves citoyens sans
histoire ?

Débats

Marco Di Maggio, Critique du capitalisme et théories de la décroissance en Italie. *Miseria
dello sviluppo* (Misère du développement) de Piero Bevilacqua

Livres



Site : <http://chrhc.revues.org>

Cahiers d' HISTOIRE

revue d'histoire critique

Sommaire

- **Pourquoi ces
«Rencontres d'Histoire critique»?**
- **Ouverture**
 - Accueil,
Jacques Bourgoïn, maire de Gennevilliers
 - Présentation des rencontres,
Marie-Claude L'Huillier, Anne Jollet
 - Présentation de la table ronde,
Marie-Claude L'Huillier
- **Regards croisés : villes d'hier, enjeux d'aujourd'hui**
*Table ronde avec Monique Clavel-Lévêque, Natacha Coquery,
Alain Faure, Serge Wolikow*
- **Atelier 1 : Les villes au cœur des migrations**
Catherine Coquery-Vidrovitch, Frédéric Régent
- **Atelier 2 : Les banlieues, espaces dominés ?**
Emmanuel Bellanger, Catherine Dupuy, Pascal Guillot
- **Atelier 3 : Villes et citadins dans les guerres du xx^e siècle**
Christian Chevandier, André Loez, Bénédicte Tratnjek
- **Atelier 4 : Villes et luttes sociales**
Guillaume Mazeau, Mathilde Larrère
- **Atelier 5 : Cultures urbaines**
Jean-Pierre Guilhembet, Pierig Humeau
- **Atelier 6 : L'histoire de la ville dans le livre de jeunesse**
Thierry Duclerc, Thierry Aprile



Cahiers d' **HISTOIRE**

revue d'histoire critique

Vivre la ville Bulletin de souscription Prix : 8 €

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Ville : Code postal :

Tél(s) :

e-mail :

Profession :

Je souhaite recevoir la brochure « Vivre la ville »
..... : x 8 € =

Je souhaite m'abonner aux Cahiers d'Histoire (1 an - 4n^{os}) :

France : 52 €

Abonnement de soutien (France) : 62 €

Etranger : 62 €

Chômeur-Etudiant : 29 €

Prélèvement automatique : 4 x 12 € ou 4 x 6,50 €
(Formulaire d'autorisation en pièce jointe)

Chèque à l'ordre des Cahiers d'Histoire.

Retournez ce bulletin à :

Cahiers d'Histoire, Revue d'histoire critique

6, avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19

Tél. : 01 42 17 45 27 - Fax : 01 45 35 92 04

E-mail : ap.jollet@orange.fr

Site : <http://chrhc.revues.org>

CAHIERS D'HISTOIRE (RHC) – PRÉCONISATIONS AUX AUTEURS

Afin de traiter de la meilleure façon les articles qui sont envoyés à notre revue, quelques règles sont à suivre pour les auteurs dans la présentation et les formats des fichiers. Ces préconisations nous permettent de gagner du temps sur la correction et la mise en forme des textes qui nous parviennent.

Présentation : règles de base

– Le document doit être fourni sous Word (Open Office est à proscrire absolument), au format .doc ou .rtf de préférence, sur cédérom ou en pièce jointe à un courriel. Dimension maximale du fichier : 45 000 signes (espaces compris) pour un article, 10 000 signes pour un compte rendu, 3 000 signes pour une note brève. Pour un article, un chapeau de présentation de l'article (1 000 signes maximum) est vivement souhaité, ainsi que la proposition de quelques mots-clés.

– Le texte doit être fourni sans insertion de schémas, graphiques, tableaux ou images. Ceux-ci seront fournis en fichiers séparés, au format Excel pour les tableaux et graphiques, et .jpg pour les images (qualité requise : 300 dpi minimum).

– L'auteur devra indiquer ce qu'il souhaite voir paraître en fin d'article en regard de sa signature (association, unité de recherche, groupe d'étude...).

Les références bibliographiques et les références aux sources sont données en notes de lecture, placées en fin de texte. On peut également accepter des orientations bibliographiques en fin d'article.

Typographie

– Pour le corps du texte, police « Times New Roman », style « Normal », taille 12.

– L'italique est réservé aux mots, locutions et citations empruntés aux langues anciennes ou étrangères (ex. : *a priori*, *de facto*, *aggiornamento*, *brain storming*) et aux titres d'ouvrages (ex. : Lénine publie *L'État et la Révolution* en 1917.)

– Les citations courtes sont intégrées au texte et placées entre guillemets (choisir les guillemets « à la française »). Les citations longues font l'objet d'un paragraphe, entre guillemets et avec un saut de ligne avant et après.

– Toute suppression ou coupure dans une citation doit être signalée par [...] ou (...). Toute citation doit faire l'objet d'une note de lecture en précisant la référence.

-La mise en page doit être le plus simple possible : interligne simple, pas de retraits de 1^{ère} ligne, texte justifié à droite. Les titres doivent être courts, espacés des paragraphes et clairement hiérarchisés (pas plus de trois niveaux). Ils ne doivent pas être numérotés.

Notes de fin de texte

- Appel de note : utiliser obligatoirement la procédure du logiciel, qui saisit le nombre en exposant et opère une numérotation automatique avec remise à jour instantanée.

- L'appel de note se place toujours après le dernier caractère du mot ou de la phrase, et toujours avant les signes de ponctuation, y compris les guillemets.

Exemples :

- Voir la contribution d'Anne Jollet sur la région d'Amboise²⁴.

- Robespierre écrit : « L'Homme est fait pour le bonheur et pour la liberté⁵ ».

- Les notes se placent en fin de texte, et non en bas de page. Police « Times New Roman », taille 9 (proposé automatiquement par le logiciel), texte justifié à droite.

- *Id.* ou *Ibid.* renvoient exclusivement à la note qui précède immédiatement, *op. cit.* (ou *ouvr. cit.*) à toute note antérieure. Cependant, si plusieurs ouvrages du même auteur ont déjà été cités, il est nécessaire de reprendre le titre, ou au moins les premiers mots du titre. Exemples :

- *Ibid.*, p. 47.

- Roche D., *op. cit.*, p. 245-263.

- Kermoal C., *Les notables du Trégor...*, *ouvr. cit.*, p. 102-116.

Références bibliographiques

- Pour un ouvrage courant : Ne mettre de majuscules qu'aux initiales des noms propres et à la première lettre du titre ; le titre de l'ouvrage est en italiques ; mentionner dans l'ordre le lieu d'édition, l'éditeur (collection, si mentionnée), la date d'édition (mention de 1^{ère} éd. entre parenthèses), le tome ou volume, le nombre de pages.

- Pour un article tiré d'un ouvrage collectif ou d'une revue, le titre de l'article est entre guillemets, suivi du mot « dans » (et non « in ») puis de la référence de l'ouvrage ou de la revue avec le titre en italiques, et enfin la pagination.

Exemples :

- Roche D., *La France des Lumières*, Paris, Fayard, 1993, 652 p.

- Delumeau J. et Roche D. (dir.), *Histoire des pères et de la paternité*, Paris, Larousse, 1990.

- *Les Droits de l'Homme et la conquête des libertés*, Actes du colloque de Vizille (octobre 1986), Grenoble, 1988, 426 p.

- Reinhard M., « L'Ancien Régime », dans Mollat M. (dir.), *Histoire de l'Île-de-France et de Paris*, chap. XIV, Toulouse, Privat, 1971, p. 316-354.
- Walter R., « Le parc de Monsieur Zola », dans *L'œil*, n° 272, mars 1978, p. 18-25.

Mise en forme et abréviations

Sigles : ne pas mettre de points entre les lettres (ex. : BNF, RHMC, EHESS).
Siècles : en chiffres romains, suivis de « e » (ex. : XXe siècle, XVIe-XVIIIe siècles)

Les abréviations bibliographiques s'écrivent généralement sans majuscule :
ms. = manuscrit ; chap. = chapitre ; coll. = collection ; vol. = volume ; t. = tome ;
p. = pages (et non pp.)

En règle générale, ne pas abuser des majuscules (ex : Assemblée nationale et non Assemblée Nationale), ni des points de suspension (ex : etc. et non etc...)

Abréviation d'organismes souvent cités :

Arch. nat. = Archives nationales

Arch. dép. = Archives départementales + nom ou n° du département

Arch. mun. = Archives municipales + nom de la ville

Bibl. nat. = Bibliothèque nationale

Bibl. mun. = Bibliothèque municipale + nom de la ville

Pour davantage de précisions, se référer au *Lexique des règles typographiques en usage à l'Imprimerie nationale*, Paris, Imprimerie Nationale, 2002, 198 p.

Tous les textes proposés doivent être inédits et impérativement transmis ou envoyés à la rédactrice en chef de la revue. Ils seront soumis au comité de lecture pour avis. L'auteur d'un article publié recevra trois exemplaires du numéro dans lequel est publié son article.

Cahiers d'
HISTOIRE
revue d'histoire critique

EN PARTENARIAT AVEC ESPACES MARX
ET LA FONDATION GABRIEL PÉRI

Bulletin d'abonnement

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Ville : Code postal :
Tél(s) :
e-mail :
Profession :

Je souhaite m'abonner (1 an - 4n^{os}) :

- France : 52 €
- Abonnement de soutien (France) : 62 €
- Etranger : 62 €
- Chômeur-Etudiant-Précaire : 29 €
- Prélèvement automatique : 4 x 12 € ou 4 x 6,50 €
(Formulaire d'autorisation sur demande)

**Chèque à l'ordre des Cahiers d'Histoire.
Retournez ce bulletin à :**
Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique
6, avenue Mathurin Moreau, 75167 Paris cedex 19
Tél. : 01 42 17 45 27 - Fax : 01 45 35 92 04
E-mail : ap.jollet@orange.fr
<http://chrhc.revues.org>